REVUE

DES

DEUX MONDES

XXI[e] ANNÉE. — NOUVELLE PÉRIODE

TOME X. — 1[er] AVRIL 1851.

PARIS. — IMPRIMERIE GERDÈS
14, rue Saint-Germain-des-Près

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME DIXIÈME

VINGT-ET-UNIÈME ANNÉE. — NOUVELLE PÉRIODE

PARIS
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOÎT, 20

1851

DES PRINCIPES

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

ET

DU GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF.

C'est pousser un peu loin peut-être le luxe des œuvres complètes que de tirer des archives du *Moniteur* (1), où ils étaient, ce semble, fort convenablement ensevelis, des *Discours* prononcés à la tribune de la chambre des pairs, et qui ont perdu le peu d'importance qu'ils ont pu avoir autrefois par leur rapport au mouvement général des affaires et des partis avant le 24 février 1848. Depuis, tout a changé, la situation, les questions, les choses, les hommes, et ces discours ne s'adressent aujourd'hui à personne. Si je les rappelle, ce n'est assurément pas par amour-propre, car cet amour-propre serait bien trompé : c'est pour me rendre compte à moi-même, et au bien petit nombre de lecteurs qui peuvent s'intéresser à ce que j'écris, des sentimens qui m'animaient à cette époque déjà si loin de nous, et des opinions que j'ai

(1) Comme on le voit par ces premières lignes, cet exposé de principes politiques est à la fois l'introduction et le complément des discours que M. Cousin a prononcés à la chambre des pairs et qu'il se propose de recueillir.

portées dans ce que j'ose à peine appeler ma carrière politique. Ces sentimens, je les ai toujours; les opinions que j'ai soutenues reposaient dans mon esprit et dans mon ame sur de trop fermes fondemens pour qu'un jour ait pu les ébranler, et me jeter, vivant, dans ce néant, dans ce chaos, dans cette confusion lamentable où la France est tombée et s'agite douloureusement. Je le déclare ou le confesse : je suis ce que j'étais le 23 février 1848, et la tragique expérience qui est intervenue, loin d'affaiblir, n'a fait que fortifier en moi les principes que j'ai tant de fois exprimés et défendus, soit au pouvoir, soit dans l'opposition. Grace à Dieu, je ne les ai pas perdus en perdant le reste. Dans la nuit qui s'est faite autour de nous, ils sont encore, à mes yeux, l'étoile qui guide les sociétés modernes, et donne à leurs mouvemens les plus désordonnés en apparence un objet certain et bienfaisant; ils dominent toutes les formes de gouvernement, et en même temps ils déterminent celle qui convient le mieux à la France et à l'Europe; enfin ils prescrivent à tous les gouvernemens la seule conduite qui les peut soutenir en satisfaisant aux besoins et aux vœux légitimes des peuples. C'est sous ces divers aspects que je veux les considérer rapidement, et leur rendre un dernier et fidèle témoignage.

I.

Mes principes politiques ne sont pas longs à exposer. Je ne les emprunte point à un système abstrait et arbitraire éclos dans les rêves d'un solitaire; je les tire du foyer même de la réalité la plus vive, de la conscience populaire : ils se réduisent à l'intelligence et à l'amour de la révolution française.

Je suis né avec la révolution française. Dès que mes yeux se sont ouverts, j'ai vu flotter son drapeau, tour à tour sombre et glorieux. J'ai appris à lire dans ses chansons : ses fêtes ont été celles de mon enfance. A dix ans, je savais les noms de ses héros. J'entends encore au Champ-de-Mars et sur la place Vendôme les éloges funèbres de Marceau, de Hoche, de Kléber, de Desaix. J'assiste aux revues du premier consul. Je vois ce grand visage pâle et mélancolique, si différent de la figure impériale, telle surtout qu'elle m'apparut une dernière fois sur la terrasse de l'Élysée, à la fin des cent-jours. Mon instinct patriotique ne s'est pas laissé un moment surprendre à l'éclat d'une dictature militaire que je ne comprenais pas. Je n'ai compris, je n'ai aimé que les conquêtes de la liberté. En 1812, j'étais déjà suspect dans l'Université d'un attachement mal dissimulé à sa cause proscrite, et j'y suis demeuré fidèle parmi les vicissitudes d'une vie souvent orageuse. Je m'honore d'avoir été dans tous mes ouvrages, depuis le premier jusqu'au dernier, dans la chaire comme à la tribune, son

interprète modéré, mais inébranlable. Ma philosophie même n'a guère été que la réflexion appliquée à ses instincts et le résumé de ses maximes.

Quel est en effet le trait le plus frappant de cette philosophie, surtout en face des philosophies contemporaines? C'est sa méthode. Nous partons de l'homme pour arriver à tout, même à Dieu. L'étude de la pensée humaine est à nos yeux l'étude par excellence, celle qui nous est la clé de toutes les autres. C'est là ce que Descartes a établi ou du moins entrevu. Descartes a supprimé l'autorité en philosophie et y a substitué la libre étude de la pensée.

De graves conséquences découlent de ces modestes prémisses.

Si l'étude de la pensée et de ses lois contient déjà toute la philosophie, il s'ensuit que de la conscience bien interrogée émane aussi la morale entière avec ses dogmes les plus sublimes qu'achève et couronne celui d'un Dieu, nécessaire auteur de notre être, qui ne peut pas ne pas posséder les facultés qu'il nous a données, et qui les possède, selon la loi de sa nature, en un degré infini.

Fille de la morale, la politique a le même caractère que sa mère : elle est d'institution naturelle. Les sociétés humaines, faites par des hommes et pour des hommes, ne relèvent point de pouvoirs étrangers et mystérieux, et le seul fondement de l'autorité légitime est l'intérêt et le consentement des peuples. De là le grand principe de la souveraineté nationale, proclamé par la révolution française, qui répond à celui de la souveraineté de la raison en philosophie.

Il n'y au fond que deux écoles en philosophie et en politique : l'une qui part de l'autorité seule, et avec elle et sur elle éclaire et façonne l'humanité; l'autre qui part de l'humanité et y appuie toute autorité humaine. Le temps présent est la lutte de ces deux écoles dans l'intelligence et dans le monde. L'avenir verra le triomphe de la philosophie et de la politique inaugurées par Descartes et par la révolution française. C'est là ma foi, mon espérance, ma consolation, l'inviolable asile de ma raison et de mon cœur au milieu des troubles et des agitations où se consume notre vie.

Je le sais : les fils n'ont pas hérité de l'enthousiasme de leurs pères. Notre génération a vu et supporté tant de changemens, qu'elle en est lasse et soupire après le repos. Elle tend les mains au principe de l'autorité, comme les générations de 1789 invoquaient le principe de la liberté, et il est assez de mode aujourd'hui, parmi les enfans de ceux que la révolution et la philosophie ont affranchis, de dire du mal à tort et à travers de la révolution et de la philosophie.

Les ennemis de la philosophie l'accusent de mener au scepticisme et à l'athéisme. Nous donnons pour la dixième fois un démenti solennel à cette accusation. La raison, fidèle à elle-même, remonte aisément à

Dieu, qui est son principe. En fait, presque toutes les grandes philosophies ont été dogmatiques. Il n'y a guère eu que deux ou trois sceptiques de génie. L'athéisme est un phénomène assez rare dans l'histoire de la philosophie. Chez nous, au XIXe siècle, la plupart des doctrines un peu accréditées présentent, affectent même un caractère moral et religieux; elles se piquent de respect envers le christianisme, et incontestablement elles lui sont plus favorables que contraires. La raison émancipée n'a donc pas nui à la cause de Dieu; elle l'a servie. Et puis, que propose-t-on de substituer à la raison pour le gouvernement de l'homme? Serait-ce le sentiment, comme le disent quelques personnes? Mais le sentiment n'est autre chose que la raison sous sa forme la plus naïve et la plus touchante, la raison instinctive et irréfléchie. Le sentiment, d'ailleurs, est tout aussi libre que la raison, et il peut s'égarer comme elle. Non, dit-on, c'est la foi, avec la paix profonde qui l'accompagne, que nous voulons mettre à la place de la raison et de ses doutes. A merveille; mais, si on daigne y prendre garde, la foi, c'est encore la raison, la raison triomphante du doute, acquiesçant pleinement à une opinion et s'y reposant. Il n'y a pas de foi contre la raison. Et quand, fatiguée des incertitudes qu'elle rencontre, la raison abdique entre les mains d'une autorité étrangère, ne vous y trompez pas; comme c'est elle qui juge à propos de renoncer à ses droits, par là encore elle les exerce; en se soumettant de son gré, elle retient sa propre autorité et se gouverne elle-même. Puisqu'il n'en peut être autrement, et qu'on ne peut sortir de soi-même et abolir sa raison, le parti le plus sage n'est-il pas de nous en servir le plus raisonnablement possible? Résignons-nous de même à la philosophie. Elle est inévitable; c'est pourquoi elle a toujours été et sera toujours. Elle est l'emploi nécessaire de la raison dans la recherche et la démonstration d'un ordre de vérités qui intéressent au plus haut degré la dignité et le bonheur de l'homme; au lieu de la combattre inutilement, secondons-la de tous nos vœux dans la noble tâche qu'elle poursuit de siècle en siècle; honorons les services qu'elle a déjà rendus et ceux qu'elle peut rendre encore au genre humain.

Les ennemis de la révolution française élèvent contre elle les mêmes paralogismes qui ne se peuvent soutenir davantage. Ils disent aussi que la souveraineté nationale mène à l'anarchie, que l'homme est incapable de se gouverner lui-même, et ils le donnent à gouverner, à qui? A des hommes. Mais ces hommes qu'on établit ainsi sur la tête des autres hommes, avec des noms plus ou moins majestueux, ces souverains qui relèvent de Dieu seul et n'ont pas de compte à rendre à ceux qu'ils gouvernent, ne sont-ils pas de chair et d'os comme nous, sujets aux mêmes passions, aux mêmes erreurs, aux mêmes folies, et souvent conspirant eux-mêmes contre l'ordre et la paix qu'ils nous

promettent? Les troubles et les révoltes datent-ils de 1789? Et, de nos jours comme auparavant, les gouvernemens absolus ont-ils si bien conduit leurs affaires et les nôtres, qu'il faille nous incliner devant leur sagesse et nous hâter de remettre nos destinées entre leurs mains?

La révolution française a fait couler des torrens de sang. J'en gémis; mais j'oserai demander s'il s'est introduit quelque bien en ce monde dont on n'ait pas payé la rançon. Quel progrès s'est jamais accompli sans quelque épreuve pénible? Et l'on voudrait que ce progrès immense, cette métamorphose des sociétés humaines quittant leurs anciens fondemens, rejetant leurs vieilles autorités et aspirant à se gouverner elles-mêmes, on voudrait que l'enfantement de ce monde nouveau s'accomplît sans souffrances! Un canal ou un chemin de fer au lieu d'une route ordinaire, avant d'enrichir une contrée, commencent par y ruiner bien des familles, et l'émancipation des peuples ne leur coûterait rien! La guerre de trente ans a été plus longue et elle n'a guère été plus douce que celle de la révolution, et pourtant il ne s'agissait que du protestantisme, et le prix de tant de sang versé a été le traité de Westphalie. La révolution française ne peut être comparée qu'à la révolution chrétienne, et sait-on ce que celle-ci a fait naître et entretenu de troubles et de douleurs avant de porter ses fruits? L'ancien culte, en tombant, entraîna dans sa chute toutes les grandeurs de la civilisation antique, les arts, les lettres, ces lois qu'on a appelées la raison écrite, les institutions municipales, les sénats, la splendeur des villes, les plus gracieux et les plus sublimes monumens, tous les souvenirs glorieux de la famille humaine; ceux qui avaient été grands précipités; les esclaves émancipés; les barbares mal combattus, souvent appelés et introduits; partout des ruines, des massacres, et une telle désolation que les docteurs chrétiens, au ve et au vi^e siècle, faisaient des livres pour expliquer comme de justes châtimens de Dieu et de salutaires épreuves les misères accumulées sur les peuples et absoudre la Providence et la religion nouvelle. Tel est le vrai sens du traité de Salvien *Sur le gouvernement de Dieu*. La révolution française n'a pas été si lente à s'autoriser par ses bienfaits. Les premiers jours du xixe siècle ont vu paraître une législation qui a renouvelé et perfectionné les rapports des hommes dans la famille, dans toutes les transactions de la vie ordinaire, dans le commerce, dans l'industrie, dans l'armée, dans l'éducation, dans la justice, dans l'église, dans la commune, dans le département, dans l'état. Les malheurs s'étaient presque arrêtés à la surface; dans les entrailles de la France avaient été déposés des biens immenses qui s'accroissaient chaque jour par leurs effets mêmes. Nos pères de 1789, en voyant ce qu'était alors l'état, l'église, la justice, la famille, toute la vie privée et sociale, s'émurent et s'élancèrent à la conquête d'une nouvelle société. Cette société une fois conquise et consolidée dans le

sang et dans les larmes, leurs fils ingrats en jouissent sans se douter de sa beauté, de sa grandeur; ils en jouissent, sans l'apprécier, comme on jouit de l'air qu'on respire, de la vie et du bonheur; mais, à côté de nous, les étrangers nous envient cet ordre admirable, et ils se jettent dans la carrière orageuse que nous avons parcourue, au risque de souffrir autant que nous pour arriver où nous sommes parvenus.

Vainement, d'un bout de l'Europe à l'autre, il s'est élevé des voix puissantes qui ont célébré les beautés de l'ancien régime et maudit les révolutions : ces voix éloquentes n'ont pas persuadé les peuples. Le siècle compte à peine cinquante années, et la révolution française a franchi ses barrières, et elle est entrée victorieuse à Munich, à Berlin, à Vienne, en Italie, en Espagne, en Portugal, en Grèce. Elle n'a jamais reculé et elle a toujours avancé. Ses revers apparens et passagers cachaient et amenaient ses plus sérieux triomphes.

Chez nous, après avoir accompli son œuvre de destruction, elle confia à un grand capitaine le soin de refaire la France sur les idées nouvelles, et elle lui donna ou lui laissa prendre un pouvoir immense. Il en abusa, et on crut la liberté politique à jamais perdue. Elle n'était que suspendue, et pendant cette suspension momentanée, la liberté civile, ce fondement nécessaire de la liberté politique, était enracinée dans le sol, incorporée à la vie française, et mise une fois pour toutes à l'abri de tout changement. La révolution avait gagné la liberté civile sous l'empire; à sa chute, elle entra en possession de la liberté politique, qui depuis s'est toujours développée. Dès 1812, l'Espagne avait eu son assemblée constituante; les cortès de Cadix avaient proclamé une constitution. Ferdinand l'abolit en 1815; elle reparaît en 1820, on l'abolit encore; elle revient en 1832 sous une autre forme, et à travers mille vicissitudes, elle triomphe, s'établit, en sorte que M. Donoso Cortez a l'agrément de prononcer aujourd'hui des sermons éloquens contre la révolution française au sein d'un parlement né de l'imitation généreuse de cette révolution. Si M. De Maistre vivait encore, il pourrait aussi renouveler ses vieilles philippiques dans le parlement de Turin; car la tentative malheureuse de 1821 a été reprise en Piémont par la royauté elle-même : le statut de Charles-Albert, confié à la garde d'un roi loyal et pratiqué avec intelligence et modération, fait à la fois la force de la maison de Savoie, la consolation d'une nation vaillante trahie par la fortune et l'espérance de l'Italie. Pendant quelque temps, la révolution grecque ne semblait qu'un mouvement d'indépendance; peu à peu l'indépendance, là comme en Amérique, et depuis dans le Nouveau-Monde, a conduit à la liberté politique : il y a maintenant à Athènes un parlement, parce que l'indépendance a fait de la Grèce une nation. En 1830, la révolution belge a créé un peuple nouveau qui a librement choisi son roi et qui librement l'a maintenu.

Déjà le voisinage de la France avait introduit en Allemagne quelques constitutions : le grand-duché de Bade, le petit royaume de Wurtemberg, la puissante Bavière possédaient de libres tribunes, et voilà que le rempart en apparence invincible de l'esprit de contre-révolution en Europe, la vieille Autriche, que nous croyons heureuse et tranquille sous une administration habilement paternelle, rejette et brise cette administration et se précipite dans les hasards d'une insurrection. Il y a eu des barricades à Vienne, preuve suffisante, apparemment, qu'il y avait au moins un parti libéral très puissant en Autriche, et que la sagesse si vantée de M. de Metternich était une fausse sagesse : l'arrêt a été prononcé par le seul juge que reconnût M. de Metternich, le sort, les événemens. Bientôt l'Autriche, un moment ébranlée, a montré tout ce qu'elle possède de force et de vie, et à l'heure où j'écris, si la liberté politique attend encore, chaque jour voit tomber un abus et sortir comme de terre des institutions nouvelles marquées d'un caractère libéral et pratique. Le roi de Prusse n'avait pas terminé ses ingénieux discours sur la beauté de la tradition, qu'il était interrompu par une révolution, et qu'il lui fallait donner une constitution fort peu historique, bizarrement démocratique, et qui sera du moins le point de départ d'un ordre meilleur dans le royaume du grand Frédéric.

Comptons, je vous prie. Voyons si, depuis le commencement du siècle, il s'est jamais passé en Europe une période de dix années qui n'ait vu sur un point ou sur un autre paraître spontanément quelque imitation de la révolution française. N'est-elle pas justifiée aujourd'hui, la grande parole de Mirabeau, que la révolution fera le tour du monde? En vérité, si ce progrès, qui ne s'arrête jamais, n'est pas un signe certain de la force d'une idée, il faut renoncer aux leçons de l'histoire et fermer les yeux à l'expérience. Oui, l'expérience elle-même est désormais en faveur de la révolution française, et c'est l'esprit de contre-révolution qui est convaincu d'impuissance et de chimère. Je prends la liberté de recommander cet argument aux beaux esprits de ma connaissance qui se piquent de mépriser les idées et de ne croire qu'aux faits accomplis. Ce qui s'accomplit sous nos yeux dans le monde, c'est le triomphe des principes de la révolution française; cela est plus clair que le jour. Certes, le christianisme n'a pas marché aussi vite, et cette merveilleuse rapidité serait tout-à-fait incompréhensible, si on ne se rappelait que la révolution française a été préparée en Europe par deux grands siècles de civilisation et de philosophie, et aussi par le long règne du christianisme.

Le principe de la souveraineté nationale est le symbole le plus éclatant de la révolution française; mais ce principe lui-même a besoin d'être considéré de plus près. Il ne constitue pas d'ailleurs à lui seul toute la révolution; elle a encore d'autres principes qui tiennent inti-

mement à celui-là. Ces divers principes réunis forment un ensemble simple et grand, et, appliqués aux sociétés modernes, ils leur donnent une physionomie particulière qui les sépare profondément des sociétés du moyen-âge et des sociétés antiques.

Si je voulais peindre d'un seul trait l'entreprise de la révolution française, je dirais qu'elle s'est proposé de tirer la morale des livres des philosophes et de la transporter du gouvernement des individus à celui des sociétés. Sans avoir lu Platon, elle a considéré la société comme une personne morale, qui a les mêmes facultés que l'individu, les mêmes passions, les mêmes misères, les mêmes droits, les mêmes devoirs, qui poursuit le même idéal de perfection, et s'efforce de le réaliser par le travail des générations, comme l'individu l'accomplit dans un cercle borné pendant son rapide passage sur la terre.

Reste à savoir en quoi consiste cet idéal imposé à la fois aux individus et aux nations. Rentrons en nous-mêmes, consultons la conscience; elle parle le même langage à tous les hommes, et ce langage est la voix de Dieu. Voici en abrégé ce qu'elle nous dit :

Vous êtes libres, et cette liberté, qui fait de vous des êtres à part, des êtres privilégiés dans l'univers, est le titre de votre dignité, le fondement de vos droits et de vos devoirs, la règle et la fin de votre destinée. Vous devez en prendre soin, la cultiver à l'aide d'elle-même, et donner à vos facultés tout leur développement légitime; car elles n'ont été mises en vous que pour être exercées. Ce perfectionnement exige un travail continu, souvent ingrat, et qu'il faut sans cesse renouveler, en vous proposant ce but sublime d'être en terminant votre carrière un peu meilleurs que vous n'étiez en la commençant.

Voilà pour vous-mêmes. Quant aux autres, n'est-il pas évident, puisqu'ils sont libres comme vous et comme vous responsables de leur destinée, que vous avez le devoir de les respecter dans l'exercice, quel qu'il soit, de leur liberté, comme vous avez le droit de vous faire respecter par eux dans l'exercice de la vôtre? Étant aussi libres que vous, ils sont à ce titre vos égaux; il ne vous appartient pas de leur dicter des lois, de les employer à votre usage et à votre profit, et, fussiez-vous mille fois plus fort et plus intelligent qu'aucun d'eux, vous n'avez sur eux aucun droit naturel. Il n'y a point d'esclave et de maître par nature, il y a des êtres libres, égaux entre eux, qui peuvent s'associer librement et mettre en commun leurs forces pour n'être pas à la merci des passions, ennemies de la liberté commune; et cette association a pour fondement et pour règle l'intérêt de tous et non l'intérêt de celui-ci ou de celui-là. En un mot, la loi suprême de notre conduite les uns envers les autres est le maintien et la défense de notre liberté, c'est-à-dire la justice. Sous l'empire de la justice, chacun de nous poursuit sa destinée et l'accomplit à sa manière, ne de-

vant compte aux autres que des actions qui touchent à leur liberté, irréprochable s'il la respecte, justement puni s'il y porte la moindre atteinte, par dol et par ruse ou par violence.

La justice seule, même le plus sévèrement pratiquée, n'épuise pas tous nos devoirs envers nos semblables aux yeux de la conscience. Sans doute, nous devons respecter l'emploi que les autres hommes croient devoir faire de leurs facultés; mais si l'emploi qu'ils en font, sans troubler notre liberté, nous paraît mal entendu dans leur intérêt même, nous est-il interdit, non de leur imposer, mais de leur offrir les conseils affectueux d'un de leurs frères? Nous sommes frères en effet, si nos natures sont les mêmes et témoignent d'un même auteur, qui est notre père à tous. Si l'un de nos frères s'égare, ne devons-nous pas lui tendre la main? S'il tombe dans l'infortune, ne sentons-nous pas le devoir et presque le besoin de l'aider selon nos moyens? Nous nous éloignons du méchant endurci qui a résisté à tous nos avertissemens, mais ne nous portons-nous pas instinctivement au secours de l'honnête homme malheureux? S'il exigeait de nous ce que nous sommes disposés à lui offrir, par cela même nous le lui refuserions, pour maintenir notre liberté et nous défendre de la tyrannie; mais, s'il n'exige rien, s'il ne demande qu'au nom de l'humanité, c'est un devoir évident pour nous de le secourir et de l'assister, encore une fois dans la mesure de nos moyens.

La charité nous apparaît donc comme un devoir encore par-delà la justice. Ces deux grands devoirs résument tous les autres, et ils diffèrent essentiellement. La justice est impérative et absolue; il nous est commandé de l'accomplir tout entière : nous ne pouvons nous en délier sous aucun prétexte; il n'y a pas de prétexte légitime de faire tort ou violence à qui que ce soit. Il faut rendre aux autres ce qui leur est dû et tout ce qui leur est dû, sans limite et sans réserve. La dette de la justice est toujours exigible; elle ne peut jamais être refusée. Il n'en est pas ainsi de la charité : elle constitue aussi un devoir, mais un devoir qui dépend de nos moyens, et qui est soumis à l'appréciation consciencieuse de ce que nous pouvons, en tenant compte de ce que nous nous devons à nous-mêmes et à ceux qui nous sont des autres nous-mêmes. Ici tout est incertain, et nulle définition précise n'est possible, tandis que les devoirs de justice se définissent avec une rigueur parfaite. La justice a encore ce caractère éminent, qu'à côté des devoirs qu'elle nous prescrit, elle confère aux autres des droits correspondans qu'ils doivent soutenir, qu'ils peuvent même revendiquer par la force. Il n'en est point ainsi de la charité : elle ne fonde pas un droit correspondant dans celui qui en est l'objet; c'est une vertu d'une nature exquise et délicate qui périt dans la moindre contrainte, et, comme l'amour, tire tout son prix de la liberté.

Telle est la morale que la conscience révèle et impose à chacun de nous. Mettez la société au lieu de l'individu, cette morale subsiste tout entière. La société ne la diminue pas; elle l'assure et la développe; et voici les maximes politiques qu'engendrent les maximes morales que nous venons de rappeler.

1° Les nations sont libres; elles s'appartiennent à elles-mêmes; elles n'appartiennent naturellement à aucun maître, à aucune famille, à aucune dynastie. Nul n'a droit sur elles. La vraie légitimité des gouvernemens est dans le consentement des peuples. Comme sur la terre tout est fait pour l'homme, ainsi dans une nation tout est fait pour la nation. Elle est obligée sans doute de faire de sa liberté un usage raisonnable; mais elle n'est obligée que devant elle-même, et la souveraineté de sa liberté ne s'arrête que devant la souveraineté de sa raison. Elle crée, change, modifie successivement les formes des gouvernemens, non dans l'intérêt d'une famille ou d'un homme, mais dans son intérêt propre. Il lui peut convenir d'établir les hiérarchies les plus compliquées, si ces hiérarchies lui paraissent utiles; mais, en s'y soumettant, elle ne se soumet encore qu'à elle-même. Elle peut déléguer sa souveraineté, même à toujours, et se donner des rois héréditaires comme des juges inamovibles; mais, cela même, elle le fait pour soi : elle y met certaines conditions dont elle reste juge, et des limites que la souveraineté déléguée ne peut franchir; marque assurée qu'elle est déléguée, et subordonnée en réalité, alors même qu'elle paraît élevée au-dessus de toutes les têtes. Voilà pourquoi le principe suprême de la révolution française est la souveraineté du peuple.

2° Quelque forme de gouvernement qu'une nation libre et souveraine adopte, elle doit faire régner parmi tous ses membres la justice; et comme la justice est le respect absolu de toutes les libertés, il s'ensuit que, dans une telle nation, l'individu doit jouir d'une liberté dont la seule limite est le devoir de ne porter aucune atteinte à la liberté d'autrui. L'émancipation complète de l'individu sous les auspices de la justice, c'est là aussi la conquête de la révolution française, l'exemple qu'elle a donné au genre humain, et cet exemple, elle l'a consacré dans un corps de législation qui, d'un bout du monde à l'autre, porte le nom de législation française. Étudiez cette législation, et vous y reconnaîtrez dans toutes les parties un esprit commun de liberté civile et religieuse que toutes les autres nations imitent peu à peu, et qui leur apparaît comme le modèle de la vie intérieure des peuples libres.

3° Je sais à quel point ont abusé du beau nom de la charité civile les insensés qui, dans ces derniers temps, ont prétendu nous rapprendre les principes de la révolution française et ceux du christianisme; mais le christianisme n'en est pas moins saint et sacré parce qu'on a travesti et défiguré son dogme le plus touchant, et la révolution française

n'est pas coupable des extravagances qu'on a tirées du grand principe de la fraternité. La révolution française a donné le démenti le plus éclatant à quiconque voudrait faire de la société une communauté où tous les rôles seraient assignés d'avance à chacun des sociétaires avec des charges égales et des bénéfices égaux, car elle a proclamé la liberté de tous les citoyens, institué la concurrence illimitée, brisé toutes les corporations, même les plus respectables. Elle n'a pas fait de la France un couvent, où chacun a la même tâche que son voisin et mange au même réfectoire, selon le dogme imbécile de la solidarité sociale. La révolution a fait de la France un immense atelier où chacun travaille selon ses forces et selon ses besoins, n'ayant aucun joug sur sa tête, et mettant sa fierté à ne rien devoir qu'à soi-même. La révolution a dit à tout citoyen : Tu ne dépends plus que de toi-même, fais toi-même ta destinée. Dans la déclaration des droits et des devoirs de l'assemblée constituante, la justice, c'est-à-dire le respect de la liberté, est seule consacrée; il n'est pas même question de l'assistance et de la charité publique. En effet, c'étaient surtout les droits des hommes que l'assemblée constituante voulait revendiquer et établir. Or, il n'y a pas de droit à l'assistance, et dans la société comme dans l'individu, la charité est un devoir auquel ne correspond aucun droit. Le prétendu droit à l'assistance est un droit faux, un encouragement à la paresse, au vice, au désordre. L'assemblée constituante se proposait d'émanciper l'homme et de donner un ressort énergique à son activité; elle s'est bien gardée de briser d'avance ce ressort, d'affaiblir la salutaire nécessité du travail, de l'économie, de la prévoyance, de toutes les vertus sans lesquelles il n'y a pas d'homme libre et de vrai citoyen. Le vrai citoyen s'efforce de se suffire à soi-même; il ne demande aux autres citoyens et à l'état, qui les représente, que la justice, à savoir, une égale protection pour son travail. Dans une nation libre, il n'y a de Dieu qu'au ciel, et l'état n'est la providence de personne. Mais dans la société la meilleure, celle où les mœurs de la liberté fleurissent davantage, il y a toujours d'inévitables misères : il y a les tristes jeux de la naissance et du hasard, des accidens imprévus, mille sources peut-être intarissables de souffrances et de vices. Comme l'homme n'a pas accompli tous ses devoirs envers ses semblables, s'il se borne à leur rendre justice et s'il ne leur tend pas une main amie, la société, dépositaire de tous les devoirs comme de tous les droits, doit, dans la mesure de ses forces, selon les temps et les circonstances, venir au secours de la misère, la prévenir s'il se peut, la réparer autant qu'il est en elle, et toujours la consoler en se montrant envers elle compatissante et généreuse. Oui, je l'ai dit et je le répéterai toujours, dussé-je passer à mon tour pour un socialiste, l'état doit avoir aussi des entrailles (1). Il doit,

(1) Partout dans nos ouvrages, et surtout dans un petit écrit intitulé *Justice et Charité*, 2e édition, page 54.

tout en respectant la liberté, et sans encourager l'imprévoyance, entreprendre sérieusement la grande affaire de la charité civile. Aussi, la révolution française a-t-elle inscrit à côté du nom de la liberté celui de la fraternité. Ce nom n'a pas été prononcé en vain; il exprime des devoirs sacrés; l'état doit les remplir sans charlatanisme, mais avec une sensibilité éclairée et courageuse.

Je le demande, est-ce que chacun de nous n'a pas dans son humble budget un chapitre, si petit qu'il soit, pour les dépenses de charité? Le plus pauvre, s'il est bon, fait toujours quelque charité. Celui qui est plus riche doit en faire davantage, et l'état doit avoir une épargne plus ou moins considérable réservée à l'assistance publique. Je dis même que cela se pratique dans tout état civilisé. Ne soyons pas dupes des apparences et voyons les choses telles qu'elles sont. Est-ce que le budget de l'instruction publique et des cultes n'est pas un budget de haute charité civile? car enfin est-ce pour protéger la liberté seule qu'on entretient de nombreux clergés et un vaste enseignement public? Aussi lisez les économistes qui, au lieu de suivre Smith dans ses grandes conceptions, lui ont emprunté des erreurs, nées des circonstances qu'il a rencontrées : ils sont presque tous systématiquement hostiles au budget de l'instruction publique et des cultes, et ils demandent qu'on réduise l'éducation et la religion à des besoins particuliers auxquels les particuliers satisfont comme ils l'entendent. La révolution française n'a pas suivi ces conseils. En proclamant le grand principe de la fraternité, elle a contracté et elle a tenu l'engagement de donner gratuitement, c'est-à-dire aux frais de tous, l'instruction élémentaire et la première de toutes les instructions, l'instruction religieuse, à quiconque serait hors d'état de les payer, car il ne faut pas que nul en France soit abaissé par la misère à la condition d'une bête. La première source de la misère et du vice est l'ignorance. Ce n'est pas moi qui dis cela, c'est Socrate, c'est Franklin; et celui qui est notre maître à tous n'a-t-il pas dit : L'homme ne vit pas seulement de pain? Il faut qu'on connaisse ses devoirs pour les suivre; il faut savoir qu'il y a un Dieu pour espérer en lui; il faut donc des écoles et des églises tout aussi bien que des hôpitaux. Assurément on ne saurait trop encourager toutes les associations particulières qui se proposent un but charitable; mais, en attendant que ces associations aient fait leur œuvre, l'état doit faire la sienne.

On répète sans cesse qu'il est impossible de tarir les sources de la misère; mais ce serait beaucoup de les diminuer un peu, et en tout genre il importe de se proposer un grand idéal, alors même qu'on ne pourrait pas l'accomplir dans toute son étendue. Je ne rêve pas le paradis sur la terre, mais j'ai foi à la puissance des longs efforts dirigés vers un but vrai. Qu'est-ce, depuis deux mille ans, que l'histoire des sociétés humaines? N'ont-elles pas commencé par des despotismes ef-

froyables, par l'oppression des faibles et la tyrannie des forts? Quel rêve c'eût été alors que celui de la liberté de tous et d'une égale protection contre tout excès! Ce rêve s'est pourtant réalisé d'âge en âge. La propriété elle-même est une conquête du temps. Presque inconnue à l'Orient, elle naît en Grèce, se développe avec le génie de Rome, et, mêlée dans le moyen-âge à bien des erreurs, elle s'est épurée avec les siècles : son principe même n'a peut-être été bien connu et bien établi que de nos jours. Il en est de même de la condition des femmes. J'espère que les progrès de la charité suivront peu à peu tous les autres progrès. La révolution française a emprunté au christianisme le grand dogme de la fraternité. Ce dogme, en passant de la religion et des mœurs privées dans la société et dans l'état, a retenti comme un cri d'espérance dans le cœur de ces foules misérables si long-temps délaissées et qui pourtant se composent d'hommes. Ne souffrons pas que les ennemis de la société se l'approprient et en fassent contre nous une arme de guerre. Maintenons-le religieusement sur notre drapeau.

Ainsi, en résumé, la souveraineté nationale, l'émancipation de l'individu ou la justice, la diminution progressive de l'ignorance, de la misère et du vice ou la charité civile, tels sont les trois grands principes qui me représentent le génie de la révolution française.

Je tiens ces principes comme vrais en eux-mêmes, et une fois qu'ils ont été reconnus et proclamés, je les considère comme acquis à la fois à la science et à l'humanité. Ils composent à mes yeux l'idéal politique que poursuivent les sociétés. Nés d'hier, le temps en tirera des développemens que nous entrevoyons à peine aujourd'hui, et qui se cachent dans les profondeurs de l'avenir. La France a eu l'honneur de les donner au monde; voilà pourquoi ils portent son nom, le nom redouté et béni de principes de la révolution française. Mais ils n'appartiennent plus à la France : ils sont devenus le patrimoine des nations civilisées; ils constituent l'esprit de notre temps; ils font le sujet des méditations des sages, des rêves enflammés des esprits chimériques, et des mouvemens tumultueux des masses; ils occupent le philosophe et l'homme d'état; ils donnent naissance à une foule de problèmes de morale, de législation et d'économie politique, sur lesquels la discussion est ouverte d'un bout de l'Europe à l'autre.

II.

De tous ces problèmes, il n'en est pas un qui parle autant au cœur des peuples que celui de la forme des gouvernemens. Une logique instinctive leur dit que, selon que les gouvernemens sont constitués de telle ou telle sorte, la victoire des grands principes qui les intéressent est plus ou moins assurée, et ils aspirent trop énergiquement au but

pour ne pas mettre un prix infini au moyen. De là le cri universel de l'Europe pour obtenir des constitutions, et tant de luttes ardentes pour ou contre des formes d'organisation en apparence insignifiantes, et où les nations sentent leur cause engagée.

Il semble au premier coup d'œil que les principes de la révolution française résolvent aisément le problème du meilleur gouvernement, et qu'en partant de la souveraineté nationale on arrive de toute nécessité à la république. C'est une erreur qu'il importe de détruire. La république, librement acceptée, suppose bien le principe de la souveraineté nationale; mais la réciproque n'est pas vraie, et le principe de la souveraineté nationale n'a pas pour conséquence unique et nécessaire la république.

Entendons-nous bien. Si par la république on désigne un gouvernement qui repose sur la volonté, l'opinion et l'utilité publique, où la chose publique est tout, et où nul pouvoir, quel qu'il soit, n'est institué que pour cet objet et dans cette fin, je suis, certes, hautement déclaré pour un tel gouvernement, et, dans ce sens, la France et l'Europe entière sont républicaines. Mais si la république n'est que l'absence d'un roi, de quelque manière que la royauté soit constituée; si elle signifie seulement un gouvernement où le pouvoir exécutif n'a pas de chef, ou bien un chef qu'on renouvelle le plus souvent possible, je dis que c'est là une forme de gouvernement qui peut être bonne selon les pays et selon les temps, mais que la logique est loin d'imposer à tout gouvernement libre, et qu'en ce cas la souveraineté nationale n'est pas le moins du monde engagée dans la république.

En effet, de ce que nous sommes parfaitement libres de nous choisir le gouvernement que nous voulons, nous ne restons pas moins obligés, si nous sommes des êtres raisonnables en même temps que nous sommes des êtres libres, de choisir le gouvernement qui convient le mieux à la raison. Quel que soit ce gouvernement, par cela seul que nous l'aurons librement choisi, il aura toujours ce caractère d'émaner de nous, et son autorité ne fera qu'exprimer la nôtre; mais, suivant la diversité des circonstances, la société la plus libre peut se donner très raisonnablement les gouvernemens les plus divers. Le gouvernement d'une commune de cinq cents ames ne peut pas être celui d'un département de cinq cent mille ames, ni d'un état de deux ou trois millions d'hommes, encore bien moins d'un empire où se presseraient en d'étroites limites trente ou quarante millions d'habitans. L'histoire d'une nation, avec ses traditions séculaires, ne peut pas non plus être négligée. Tout se tient dans la vie d'un peuple, et les vieilles nations de l'Europe, chargées d'un long passé qui pèse sur elles du poids des siècles, ne se peuvent conduire comme les jeunes populations de l'Amérique qui ont laissé tous leurs souvenirs de l'autre côté

de l'Océan, et qui disposent de l'avenir aussi bien que de l'espace. Règle générale : plus la vie sociale d'un pays est simple, plus son gouvernement peut l'être aussi; plus la vie sociale est compliquée, plus le gouvernement doit l'être, et alors la simplicité n'est pas l'effet d'un art profond, mais d'un art novice et en quelque sorte dans l'enfance. Tout le monde s'est moqué de Rousseau donnant comme l'idéal de tout gouvernement humain l'imitation du gouvernement d'un petit canton de la Suisse. Il n'y a au fond que deux sortes de gouvernemens essentiellement opposés et radicalement incompatibles : les gouvernemens fondés sur la souveraineté originelle d'une famille, et les gouvernemens fondés sur la souveraineté du peuple. La révolution française n'a brisé que la monarchie absolue et arbitraire, où le monarque tire son droit de lui-même et n'a de responsabilité qu'envers Dieu et sa conscience. Cette forme de gouvernement a eu jadis sa nécessité, sa grandeur, son utilité, sa popularité même; mais elle a reçu le coup mortel en 1789. Elle s'est soutenue plus ou moins long-temps hors de France; mais elle tend partout à se métamorphoser en Europe, toute constitution impliquant une limite et détruisant le principe de la monarchie absolue. Il n'y a pas aujourd'hui de roi en Europe qui osât revendiquer une telle monarchie : s'il le faisait, il sortirait de son siècle, retournerait au moyen-âge, et mettrait en péril le fondement même de son autorité. C'en est fait de la monarchie du droit divin, de la politique de Bossuet, de M. de Bonald, de M. De Maistre : elle n'est plus aujourd'hui qu'une chimère impuissante. Mais, si la monarchie du droit divin a fait son temps, il ne reste pas moins vrai que le gouvernement d'une grande nation civilisée ne peut pas être celui d'une société naissante; et si c'était ici le lieu, je me chargerais de démontrer avec une rigueur mathématique, en allant pas à pas et de déduction en déduction, que la France et toutes les grandes nations européennes ont aujourd'hui besoin d'un gouvernement limité, mais concentré, d'un gouvernement qui ne soit pas tous les jours remis en question, qui dure et se perpétue, qui a bien plus de raisons pour être inamovible que la magistrature, et qui doit être héréditaire, et, s'il se peut, immortel, afin que nulle compétition du pouvoir suprême ne soit possible et ne se puisse même présenter à l'imagination des plus ambitieux, afin qu'il n'y ait point d'interruption dans la conduite générale des affaires de la nation, afin que tous les membres de cette nation vivent, travaillent, contractent sur la foi d'un avenir certain, afin aussi que les nations étrangères puissent traiter avec le pouvoir national comme avec un pouvoir solide et permanent.

Les principes de la révolution française exigent impérieusement une autorité forte et durable, pour déployer leur bienfaisante influence : autrement ils tournent contre eux-mêmes. La souveraineté du peuple

mal organisée est, dans ce grand individu qu'on appelle une nation, ce qu'est en chacun de nous une volonté libre unie à un faible entendement, et qui, n'étant jamais fixée et arrêtée, s'agite et s'épuise en caprices impuissans. Conçoit-on une autorité éphémère et presque désarmée assurant la justice et la paix, et protégeant efficacement la liberté de tous contre les passions de tous que la liberté elle-même a déchaînées? La grande œuvre de la charité civile suppose avant tout des pensées suivies et persévérantes. Quelle prévoyance demander à un pouvoir passager? A-t-il le temps d'étudier et de résoudre des questions aussi compliquées, aussi difficiles que celles-là? Il ne s'agit point d'un grand parti à prendre une fois pour toutes et à accomplir sur-le-champ, mais d'une entreprise de longue haleine à poursuivre toujours sans la terminer jamais : c'est là surtout qu'il faut, sur un plan profondément conçu, une action mesurée, lente et incessante. La pure démocratie, avec sa fougue et sa mobilité, est incapable de tout cela.

Voilà pourquoi le bon sens public aime à invoquer une autorité libérale, mais solidement constituée; voilà pourquoi enfin toutes les nations européennes aspirent et arrivent peu à peu à cette grande forme de gouvernement qui rattache l'avenir au passé, continue, en la perfectionnant, la vie séculaire des peuples, assure l'ordre et la liberté, et ouvre à tous les progrès une carrière paisible et illimitée. La monarchie constitutionnelle est le gouvernement vrai de la France et de l'Europe au XIXe siècle. Il est le seul qui réalise la souveraineté du peuple avec vérité et sans secousse, à l'aide d'un roi qui ne meurt point et n'a jamais tort, et de ministres responsables qui changent au gré de la majorité d'un parlement représentant la majorité des électeurs, laquelle à son tour représente la majorité de la nation, en sorte qu'en dernière analyse c'est la nation qui gouverne, j'entends la vraie nation, intelligente et éclairée, et non pas la masse ignorante, tantôt insouciante et tantôt agitée. Ce beau gouvernement admet sans doute une foule de différences selon les pays et les circonstances, mais il a un type à peu près uniforme qui exprime l'unité de la civilisation européenne.

Telle est l'opinion que j'ai exprimée il y a long-temps. Quand j'ai accepté, professé, défendu la monarchie constitutionnelle, je n'étais pas un enfant, et je l'ai fait par de sérieux motifs qui subsistent tout entiers. Vingt-quatre heures n'ont pas changé des convictions fondées sur la nature des choses et sur les intérêts permanens de la France et de l'Europe.

Je ne connais pas de nos jours un grand esprit qui n'ait été pour la monarchie constitutionnelle, et je voudrais bien savoir quelle autorité se peut opposer à celle de Sieyès et de Mirabeau dans la révolution, de Napoléon, de Royer-Collard et de Chateaubriand au XIXe siècle.

J'entends dire que la monarchie constitutionnelle peut être une fort belle institution, mais qu'après tout elle n'a pu se soutenir, qu'elle a succombé trois fois sous les monarques les plus différens, Napoléon, Charles X, Louis-Philippe; qu'ainsi l'expérience a prononcé. Je réponds qu'en effet l'expérience a prononcé, mais en faveur de la monarchie constitutionnelle; car je prétends que, depuis la révolution française, le seul gouvernement qui ait pu s'établir et durer parmi nous est la monarchie constitutionnelle, et que la république n'a jamais pu vivre, ou plutôt qu'elle n'a jamais été. Non, elle n'a jamais été; car je le demande à tout homme impartial, je le demande surtout au petit nombre de vrais républicains que j'estime et que j'aime, je leur demande s'ils appellent république le régime de la France depuis février. Certes ils ne l'oseraient; ils estiment trop la république. Ce régime est une situation indéfinissable, où la monarchie constitutionnelle n'est plus, où la république n'est pas encore, incessamment flottante entre les émeutes de la rue et des clubs, les répressions terribles de la force, les prétentions d'une assemblée unique qui a le droit de se croire souveraine, et celles d'un pouvoir exécutif élu par les citoyens et qui a le droit aussi de se croire souverain : situation unique dans l'histoire, qui ne se soutient à grand'peine que par les efforts des gens de bien, et qui ne peut pas être le dernier mot des gouvernemens libres en France. Je me flatte encore que personne ne me donnera pour un état républicain celui de la France sous la convention. Robespierre lui-même le disait : La liberté est ajournée jusqu'à la paix, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la révolution. La première république française n'a été qu'une dictature révolutionnaire dont la mission était de détruire la vieille monarchie, puisque cette monarchie n'avait pas su se transformer. En vérité, je rougis pour les hommes d'état de la révolution qu'on leur impute d'avoir voulu établir telle ou telle forme de gouvernement. C'est bien les diminuer, c'est méconnaître étrangement et rabaisser leur rôle dans l'histoire : ils n'ont pas fait un gouvernement, ils ont fait une révolution. La première république française est une crise, ce n'est pas un gouvernement. Dès que l'œuvre de destruction est accomplie, la crise diminue peu à peu, et finit par se résoudre en un gouvernement régulier, qui n'a cessé d'être, de durer, de grandir, de se développer et de couvrir la France de toute espèce de biens et de prospérités pendant cinquante années. En effet, l'empire est une monarchie constitutionnelle, comme la restauration, comme le gouvernement de juillet. Entre les constitutions de l'an VIII, la charte de 1814 et celle de 1830, il n'y a guère que des nuances; ce sont les monarques surtout qui ont différé. La monarchie constitutionnelle est si bien le gouvernement nécessaire de la France, qu'à travers tous les changemens qui ont mis sur le trône des personnages si opposés, dans des

temps si dissemblables, dans des situations si contraires, dans ce flux et ce reflux des événemens les plus extraordinaires, parmi ces chutes et ces élévations également prodigieuses, sur les ruines de tant de grandeurs écroulées, la monarchie constitutionnelle est demeurée presque inviolable, suivant le progrès des temps et de la civilisation, se perfectionnant sans cesse et survivant à toutes les dynasties. A parler exactement, il faut dire qu'elle a été le seul gouvernement de la France depuis la fin de la révolution; elle seule a vécu et duré; la république n'a été qu'une négation, et elle ne peut être autre chose.

La révolution française a deux faces différentes qu'elle montre tour à tour à l'univers étonné. Elle est tour à tour bienfaisante ou terrible, selon les obstacles ou les facilités qu'elle rencontre. La révolution organisée, c'est la monarchie constitutionnelle; la révolution à l'état de crise, c'est la république. La république est la face sinistre de la révolution. A-t-elle à détruire un monde vieilli et à fonder un monde nouveau, la révolution s'appelle la république; elle porte une torche et un glaive, elle met sur sa tête un bonnet rouge, et lave dans le sang les souillures accumulées des siècles; puis, quand tout cela est achevé, elle rentre sous terre, et fait place à des parlemens librement élus et à des rois librement choisis. Grace à Dieu, cette terrible apparition n'a eu lieu qu'une seule fois parmi nous, parce qu'une fois seulement il y avait une société à détruire et une société à fonder; mais la société nouvelle une fois établie, et maîtresse du sol, des mœurs et des lois, il n'était plus besoin que d'évocations rares et passagères du spectre redoutable. La dernière que nous subissons encore est un avertissement solennel donné aux rois et aux peuples : aux rois, de bien savoir qu'ils sont les instrumens d'un progrès continu, qu'on n'empêche les révolutions que par les réformes, et que c'en est fait des idées particulières et des systèmes personnels des princes devant l'intérêt et la volonté des nations; aux peuples, que les gouvernemens libres exigent des mœurs publiques, qu'on doit être digne de la monarchie constitutionnelle pour la conserver, qu'il faut savoir réclamer à la fois et le même jour des réformes légitimes et réprimer des émeutes criminelles; qu'enfin le gouvernement représentatif n'est pas une tente une fois dressée, comme l'a dit M. Royer-Collard, pour s'y endormir dans les délices de la vie privée et l'insouciance des intérêts généraux, mais qu'il faut veiller, qu'il faut combattre, qu'il faut maintenir sans cesse à la sueur de son front les monumens du travail de nos pères et les transmettre à nos enfans agrandis et perfectionnés.

Ceci m'amène à m'expliquer sur la conduite imposée aux gouvernemens depuis la révolution française, sur les maximes qu'ils doivent suivre, sur les causes qui les soutiennent et qui les précipitent.

III.

Les moyens de gouverner les hommes changent perpétuellement; ils ne manquent jamais. Le génie du gouvernement consiste à les discerner et à les mettre en œuvre. Tant qu'une nation n'est pas éteinte, elle a des sentimens, des idées, des intérêts auxquels elle tient avec plus ou moins de passion. Associez-vous à ces intérêts, à ces idées, à ces sentimens, vous lui gagnez le cœur et pouvez la conduire. On ne gouverne les hommes qu'en les servant; la règle est sans exception. A toute époque, il y a un certain esprit général qu'il faut seconder pour qu'il nous seconde à son tour. Chaque siècle, chaque pays, chaque situation a ses conditions de succès. Que diriez-vous d'un homme d'état qui, dans l'antiquité, après la guerre médique, quand Athènes était pleine d'elle-même et enivrée de l'orgueil de ses exploits, aurait entrepris d'y restaurer la monarchie au nom des plus savantes théories? Ou bien imaginez saint Paul venant y prêcher le Dieu inconnu un siècle avant Socrate, avant les longs martyrs et les triomphes de la philosophie. Après les Tarquins, le premier des Brutus a fait ce qu'il y avait à faire en établissant la république. Du temps de César, le dernier des Brutus, s'efforçant de soutenir une république impossible, est un grand cœur auquel a manqué un grand esprit. Au IVe siècle, Constantin, sans avoir peut-être le talent de Julien, a mieux compris où était l'avenir et la force, et par là il a mérité ou du moins obtenu le nom de Grand. Le fondateur du moyen-âge, cet homme tout aussi grand qu'Alexandre et César, et que la barbarie seule de son temps diminue, l'altier Charlemagne a voulu tenir sa couronne des mains d'un pape, pour que cette couronne fût plus puissante en recevant aux yeux des peuples la consécration de celui qui leur était le vicaire de Dieu. Au XVIIIe siècle, Frédéric a suivi une tout autre politique, avec un égal succès, parce que le XVIIIe siècle était fort différent du IXe. L'histoire est là, qui témoigne d'une manière irrésistible que chaque peuple contient en soi et fournit des moyens de gouvernement à qui sait les reconnaître et les employer; mais pour cela l'esprit le plus merveilleux, la réflexion la plus pénétrante ne suffisent point: il y faut quelque chose de plus grand, l'instinct d'abord et puis l'amour. On ne sert bien une cause qu'à la condition de l'aimer. A l'encontre des préjugés vulgaires, tous les grands hommes d'état, ceux-là même qui ont poussé le plus loin l'ambition, et même le génie de l'intrigue dans les détails, ont été sincères: ils ont eu une conviction profonde et un dévouement sans bornes à leur cause. Pour accomplir ses desseins, Richelieu a été condamné à de terribles conduites; à son lit de mort, chrétien et prêtre, il ne comprit pas même la question qui lui était faite, si en ce mo-

ment suprême il pardonnait à ses ennemis, déclarant qu'il n'avait eu d'autres ennemis que ceux de l'état. On n'adopte pas une cause politique comme un rhéteur prend un sujet d'éloquence; ou plutôt on ne prend pas sa cause, c'est elle qui vous prend, c'est elle qui vous pousse et qui vous soutient, c'est elle qui vous rend serein et tranquille au milieu des orages et vous guide à travers les hasards. En politique surtout, rien de grand n'est possible sans la foi et sans l'amour. Celui qui ne sent pas battre son cœur pour les idées qui agitent ses contemporains n'est pas fait pour leur commander : qu'il demeure dans la vie privée, qu'il descende du trône s'il a eu le malheur d'y naître, et au moyen-âge se retire dans un cloître : de nos jours, et c'est là la beauté de la monarchie constitutionnelle, il lui suffit de prendre dans le parlement représentant la majorité de la nation des hommes pénétrés de l'esprit de la nation, qui gouvernent pendant qu'il règne. Je me hâte d'ajouter qu'il ne suffit pas d'aimer une cause pour la bien servir, qu'il faut savoir le faire sans fanatisme comme sans pusillanimité, avec constance, mais avec mesure, car sans la mesure il n'y a point de succès durable, et la modération, qui est une si belle vertu morale, est aussi une vertu politique du premier ordre.

Tels sont, à toutes les époques du monde, les moyens permanens et immortels de gouvernement. En les appliquant à notre siècle, à l'Europe et particulièrement à la France, je dis que, depuis 1789, bien gouverner, c'est gouverner dans l'esprit de la révolution française et avec modération, et qu'il faut gouverner ainsi ou périr, république ou monarchie, légitimité ou usurpation, pouvoir élu ou pouvoir accepté. L'origine des gouvernemens n'est pas sans importance; mais les premiers momens passés, la conduite est tout. Si on gouverne bien, on dure; si on gouverne mal, on tombe; et comme il y a plus d'une manière de mal gouverner, on peut tomber très diversement.

On dit que la France est mobile, capricieuse, difficile à gouverner, incapable d'un gouvernement raisonnable; on l'accuse d'avoir renversé l'un après l'autre tous ses gouvernemens. Autant de mots, autant d'erreurs. La France du XIX[e] siècle est immuable dans ses vœux; elle est très facile à gouverner; elle n'a renversé aucun de ses gouvernemens, ils se sont tous précipités eux-mêmes.

Depuis que la révolution est accomplie, la France ne veut, ne demande qu'une seule chose, le développement régulier et paisible de ses principes. Un pouvoir qui gouvernerait dans ce sens serait sûr de l'immortalité. Tout gouvernement qui manque à l'une ou à l'autre de ces deux conditions, le triomphe des principes de la révolution et la modération dans ce triomphe, c'est-à-dire la liberté et l'ordre, périt plus ou moins vite selon le degré et dans la mesure même de ses fautes.

Manque-t-il à l'ordre : toutes les classes supérieures et moyennes,

et celles-ci s'étendent très loin et très bas dans la nation, s'alarment et retirent leur approbation et leur appui. Ou bien on les comprime par la terreur en déchaînant la multitude ignorante et passionnée, ou elles finissent par redresser le gouvernement et par l'entraîner dans de meilleures voies, comme à la fin du directoire et au milieu de 1848. Le gouvernement abandonne-t-il les principes de 1789 et l'esprit de la révolution : la France, dans toutes les classes éclairées, fortifiées alors du redoutable concours des passions populaires, d'abord désapprouve, puis se plaint, et, si elle n'est pas écoutée, déclare de plus en plus son mécontentement; mais, bien loin d'être impatiente, elle attend longtemps, elle supporte beaucoup. Un rien la ramène; un peu d'espoir lui rend sa sérénité. Comme elle est sûre de l'inévitable triomphe des principes de 1789, disons mieux, comme elle en jouit depuis le consulat, grace aux lois civiles qui ont fait passer ces principes dans la pratique de tous les jours et dans les détails de la vie, elle est plus tentée de se moquer que de se fâcher des essais impuissans de contre-révolution. N'attendant rien de révolutions nouvelles, après celle qui dispense de toute autre, dès qu'elle les voit poindre à l'horizon, elle les signale au gouvernement avec un effroi et une colère prophétique; elle ne les subit qu'avec douleur et à la dernière extrémité.

Un coup d'œil impartial jeté sur l'histoire de ces cinquante dernières années suffit à montrer la longanimité de la France, et la venge aisément de ses calomniateurs. Je ne vais dire que des choses bien connues de tout le monde, et que j'ai vues moi-même de mes propres yeux.

Mon intelligence s'est éveillée sous le consulat : je me souviens très distinctement de cette grande époque où la France triomphante, unie, tranquille, s'empressait autour d'un gouvernement qui professait hautement les principes de 1789, et les appliquait avec fermeté et avec sagesse dans les lois et dans l'administration. Le général Bonaparte avait sauvé la révolution le 13 vendémiaire, et depuis il l'avait couverte de gloire. Il avait mérité d'en être le chef, le premier magistrat, consul ou empereur. On savait qu'il ne rendrait la France ni à la contre-révolution ni à l'anarchie; on lui remettait donc avec confiance la cause du pays et du siècle; on applaudissait, on s'associait à tous les actes de son gouvernement comme à ses victoires. Jamais l'aurore d'un siècle ne s'est levée plus sereine. J'ai vu ces beaux jours; ils ne s'effaceront jamais de ma mémoire. Le premier consul montra sans doute une habileté profonde et une merveilleuse prudence dans la transformation et l'agrandissement de son pouvoir; mais c'est le pays tout entier qui le poussa du consulat à l'empire. La France aurait voulu éterniser un gouvernement aussi fort et aussi modéré, aussi libéral et aussi sage, et qui avait fait d'elle un monument magnifique à l'honneur de la révo-

lution française, comme pour attester qu'elle pouvait donner au monde la prospérité aussi bien que la liberté.

Combien de temps la France n'a-t-elle pas été fidèle à son enthousiasme, à sa reconnaissance, à ce culte d'un grand homme dans lequel elle se contemplait elle-même! Pendant des années aussi longues et aussi pleines que des siècles, la France s'est donnée à Napoléon. Quels obstacles a-t-il rencontrés? Qui lui a résisté? De qui a-t-il eu le droit de se plaindre? D'où sont venus et à qui sont les premiers torts, et comment s'est faite la séparation de la nation et de l'empereur?

Cette séparation ne s'est accomplie qu'à la longue. Je l'ai vue naître, croître, se consommer. Je suis de ce temps. J'étais jeune, il est vrai, mais déjà fonctionnaire et chargé d'un enseignement élevé dans les lycées de Paris et à l'École normale. Je puis assurer que, dès 1810, l'enthousiasme avait fait place à l'inquiétude et la confiance au mécontentement.

On avait fait la guerre pour maintenir les principes et l'honneur de la révolution; mais on se demandait ce que signifiaient des guerres lointaines et sans fin, quand la rive gauche du Rhin, la Belgique et la Savoie nous appartenaient depuis long-temps, et quand la confédération suisse et le royaume d'Italie dépendaient de nous. A l'intérieur, on avait voulu l'ordre et la monarchie, mais non pas la tyrannie et l'abolition de toute liberté politique. Les esprits prévoyans concevaient des craintes sur la durée d'un pouvoir qui repoussait tout frein et tout contre-poids, et ces craintes descendaient peu à peu dans tous les rangs.

Chaque jour, le joug devenait et paraissait plus pesant : un corps législatif muet, un sénat qui ne laissait tomber de sa bouche que des flatteries commandées et payées, des impôts accablans, des levées d'hommes toujours croissantes. On ne comprenait rien aux affaires d'Espagne, et ce qu'on entrevoyait des scènes de Bayonne révoltait. L'expédition de Russie, entreprise en apparence pour le blocus continental, si étrangement conduite et si déplorablement terminée, détruisit le prestige de l'infaillibilité impériale. On reconnut que l'empereur était un homme comme un autre, qu'il pouvait se tromper et être vaincu. Et quand, au retour de cette campagne, il vint demander à la France son dernier écu et son dernier homme, et que la commission du corps législatif, composée de MM. Raynouard, Lainé, Flaugerges, Maine de Biran et Gallois, fit entendre un avertissement tardif, et hasarda quelques paroles en faveur de la paix, tout le monde pensait comme la commission. On l'approuvait tout bas, il est vrai, car on n'osait alors s'entretenir des affaires publiques que dans le secret le plus intime de la famille et entre les plus vieux amis. Voilà ce qu'on a oublié depuis, et ce qu'il faut avoir vu soi-même pour y croire au-

jourd'hui. Cette France, si vivante sous le consulat, était peu à peu tombée dans le silence de la mort. L'empereur, partout présent, pesait sur les intelligences et sur les cœurs. La nation croyait encore à son génie, mais elle avait cessé de le comprendre. Lui, renfermé dans la solitude de son ame et dans le secret de ses desseins, entouré d'hommes médiocres, ne voulant plus que des instrumens, ne souffrant un peu d'intelligence qu'à la condition d'une servilité inviolable, exigeant sans cesse le dévouement, s'irritant de lui trouver des bornes, incomparable dans l'exécution, mais marchant toujours devant soi sans se proposer une fin raisonnable et bien précise, il poursuivait avec une infatigable énergie des projets démesurés et gigantesques, et la nation le suivait en silence. Elle le suivait, elle ne le secondait plus.

Après les désastres de 1812, en dépit de l'avertissement bien timide du corps législatif, Napoléon épuisa la France d'hommes et d'argent, refit une armée d'Espagne et d'Allemagne, et s'élança de nouveau sur les champs de bataille. Était-ce pour gagner encore quelques victoires, et à ce prix obtenir une paix glorieuse qui eût assuré les conquêtes de la révolution? Non; c'était pour jouer encore le même jeu qu'avant l'expédition de Russie, reprendre la route de Moscou, maintenir l'oppression de la Prusse, envahir le Portugal, soutenir le roi Joseph sur le trône de la Péninsule et le roi Jérôme sur celui de la Westphalie, affecter l'empire de l'Europe et bloquer l'Angleterre dans son île. Et tout cela, je vous prie, en l'honneur et au nom de quel principe intelligible à l'esprit et qui pût faire battre le cœur? L'empereur Napoléon a deux parties dans sa vie : la première, où il sert la cause de la révolution, lui donne le gouvernement qui lui convient, la monarchie constitutionnelle, apaise les discordes civiles, fonde la société nouvelle et prend une place unique dans l'histoire; la seconde, où il est toujours un grand capitaine, un administrateur admirable, mais une sorte de génie oriental qui s'agite sans fin et sans repos sous la main de la fatalité. Aussi tour à tour la France l'a adoré et délaissé; car, il faut bien le dire, en 1813 et en 1814, l'armée a fait des prodiges de valeur, mais la nation eût pu se défendre avec bien plus d'énergie et de constance. Elle l'eût fait, et certes Paris ne se serait pas rendu à une avant-garde de Cosaques, si toutes les forces du pays n'eussent été épuisées, si l'empereur n'eût pas abattu l'esprit public, s'il n'eût pas fatigué tout le monde, jusqu'à ses lieutenans eux-mêmes, si enfin il n'y avait pas eu dans la nation cette conviction désespérante qu'alors même que nous serions parvenus à nous sauver par de continuels miracles, le lendemain de la délivrance du sol, cet homme fatal qui marchait dans le monde sans plan et sans but, poussé par l'insurmontable besoin d'une activité dévorante et la soif de la domination universelle, nous eût ramenés sur ses pas des bords du Rhin jusqu'au fond de l'Allemagne, dans

un cercle sans fin de combats sans objet. C'est là la pensée funeste que l'empereur avait fait pénétrer dans tous les esprits; c'est elle qui a miné son autorité et amené sa chute. La France a-t-elle donc eu tort de ne pas s'ensevelir sous les ruines de l'empire? J'en appelle à l'Europe et à la conscience du genre humain.

La France accueillit la restauration avec deux sentimens opposés : avec espérance à la fois et avec tristesse. La maison de Bourbon revenait, comme on l'a dit, à la suite de l'étranger, et elle pouvait ramener l'ancien régime; mais, d'un autre côté, elle ramenait la paix dont la France avait grand besoin, et elle donnait la charte, qui consacrait à peu près les principes de la révolution et continuait, en les améliorant, les constitutions impériales. La France, après des commencemens difficiles, se résigna à la restauration, prit au sérieux la charte, et il y eut là, de 1817 à 1821, de belles années, animées et paisibles, où le gouvernement et la nation se donnèrent la main et offrirent à l'Europe un noble spectacle. Interrompu pendant quelque temps, sous le ministère qui fit la guerre d'Espagne pour obéir aux puissances du Nord, leva sur la nation le milliard de l'émigration, proposa le rétablissement du droit d'aînesse et l'odieuse loi du sacrilége, ce spectacle recommence après les élections de 1827. La France victorieuse se contente d'un changement de ministère fait à propos; elle désarme, elle s'apaise, et, dès que son gouvernement n'est plus contre elle, elle est avec son gouvernement. Elle était ministérielle sous M. de Martignac, et, tranquille sur son honneur et sur sa liberté, elle ne pensait qu'au travail, au commerce, à l'industrie; elle applaudissait à l'expédition de Grèce et se livrait avec enthousiasme aux arts qui charment la vie, aux grandes études qui l'ennoblissent. Elle soutenait tous les hommes qui se distinguaient par un libéralisme modéré. Une popularité sérieuse s'étendait jusque sur les humbles cours de trois professeurs bien connus pour appartenir au parti constitutionnel. M. Royer-Collard, élu par sept colléges et président de la chambre des députés, était le représentant de l'opinion générale.

Qui a troublé cet heureux accord du gouvernement et de la nation? qui a ranimé et soulevé les passions? qui a appelé aux armes une jeunesse studieuse? qui a fait la révolution de 1830?

Ce qui a fait la révolution de 1830, c'est le ministère Martignac renvoyé et remplacé par un ministère évidemment appelé pour travailler à l'œuvre de la contre-révolution; c'est le roi Charles X lui-même, qui, las des entraves constitutionnelles, voulut être à lui seul le gouvernement, comme le roi l'était avant 1789; c'est lui qui, au lieu de laisser dormir ce fatal article 14, qui était le génie de l'ancien régime enchaîné en quelque sorte par tous les autres articles de la charte, l'évoqua, et porta la main sur la charte, qui représentait la révolution. Fal-

lait-il céder ou résister? fallait-il livrer la révolution avec la charte, ou les défendre l'une et l'autre? Qui attaquait? qui était sur la défensive?

Les ordonnances de juillet violaient ouvertement la charte dans ses prescriptions les plus substantielles, par exemple, celle de la nécessité du vote des lois par le parlement; elles abrogeaient des lois votées par le parlement, sanctionnées par la couronne et en cours d'exécution, et elles portaient des lois nouvelles sans l'intervention du parlement : on n'était donc pas tenu d'obéir à ces ordonnances. La résistance n'était pas seulement légitime, elle était légale, en vertu de l'article de la charte qui en confiait la défense à tous les citoyens.

Ainsi la nation avait le droit de résister à des ordonnances violatrices de la charte; si cette résistance était combattue par la force, la nation avait le droit de la maintenir par la force aussi, et, l'épée une fois tirée, de ne la remettre dans le fourreau qu'après la victoire de la loi; enfin, si le roi s'obstinait à poursuivre sa coupable entreprise, la nation avait le droit de mettre un terme à cette entreprise en écartant le roi, comme l'Angleterre l'avait fait en 1688.

Oui, la nation avait pleinement tous ces droits, mais a-t-elle bien fait d'en user? N'eût-il pas été possible de soumettre le roi Charles X sans le détrôner, de reviser la charte, d'abolir l'article 14, qui avait servi de prétexte aux ordonnances, celui d'une religion d'état qui rompait l'égalité religieuse, d'abaisser le cens électoral et de fortifier par là le gouvernement représentatif en y intéressant un plus grand nombre de citoyens, en un mot, de faire la révolution de 1830 sans changer la dynastie? Ce fut alors mon avis; je l'exprimai et le soutins dans les conseils de l'opposition. Plusieurs hommes éminens le partagèrent. Cet avis fut énergiquement combattu par mes plus chers amis, je l'avoue. J'avoue aussi qu'il y avait au plan que je proposais un obstacle presque insurmontable : cet obstacle était le roi Charles X, dont l'aveuglement et l'obstination ne cédèrent que lorsqu'il était trop tard. Et il faut que la révolution de 1830 ait été bien légitime et bien nécessaire, puisqu'en l'apprenant, l'Europe, qu'elle menaçait, n'osa pas la blâmer et condamna le roi Charles X! Un honnête homme couronné, le vieux roi de Prusse, dit ces mots : « Je n'aurais peut-être pas donné la charte, mais, si je l'avais donnée, je l'aurais observée. » L'Angleterre applaudit à la victoire d'une cause qui était la sienne, et le ministère conservateur du duc de Wellington reconnut immédiatement le gouvernement nouveau.

La France n'a donc pas eu tort en 1830. A-t-elle eu tort en 1848?

Ici je suis tenté de m'arrêter devant le malheur et l'exil, devant une tombe auguste à peine fermée. O maison d'Orléans, maison illustre et infortunée, je briserais à jamais ma plume plutôt que de la tourner

contre vous; mais puis-je donc vous sacrifier les principes de toute ma vie, la révolution, et l'honneur de mon pays?

Pour défendre la France, il me faut bien retracer les fautes de ses gouvernemens. Celles du gouvernement de juillet se peuvent ramener à une seule, mais qui est grande et a suffi à le perdre.

La résistance à la réforme électorale et parlementaire a été l'occasion de la chute de la monarchie de juillet, mais sa vraie cause est plus profonde : elle est dans l'ancienne et inébranlable résolution de la couronne de ne changer de système à aucun prix, et de ne jamais se rendre à l'opposition, même la plus dynastique et la plus constitutionnelle; résolution qui, sans violer aucun article de la charte, l'éludait tout entière, et supprimait le gouvernement représentatif où la royauté n'a point de système, et appelle dans ses conseils, sans amour et sans haine, les hommes que lui désigne l'opinion. Pour cela, il est vrai, il faut que la royauté n'ait pas la prétention de conduire elle-même les affaires; ou bien elle échange l'inviolabilité, attachée à son impartialité, contre la responsabilité redoutable qui nécessairement accompagne l'exercice du pouvoir.

En parlant ainsi, je ne fais que répéter ce que le roi Louis-Philippe a dit lui-même à Claremont, au mois de novembre 1849, à M. Ed. Lemoine (1).

« Des amis m'ont dit bien souvent ici à Claremont : Ah! si le roi n'avait pas refusé la réforme, il serait encore aux Tuileries! Je ne crois pas cela. M. Guizot l'avait promise, cette réforme..... Quant à moi, dont la vieille expérience avait deviné que la réforme n'était qu'une arme, un prétexte, j'avais formellement désapprouvé cette promesse, et j'avais dit : Tout le monde est pour la réforme? les uns la demandent, les autres la promettent. Va donc pour la réforme! *Mais le jour où il faudra la donner, je ne prêterai pas les mains à cette faiblesse! La réforme, c'est l'avénement de l'opposition, et l'avénement de l'opposition, c'est la guerre, c'est le commencement de la fin. Donc, aussitôt que l'opposition prendra les rênes du gouvernement, je m'en irai!* »

« Un de mes amis les plus dévoués recueillit ces paroles, et il me dit : Sire, un roi constitutionnel ne s'en va pas; il subit la loi de la majorité, et il reste! — Non, il ne reste pas, avais-je répondu, si sa conscience lui dit que, sous son nom et avec son concours, c'est le mal du pays qu'on va faire, et, dans ce cas, plutôt que d'agir contre sa conscience, il s'en va! »

« Ah! sire, m'écriai-je avec tristesse, votre majesté a été conséquente avec elle-même. Quand le roi a cru que les affaires passaient aux main de l'opposition, le roi s'en est allé! »

(1) *Abdication du roi Louis-Philippe racontée par lui-même.*

Ce récit doit être parfaitement exact. Le roi Louis-Philippe a parlé dans l'exil comme aux Tuileries : il a redit à son interlocuteur de Claremont ce qu'il disait depuis long-temps à tout le monde. Personne autour de lui n'ignorait ses dispositions, et M. le prince de Joinville les a exposées, avec une énergie que nous n'oserions égaler, dans une lettre célèbre où, vaincu par l'évidence et les approches du danger, le fils respectueux fait place au citoyen et au patriote. Cette lettre, écrite loin de France le 7 novembre 1847, adressée à M. le duc de Nemours et trouvée aux Tuileries, fait tant d'honneur au prince et elle a été tant de fois livrée à la publicité (1), qu'il nous serait bien permis d'en emprunter quelques lignes; mais un sentiment insurmontable nous interdit de faire aucun usage de confidences intimes épanchées dans le cœur d'un frère, quand celui qu'elles paraîtraient accuser est un père qui n'est plus sur un trône. J'aime mieux rappeler ces paroles authentiques que, quinze ans auparavant, le roi triomphant adressait au chef de l'opposition, M. Odilon Barrot : « J'ai un système de politique par« faitement arrêté. Ce système est le mien, et non celui de tel ou tel « de mes ministres : plutôt que d'y renoncer, je me ferais broyer dans « un mortier ! »

Tel était en effet le roi Louis-Philippe, un des hommes et des monarques de ce temps qui reste encore à apprécier. Ses hautes qualités comme ses défauts lui rendaient bien difficile de se plier au rôle modeste d'un simple roi constitutionnel. Un tel roi n'a guère besoin que d'un jugement solide, capable de reconnaître l'état vrai du pays et de l'opinion publique pour s'y accommoder. Il peut sans doute influer sur le gouvernement, mais avec discrétion, et en quelque sorte dans l'ombre, satisfait d'être utile et nécessaire sans paraître dominant. Il lui faut moins des convictions fortes, souvent dangereuses par leur excès, qu'une heureuse flexibilité d'esprit et de caractère. Il doit se défendre avant tout d'avoir un système hors duquel il ne voie que malheur et ruine. Il peut bien être whig ou tory, libéral ou conservateur, pourvu que, selon les circonstances, il sache faire fléchir son opinion particulière devant l'intérêt général, et donner tour à tour le gouvernement aux divers partis qui se le disputent dans le parlement et dans la nation. Le roi Louis-Philippe n'a point réalisé cet idéal du roi constitutionnel. Il avait infiniment d'esprit, une mémoire prodigieuse, une grande connaissance des hommes, une intelligence prompte et vigoureuse, l'habitude et la passion du travail. Joignez à cela le plus aimable naturel, une bonté vraie qui souvent s'élevait sans effort jusqu'à la magnanimité. Avant de signer une sentence de mort, il se livrait aux recherches les plus minutieuses pour découvrir quel-

(1) *Revue Rétrospective*, n° 31, p. 480 et 481.

que endroit par où il pût exercer, avec quelque apparence de raison, le droit de grace. Dans son conseil, il plaidait la cause de ses assassins. Son courage personnel était au-dessus de toutes les épreuves. Je ne parle pas de l'époux et du père : l'inimitié la plus envenimée l'a toujours respecté; mais je veux relever en lui une vertu qui n'est pas assez connue, je veux dire sa parfaite sincérité. Le roi ne déguisait point sa pensée; loin de là il l'exprimait, en public comme en particulier, dans un langage bien dépouillé d'artifice. Naturellement éloquent et causeur incomparable, il aimait les luttes de la conversation, et cherchait à y faire prévaloir ses opinions avec une grace, une verve, une opiniâtreté qui ne se lassait jamais. Ses convictions étaient ardentes et indomptables. Que ce soit sa gloire et son excuse. C'est par là qu'il a fait tant de bien à la France, et c'est par là aussi qu'il a succombé, car les hommes de sa trempe trouvent leurs périls dans leurs qualités.

Pour moi, je n'ai pas pu connaître le roi Louis-Philippe sans l'admirer. En 1840, je l'ai beaucoup vu, et je l'ai souvent contredit et dans le conseil et dans le tête à tête, ce qu'il n'aimait guère : chaque jour, il me surprenait, m'attirait, m'attachait par ses défauts mêmes. Devant lui, je me suis toujours senti en présence d'un esprit rare, d'une ame excellente, d'une capacité supérieure. Je l'ai servi; je l'ai aimé; je porte à sa mémoire un respect inviolable, et je ne crois pas y manquer en avouant qu'il était trop grand pour être un très bon roi constitutionnel.

Le roi ne comprenait qu'un système de gouvernement, et ce système n'était pas tout-à-fait celui de la monarchie parlementaire. Il avait subi en frémissant la main de Casimir Périer. Le ministère du 11 octobre lui avait souvent pesé, et pourtant ce ministère est le plus grand qu'ait eu la monarchie de juillet : il avait à sa tête M. le duc de Broglie, appuyé sur M. Thiers et sur M. Guizot, c'est-à-dire le caractère politique le plus respecté et les deux plus grands talens parlementaires du pays. Depuis la chute de ce cabinet, il n'y a plus eu que des ministères incomplets, et ce n'était pas par là qu'ils déplaisaient au roi : il n'était pas fâché qu'ils dépendissent d'autant plus de lui. Il avait toujours eu la passion de conduire lui-même le gouvernement, et là-dessus il s'exprimait comme aurait pu le faire Louis XIV. Il n'a jamais songé à sortir de la constitution; jamais il n'eût signé les ordonnances du roi Charles X; il n'en eût pas eu besoin. Il connaissait et pratiquait un art plus profond de faire triompher ses opinions, son système, le système du roi, comme il se plaisait trop à l'appeler. Il aimait les hommes à lui; il en avait dans l'une et dans l'autre chambre. Plus de cinquante députés appartenaient avant tout au parti du roi, et il les prêtait plus ou moins à ses ministres. A la chambre des pairs, il avait ses orateurs qui paraissaient dans les occasions délicates, et je les ai reconnus plus

d'une fois à mes dépens, par exemple dans la grande discussion de 1844 sur l'enseignement.

Un seul homme en France imposait au roi, et cet homme était M. le duc d'Orléans. Ce jeune et infortuné prince avait des instincts tout différens de ceux de son père, et souvent il les opposait à la vieille expérience du roi. Le duc d'Orléans savait tout ce qu'il y a de puissance dans les idées libérales; il les aimait ou les ménageait : jamais il ne les eût abandonnées. Son frère, M. le prince de Joinville, partageait ses opinions et ne les dissimulait pas. Plutôt que de les sacrifier ou de les taire, il préférait s'éloigner; il se consolait en servant la France, et de temps en temps il soulageait son cœur dans ces lettres prophétiques que je n'ose plus même rappeler. Le duc d'Orléans, héritier présomptif du trône et chargé des destinées de sa maison, avec les mêmes sentimens, était appelé à un rôle différent. Il n'eût pas hésité à porter au roi et à appuyer énergiquement auprès de lui les inquiétudes croissantes de ses vrais amis et les vœux de la nation. Au besoin il eût pris les rênes du gouvernement, et de son vivant il n'y eût point eu de révolution de février. Sa triste pénétration l'avait comme pressentie, et son testament fait assez voir de quelles graves et sombres pensées s'entretenait son esprit (1).

Du moins, en mourant il avait laissé une ame digne de la sienne, pénétrée des mêmes convictions, pure et forte, sérieuse et libérale, aimant la France, en étant aimée et honorée, capable des résolutions les plus mâles et de la conduite la plus prudente. On aurait pu donner une voix à Mme la duchesse d'Orléans dans les conseils de sa maison, car enfin elle était la mère du futur roi, et son esprit comme son caractère méritaient bien qu'on daignât lui accorder un peu d'influence. Elle ne fut jamais consultée; on l'écartait des affaires et de la politique; on la retenait captive dans les soins de sa douleur et de l'éducation de ses enfans.

Le roi avait enfin trouvé le ministère qui lui convenait et qu'il avait toujours demandé à Dieu, un ministère composé d'hommes capables, mais qui ne le contrariaient pas, auxquels il livrait, sans même y regarder, toute l'administration intérieure de la France, finances, travaux publics, instruction publique, pourvu qu'ils lui laissassent la direction des hautes affaires. Peu à peu la pensée royale était devenue l'ame du

(1) *Revue Rétrospective*, n°s 32 et 33. Appendice. Testament du duc d'Orléans. « Que le comte de Paris soit un de ces instrumens brisés avant qu'ils aient servi, ou qu'il devienne l'un des ouvriers de cette régénération sociale qu'on n'entrevoit encore qu'à travers de grands obstacles et peut-être des flots de sang; qu'il soit roi ou qu'il demeure défenseur inconnu et obscur d'une cause à laquelle nous appartenons tous, il faut qu'il soit avant tout un homme de son temps et de la nation; qu'il soit catholique et défenseur passionné, exclusif, de la France et de la révolution. »

gouvernement. Elle en paraissait inséparable. Le roi n'avait jamais eu de goût pour l'opposition; celle qui s'était formée dans les deux dernières années, et qui grossissait chaque jour, lui semblait dirigée contre lui-même. De là une antipathie toujours croissante et qui est devenue l'écueil où s'est brisée la monarchie.

Dès 1847, la question à l'ordre du jour était la réforme parlementaire et la réforme électorale.

La réforme parlementaire consistait à ajouter aux incompatibilités déjà consacrées quelques autres incompatibilités en fort petit nombre, pour donner au parlement une indépendance plus certaine et en même temps mettre l'administration à l'abri des vicissitudes de la politique. Puisque la loi électorale de 1831 excluait de la chambre les sous-préfets et les préfets avec les receveurs-généraux et particuliers, il était assez naturel d'en exclure aussi les procureurs du roi, les avocats-généraux et peut-être même les procureurs-généraux. Autant il est raisonnable que les places politiques soient données à ceux qui soutiennent le ministère à la chambre, autant il importe de constituer des carrières administratives et judiciaires en dehors du mouvement parlementaire. N'oubliez pas que cette question était ancienne, qu'elle avait été le sujet d'un long débat en 1840, et que le ministère d'alors, présidé par M. Thiers, en avait adopté le principe : il nous était donc impossible de ne pas le soutenir en 1847.

En 1831, Casimir Périer avait compris qu'il fallait élargir l'enceinte électorale, et il abaissa le cens exigé de 300 à 200 francs. Au bout de seize ans, on pouvait bien élargir encore un peu cette enceinte. Demandions-nous donc le suffrage universel? A Dieu ne plaise! Demandions-nous même, ce qui certes eût été bien permis, un nouvel abaissement du cens? Non; nous réclamions seulement en faveur de ce principe universellement admis en Europe, que la fortune n'est pas la mesure unique de la capacité électorale, et que certaines professions et fonctions parfaitement déterminées peuvent en tenir lieu. J'avais déjà défendu ce principe en 1840 étant ministre, et même auparavant, en 1839, je m'étais complu à faire voir le ridicule de la bizarre combinaison qui, dans la loi de 1831, exemptait un membre de l'Institut de la règle commune des 200 francs de contributions. Son titre de membre de l'Institut lui était compté pour 100 francs, et il devait justifier en outre de 100 francs d'impositions. Ainsi 100 francs d'esprit, 100 francs d'argent, total 200 francs. Mais dans quelle balance avait donc été pesé le membre de l'Institut pour qu'on affirmât qu'il ne vaut ni 200 francs, ni 80 francs seulement, mais 100 francs, ni plus ni moins? En vérité, étions-nous des révolutionnaires pour demander l'abrogation d'une pareille disposition, par respect à la fois pour la propriété et pour la science? La propriété est assurément la

première de toutes les capacités électorales, et elle a par elle-même une admirable vertu conservatrice; mais n'admettre aucun autre titre de capacité est une exagération insolente et pleine de périls. On nous répondait que l'introduction de ce qu'on appelait alors les capacités dans la liste électorale l'augmenterait tout au plus de soixante, de quatre-vingt ou de cent mille électeurs, et que c'était bien peu de chose. Si c'était si peu, pourquoi le refuser, et en le refusant soulever des tempêtes? Mais ce n'était pas si peu; c'était la conquête d'un grand principe, le principe de la valeur et des droits de l'intelligence.

La réforme parlementaire et la réforme électorale formaient donc à l'opposition un thème simple et grand, un programme modéré et raisonnable et, on le comprend, très populaire. Les cent mille électeurs nouveaux que nous demandions nous soutenaient naturellement de leurs vœux et de leur influence, et s'agitaient pour notre triomphe, dans lequel ils montraient aux classes inférieures un progrès considérable qui en promettait beaucoup d'autres. De là des espérances qui s'étendaient de proche en proche à la nation presque entière, et rendaient vraiment nationale la cause de la réforme.

Cette cause était si bonne qu'elle conquit peu à peu tous les suffrages indépendans. Le président du conseil était presque ouvertement pour la réforme. La plupart des hommes éclairés du parti conservateur pensaient comme lui. Un des plus habiles, M. de Morny, publia un remarquable article dans la *Revue des Deux Mondes*, où il pressait vivement le ministère de déférer au vœu général; mais, dans le sein de la majorité, il s'était formé un petit parti sans talent, présomptueux, violent, qui repoussait toute concession et intimidait la majorité conservatrice. C'est ce parti qui a égaré et perdu le gouvernement.

On a bien voulu reconnaître que j'avais été modéré dans les rangs de l'opposition. Je n'avais pas admiré la campagne des banquets, et, avec la plus grande partie de mes amis, j'avais refusé d'y prendre part. En Angleterre, je n'aurais pas hésité à entreprendre cette agitation pacifique qui est dans les mœurs et les habitudes des peuples libres. M. Thiers, M. de Rémusat, M. Dufaure, M. Passy, M. de Tocqueville et bien d'autres, nous pensâmes que le tempérament de la France n'admettait pas l'emploi de pareils moyens d'influence. Ajoutez que des fautes d'un autre genre, réelles ou apparentes, et l'éclat de procès déplorables avaient porté des coups funestes à la considération du gouvernement dans l'esprit et l'imagination des peuples. Enfin, nous n'ignorions pas qu'un parti ennemi s'était formé sur les derrières de l'opposition, et manœuvrait non sans quelque habileté pour mettre à profit toutes les circonstances. Je le demande : en de telles conjonctures, la prudence la plus vulgaire ne conseillait-elle pas des concessions bien définies et un changement de cabinet?

Tout le monde était de cet avis, excepté ce petit parti qu'on a si justement appelé *le parti des bornes*. Le pays réel était réformiste. Au fond, le pays légal l'était aussi. La majorité désapprouvait ses chefs; mais, par point d'honneur, elle leur restait fidèle. Telle était la vérité de la situation aux premiers jours de 1848.

Dans la discussion de l'adresse à la chambre des députés, la majorité vota encore pour le ministère; mais, après le vote, une partie considérable de cette même majorité se rendit chez le président du conseil et le supplia d'accorder quelques réformes. A la chambre des pairs, M. Mesnard, de la cour de cassation, aborda la question de l'abus des influences (c'était le terme parlementaire convenu pour désigner la corruption, comme on disait dans le public et dans la rue); il osa même réclamer hautement des réformes, et en cela il n'avait pas seulement l'approbation malheureusement muette de la chambre des pairs, mais il agissait par les conseils et les suggestions des hommes les plus modérés et les plus considérables de cette chambre. Je citerai au premier rang M. le comte Molé. Et moi aussi, alarmé des périls que je voyais croître de jour en jour, je montai à la tribune pour demander à M. le ministre de l'intérieur, non pas la promesse d'apporter bientôt une proposition de réforme, mais du moins un mot d'espérance, et ce mot, je ne pus pas l'arracher!

Peu à peu l'inquiétude montait dans les régions les plus élevées. Je n'ai connu aucun homme d'état, aucun homme politique de quelque importance, en dehors de la minorité insolente et obstinée dont j'ai parlé, qui n'appelât de tous ses vœux la fin d'une pareille situation. Des colonels de la garde nationale de Paris déclarèrent que la ville de Paris et la garde nationale étaient pour la réforme. Le préfet de la Seine, M. de Rambuteau, crut de sa fidélité de parler au roi. Le plus ancien ami du roi, M. le maréchal Gérard, sortit de sa solitude et fit entendre sa voix respectée. Un des esprits les plus politiques de notre temps, l'homme qui, avec Casimir Périer, avait le mieux servi la dynastie nouvelle dans ses pénibles commencemens, le maréchal Sébastiani tenta un effort suprême. Tout fut inutile. Le roi, il faut bien le dire, comme tous les hommes passionnés, ne crut qu'à ceux qui entraient dans ses passions: il repoussa toute idée de réforme et soutint énergiquement le cabinet.

Le lundi 21 février, commencèrent à paraître les premiers symptômes de l'insurrection; elle persista indécise et contenue le 22, elle grandit le 23. Alors un cri universel s'éleva, et le 23, vers deux heures, au début de la séance de la chambre des députés, M. Guizot déclara que le roi venait de faire appeler M. le comte Molé et de le charger de former un cabinet.

M. le comte Molé est un homme d'état d'un esprit ferme, modéré,

prévoyant, fertile en ressources. Il était depuis long-temps l'homme indiqué, et si on lui eût remis les affaires quelques jours auparavant, il eût tout sauvé; mais le mercredi 23 il était insuffisant, et l'appeler était perdre un temps précieux. A onze heures du soir, M. Molé déclarait au roi qu'il ne pouvait composer un ministère.

Le jeudi 24 février, à deux heures du matin, M. Thiers fut appelé aux Tuileries. Si je suis bien informé, M. Thiers demanda trois choses : 1° qu'on lui permît de s'adjoindre M. Barrot pour la formation du nouveau cabinet; 2° qu'on promît et qu'on s'engageât à donner une réforme sérieuse; 3° que la chambre des députés fût dissoute et une chambre nouvelle convoquée. Le roi ne combattit guère les deux premières conditions, mais il rejeta absolument la troisième. M. Thiers la maintint, pensant avec raison qu'il lui était impossible de se remettre entre les mains de la chambre qui avait soutenu et pouvait soutenir encore M. Guizot, et que lui refuser la dissolution d'une chambre mal disposée, c'était lui refuser l'indispensable moyen de gouverner : en sorte que *le Moniteur* du 24 février annonça à la France inquiète et à Paris en feu qu'il n'y avait pas encore de gouvernement!

Je suis convaincu que si *le Moniteur* du lundi 21 février eût annoncé le cabinet de M. Molé, c'est-à-dire un ministère sagement réparateur et modérément réformiste, les affaires se pouvaient assez facilement rétablir. J'ai cru, je crois encore que si le mercredi, à deux heures, on eût appelé M. Thiers au lieu de M. Molé, si on eût accepté immédiatement ses conditions, si un *supplément au Moniteur* l'eût fait savoir le soir même, et si *le Moniteur* du lendemain 24 février eût contenu le ministère de M. Thiers et de M. Barrot avec l'ordonnance de dissolution de la chambre des députés, la crise eût pu être peu à peu surmontée; mais quand, le 24 février au matin, *le Moniteur* parut sans ministère, le secret de l'empire fut divulgué, comme dit Tacite, et les amis de la maison d'Orléans purent comprendre que ses destinées allaient s'accomplir.

Cependant M. Thiers avait convoqué le matin aux Tuileries ceux de ses amis qui devaient faire partie du ministère nouveau. J'arrivai vers huit heures ou huit heures et demie, et quel ne fut pas mon étonnement quand M. Thiers et M. Barrot m'expliquèrent le silence du *Moniteur!* M. Barrot eut alors l'idée de se présenter aux barricades, non comme ministre, il ne l'était pas, mais comme homme, avec la seule autorité de son nom, pour arrêter ou ralentir l'insurrection. Je me joignis à lui avec quelques amis. A mon retour aux Tuileries, vers dix heures, je trouvai les choses à peu près dans le même état. Il n'y eut ni ordonnances signées ni sermens prêtés. Tout se passa en conversations vagues, au moins devant moi, car je ne dis que le peu que j'ai vu, et ne réponds pas du reste.

Chaque minute aggravait le péril et le rapprochait des Tuileries. Partout le désordre et la confusion. Tout à coup la porte du cabinet du roi s'ouvre, et je vois paraître M. Émile de Girardin, tenant à la main un papier qu'il remit au duc de Nemours, et que celui-ci remit au roi. Il paraît que ce papier contenait l'avis que tout était perdu si le roi n'abdiquait sur-le-champ, et si on ne proclamait M[me] la duchesse d'Orléans régente au nom du comte de Paris. Le roi passa avec le duc de Nemours et le duc de Montpensier dans un salon voisin où était, je pense, la reine, et il en revint bientôt, nous disant : « On veut que j'abdique, je vais le faire; on veut aussi que M. Barrot soit le premier ministre de la régence, soit; mais M. Barrot n'est pas ici. Puis-je disposer de lui sans son consentement? » J'osai répondre pour M. Barrot, dont je connaissais les sentimens. Le roi fit appeler M. Fain, lui dit de préparer l'ordonnance de nomination de M. Barrot comme président du conseil, et de faire venir le général Trézel pour contre-signer cette nomination. Le général vint, et le roi se mit à écrire son abdication. Comme on le pressait de se hâter, il dit qu'il ne pouvait aller plus vite, qu'il écrivait comme à son ordinaire, et c'était vrai. Sa main était lente, mais ferme. D'irrésolu, de vacillant qu'il avait été jusque-là, le roi était redevenu lui-même; il avait retrouvé sa force et presque sa sérénité accoutumée : évidemment sa conscience royale était satisfaite; il avait dégagé sa responsabilité en abdiquant.

Cette abdication et la nomination de M. Barrot comme président du conseil ont-elles été écrites jusqu'au bout? J'en doute. Les coups de fusil de l'insurrection se rapprochaient tellement, qu'on dut songer au salut du roi et de sa famille; il y eut là, dans l'intérieur des appartemens, des scènes lamentables, et, quelques momens après, nous allions nous incliner une dernière fois devant celui qui avait été notre roi, obligé de fuir, dans une mauvaise voiture, à travers les Tuileries.

C'en était fait de la maison d'Orléans, et pourquoi, grand Dieu! Pour n'avoir pas voulu étendre la liste électorale, et n'avoir pas su prendre à temps M. Thiers et M. Barrot au lieu de M. Duchâtel et de M. Guizot! Le matin, le roi repoussait le programme de M. Thiers, et à midi il signait son abdication aux Tuileries, comme Charles X avait signé la sienne à Rambouillet. Une régence était proclamée comme en 1830, remède extrême et impuissant. Il était trop tard aussi comme en 1830. Les abdications forcées et au moment suprême ne sauvent pas les trônes, elles les précipitent. Il ne fallait pas abdiquer le 24 février à midi; mais il fallait prendre quelques jours auparavant M. Molé pour ministre, ou M. Thiers et M. Barrot le 23 février, ou même le 24 au matin, en les laissant maîtres de gouverner à leur façon au lieu de retenir encore le gouvernement.

Est-il donc si difficile de comprendre que l'opposition est aussi une

partie intégrante du gouvernement, et que, selon les circonstances, la veille opposition, elle est ministère le lendemain? Comme si d'ailleurs l'opposition qui allait prendre les affaires était composée de démagogues et d'anarchistes! M. Thiers avait fait vingt fois ses preuves. M. Barrot fit les siennes dans cette fatale journée.

Le matin, sans être ministre, quand on acceptait à peine son nom, seul, avec quelques amis, il allait aux barricades, et des Tuileries jusqu'à la porte Saint-Denis et la porte Saint-Martin je l'ai vu affrontant des dangers qu'on a oubliés aujourd'hui, sachant trouver les paroles qui convenaient le mieux, déployant des ressources d'esprit et de caractère que ses plus vieux amis ne lui soupçonnaient pas. Toutes les barricades réformistes se sont écartées devant lui, et il n'a dû s'arrêter que devant les barricades démocratiques et socialistes qu'il eût été aisé de cerner et de contenir, si derrière nous, aux Tuileries, on eût su former un gouvernement au lieu d'y discuter les points et virgules d'un programme! Et, après l'abdication du roi, la scène changée et transportée des Tuileries à la chambre des députés, M. Barrot, entouré par les vainqueurs, pressé de laisser mettre son nom sur la liste du gouvernement provisoire, rejetait hautement toutes les propositions qui lui étaient faites, et montait à la tribune avec M. Dupin pour défendre ce qui restait de la monarchie de juillet.

Que faisait cependant le parti conservateur, ou plutôt le petit parti qui en usurpait le nom, qui, la veille encore, faisait sonner si haut son dévouement à la dynastie, repoussait M. Molé, et se préparait à attaquer M. Thiers et M. Barrot comme des révolutionnaires? Le moment était bien venu de témoigner de ce grand dévouement et de payer de sa personne. Dans cette séance mémorable où M[me] la duchesse d'Orléans fit paraître un si beau caractère, vainement elle chercha ceux qu'elle avait accoutumé de rencontrer aux Tuileries. Autour d'elle, elle n'a guère aperçu que des membres de cette opposition calomniée, faisant cortége à une femme, à un enfant, derniers représentans de la royauté. C'est alors qu'elle a pu apprendre à connaître des hommes tels que M. Barrot, M. Dupin, M. de Rémusat, M. Jules de Lasteyrie, M. de Mornay, etc. Réfugiée à l'hôtel des Invalides, quels défenseurs l'y ont suivie? La plupart de ceux dont je viens de citer les noms, et quelques ardens, mais sincères réformistes, qui, ayant le matin accepté la régence, y demeuraient fidèles. Disons aussi que M. le duc de Nemours, qui n'avait voulu à aucun prix se séparer de la femme et du fils de son frère, pouvant enfin confier ce dépôt sacré à une amitié nouvelle, mais assurée et inviolable, trouva cette nuit un asile dans la maison d'un républicain.

Il est puéril d'expliquer la catastrophe de février, comme celle de juillet, par des hasards, par un ordre mal donné et mal exécuté, par

telle ou telle précaution mal prise, et par toutes sortes de petites causes, vraies ou fausses, mais qui n'ont été désastreuses que parce qu'elles se joignaient à la grande cause de tout le mal, à savoir les fautes du gouvernement. Je l'ai déjà dit : il faut bien gouverner ou périr, la loi est inexorable, et il y a plus d'une manière de périr, parce qu'il y a plus d'une manière de mal gouverner. On peut périr parce qu'on jette le défi au génie de la révolution; on peut périr encore parce que, sans l'attaquer ouvertement et sans violer un seul article d'une charte, on résiste obstinément aux progrès les plus nécessaires et les plus innocens, et on condamne ainsi une nation ou à s'arrêter et à demeurer immobile, ou à laisser tomber un pouvoir qui se trahit lui-même. Il serait aussi par trop extraordinaire qu'un gouvernement irréprochable, entouré de l'estime et de la confiance publique, eût succombé sous la plus misérable attaque qui fût jamais. Cette attaque n'a réussi que parce qu'elle prenait les couleurs de la réforme et que la réforme était le vœu général. Paris était réformiste; sa faute, et il l'a payée bien cher, a été de n'avoir pas vu que sous la réforme se glissait la république, et, après avoir si vivement appuyé l'une, de ne s'être pas retourné contre l'autre avec la même énergie; mais Paris l'eût fait, je n'en doute pas, et très promptement, si un gouvernement habile lui en eût donné le temps, si de bonne heure de rapides et libérales mesures eussent divisé l'insurrection et séparé les réformistes des révolutionnaires. Ce n'est donc pas la nation qu'il faut accuser ici, c'est le gouvernement. Je le dis à regret, mais avec une conviction profonde: c'est lui qui est le premier auteur de la révolution de février, comme Charles X est l'auteur de la révolution de 1830, et l'empereur de la restauration.

Je ne veux pas même répondre un mot à ceux qui reprochent à l'opposition constitutionnelle d'avoir amené la révolution de 1848. Comment! avertir les gouvernemens des dangers auxquels ils s'exposent, c'est donc créer ces dangers? A ce compte, pour être conséquent, il faut dire que c'est l'opposition de M. de Chateaubriand et de M. Royer-Collard et l'adresse des 221 qui ont fait la révolution de 1830, et que l'honnête homme qui, en voyant paraître le ministère de M. de Polignac, s'est écrié : « Malheureux pays! malheureux roi! » a soulevé le pays et détrôné le roi. Il faut dire aussi que c'est la commission des cinq, en 1812, qui a perdu l'empereur. Écartons ces déclamations, et donnons-nous le spectacle du grand caractère moral des événemens de ce monde.

Les lois de la morale s'appliquent aux choses humaines aussi certainement, aussi inflexiblement que les mathématiques aux mouvemens du ciel et de la terre. Particuliers et gouvernemens, états et familles, il n'y a qu'un moyen de prospérer et de durer, c'est de se bien

conduire. Toute mauvaise conduite est sûre d'une punition proportionnée à sa faute. L'empire avait abusé de la force et de la guerre; il est tombé par la guerre et par la force. La restauration, qui avait donné la charte, après s'être long-temps soutenue par elle, s'est perdue en la violant. Elle avait beaucoup abusé de l'article qui admettait encore une religion d'état, et elle osa s'armer de l'article 14 pour revendiquer le pouvoir absolu du roi; aussi la révolution de 1830 abolit-elle l'article 14, ainsi que la religion d'état, et elle crut par là avoir mis un terme au gouvernement personnel. Les caractères de la révolution de février étaient écrits d'avance en quelque sorte dans ceux des dernières années de la monarchie de juillet.

1° Cette monarchie, démentant de plus en plus son origine par sa conduite, était revenue au gouvernement personnel. Pour en finir avec ce gouvernement, la révolution de février a proclamé la république.

2° La monarchie voulait maintenir à la chambre des députés une multitude de fonctionnaires, même de l'ordre inférieur. L'opposition proposait d'exclure un certain nombre de fonctionnaires chez lesquels l'indépendance était ou impossible ou dangereuse : la république, répondant à un excès par l'excès contraire, a repoussé de la chambre tout fonctionnaire.

3° La monarchie avait refusé, après seize années de progrès en tout genre, d'augmenter le nombre des électeurs; nous proposions, nous, de l'augmenter raisonnablement et successivement : la république a décrété le suffrage universel.

4° Sous la monarchie, le pays légal s'était montré exclusif, et la bourgeoisie, heureuse d'être admise à la cour, avait trop oublié les principes de la révolution : une réaction grossière a donné à la république le nom de démocratique.

5° L'apparition du socialisme a aussi sa raison. On ne s'était point assez occupé du peuple, de sa misère, qui est immense, de ses vices, qui viennent souvent de sa misère, qui l'augmentent et la perpétuent. Quand l'Angleterre, quand la Belgique s'épuisaient à résoudre ou du moins agitaient avec un intérêt ardent les importans problèmes que soulève de toutes parts la situation morale et matérielle des classes inférieures, le gouvernement français voyait éclore toute une littérature socialiste, qui nous révélait d'horribles douleurs et par conséquent les plus grands dangers, et il se croisait les bras, laissait dire et ne faisait rien. La révolution de février s'est chargée de punir cette coupable indifférence par des extravagances plus coupables encore : elle a manqué de mettre dans la constitution le droit à l'assistance et le droit au travail, et nous avons vu le moment où l'on proclamerait le droit de tous à la même éducation. Ces folies mêmes méritent

la plus sérieuse attention. Déjà plusieurs lois excellentes sur l'assistance publique ont été faites, et elles en attendent d'autres. Au moins désormais il sera difficile de ne pas compter avec le peuple et de ne pas veiller sur tout ce qui l'intéresse. Ce sera peut-être là le résultat le plus certain, et puisse-t-il être durable, de la révolution de février.

Telles sont les véritables causes de cette révolution : elles sont dans les fautes déplorables des deux dernières années du gouvernement de juillet. D'un bout de l'Europe à l'autre, les mêmes causes ont produit les mêmes effets, et une conduite contraire a été salutaire et bienfaisante.

En Bavière, les désordres du monarque avaient fait courir à la monarchie les plus grands périls : pour la sauver, il a fallu que le royal amant de Lola-Montès abdiquât.

En Prusse, un roi plein d'esprit, de talent, de nobles intentions, au lieu de donner une constitution digne du XIXᵉ siècle et de la nation de Frédéric, persistait dans un refus systématique; quand on lui parlait de la liberté civile et religieuse, et d'un gouvernement parlementaire comme en Angleterre et en France, il répondait par l'état chrétien et par l'état historique. De là les barricades de Berlin et l'humiliation profonde de la royauté personnelle contrainte de venir s'incliner devant les cadavres de ses ennemis.

Avant le 24 février, nos nouveaux esprits forts en politique célébraient à l'envi le génie de M. de Metternich. L'influence, chez nous, avait passé de l'Angleterre à l'Autriche. C'est M. de Talleyrand qui, le premier, conseilla au roi d'abandonner l'alliance anglaise et l'amitié d'un gouvernement qui lui paraissait devenu révolutionnaire entre les mains des whigs, pour se rapprocher de l'Autriche et rentrer par elle peu à peu dans la famille des royautés légitimes. Ce conseil avait été suivi. M. de Metternich passait dans le cabinet des Tuileries pour l'homme d'état accompli; ses paroles étaient des oracles; il faisait et défaisait les réputations à Paris. Comme il n'y avait pas de liberté de la presse en Autriche, d'honnêtes conservateurs en concluaient que tout y allait au mieux. Il n'y avait pas là non plus d'opposition tracassière pour calomnier le gouvernement, avilir l'autorité et dissoudre la société. Tout à coup ce grand ministre est convaincu de s'être endormi dans l'illusion du plus imprévoyant égoïsme, de n'avoir pas plus compris son pays que son siècle, et d'avoir ignoré les dispositions de tout ce qui l'entourait, aristocratie, bourgeoisie, ouvriers, paysans. Vienne aussi a eu sa révolution; d'événemens en événemens, de catastrophe en catastrophe, l'Autriche a été remuée de fond en comble, et des hommes nouveaux, éclairés, courageux, sagement novateurs, entreprennent de la tirer du chaos où l'avait laissée M. de Metternich. Qui lui eût dit, en 1847, qu'un an à peine écoulé, M. de Bruck et M. Bach conduiraient les affaires de la monarchie à côté d'un Schwarzenberg?

Ainsi, en Bavière, en Prusse, en Autriche, les fautes des gouvernemens ont trouvé bien vite le châtiment qu'elles méritaient. Voyez au contraire l'Espagne, le Piémont, l'Angleterre, la Belgique!

L'Espagne allait de révolution en révolution. Quand la nôtre éclata, on pouvait croire que l'Espagne allait prendre feu. Nullement. La reine Isabelle s'était soumise au gouvernement représentatif. Une constitution très libérale était loyalement pratiquée. L'Espagne ne vit pas qu'elle eût rien à gagner à nous imiter. Nos fautes et nos malheurs lui furent une leçon. Le gouvernement espagnol, à la tête duquel était pourtant un général énergique, au lieu de diminuer les libertés constitutionnelles, les accrut, et ce remède a parfaitement réussi.

Qui doute que le flot de la révolution de février, débordant en Piémont par Chambéry et par Gênes, n'eût tout entraîné, si la maison de Savoie n'avait pas eu pour rempart le *statut royal?* Ce statut créait un parlement, et le parlement introduisait la nation dans le maniement de ses affaires. La nation fit donc cause commune avec son roi. La première république française avait soufflé aisément sur la vieille monarchie sarde; celle de février ne put rien contre la nouvelle monarchie constitutionnelle du Piémont.

Admirez comme, à chaque danger qui la menace, l'Angleterre avance au lieu de reculer dans la carrière des améliorations sociales, et trouve son salut dans un progrès nouveau! L'Irlande, mise depuis des siècles en dehors du droit commun, se révoltait sans cesse : on l'apaisa par l'émancipation des catholiques. Quand la révolution de juillet, dans sa beauté sans tache, émeut le peuple anglais et le transporte d'un enthousiasme qui peut devenir périlleux, on fait la réforme, une réforme profonde qui tient lieu d'une révolution. Le principe territorial est trop dominant: le bill des céréales vient favoriser les classes industrielles et commerciales. Il y a en Angleterre d'affreuses misères et souvent la plus dégradante ignorance mal cachées sous le manteau éblouissant de l'aristocratie la plus opulente et la plus éclairée : on prend en main, avec une ardeur toujours croissante, l'instruction primaire, on multiplie les institutions de bienfaisance, on s'occupe du peuple, on vient à son aide, on le plaint, on l'honore, on l'aime; il le sent, et il reste calme.

Mais l'exemple le plus frappant nous vient de notre voisine la Belgique. La monarchie belge était perdue si la révolution de février eût rencontré devant elle en Belgique le ministère catholique et ultra-conservateur de M. de Theux; mais quelques mois auparavant, le roi Léopold avait changé son cabinet, et mis à la tête du gouvernement l'ami et l'analogue de M. Barrot en Belgique, M. Rogier. M. Charles Rogier est avant tout un homme de cœur, fidèle à ses convictions, les soutenant avec énergie dans l'opposition et les pratiquant avec modé-

ration au ministère. Passionné pour l'indépendance de son pays, il reconnut promptement en 1848 le danger de la situation, et il y fit face avec une vigueur et une persévérance qui lui font le plus grand honneur. En même temps qu'il accueillait à coups de fusil les hordes de M. Ledru-Rollin, il présentait aux chambres une loi qui abaissait encore le cens électoral, déjà très peu élevé en Belgique; il ne craignait pas de puiser dans le trésor national pour venir au secours des Flandres, et, par des mesures financières hardies que je ne veux pas juger, il s'efforce de procurer au peuple la vie à bon marché; en un mot, avec la monarchie constitutionnelle, il fait la vraie, la bonne république, pour éviter la mauvaise. Nous, à force d'avoir peur de la république, nous l'avons amenée!

Oui, nous l'avons amenée; car, si nous eussions su maintenir et développer une monarchie libérale, quel est le vrai, l'honnête républicain qui eût osé se jeter dans les hasards d'une révolution pour mettre un président électif à la place de ce président héréditaire qu'on appelle un roi constitutionnel? Tout républicain accordera, je l'espère, que la république est faite pour la nation, et non pas la nation pour la république. Dans ce cas, quand une forme de gouvernement assure le plus grand bien de la nation, sa dignité à la fois et son bonheur, de quel droit et au nom de quel principe peut-on proposer de la changer? Est-ce que dans la vraie monarchie parlementaire les ministres, tant qu'ils sont en fonction, n'ont pas, avec la responsabilité absolue et exclusive, toute la liberté qui y correspond, à savoir la libre disposition du gouvernement? Est-ce que les ministres peuvent être pris autre part que parmi les chefs du parlement? Est-ce que le parlement ne représente pas la majorité des électeurs? Est-ce que ces électeurs, bien entendu pourvu qu'ils soient nombreux et qu'ils s'étendent à travers toutes les classes, ne représentent pas la nation, dont ils sont la partie la plus éclairée, la plus avancée, la plus capable de s'occuper des affaires publiques? Est-ce qu'ainsi, je le répète, ce n'est pas la nation qui se gouverne elle-même, grace à une organisation simple et savante, où domine la souveraineté nationale et en même temps sont désarmées toutes les ambitions, contraintes à ne pas même songer au pouvoir suprême, et à trouver ailleurs, c'est-à-dire dans l'exercice du gouvernement, une satisfaction légitime, la puissance, l'éclat, la gloire, tant que l'assentiment national les porte et les soutient, ou tout simplement une retraite dans les rangs de l'opposition, en attendant qu'elles regagnent l'assentiment général et la majorité parlementaire? C'est là, comme on le disait en 1830, la meilleure des républiques. Remarquez à quel point celle-là est favorable à la vraie démocratie. Comme un roi héréditaire garantit la stabilité et maintient partout l'équilibre, sous ses auspices les partis déploient impunément toute leur activité, et la dé-

mocratie, qui est une partie essentielle de l'ordre constitutionnel, peut porter à la tribune, dans la presse, dans les libres associations, dans toute la vie publique, ses droits, ses griefs, ses prétentions, et aspirer à son tour au gouvernement de l'état. Otez la royauté, et les partis, j'entends les partis honnêtes, ne peuvent plus aller jusqu'au bout de leurs forces, de peur d'enflammer les esprits et de provoquer des désordres. Dans une maison où la clé de voûte manquerait, on n'oserait pas remuer, de peur d'ébranler et de renverser tout l'édifice. Allez donc aujourd'hui contredire énergiquement l'autorité, quand elle est si faible, si précaire, si mobile! Autre danger. Comme dans une république le chef du gouvernement est élu par les citoyens tout comme les députés, il peut fort spécieusement répondre à leurs remontrances qu'il est l'élu de la nation, que c'est à la nation seule à le juger, et qu'il n'a que faire de leurs tracasseries, en sorte qu'il peut affecter impunément une sorte de dictature, s'il a de l'énergie; ou, s'il est faible, il se laisse entraîner, dans les sens les plus opposés, par les agitations populaires les plus superficielles, et vous voilà retombés dans tous les inconvéniens du gouvernement personnel qui vous ont fait supprimer la monarchie. En 1830, nous avons très sérieusement agité ce problème, et on me permettra de persister dans la solution qui alors en fut adoptée. Cette solution me paraît encore la vraie : c'est celle du XIXe siècle et de toutes les grandes nations civilisées en Europe. Or, en définitive, la France aura le gouvernement de l'Europe, ou l'Europe le gouvernement de la France. J'avoue que j'ai peine à me défendre d'un peu d'irritation contre les dernières années de la monarchie de juillet, qui ont compromis, en l'altérant, la plus belle forme de gouvernement que le génie humain ait trouvée, celle qui concilie dans un accord admirable la stabilité et le mouvement, une autorité indéfectible avec un progrès perpétuel, et qui prévient les révolutions en assurant toutes les réformes nécessaires. La durée d'une pareille forme de gouvernement méritait bien, ce semble, la rançon modeste de soixante et même de cent mille électeurs de plus.

Ainsi, nous croyons l'avoir établi : la France n'est pas difficile à gouverner; elle ne demande qu'à l'être. Elle ne renverse point ses gouvernemens; ce sont eux qui comme à plaisir conspirent contre eux-mêmes. Elle est immuable dans ses vœux, qui sont les instincts du siècle justifiés par la raison. Elle veut sa souveraineté; elle veut l'égale liberté de tous ses enfans; elle est fière de la grandeur, de la gloire, de la fortune même de quelques-uns d'entre eux; en même temps, elle souffre de la misère et des vices qui en dégradent encore un si grand nombre, et elle veut qu'on s'occupe sérieusement de leur soulagement et de leur amélioration. Elle a reçu de la main des siècles et elle perfectionne sans cesse cette magnifique unité nationale que l'Europe nous

envie; mais elle entend que ce soit une unité de liberté et, s'il se peut, de bonheur. Dans son orgueil, qui est sa faiblesse bien connue, elle aspire à marcher à la tête des nations et à leur servir d'exemple. Pour tout cela, elle demande un gouvernement qui l'honore et qui l'aime, disposée à lui rendre en fidélité, en dévouement même, tout ce qu'elle en recevrait en loyauté et en désintéressement. C'en est fait de l'ancien attachement chevaleresque de la France à ses maîtres. La France n'a plus et ne veut plus de maîtres : elle n'a pas fait la révolution de 1789 pour revenir à l'ancien régime plus ou moins habilement déguisé. On ne peut ni tromper la France, ni l'asservir. Elle rend justice au génie de Napoléon, à la sincérité de Charles X, à l'habileté du roi Louis-Philippe, mais elle attend encore un gouvernement qui ne pense pas à lui mais à elle, qui n'ait pas d'intérêts particuliers de gloire, de puissance, de conscience même, un gouvernement enfin qui, selon sa mission et son devoir, abdique toute personnalité pour revêtir en quelque sorte la personne de la France.

On dit que le président actuel de la république, sollicité par ses impatiens amis d'aller s'établir aux Tuileries, leur a répondu : Non, c'est une maison où l'on devient fou. En effet, qui n'y a laissé sa raison? Ce premier consul si sage, dont l'épée avait sauvé la révolution, et qui en gravait les principes dans des lois et des institutions immortelles, à peine est-il venu habiter les Tuileries, comme enivré par les souvenirs qu'il y rencontre et par le génie du lieu, pousse la réaction naturelle en faveur de l'ordre jusqu'à la tyrannie la plus insupportable et au dehors affecte la monarchie universelle. Le roi Charles X, au lieu de se féliciter de voir les répugnances de la France désarmées par la charte, n'est pas plutôt le maître du palais de son frère qu'il entreprend de se débarrasser de cette charte qui seule le soutient, et, préférant jusqu'au bout Coblentz à la France, aime mieux cesser d'être roi que de ne pas être le roi de l'ancien régime. Enfin, nous avons vu un prince éclairé, qui devait sa couronne à une révolution libérale, se laisser peu à peu séduire par les prestiges de la contre-révolution, et, plutôt que d'accorder les réformes les plus innocentes et de prendre ses ministres dans l'opposition la plus constitutionnelle, aller mourir dans l'exil et livrer la France à une démocratie effrénée. En vérité, il faudrait écrire sur le front de ce fatal édifice : O vous qui entrez ici, déposez sur le seuil les pensées personnelles, les systèmes particuliers, les intérêts domestiques, la passion de la fausse grandeur. Ne songez plus à vous : songer à vous, c'est travailler à votre perte. Soyez les serviteurs de l'intérêt général, et l'intérêt général vous soutiendra.

VICTOR COUSIN.

LE CHATEAU

DES DÉSERTES.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

XII. — L'HÉRITIÈRE.

Je trouvai en effet mes hôtes fort effrayés de ma disparition. Le bon Volabù m'avait cherché dans la campagne et se disposait à y retourner. Je sentis que ces pauvres gens étaient déjà de vrais amis pour moi. Je leur dis que le hasard m'avait fait rencontrer un des habitans du château en qui j'avais retrouvé une ancienne connaissance. La mère Peirecote, apprenant que j'avais fait la veillée au château, m'accabla de questions, et me parut fort désappointée quand je lui répondis que je n'avais vu là rien d'extraordinaire.

Le lendemain, à neuf heures, je me rendis au château en prévenant mes hôtes que j'y passerais peut-être quelques jours et qu'ils n'eussent pas à s'inquiéter de moi. Celio venait à ma rencontre. — Tu as dormi! me dit-il en me regardant, comme on dit, dans le blanc des yeux.

— Je l'avoue, répondis-je, et c'est la première fois depuis longtemps. J'ai éprouvé un merveilleux bien-être, comme si j'étais arrivé

(1) Voyez les livraisons du 15 février et des 1er et 15 mars.

au vrai but de mon existence, heureux ou misérable. Si je dois être heureux par vous tous qui êtes ici, ou souffrir de la part de plusieurs, il n'importe. Je me sens des forces nouvelles pour la joie comme pour la douleur.

— Ainsi, tu l'aimes?

— Oui, Celio, et toi?

— Eh bien! moi, je ne puis répondre aussi nettement. Je crois l'aimer et je n'en suis pas assez certain pour le dire à une femme que je respecte par-dessus tout, que je crains même un peu. Ainsi je me vois supplanté d'avance! La foi triomphe aisément de l'incertitude.

— Pour peu qu'elle soit femme, repris-je, ce sera peut-être le contraire. Une conquête assurée a moins d'attraits pour ce sexe qu'une conquête à faire. Donc, nous restons amis?

— Croyez-vous?

— Je vous le demande? Mais il me semble que nos rôles sont assez naturellement indiqués. Si je vous trouvais véritablement épris et tant soit peu payé de retour, je me retirerais. Je ne sais ce que c'est que de se comporter comme un larron avec le premier venu de ses semblables, à plus forte raison avec un homme qui se confie à votre loyauté; mais vous n'en êtes pas là, et la partie est égale pour nous deux.

— Que savez-vous si je n'ai pas de l'espérance?

— Si vous étiez aimé d'une telle femme, Celio, je vous estime assez pour croire que vous ne me souffririez pas ici, et vous savez qu'il ne me faudrait qu'une pareille confidence de votre part pour m'en éloigner à jamais; mais, comme je vois fort bien que vous n'avez qu'une velléité, et que je crois Mlle Boccaferri trop fière pour s'en contenter, je reste.

— Restez donc, mais je vous avertis que je jouerai aussi serré que vous.

— Je ne comprends pas cette expression. Si vous aimez, vous n'avez qu'à le dire ainsi que moi, et elle choisira. Si vous n'aimez pas, je ne vois pas quel jeu vous pouvez jouer avec une femme que vous respectez.

— Tu as raison. Je suis un fou. J'ai même peur d'être un sot. Allons! restons amis. Je t'aime, bien que je me sente un peu mortifié de trouver en toi mon égal pour la franchise et la résolution. Je ne suis guère habitué à cela. Dans le monde où j'ai vécu jusqu'ici, presque tous les hommes sont perfides, insolens ou couards sur le terrain de la galanterie. Fais donc la cour à Cecilia; moi, je verrai venir. Nous ne nous engageons qu'à une chose : c'est à nous tenir l'un l'autre au courant du résultat de nos tentatives pour épargner à celui qui échouera un rôle ridicule. Puisque nous visons tous deux au mariage,

à la chose la plus honnête et la plus officielle du monde, l'honneur de la dame n'exige pas que nous nous fassions mystère de son choix. Quant aux lâches petits moyens usités en pareil cas par les plus honnêtes gens, la délation, la calomnie, la raillerie, ou tout au moins la malveillance à l'égard d'un rival qu'on veut supplanter, je n'en fais pas mention dans notre traité. Ce serait nous faire une mutuelle injure.

Je souscrivis à tout ce que proposait Celio sans regarder en avant ni en arrière, et sans même prévoir que l'exécution d'un pareil contrat soulèverait peut-être de terribles difficultés.

— Maintenant, me dit-il en me faisant entrer dans la cour du château, qui était vaste et superbe, il faut que je commence par te conduire chez notre marquis... Puis il ajouta en riant : Car ce n'est pas sérieusement que tu as demandé, hier au soir, chez qui nous étions ici?

— Si j'ai fait une sotte question, répondis-je, c'est de la meilleure foi du monde. J'étais trop bouleversé et trop enivré de me retrouver au milieu de vous pour m'inquiéter d'autre chose, et je ne me suis pas même tourmenté, en venant ici, de l'idée que je pourrais être indiscret ou mal venu à me présenter chez un personnage que je ne connais pas. A la vie que vous menez chez lui, je ne m'attendais même pas à le voir aujourd'hui. Sous quel titre et sous quel prétexte vas-tu donc me présenter?

— Oh ! mais tu est fort amusant, répondit Celio en me faisant monter l'escalier en spirale et garni de tapis d'une grande tour. Voilà une mystification que nous pourrions prolonger long-temps, mais tu t'y jettes de trop bonne foi, et je ne veux pas en abuser.

En parlant ainsi, il ouvrit la double porte d'une salle ronde qui servait de cabinet de travail au marquis, et il cria très haut : — Eh! mon cher marquis de Balma, voici Adorno Salentini qui persiste à vous prendre pour un mythe, et qui ne veut être désabusé que par vous-même.

Le marquis, sortant du paravent qui enveloppait son bureau, vint à ma rencontre en me tendant les deux mains, et j'éclatai de rire en reconnaissant ma simplicité.

« *Les enfans* pensaient, dit-il, que c'était un jeu de votre part; mais, moi, je voyais bien que vous ne pouviez croire à l'identité du vieux malheureux Boccaferri de Vienne et du facétieux Leporello de cette nuit avec le marquis de Balma. Cela s'explique en quatre mots : j'ai eu des écarts de jeunesse. Au lieu de les réparer et de me ramener ainsi à la raison, mon père m'a banni et déshérité. Mes prénoms sont Pierre-Anselme *Boccadiferro*. Ce nom de *Bouche de fer* est dans ma famille le partage de tous les cadets, comme celui de Crisostomo, *Bouche*

d'or, est celui de tous les aînés. Je pris pour tout titre mon nom de baptême en le modifiant un peu, et je vécus, comme vous savez, errant et malheureux dans toutes mes entreprises. Ce n'était ni le courage ni l'intelligence qui me manquaient pour me tirer d'affaire; mais j'étais un homme à illusions, comme tous les hommes à idées. Je ne tenais pas assez compte des obstacles. Tout s'écroulait sur moi, au moment où, plein de génie et de fierté, j'apportais la clé de voûte à mon édifice. Alors, criblé de dettes, poursuivi, forcé de fuir, j'allais cacher ailleurs la honte et le désespoir de ma défaite; mais, comme je ne suis pas homme à me décourager, je cherchais dans le vin une force factice, et quand un certain temps consacré à l'ivresse, à l'ivrognerie, si vous voulez, m'avait réchauffé le cœur et l'esprit, j'entreprenais autre chose. On m'a donc qualifié très généreusement en mille endroits de *canaille* et d'*abruti*, sans se douter le moins du monde que je fusse par goût l'homme le plus sobre qui existât. Pour tomber dans cette disgrace de l'opinion, il suffit de trois choses : être pauvre, avoir du chagrin, et rencontrer un de ses créanciers le jour où l'on sort du cabaret.

« J'étais trop fier pour rien demander à mon frère aîné, après avoir essuyé son premier refus. Je fus assez généreux pour ne pas le faire rougir en reprenant mon nom et en parlant de lui et de son avarice. J'oubliai même avec un certain plaisir que j'étais un patricien pour m'affermir dans la vie d'artiste, pour laquelle j'étais né. Deux anges m'assistèrent sans cesse et me consolèrent de tout, la mère de Celio et ma fille. Honneur à ce sexe! il vaut mieux que nous par le cœur.

« J'étais à Vienne avec la Cecilia, il y a deux mois, lorsque je reçus une lettre qui me fit partir à l'heure même. J'avais conservé en secret des relations affectueuses avec un avocat de Briançon qui faisait les affaires de mon frère. Dans cette lettre, il me donnait avis de l'état désespéré où se trouvait mon aîné. Il savait qu'il n'existait pas de titre qui pût me déshériter. Il m'appelait chez lui, où il me donna l'hospitalité jusqu'à la mort du marquis, laquelle eut lieu deux jours après sans qu'une parole d'affection et de souvenir pour moi sortît de ses lèvres. Il n'avait qu'une idée fixe, la peur de la mort. Ce qui adviendrait après lui ne l'occupait point.

« Dès que je me vis en possession de mon titre et de mes biens, grace aux conseils de mon digne ami, l'avocat de Briançon, je me tins coi, je fis le mort; je ne révélai à personne ma nouvelle situation, et je restai enfermé, quasi caché dans mon château, sans faire savoir sous quel nom j'avais été connu ailleurs. Je continuerai à agir ainsi jusqu'à ce que j'aie payé toutes les dettes que j'ai contractées durant cinquante années de ma vie; alors en même temps qu'on dira : « Cette vieille brute de Boccaferri est devenu marquis et quatre fois millionnaire, »

on pourra dire aussi : « Après tout, ce n'était pas un malhonnête homme, car il n'a fait banqueroute à personne, pas même à ses amis. »

« J'avoue que je n'avais jamais perdu l'espoir de recouvrer ma liberté et mon honneur en m'acquittant de la sorte. Je ne comptais pas sur l'héritage de mon frère. Il me haïssait tant que j'aurais juré qu'il avait trouvé un moyen de me dépouiller après sa mort; mais moi, toujours artiste et toujours poète, je n'avais pas cessé de me flatter que le succès couronnerait enfin mes entreprises. Aussi je n'avais jamais fait une dette ni une banqueroute sans en consigner le chiffre et sans en conserver le détail et les circonstances. Dans les dernières années, comme j'étais de plus en plus malheureux, je buvais davantage et j'aurais bien pu perdre ou embrouiller toutes ces notes, si ma fille ne les eût rangées et tenues avec soin.

« Aussi maintenant sommes-nous à même de nous réhabiliter. Nous consacrons à ce travail, ma fille et moi, une heure tous les jours, avant le déjeuner. Tandis que notre avocat de Briançon vend une partie de nos immeubles et prépare la liquidation générale, nous tenons la correspondance au nom de Boccaferri, et, dans toutes les contrées où nous avons vécu, nous cherchons nos créanciers. Il y en a peu qui ne répondent à notre appel. Ceux qui m'ont obligé avec la pensée de le faire gratuitement sont remboursés aussi malgré eux. Dans un mois, je crois que nous aurons terminé ce fastidieux travail et que notre tâche sera accomplie. C'est alors seulement qu'on saura la vérité sur mon compte. Il nous restera encore une fortune très considérable et dont j'espère que nous ferons bon usage. Si j'écoutais mon penchant, je donnerais à pleines mains, sans trop savoir à qui; mais j'ai trop fréquenté les paresseux et les débauchés, j'ai eu trop affaire aux escrocs de toute espèce pour ne pas savoir un peu distinguer. Je dois mon aide aux mauvaises têtes, mais non aux mauvais cœurs.

« D'ailleurs, ma fille a pris la gouverne de ma fortune, et, pour ne plus faire de folies, je lui ai tout abandonné. Elle fera aussi des folies généreuses, mais elle n'en fera pas de sottes et de nuisibles. Tenez, ajouta-t-il en tirant deux ailes du paravent qui nous cachait la moitié de la table, voyez : voici la femme de cœur et de conscience entre toutes! Rien ne la rebute, et cette ame d'artiste sait s'astreindre au métier de teneur de livres pour sauver l'honneur de son père ! »

Nous vîmes la Cecilia penchée sur le bureau, écrivant, rangeant, cachetant et pliant avec rapidité, sans se laisser distraire par ce qu'elle entendait. Elle était pâle de fatigue, car cette double vie d'artiste et d'administrateur devait briser ce corps frêle et généreux; mais elle était calme et noble, comme une vraie châtelaine, dans sa robe de soie verte. Je m'aperçus qu'elle avait coupé tout de bon ses longs cheveux noirs. Elle avait fait gaiement ce sacrifice pour pouvoir jouer les rôles

d'homme, et cette chevelure, bouclée sur le cou et autour du visage, lui donnait quelque chose d'un jeune apprenti artiste de la renaissance; elle avait trop de mélancolie dans l'habitude de la physionomie pour rappeler le page espiègle ou le seigneur enfant du manoir. L'intelligence et la fierté régnaient sur ce front pur, tandis que le regard modeste et doux semblait vouloir abdiquer tous les droits du génie et tous les rêves de la gloire.

Elle sourit à Celio, me tendit la main, et referma le paravent pour achever sa besogne.

— Vous voilà donc dans notre secret, reprit le marquis. Je ne puis le placer en de meilleures mains; je n'ai pas voulu attendre un seul jour pour en faire part à Celio et aux autres enfans de la Floriani. J'ai dû tant à leur mère! mais ce n'est pas avec de l'argent seulement que je puis m'acquitter envers celle qui ne m'a pas secouru seulement avec de l'argent; elle m'a aidé et soutenu avec son cœur, et mon cœur appartient à ce qui survit d'elle, à ces nobles et beaux enfans qui sont désormais les miens. La Floriani n'avait laissé qu'une fortune aisée. Entre quatre enfans, ce n'était pas un grand développement d'existence pour chacun. Puisque la Providence m'en fournit les moyens, je veux qu'ils aient les coudées plus franches dans la vie, et je les ai tout de suite appelés à moi pour qu'ils ne me quittent que le jour où ils seront assez forts pour se lancer sur la grande scène de la vie comme artistes; car c'est la plus haute des destinées, et, quelle que soit la partie que chacun d'eux choisira, ils auront étudié la synthèse de l'art dans tous ses détails auprès de moi.

— Passez-moi cette vanité; elle est innocente de la part d'un homme qui n'a réussi à rien et qui n'a pas échoué à demi dans ses tentatives personnelles. Je crois qu'à force de réflexions et d'expériences je suis arrivé à tenir dans mes mains la source du beau et du vrai. Je ne me fais point illusion; je ne suis bon que pour le conseil. Je ne suis pas cependant un *professeur* de *profession*. J'ai la certitude qu'on ne fait rien avec rien, et que l'enseignement n'est utile qu'aux êtres richement doués par la nature. J'ai le bonheur de n'avoir ici que des élèves de génie, qui pourraient fort bien se passer de moi; mais je sais que je leur abrégerai des lenteurs, que je les préserverai de certains écarts, et que j'adoucirai les supplices que l'intelligence leur prépare. Je manie déjà l'ame de Stella, je tâte plus délicatement Salvator et Béatrice, et, quant à Celio, qu'il réponde si je ne lui ai pas fait découvrir en lui-même des ressources qu'il ignorait.

— Oui, c'est la vérité, dit Celio, tu m'as appris à me connaître. Tu m'as rendu l'orgueil en me guérissant de la vanité. Il me semble que, chaque jour, ta fille et toi vous faites de moi un autre homme. Je me croyais envieux, brutal, vindicatif, impitoyable : j'allais devenir mé-

chant parce que j'aspirais à l'être; mais vous m'avez guéri de cette dangereuse folie, vous m'avez fait mettre la main sur mon propre cœur. Je ne l'eusse pas fait en vue de la morale, je l'ai fait en vue de l'art, et j'ai découvert que c'est de là (et en parlant ainsi Celio frappa sa poitrine) que doit sortir le talent.

J'étais vivement ému; j'écoutais Celio avec attendrissement; je regardais le marquis de Balma avec admiration. C'était un autre homme que celui que j'avais connu; ses traits mêmes étaient changés. Était-ce là ce vieux ivrogne trébuchant dans les escaliers de théâtre, accostant les gens pour les assommer de ses théories vagues et prolixes, assaisonnées d'une insupportable odeur de rhum et de tabac? Je voyais en face de moi un homme bien conservé, droit, propre, d'une belle et noble figure, l'œil étincelant de génie, la barbe bien faite, la main blanche et soignée. Avec son linge magnifique et sa robe de chambre de velours doublée de martre, il me faisait l'effet d'un prince donnant audience à ses amis, ou, mieux que cela, de Voltaire à Ferney; mais non, c'était mieux encore que Voltaire, car il avait le sourire paternel et le cœur plein de tendresse et de naïveté. Tant il est vrai que le bonheur est nécessaire à l'homme, que la misère dégrade l'artiste, et qu'il faut un miracle pour qu'il n'y perde pas la conscience de sa propre dignité!

— Maintenant, mes amis, nous dit le marquis de Balma, allez voir si les autres enfans sont prêts pour déjeuner; j'ai encore une lettre à terminer avec ma fille, et nous irons vous rejoindre. Vous me promettez maintenant, monsieur Salentini, de passer au moins quelques jours chez moi?

J'acceptai avec joie; mais je ne fus pas plus tôt sorti de son cabinet que je fis un douloureux retour sur moi-même. — Je crois que je suis fou tout de bon, depuis que j'ai mis les pieds ici, dis-je à Celio en l'arrêtant dans une galerie ornée de portraits de famille. Tout le temps que le marquis me racontait son histoire et m'expliquait sa position, je ne songeais qu'à me réjouir de voir la fortune récompenser son mérite et celui de sa fille. Je ne pensais pas que ce changement dans leur existence me portait un coup terrible et sans remède.

— Comment cela? dit Celio d'un air étonné.

— Tu me le demandes? répondis-je. Tu ne vois pas que j'aimais la Boccaferri, cette pauvre cantatrice à 3 ou 4,000 francs d'appointemens par saison, et qu'il m'était bien permis, à moi qui gagne beaucoup plus, de songer à en faire ma femme, tandis que maintenant je ne pourrais aspirer à la main de Mlle de Balma, héritière de plusieurs millions, sans être ridicule en réalité et en apparence méprisable?

— Je serais donc méprisable, moi, d'y aspirer aussi? dit Celio en haussant les épaules.

— Non, lui répondis-je après un instant de réflexion. Bien que tu ne sois pas plus riche que moi, je pense, ta mère a tant fait pour le pauvre Boccaferri, que le riche Balma peut et doit se considérer toujours comme ton obligé. Et puis le nom de ta mère est une gloire; Cecilia a voué un culte à ce grand nom. Tu as donc mille raisons pour te présenter sans honte et sans crainte. Moi, si je surmontais l'une, je n'en ressentirais pas moins l'autre; ainsi, mon ami, plains-moi beaucoup, console-moi un peu, et ne me regarde plus comme ton rival. Je resterai encore un jour ici pour prouver mon estime, mon respect et mon dévouement; mais je partirai demain et je tâcherai de guérir. Le sentiment de ma fierté et la conscience de mon devoir m'y aideront. Garde-moi le secret sur les confidences que je t'ai faites, et que Mlle de Balma ne sache jamais que j'ai élevé mes prétentions jusqu'à elle.

XIII. — STELLA.

Celio allait me répondre lorsque Béatrice, accourant du fond de la galerie, vint se jeter à son cou et folâtrer autour de nous en me demandant avec malice si j'avais été présenté à *M. le marquis*. Quelques pas plus loin, nous rencontrâmes Stella et Benjamin, qui m'accablèrent des mêmes questions; la cloche du déjeuner sonna à grand bruit, et la belle Hécate, qui était fort nerveuse, accompagna d'un long hurlement ce signal du déjeuner. Le marquis et sa fille vinrent les derniers, sereins et bienveillans comme des gens qui viennent de faire leur devoir. Je vis là combien Cecilia était adorée des jeunes filles et quel respect elle inspirait à toute la famille. Je ne pouvais m'empêcher de la contempler, et même, quand je ne la regardais ou ne l'écoutais pas, je voyais tous ses mouvemens, j'entendais toutes ses paroles. Elle agissait et parlait peu cependant; mais elle était attentive à tout ce qui pouvait être utile ou agréable à ses amis. On eût dit qu'elle avait eu toute sa vie 200,000 livres de rentes, tant elle était aisée et tranquille dans son opulence, et l'on voyait qu'elle ne jouissait de rien pour elle-même, tant elle restait dévouée au moindre besoin, au moindre désir des autres.

On ne parla point de comédie pendant le déjeuner. Pas un mot ne fut dit devant les domestiques, qui pût leur faire soupçonner quelque chose à cet égard. Ce n'est pas que de temps en temps Béatrice, qui n'avait autre chose en tête, n'essayât de parler de la précédente et de la prochaine soirée; mais Stella, qui était toujours à ses côtés et qui s'était habituée à être pour elle comme une jeune mère, la tenait en bride. Quand le repas fut terminé, le marquis prit le bras de sa fille et sortit.

— Ils vont, pendant deux heures, s'occuper d'un autre genre d'af-

faires, me dit Celio. Ils donnent cette partie de la journée aux besoins des gens qui les environnent; ils écoutent les demandes des pauvres, les réclamations des fermiers, les invitations de la commune. Ils voient le curé ou l'adjoint; ils ordonnent des travaux, ils donnent même des consultations à des malades; enfin ils font leur devoir de châtelains avec autant de conscience et de régularité que possible. Stella et Béatrice sont chargées de veiller, à l'intérieur, sur le détail de la maison; moi, ordinairement, je lis ou fais de la musique, et, depuis que mon frère est ici, je lui donne des leçons; mais, pour aujourd'hui, il ira s'exercer tout seul au billard. Je veux causer avec vous.

Il m'emmena dans le jardin, et là, me serrant la main avec effusion:

— Ta tristesse me fait mal, dit-il, et je ne saurais la voir plus longtemps. Écoute, mon ami, j'ai eu un mauvais mouvement, quand tu m'as dit, il y a une heure, que tu renonçais à Cecilia par délicatesse. J'ai failli te dire que c'était ton devoir et t'encourager à partir : je ne l'ai pas fait; mais, quand même je l'aurais fait, je me rétracterais à cette heure. Tu te montres trop scrupuleux, ou tu ne connais pas encore Cecilia et son père. Ils n'ont pas cessé d'être artistes, je crois même qu'ils le sont plus que jamais depuis qu'ils sont devenus seigneurs. L'alliance d'un talent tel que le tien ne peut donc jamais leur sembler au-dessous de leur condition. Quant à te soupçonner coupable d'ambition et de cupidité, cela est impossible, car ils savent qu'il y a deux mois tu étais amoureux de la pauvre cantatrice à 3,000 francs par saison, et que tu aspirais sérieusement à l'épouser, même sans rougir du vieux ivrogne.

— Ils le savent! Tu l'as dit, Celio?

— Je le leur ai dit le jour même où j'en ai reçu de toi la confidence, et ils en avaient été fort touchés.

— Mais ils avaient refusé, parce que, ce jour-là même, ils recevaient la nouvelle de leur héritage?

— Non; même en recevant cette nouvelle, ils n'avaient pas refusé. Ils avaient dit : *Nous verrons!* Depuis, quoique je me sentisse ému moi-même, j'ai eu le courage de tenir la parole que je t'avais presque donnée : j'ai reparlé de toi.

— Et qu'a-t-*elle* dit?

— Elle a dit : « Je suis si reconnaissante de ses bonnes intentions pour moi dans un temps où j'étais pauvre et obscure, que, si j'étais décidée à me marier, je chercherais l'occasion de le voir et de le connaître davantage. » Et puis nous avons été à Turin secrètement ces jours-ci, comme je te l'ai dit, pour les affaires de son père, et pour ramener en même temps notre Benjamin. Là, j'ai étudié avec un peu d'inquiétude l'effet que produisait sur elle le bruit de tes amours avec la duchesse. Elle a été triste un instant, cela est certain. Tu vois, ami,

je ne te cache rien. Je lui ai offert d'aller te voir pour t'amener en secret à notre hôtel. J'avais du dépit, elle l'a vu, et elle a refusé, parce qu'elle est bonne pour moi comme un ange, comme une mère; mais elle souffrait, et quand, la nuit suivante, nous avons passé à pied devant ta porte pour aller chercher notre voiture, que nous ne voulions pas faire venir devant l'hôtel, nous avons vu ton voiturin, nous avons reconnu Volabù. Nous l'avons évité, nous ne voulions pas être vus; mais Cecilia a eu une inspiration de femme. Elle a dit à Benjamin (que cet homme n'avait jamais vu) de s'approcher de lui, et de lui demander si son voiturin était disponible pour Milan. — Je vais à Milan en effet, répondit-il, mais je ne puis prendre personne. — Qui donc conduisez-vous? dit l'enfant; ne pourrais-je m'arranger avec votre voyageur pour aller avec lui? — Non; c'est un peintre. Il voyage seul. — Comment s'appelle-t-il? peut-être que je le connais? — Ce voiturin a dit ton nom : c'est tout ce que nous voulions savoir. On nous avait dit que la duchesse était retournée à Milan. Cecilia pâlit, sous prétexte qu'elle avait froid; puis, comme j'en faisais l'observation à demi-voix, elle se mit à sourire avec cet air de souveraine mansuétude qui lui est propre. Elle approcha de ta fenêtre en me disant : — Tu vas voir que je vais lui adresser un adieu bien amical et par conséquent bien désintéressé. — C'est alors qu'elle chanta ce maudit *Vedrai carino* qui t'a arraché aux griffes de Satan. Allons, il y a dans tout cela une fatalité! Je crois qu'elle t'aime, bien que ce soit fort difficile à constater chez une personne toujours maîtresse d'elle-même, et si habituée à l'abnégation qu'on peut à peine deviner si elle souffre en se sacrifiant. A l'heure qu'il est, elle ne sait plus rien de toi, et je confesse que je n'ai pas eu le courage de lui dire que tu as renoncé à la duchesse et que tu lui dois ton salut. Je me suis engagé à ne pas te nuire; mais ce serait pousser l'héroïsme au-delà de mes facultés, que d'aller faire la cour pour toi. Seulement je te devais la vérité, la voilà tout entière. Reste donc ou parle; attends et espère, ou agis et éclaire-toi. De toute façon, tu es dans ton droit, et personne ne peut te supposer amoureux des millions, puisque, ce matin encore, tu ne voulais pas comprendre que le marquis de Balma était le père Boccaferri.

— Bon et grand Celio, m'écriai-je, comment te remercier! Je ne sais plus que faire. Il me semble que tu aimes Cecilia autant que moi, et que tu es plus digne d'elle. Non, je ne puis lui parler. Je veux qu'elle ait le temps de te connaître et de t'apprécier sous la face nouvelle que ton caractère a prise depuis quelque temps. Il faut qu'elle nous examine, qu'elle nous compare et qu'elle juge. Il m'a semblé parfois qu'elle t'aimait, et peut-être que c'est toi qu'elle aime! Pourquoi nous hâter de savoir notre sort? Qui sait si, à l'heure qu'il est, elle-même n'est pas indécise? Attendons.

— Oui, c'est vrai, dit Celio, nous risquons d'être refusés tous les deux, si nous brusquons sa sympathie. Moi, je suis fort gêné aussi, car je n'étais pas amoureux d'elle à Vienne, et l'idée de l'être ne m'est venue que quand j'ai vu ton amour. J'ai un peu peur à présent qu'elle ne me croie influencé par ses millions, car je suis plus exposé que toi à mériter ce soupçon. Je n'ai pas fait mes preuves à temps, comme tu les as faites. D'un autre côté, l'adoration qu'elle avait pour ma mère, et qui domine encore toutes ses pensées, est de force et de nature à lui faire sacrifier son amour pour toi dans la crainte de me rendre malheureux. Elle est ainsi faite, cette femme excellente; mais je ne jouirai pas de son sacrifice.

— Ce sacrifice, repris-je, serait prompt et facile aujourd'hui. Si elle m'aime, ce ne peut être encore au point de devenir égoïste. Dans mon intérêt comme dans le tien, je demande l'aide et le conseil du temps.

— C'est bien dit, répliqua Celio; ajournons. Eh! tiens, prenons une résolution : c'est de ne nous déclarer ni l'un ni l'autre avant de nous être consultés encore; jusque-là, nous n'en reparlerons plus ensemble, car cela me fait un peu de mal.

— Et à moi aussi. Je souscris à cet accord; mais nous ne nous interdisons pas l'un à l'autre de chercher à lui plaire.

— Non, certes, dit-il. Il se mit à fredonner la romance de don Juan; puis peu à peu il arriva à la chanter, à l'étudier tout en marchant à mon côté, et à frapper la terre de son pied avec impatience dans les endroits où il était mécontent de sa voix et de son accent. — Je ne suis pas don Juan! s'écria-t-il en s'interrompant, et c'est pourtant dans ma voix et dans ma destinée de l'être sur les planches. Que diable! je ne suis pas un ténor, je ne peux pas être un amoureux tendre! Je ne peux pas chanter *Il mio tesoro intanto* et faire la cadence de Rubini... Il faut que je sois un scélérat puissant ou un honnête homme qui fait *fiasco!* Va pour la puissance!... Après tout, ajouta-t-il en passant la main sur son front, qui sait si j'aime? Voyons! Il chanta *Quando dal vino*, et il le chanta supérieurement. — Non! non! s'écria-t-il satisfait de lui-même, je ne suis pas fait pour aimer! Cecilia n'est pas ma mère. Il peut lui arriver d'aimer demain quelqu'un plus que moi, toi, par exemple! Fi donc! moi, amoureux d'une femme qui ne m'aimerait point! j'en mourrais de rage! Je ne t'en voudrais pas, à toi, Salentini; mais elle? je la jetterais du haut de son château sur le pavé pour lui faire voir le cas que je fais de sa personne et de sa fortune!

Je fus effrayé de l'expression de sa figure. Le Celio que j'avais connu à Vienne reparaissait tout entier, et me jetait dans une stupéfaction douloureuse. Il s'en aperçut, sourit, et me dit : Je crois que je redeviens méchant! Allons rejoindre la famille, cela se dissipera. Parfois

mes nerfs me jouent encore de mauvais tours. Tiens, j'ai froid! Allons-nous-en. Il prit mon bras, et rentra en courant.

A deux heures, toute la famille se réunit dans le grand salon. Le marquis donna, comme de coutume, à ses gens l'ordre qu'on ne le dérangeât plus jusqu'au dîner, à moins d'un motif important, et que dans ce cas on sonnât la cloche du château pour l'avertir. Puis il demanda aux jeunes filles si elles avaient pris l'air et surveillé la maison; à Benjamin, s'il avait travaillé; et quand chacun lui eut rendu compte de l'emploi de sa matinée : — C'est bien, dit-il; la première condition de la liberté et de la santé morale et intellectuelle, c'est l'ordre dans l'arrangement de la vie; mais, hélas! pour avoir de l'ordre, il faut être riche. Les malheureux sont forcés de ne jamais savoir ce qu'ils feront dans une heure! A présent, mes chers enfans, vive la joie! La journée d'affaires et de soucis est terminée; la soirée de plaisir et d'art commence. Suivez-moi.

Il tira de sa poche une grande clé, et l'éleva en l'air aux rires et aux acclamations des enfans. Puis nous nous dirigeâmes avec lui vers l'aile du château où était situé le théâtre. On ouvrit la *porte d'ivoire*, comme l'appelait le marquis, et on entra dans le sanctuaire des songes, après s'y être enfermés et barricadés d'importance.

Le premier soin fut de ranger le théâtre, d'y remettre de l'ordre et de la propreté, de réunir, de secouer et d'étiqueter les costumes abandonnés à la hâte, la nuit précédente, sur des fauteuils. Les hommes balayaient, époussetaient, donnaient de l'air, raccommodaient les accrocs faits au décor, huilaient les ferrures, etc. Les femmes s'occupaient des habits; tout cela se fit avec une exactitude et une rapidité prodigieuse, tant chacun de nous y mit d'ardeur et de gaieté. Quand ce fut fait, le marquis réunit sa couvée autour de la grande table qui occupait le milieu du parterre, et l'on tint conseil. On remit les manuscrits de *Don Juan* à l'étude; on y fit rentrer des personnages et des scènes éliminés la veille; on se consulta encore sur la distribution des rôles. Celio revint à celui de don Juan, il demanda que certaines scènes fussent chantées. Béatrice et son jeune frère demandèrent à improviser un pas de danse dans le bal du troisième acte. Tout fut accordé. On se permettait d'essayer de tout; mais, à mesure qu'on décidait quelque chose, on le consignait sur le manuscrit, afin que l'ordre de la représentation ne fût pas troublé.

Ensuite Celio envoya Stella lui chercher diverses perruques à longs cheveux. Il voulait assombrir un peu son caractère et sa physionomie. Il essaya une chevelure noire. — Tu as tort de te faire brun, si tu veux être méchant, lui dit Boccaferri (qui reprenait son ancien nom derrière la *porte d'ivoire*). C'est un usage classique de faire les traîtres noirs et à tous crins, mais c'est un mensonge banal. Les hommes pâles

de visage et noirs de barbe sont presque toujours doux et faibles. Le vrai tigre est fauve et soyeux.

— Va pour la peau du lion, dit Celio en prenant sa perruque de la veille, mais ces nœuds rouges m'ennuient; cela sent le tyran de mélodrame. Mesdemoiselles, faites-moi une quantité de canons couleur de feu. C'était le type du roué au temps de Molière.

— En ce cas, rends-nous ton nœud cerise, ton *beau nœud d'épée!* dit Stella.

— Qu'en veux-tu faire?

— Je veux le conserver pour modèle, dit-elle en souriant avec malice, car c'est toi qui l'as fait, et toi seul au monde sais faire les nœuds. Tu y mets le temps, mais quelle perfection! N'est-ce pas? ajouta-t-elle en s'adressant à moi, et en me montrant ce même nœud cerise que j'avais ramassé la veille, comment le trouvez-vous?

Le ton dont elle me fit cette question et la manière dont elle agita ce ruban devant mon visage me troublaient un peu. Il me sembla qu'elle désirait me voir m'en emparer, et je fus assez vertueux pour ne pas le faire. La Boccaferri me regardait. Je vis rougir la belle Stella; elle laissa tomber le nœud et marcha dessus comme par mégarde, tout en feignant de rire d'autre chose.

Celio était brusque et impérieux avec ses sœurs, quoiqu'il les adorât au fond de l'ame, et qu'il eût pour elles mille tendres sollicitudes. Il avait vu aussi ce singulier petit épisode. — Allons donc, paresseuses! cria-t-il à Stella et à Béatrice, allez me chercher trente aunes de ruban couleur de feu! J'attends! — Et quand elles furent entrées dans le magasin, il ramassa le nœud cerise et me le donna à la dérobée en me disant tout bas : — Garde-le en mémoire de Béatrice; mais si l'une ou l'autre est coquette avec toi, corrige-les et moque-toi d'elles. Je te demande cela comme à un frère.

Les préparatifs durèrent jusqu'au dîner, qui fut assez sérieux. On reprenait de la gravité devant les domestiques, qui portaient le deuil de l'ancien marquis sur leurs habits, faute de le porter dans le cœur. Et d'ailleurs chacun pensait à son rôle, et M. de Balma disait une chose que j'ai toujours sentie vraie : les idées s'éclaircissent et s'ordonnent durant la satisfaction du premier appétit.

Au reste, on mangeait vite et modérément à sa table. Il disait familièrement que l'artiste qui mange est *à moitié cuit.* On savourait le café et le cigare, pendant que les domestiques levaient le couvert et effectuaient leur sortie finale des appartemens et de la maison. Alors on faisait une ronde, on fermait toutes les issues. Le marquis criait : — Mesdames les actrices, à vos loges! On leur donnait une demi-heure d'avance sur les hommes; mais Cecilia n'en profitait pas. Elle resta

avec nous dans le salon, et je remarquai qu'elle causait tout bas dans un coin avec Celio.

Il me sembla qu'au sortir de cet entretien Celio était d'une gaieté arrogante, et Cecilia d'une mélancolie résignée; mais cela ne prouvait pas grand'chose : chez lui, les émotions étaient toujours un peu forcées; chez elle, elles étaient si peu manifestées, que la nuance était presque insaisissable.

A huit heures précises, la pièce commença. Je craindrais d'être fastidieux en la suivant dans ses détails, mais je dois signaler qu'à ma grande surprise, Cecilia fut admirable et atroce de jalousie dans le rôle d'Elvire. Je ne l'aurais jamais cru; cette passion semblait si ennemie de son caractère! J'en fis la remarque dans un entr'acte. — Mais c'est peut-être pour cela précisément, me dit-elle... Et puis, d'ailleurs, que savez-vous de moi?

Elle dit ce dernier mot avec un ton de fierté qui me fit peur. Elle semblait mettre tout son orgueil à n'être pas devinée. Je m'attachai à la deviner malgré elle, et cela assez froidement. Boccaferri loua Celio avec enthousiasme; il pleurait presque de joie de l'avoir vu si bien jouer. Le fait est qu'il avait été le plus froid, le plus railleur, le plus pervers des hommes. — C'est grace à toi, dit-il à la Boccaferri; tu es si irritée et si hautaine, que tu me rends méchant. Je me fais de glace devant tes reproches, parce que je me sens poussé à bout et prêt à éclater. Tiens! *ma vieille,* tu devrais toujours être ainsi; je reprendrais les forces que m'ôtent ta bonté et ta douceur accoutumées.

— Eh bien! répondit-elle, je ne te conseille pas de jouer souvent ces rôles-là avec moi : je t'y rendrais des points.

Il se pencha vers elle, et, baissant la voix : — Serais-tu capable d'être la femelle d'un tigre? lui dit-il.

— Cela est bon pour le théâtre, répondit-elle (et il me sembla qu'elle parlait exprès de manière à ce que je ne perdisse pas sa réponse). Dans la vie réelle, Celio, je mépriserai un usage si petit, si facile et si niais de ma force. Pourquoi suis-je si méchante, ici, dans ce rôle? C'est que rien n'est plus aisé que l'affectation. Ne sois donc pas trop vain de ton succès d'aujourd'hui. La force dans l'excitation, c'est le *pont aux ânes!* La force dans le calme..... tu y viendras peut-être, mais tu n'y es pas encore. Essaie de faire Ottavio, et nous verrons!

— Vous êtes une comédienne fort acerbe et fort jalouse de son talent! dit Celio en se mordant les lèvres si fort que sa moustache rousse, collée à sa lèvre, tomba sur son rabat de dentelle.

— Tu perds ton poil de tigre, lui dit tranquillement la Boccaferri en rattrapant la moustache; tu as raison de faire peau neuve!

— Vous croyez que vous opérerez ce miracle?

— Oui, si je veux m'en donner la peine, mais je ne le promets pas.

Je vis qu'ils s'aimaient sans vouloir se l'avouer à eux-mêmes, et je regardai Stella, qui était belle comme un ange en me présentant un masque pour la scène du bal. Elle avait cet air généreux et brave d'une personne qui renonce à vous plaire sans renoncer à vous aimer. Un élan de cœur, plein d'une vaillance qui ne me permit pas d'hésiter, me fit tirer de mon sein le nœud cerise que j'y avais caché, et je le lui montrai mystérieusement. Tout son courage l'abandonna; elle rougit, et ses yeux se remplirent de larmes. Je vis que Stella était une sensitive, et que je venais de me donner pour jamais ou de faire une lâcheté. Dès ce moment, je ne regardai plus en arrière, et je m'abandonnai tout entier au bonheur, bien nouveau pour moi, d'être chastement et naïvement aimé.

Je faisais le rôle d'Ottavio, et je l'avais fort mal joué jusque-là. Je pris le bras de ma charmante Anna pour entrer en scène, et je trouvai du cœur et de l'émotion pour lui dire mon amour et lui peindre mon dévouement.

A la fin de l'acte, je fus comblé d'éloges, et Cecilia me dit en me tendant la main : — Toi, Ottavio, tu n'as besoin des leçons de personne, et tu en remontrerais à ceux qui enseignent. — Je ne sais pas jouer la comédie, lui répondis-je, je ne le saurai jamais. C'est parce qu'on ne la joue pas ici que j'ai dit ce que je sentais.

XIV. — CONCLUSION.

Je montai dans la loge des hommes pour me débarrasser de mon domino. A peine y étais-je entré, que Stella vint résolûment m'y joindre. Elle avait arraché vivement son masque; sa belle chevelure blond-cendré, naturellement ondée, s'était à demi répandue sur son épaule. Elle était pâle, elle tremblait; mais c'était une ame éminemment courageuse, quoiqu'elle agît par expansion spontanée et d'une manière tout opposée, par conséquent, à celle de la Boccaferri.

— Adorno Salentini, me dit-elle en posant sa main blanche sur mon épaule, m'aimez-vous?

Je fus entièrement vaincu par cette question hardie, faite avec un effort évidemment douloureux et le trouble de la pudeur alarmée.

Je la pris dans mes bras et je la serrai contre ma poitrine.

— Il ne faut pas me tromper, dit-elle en se dégageant avec force de mon étreinte. J'ai vingt-deux ans; je n'ai pas encore aimé, moi, et je ne dois pas être trompée. Mon premier amour sera le dernier, et si je suis trahie, je n'essaierai pas de savoir si j'ai la force d'aimer une seconde fois : je mourrai. C'est là le seul courage dont je me sente ca-

pable. Je suis jeune, mais l'expérience des autres m'a éclairée. J'ai beaucoup rêvé déjà, et, si je ne connais pas le monde, je me connais du moins. L'homme qui se jouera d'une ame comme la mienne ne pourra être qu'un misérable, et, s'il en vient là, il faudra que je le haïsse et que je le méprise. La mort me semble mille fois plus douce que la vie après une semblable désillusion.

— Stella, lui répondis-je, si je vous dis ici que je vous aime, me croirez-vous? Ne me mettrez-vous pas à l'épreuve avant de vous fier aveuglément à la parole d'un homme que vous ne connaissez pas?

— Je vous connais, répondit-elle. Celio, qui n'estime personne, vous estime et vous respecte; et d'ailleurs, quand même je n'aurais pas ce motif de confiance, je croirais encore à votre parole.

— Pourquoi?

— Je ne sais pas, mais cela est ainsi.

— Donc vous m'aimez, vous?

Elle hésita un instant, puis elle dit :

— Ecoutez! je ne suis pas pour rien la fille de la Floriani. Je n'ai pas la force de ma mère, mais j'ai son courage; je vous aime.

Cette bravoure me transporta. Je tombai aux pieds de Stella et je les baisai avec enthousiasme. — C'est la première fois, lui dis-je, que je me mets aux genoux d'une femme, et c'est aussi la première fois que j'aime. Je croyais pourtant aimer Cecilia il y a une heure, je vous dois cette confession; mais ce que je cherche dans la femme, c'est le cœur, et j'ai vu que le sien ne m'appartenait pas. Le vôtre se donne à moi avec une vaillance qui me pénètre et me terrasse. Je ne vous connais pas plus que vous ne me connaissez, et voilà que je crois en vous comme vous croyez en moi. L'amour, c'est la foi; la foi rend téméraire, et rien ne lui résiste. Nous nous aimons, Stella, et nous n'avons pas besoin d'autre preuve que de nous l'être dit. Voulez-vous être ma femme?

— Oui, répondit-elle, car moi, je ne puis aimer qu'une fois, je vous l'ai dit.

— Sois donc ma femme, m'écriai-je en l'embrassant avec transport. Veux-tu que je te demande à ton frère tout de suite?

— Non, dit-elle en pressant mon front de ses lèvres avec une suavité vraiment sainte. Mon frère aime Cecilia, et il faut qu'il devienne digne d'elle. Tel qu'il est aujourd'hui, il ne l'aime pas encore assez pour la mériter. Laisse-lui croire encore que tu prétends être son rival. Sa passion a besoin d'une lutte pour se manifester à lui-même. Cecilia l'aime depuis long-temps. Elle ne me l'a pas dit, mais je le sais bien. C'est à elle que tu dois me demander d'abord, car c'est elle que je regarde comme ma mère.

— J'y vais tout de suite, répondis-je.

— Et pourquoi tout de suite? Est-ce que tu crains de te repentir si tu prends le temps de la réflexion?

— Je te prouverai le contraire, fille généreuse et charmante! je ne ferai que ce que tu voudras.

On nous appela pour commencer l'acte suivant. Celio, qui surveillait ordinairement d'un œil inquiet et jaloux le moindre mouvement de ses sœurs, n'avait pas remarqué notre absence. Il était en proie à une agitation extraordinaire. Son rôle paraissait l'absorber. Il le termina de la manière la plus brillante, ce qui ne l'empêcha pas d'être sombre et silencieux pendant le souper et l'intéressante causerie du marquis, qui se prolongea jusqu'à trois heures du matin.

Je m'endormis tranquille et je n'eus pas le moindre retour sur moi-même, pas l'apparence d'inquiétude, d'hésitation ou de regret, en m'éveillant. Je dois dire que, dès le matin du jour précédent, les 200,000 livres de rentes de Mlle de Balma m'avaient porté comme un coup de massue. Épouser une fortune ne m'allait point et dérangeait les rêves et l'ambition de toute ma vie, qui était de faire moi-même mon existence et d'y associer une compagne de mon choix prise dans une condition assez modeste pour qu'elle se trouvât riche de mon succès.

D'ailleurs, je suis ainsi fait, que l'idée de lutter contre un rival à chances égales me plaît et m'anime, tandis que la conscience de la moindre infériorité dans ma position, sur un pareil terrain, me refroidit et me guérit comme par miracle. Est-ce prudence ou fierté? je l'ignore; mais il est certain que j'étais, à cet égard, tout l'opposé de Celio, et qu'au lieu de me sentir acharné, par dépit d'amour-propre, à lui disputer sa conquête, j'éprouvais un noble plaisir à les rapprocher l'un de l'autre en restant leur ami.

Cecilia vint me trouver dans la journée. — Je vais vous parler comme à un frère, me dit-elle. Quelques mots de Celio tendraient à me faire croire que vous êtes amoureux de moi, et moi, je ne crois pas que vous y songiez maintenant. Voilà pourquoi je viens vous ouvrir mon cœur.

Je sais qu'il y a deux mois, lorsque vous m'avez connue dans un état voisin de la misère, vous avez songé à m'épouser. J'ai vu là la noblesse de votre ame, et cette pensée que vous avez eue vous assure à jamais mon estime, et, plus encore, une sorte de respect pour votre caractère.

Elle prit ma main et la porta contre son cœur, où elle la tint pressée un instant avec une expression à la fois si chaste et si tendre, que je pliai presque un genou devant elle.

— Écoutez, mon ami, reprit-elle sans me donner le temps de lui répondre, je crois que j'aime Celio! voilà pourquoi, en vous faisant cet aveu, je crois avoir le droit de vous adresser une prière humble

et fervente au nom de l'affection la plus désintéressée qui fût jamais : fuyez la duchesse de ***; détachez-vous d'elle, ou vous êtes perdu!

— Je le sais, répondis-je, et je vous remercie, ma chère Cecilia, de me conserver ce tendre intérêt; mais ne craignez rien, ce lien funeste n'a pas été contracté; votre douce voix, une inspiration de votre cœur généreux et quatre phrases du divin Mozart m'en ont à jamais préservé.

— Vous les avez donc entendues? Dieu soit loué!

— Oui, Dieu soit loué! repris-je, car ce chant magique m'a attiré jusqu'ici à mon insu, et j'y ai trouvé le bonheur.

Cecilia me regarda avec surprise.

— Je m'expliquerai tout à l'heure, lui dis-je; mais vous, vous avez encore quelque chose à me dire, n'est-ce pas?

— Oui, répondit-elle, je vous dirai tout, car je tiens à votre estime, et, si je ne l'avais pas, il manquerait quelque chose au repos de ma conscience. Vous souvenez-vous qu'à Vienne, la dernière fois que nous nous y sommes vus, vous m'avez demandé si j'aimais Celio?

— Je m'en souviens parfaitement, ainsi que de votre réponse, et vous n'avez pas besoin de vous expliquer davantage, Cecilia. Je sais fort bien que vous fûtes sincère en me disant que vous n'y songiez pas, et que votre dévouement pour lui prenait sa source dans les bienfaits de la Floriani. Je comprends ce qui s'est passé en vous depuis ce jour-là, parce que je sais ce qui s'est passé en lui.

— Merci, ô merci! s'écria-t-elle attendrie; vous n'avez pas douté de ma loyauté?

— Jamais.

— C'est le plus grand éloge que vous puissiez commander pour la vôtre; mais, dites-moi, vous croyez donc qu'il m'aime?

— J'en suis certain.

— Et moi aussi, ajouta-t-elle avec un divin sourire et une légère rougeur. Il m'aime, et il s'en défend encore; mais son orgueil pliera, et je serai sa femme, car c'est là toute l'ambition de mon ame depuis que je suis *dama e contessa garbata*. Lorsque vous m'interrogiez, Salentini, je me croyais pour toujours obscure et misérable. Comment n'aurais-je pas refoulé au plus profond de mon sein la seule pensée d'être la femme du brillant Celio, de ce jeune ambitieux à qui l'éclat et la richesse sont des élémens de bonheur et des conditions de succès indispensables? J'aurais rougi de m'avouer à moi-même que j'étais émue en le voyant; il ne l'aurait jamais su; je crois que je ne le savais pas moi-même, tant j'étais résolue à n'y pas prendre garde, et tant j'ai l'habitude et le pouvoir de me maîtriser.

Mais ma fortune présente me rend la jeunesse, la confiance et le droit. Voyez-vous, Celio n'est pas comme vous. Je vous ai bien de-

vinés tous deux. Vous êtes calme, vous êtes patient, vous êtes plus fort que lui, qui n'est qu'ardent, avide et violent. Il ne manque ni de fierté ni de désintéressement; mais il est incapable de se créer tout seul l'existence large et brillante qu'il rêve, et qui est nécessaire au développement de ses facultés. Il lui faut la richesse tout acquise, et je lui dois cette richesse. N'est-ce pas? je dois cela au fils de Lucrezia; et quand même je vous aurais aimé, Salentini, quand même le caractère effrayant de Celio m'inspirerait des craintes sérieuses pour mon bonheur, j'ai une dette sacrée à payer.

— J'espère, lui dis-je en souriant, que le sacrifice n'est pas trop rude. En ce qui me concerne, il est nul, et votre supposition n'est qu'une consolation gratuite dont je n'aurai pas la folie de faire mon profit. En ce qui concerne Celio, je crois que vous êtes plus forte que lui, et que vous caresserez le jeune tigre d'une main calme et légère.

— Ce ne sera peut-être pas toujours aussi facile que vous croyez, répondit-elle; mais je n'ai pas peur, voilà ce qui est certain. Il n'y a rien de tel pour être courageux que de se sentir disposé, comme je le suis, à faire bon marché de son propre bonheur et de sa propre vie; mais je ne veux pas me faire trop valoir. J'avoue que je suis secrètement enivrée, et que ma bravoure est singulièrement récompensée par l'amour qui parle en moi. Aucun homme ne peut me sembler beau auprès de celui qui est la vivante image de Lucrezia; aucun nom illustre et cher à porter auprès de celui de Floriani.

— Ce nom est si beau en effet, qu'il me fait peur, répondis-je. Si toutes celles qui le portent allaient refuser de le perdre!

— Que voulez-vous dire? je ne vous comprends pas.

Je lui fis alors l'aveu de ce qui s'était passé entre Stella et moi, et je lui demandai la main de sa fille adoptive. La joie de cette généreuse femme fut immense; elle se jeta à mon cou et m'embrassa sur les deux joues. Je la vis enfin, ce jour-là, telle qu'elle était, expansive et maternelle dans ses affections, autant qu'elle était prudente et mystérieuse avec les indifférens.

— Stella est un ange, me dit-elle, et le ciel vous a mille fois béni en vous inspirant cette confiance subite en sa parole. Je la connais bien, moi, et je sais que, de tous les enfans de la Floriani, c'est celle qui a vraiment hérité de la plus précieuse vertu de sa mère, le dévouement. Il y a long-temps qu'elle est tourmentée du besoin d'aimer, et ce n'est pas l'occasion qui lui a manqué, croyez-le bien; mais cette ame romanesque et délicate n'a pas subi l'entraînement des sens qui ferme parfois les yeux aux jeunes filles. Elle avait un idéal, elle le cherchait et savait l'attendre. Cela se voit bien à la fraîcheur de ses joues et à la pureté de ses paupières; elle l'a trouvé enfin, celui qu'elle

a rêvé! Charmante Stella, exquise nature de femme, ton bonheur m'est encore plus cher que le mien!

La Boccaferri prit encore ma main, la serra dans les siennes, et fondit en larmes, en s'écriant : « O Lucrezia! réjouis-toi dans le sein de Dieu! »

Celio entra brusquement, et, voyant Cecilia si émue et assise tout près de moi, il se retira en refermant la porte avec violence. Il avait pâli, sa figure s'était décomposée d'une manière effrayante. Toutes les furies de l'enfer étaient entrées dans son sein.

—Qu'il dise après cela qu'il ne t'aime pas! dis-je à la Boccaferri. Je la fis consentir à laisser subir encore un peu cette souffrance au pauvre Celio, et nous allâmes trouver ma chère Stella pour lui faire part de notre entretien.

Stella travaillait dans l'intérieur d'une tourelle qui lui servait d'atelier. Je fus étrangement surpris de la trouver occupée de peinture, et de voir qu'elle avait un talent réel, tendre, profond, délicieusement vrai pour le paysage, les troupeaux, la nature pastorale et naïve. — Vous pensiez donc, me dit-elle en voyant mon ravissement, que je voulais me faire comédienne? Oh non! je n'aime pas plus le public que ne l'a aimé notre Cecilia, et jamais je n'aurais le courage d'affronter son regard. Je joue ici la comédie comme Cecilia et son père la jouent, pour aider à l'œuvre collective qui sert à l'éducation de Celio, peut-être à celle de Béatrice et de Salvator, car les deux *bambini* ont aussi jusqu'à présent la passion du théâtre; mais vous n'avez pas compris notre cher maître Boccaferri, si vous croyez qu'il n'a en vue que de nous faire débuter. Non, ce n'est pas là sa pensée. Il pense que ces essais dramatiques, dans la forme libre que nous leur donnons, sont un exercice salutaire au développement synthétique (je me sers de son mot) de nos facultés d'artiste, et je crois bien qu'il a raison, car, depuis que nous faisons cette amusante étude, je me sens plus peintre et plus poète que je ne croyais l'être.

— Oui, il a mille fois raison, répondis-je, et le cœur aussi s'ouvre à la poésie, à l'effusion, à l'amour, dans cette joyeuse et sympathique épreuve : je le sens bien, ô ma Stella, pour deux jours que j'ai passés ici! Partout ailleurs, je n'aurais point osé vous aimer si vite, et, dans cette douce et bienfaisante excitation de toutes mes facultés, je vous ai comprise d'emblée, et j'ai éprouvé la portée de mon propre cœur.

Cecilia me prit par le bras et me fit entrer dans la chambre de Stella et de Béatrice, qui communiquait avec cette même tourelle par un petit couloir. Stella rougissait beaucoup, mais elle ne fit pas de résistance. Cecilia me conduisit en face d'un tableau placé dans l'alcôve virginale de ma jeune amante, et je reconnus une *Madoneta col Bambino*

que j'avais peinte et vendue à Turin deux ans auparavant à un marchand de tableaux. Cela était fort naïf, mais d'un sentiment assez vrai pour que je pusse le revoir sans humeur. Cecilia l'avait acheté, à son dernier voyage, pour sa jeune amie, et alors on me confessa que, depuis deux mois, Stella, en entendant parler souvent de moi aux Boccaferri et à Celio, avait vivement désiré me connaître. Cecilia avait nourri d'avance et sans le lui dire la pensée que notre union serait un beau rêve à réaliser. Stella semblait l'avoir deviné. — Il est certain, me dit-elle, que, lorsque je vous ai vu ramasser le nœud cerise, j'ai éprouvé quelque chose d'extraordinaire que je ne pouvais m'expliquer à moi-même, et que, quand Celio est venu nous dire, le lendemain, que le *ramasseur de rubans*, comme il vous appelait, était encore dans le village, et se nommait Adorno Salentini, je me suis dit, follement peut-être, mais sans douter de la destinée, que la mienne était accomplie.

Je ne saurais exprimer dans quel naïf ravissement me plongea ce jeune et pur amour d'une fille encore enfant par la fraîcheur et la simplicité, déjà femme par le dévouement et l'intelligence. Lorsque la cloche nous avertit de nous rendre au théâtre, j'étais un peu fou. Celio vit mon bonheur dans mes yeux, et, ne le comprenant pas, il fut méchant et brutal à faire plaisir. Je me laissai presque insulter par lui; mais le soir j'ignore ce qui s'était passé. Il me parut plus calme et me demanda pardon de sa violence, ce que je lui accordai fort généreusement.

Je dirai encore quelques mots de notre théâtre avant d'arriver au dénoûment, que le lecteur sait d'avance. Presque tous les soirs nous entreprenions un nouvel essai. Tantôt c'était un opéra : tous les acteurs étant bons musiciens, même moi, je l'avoue humblement et sans prétention, chacun tenait le piano alternativement. Une autre fois, c'était un ballet; les personnes sérieuses se donnaient à la pantomime, les jeunes gens dansaient d'inspiration, avec une grace, un abandon et un entrain qu'on eût vainement cherchés dans les poses étudiées du théâtre. Boccaferri était admirable au piano dans ces circonstances. Il s'y livrait aux plus brillantes fantaisies, et, comme s'il eût dicté impérieusement chaque geste, chaque intention de ses personnages, il les enlevait, les excitait jusqu'au délire ou les calmait jusqu'à l'abattement, au gré de son inspiration. Il les soumettait ainsi au scenario, car la pantomime, dont il était le plus souvent l'auteur, avait toujours une action bien nettement développée et suivie.

D'autres fois nous tentions un opéra comique, et il nous arriva d'improviser des airs, même des chœurs, qui le croirait? où l'ensemble ne manqua pas, et où diverses réminiscences d'opéras connus se liè-

rent par des modulations individuelles promptement conquises et saisies de tous. Il nous prenait parfois fantaisie de jouer de mémoire une pièce dont nous n'avions pas le texte et que nous nous rappelions assez confusément. Ces souvenirs indécis avaient leur charme, et, pour les enfans, qui ne connaissaient pas ces pièces, elles avaient l'attrait de la création. Ils les concevaient, sur un simple exposé préliminaire, autrement que nous, et nous étions tout ravis de leur voir trouver d'inspiration des caractères nouveaux et des scènes meilleures que celles du texte.

Nous avions encore la ressource de faire de bonnes pièces avec de fort mauvaises. Boccaferri excellait à ce genre de découvertes. Il fouillait dans sa bibliothèque théâtrale, et trouvait un sujet heureux à exploiter dans une vieillerie mal conçue et mal exécutée. — Il n'est si mauvaise œuvre tombée à plat, disait-il, où l'on ne trouve une idée, un caractère ou une scène dont on peut tirer bon parti. Au théâtre, j'ai entendu siffler cent ouvrages qui eussent été applaudis, si un homme intelligent eût traité le même sujet. Fouillons donc toujours, ne doutons de rien, et soyez sûrs que nous pourrions aller ainsi pendant dix ans et trouver tous les soirs matière à inventer et à développer.

Cette vie fut charmante et nous passionna tous à tel point que cela eût semblé puéril et quasi insensé à tout autre qu'à nous. Nous ne nous blasions point sur notre plaisir, parce que la matinée entière était donnée à un travail plus sérieux. Je faisais de la peinture avec Stella; le marquis et sa fille remplissaient assidûment les devoirs qu'ils s'étaient imposés; Celio faisait l'éducation littéraire et musicale de son jeune frère et de *notre* petite sœur Béatrice, à laquelle aussi on me permettait de donner quelques leçons. L'heure de la comédie arrivait donc comme une récréation toujours méritée et toujours nouvelle. *La porte d'ivoire* s'ouvrait toujours comme le sanctuaire de nos plus chères illusions.

Je me sentais grandir au contact de ces fraîches imaginations d'artistes dont le vieux Boccaferri était la clé, le lien et l'ame. Je dois dire que Lucrezia Floriani avait bien connu et bien jugé cet homme, le plus improductif et le plus impuissant des membres de la société officielle, le plus complet, le plus inspiré, le plus *artiste* enfin des artistes. Je lui dois beaucoup, et je lui en conserverai au-delà du tombeau une éternelle reconnaissance. Jamais je n'ai entendu parler avec autant de sens, de clarté, de profondeur et de délicatesse sur la peinture. En barbouillant de grossiers décors (car il peignait fort mal), il épanchait dans mon sein un flot d'idées lumineuses qui fécondaient mon intelligence, et dont je sentirai toute ma vie la puissance génératrice.

Je m'étonnais que, Celio devant épouser Cecilia et devenir riche et seigneur, les Boccaferri songeassent sérieusement à lui faire reprendre ses débuts; mais je le compris comme eux en étudiant son caractère, en reconnaissant sa vocation et la supériorité de talent que chaque jour faisait éclore en lui. — Les grands artistes dramatiques ne sont-ils pas presque toujours riches à une certaine époque de leur vie? me disait le marquis, et la possession des terres, des châteaux et même des titres les dégoûte-t-elle de leur art? Non; en général c'est la vieillesse seule qui les chasse du théâtre, car ils sentent bien que leur plus grande puissance et leur plus vive jouissance est là. Eh bien! Celio commencera par où les autres finissent; il fera de l'art en grand, à son loisir; il sera d'autant plus précieux au public qu'il se rendra plus rare, et d'autant mieux payé qu'il en aura moins besoin. Ainsi va le monde.

Celio vivait dans la fièvre, et ces alternatives de fureur, d'espérance, de jalousie et d'enivrement développèrent en lui une passion terrible pour Cecilia, une puissance supérieure dans son talent. Nous lui laissâmes passer deux mois dans cette épreuve brûlante qu'il avait la force de supporter, et qui était, pour ainsi dire, l'élément naturel de son génie. Un matin que le printemps commençait à sourire, les sapins à se parer de pointes d'un vert tendre à l'extrémité de leurs sombres rameaux, les lilas bourgeonnant sous une brise attiédie et les mésanges semant les fourrés de leurs petits cris sauvages, nous prenions le café sur la terrasse aux premiers rayons d'un doux et clair soleil. L'avocat de Briançon arriva et se jeta dans les bras de son vieux ami le marquis, en s'écriant : *Tout est liquidé!*

Cette parole prosaïque fut aussi douce à nos oreilles que le premier tonnerre du printemps. C'était le signal de notre bonheur à tous. Le marquis mit la main de sa fille dans celle de Celio, et celle de Stella dans la mienne. A l'heure où j'écris ces dernières lignes, Béatrice cueille des camélias blancs et des cyclamens dans la serre pour les couronnes des deux mariées. Je suis heureux et fier de pouvoir donner tout haut le nom de sœur à cette chère enfant, et maître Volabù vient d'entrer comme cocher au service du château.

George Sand.

LE

SIÉGE DE ZAATCHA

SOUVENIRS DE L'EXPÉDITION DANS LES ZIBAN EN 1849.

Le sud de l'Algérie est la partie la plus intéressante, mais la moins connue, de nos possessions d'Afrique. Il y a là toute une vaste région qui se distingue profondément, par le caractère du sol et des habitans, de la zone montagneuse et de celle du littoral; c'est le Sahara algérien, véritable océan de sable brûlé par le soleil et dont les oasis sont les îles. Une chaîne de montagnes qui court parallèlement à la côte sépare le Sahara du Tell, pays labourable de l'Algérie : elle forme, sous diverses dénominations, une suite de groupes dont les plus élevés, les Djebel-Aurès par exemple, sont à l'est, et dont la hauteur va en diminuant vers l'ouest. De ces montagnes s'échappent de nombreux cours d'eau qui, pour la plupart, coulent du nord au sud et vont tous se perdre dans les sables du désert. Ceux qu'un ciel de feu n'a pas entièrement desséchés trouvent sur leur chemin des coins de terre que l'art aidé de la nature a isolés des sables, et ainsi se forment les oasis, assez nombreuses dans le voisinage du Tell et de plus en plus rares à mesure qu'on s'éloigne des montagnes.

Cette région du désert, qui marque la limite méridionale de l'Afrique française, comprend autant de subdivisions que nos possessions comptent de provinces confinant au Sahara; mais de toutes ces zones distinctes celle qui correspond à la province de Constantine, et qui doit

nous occuper ici, est assurément la plus importante. Sur aucun autre point du Sahara algérien, les oasis ne sont aussi multipliées, aussi fertiles. A défaut de ses riches cultures, cette partie du Sahara a d'ailleurs des titres imprescriptibles à l'attention de la France : elle a été en 1849 le théâtre d'un épisode mémorable, et qui a eu trop peu de retentissement à cette époque dans notre pays encore mal remis des agitations révolutionnaires. Il appartient peut-être à un soldat du siége de Zaatcha de donner aujourd'hui sur cette grande action de guerre des renseignemens, des souvenirs qui jetteront quelque lumière sur un pays trop peu connu, sur une lutte trop oubliée, malgré les horizons nouveaux qu'elle semblait ouvrir à la domination française en Afrique.

I.

Trois passages conduisent du Tell de la province de Constantine dans le Sahara. A l'est, c'est le défilé de Ghrzela; à l'ouest, celui de Mgaous; — entre les deux, celui d'El-Kantara. Ce dernier passage est le plus direct, c'est celui que nos troupes suivent de préférence quand elles ont à opérer dans le désert. Le nom d'*El-Kantara* (le pont) lui vient d'un pont romain jeté sur un torrent à l'endroit où, à quelques journées de Constantine, la route des oasis s'engage et se resserre entre des masses de rochers d'un effet imposant, encore rehaussé par les teintes ardentes du ciel d'Afrique. En sortant de ce défilé, on a devant soi un ravin dont le fond disparaît sous les cimes des premiers palmiers qu'on rencontre dans la direction du désert, et, au milieu de ces palmiers, le gros village d'El-Kantara, important comme position militaire. D'El-Kantara une journée de marche à travers un pays très accidenté et couvert de ruines romaines vous conduit à la petite ville d'El-Outaya, que la guerre a privée de son antique forêt de palmiers. Enfin, en une dernière journée, si l'on n'est pas trop contrarié par le vent du désert, on peut gagner une des plus importantes de nos positions militaires, l'oasis de Biskara, qui comprend la ville du même nom, chef-lieu d'un cercle d'oasis appelées *Ziban* dans le langage saharien. On est alors sur les confins du Sahara. Au sortir de Biskara, on entre dans le pays des *Ziban* (pluriel du mot *zab*, qui signifie *réunion d'oasis*). Les Ziban forment trois groupes principaux : le *zab Daharaoui*, ou du nord; le *zab Guebli*, ou du sud; le *zab Cherki*, ou de l'est.

C'est au milieu de ces groupes d'oasis que s'engagea, en 1849, la colonne expéditionnaire appelée à réprimer l'insurrection des tribus sahariennes; mais, avant de suivre nos soldats dans les hasards de cette longue et pénible campagne, il y a quelques événemens qu'il est bon

de rappeler; il y a surtout quelques traits propres à la nature du pays, au caractère des habitans, qu'il faut indiquer pour mieux faire comprendre les difficultés toutes spéciales d'une guerre dans les Ziban, et la position nouvelle que l'expédition de 1849 crée à la France sur la limite du désert.

Du haut de la mosquée de Biskara, on peut déjà se familiariser avec la nature saharienne, on a sous les yeux un pays tout différent de celui qu'on a parcouru depuis Constantine. Derrière soi, vers le nord, on aperçoit bien encore les dernières ramifications des montagnes du Tell; mais au sud, à l'est, à l'ouest, le regard se perd sur un horizon sans fin. De ces trois côtés, on ne découvre au loin qu'une mer de sables où quelques teintes vertes, mêlées aux teintes rougeâtres qui dominent, indiquent seules la présence des oasis. L'oasis de Zaatcha est à sept lieues vers l'ouest, cachée par un pli de terrain. Tous ces îlots de terre cultivable, disséminés sur un sol aride et qui n'apparaissent de loin que comme des taches de verdure, sont autant de petits districts comprenant dans leurs limites plus ou moins étroites des villes ou des villages fortifiés. Qui a vu un de ces centres de population les connaît tous. Partout on y retrouve des forêts de palmiers qu'arrosent des rigoles combinées avec beaucoup d'art, et où se réunissent les eaux, soit d'une rivière voisine de l'oasis, soit de sources naturelles et jaillissantes. Au milieu de ces forêts où l'on ne pénètre que par de rares sentiers, des espaces plus ou moins étendus sont occupés par des villages, par des villes même, dont les habitations sont construites ordinairement en briques cuites au soleil. Ces bourgades, quelle que soit leur importance, sont désignées dans la langue du pays sous la dénomination générale de *ksours*. Plusieurs de ces ksours ont une muraille d'enceinte protégée par un fossé plein d'eau et qu'entourent un grand nombre de jardins fermés de murs.

Le pays qui sépare ces oasis est d'une affreuse aridité; c'est le désert dans toute sa tristesse. En avançant toujours vers le sud, on arrive à une partie du Sahara où l'eau est très rare, et qui n'a jamais été visitée par nos colonnes, mais qui relève entièrement de notre autorité. Tuggurt, l'oasis la plus considérable de cette zone, située à quatre-vingts lieues de Biskara, obéit à un chef qui paie tribut à la France et entretient avec nous d'excellentes relations. La région du Sahara soumise directement à la France, la seule dont nous ayons à nous occuper ici, est administrée par le bureau arabe de Biskara, composé de deux officiers et d'un interprète. Il est difficile de trouver un système d'administration plus simple et moins coûteux. Le bureau arabe de Biskara, aidé par une petite garnison française, suffit cependant à sa tâche, qui comprend, avec l'administration de tous les Ziban, la perception de

l'impôt, très fructueux pour la France (1). Biskara est le plus avancé et le plus exposé de tous nos postes en Algérie. Presque tous les chefs qui s'y sont succédé ont payé de leur vie l'honneur de ce commandement de confiance (2).

La population des Ziban comprend deux races distinctes : les nomades, qui émigrent dans le Tell; les habitans sédentaires des oasis, qui cultivent la terre et font la récolte des dattes. Les nomades sont en quelque sorte les seigneurs des *ksours;* ils y commandent en maîtres, et méprisent le villageois, l'homme sédentaire, qui, la plupart du temps, n'est que leur fermier. L'Arabe de la tente croirait s'humilier s'il donnait sa fille en mariage au plus riche habitant des villes. Les populations des oasis jouissent cependant d'une assez grande prospérité, due principalement à la production des palmiers, toujours très abondante, et à la fabrication des *haïks* fins, des *burnous* et des riches tapis que l'on rencontre sur les marchés d'Alger, de Constantine et de Tunis. Une autre source de cette prospérité est la situation même du pays des Ziban, heureusement placé pour faciliter les relations des peuples de l'Afrique centrale avec les habitans des côtes. A ces titres divers, on comprend que les Turcs d'abord, et après eux les Français, aient attaché un sérieux intérêt à transformer ces tribus indépendantes en populations tributaires, soumises à leur administration. Le secret d'asseoir cette administration sur des bases solides, c'est là ce que les Turcs avaient su découvrir; c'est là ce que nous cherchons encore. Ces tâtonnemens, quelques erreurs regrettables coïncidant avec d'autres causes de désordre, expliquent l'insurrection de Zaatcha, dont il faut chercher les origines non-seulement dans la situation du pays des Ziban en 1849, mais dans son histoire depuis quelques années.

Sous la domination turque, il y avait une petite garnison à Biskara; cinquante hommes occupaient le *bordj* (fort) de Raz-el-Ma, aujourd'hui en ruines, près la prise d'eau qui alimente l'oasis, et pareil nombre se tenait dans la *casbah* de la ville. Cette garnison était changée tous les ans, après avoir prélevé l'impôt, qui était environ le dixième de la récolte. C'était sous sa protection que partaient les grands convois de chameaux chargés de dattes et d'autres produits de l'industrie du désert. Cette protection rendait plus facile aux Turcs la domination des Ziban; mais ils n'auraient pu la maintenir, s'ils n'avaient eu un repré-

(1) Le cercle de Biskara verse annuellement près de 700,000 francs dans le trésor français.

(2) Voici les noms des commandans supérieurs de Biskara depuis notre domination, qui date de 1845 : M. Petitgand, assassiné en 1845; M. Thomas, aujourd'hui colonel du 11e léger; M. de Saint-Germain, tué dans la dernière guerre des Ziban; M. Saade, mort victime du choléra en 1850.

sentant de leur autorité dans la personne d'un des chefs puissans des nomades auquel ils conféraient la dignité de *cheik-el-arab:* ce chef avait droit de commandement sur les oasis, mais il était responsable de la tranquillité du pays. Ce fut d'abord Ferhat-ben-Tadjin, de la famille de Bou-Akkas, qui eut pour successeur un parent du dernier bey de Constantine, Bou-Aziz-ben-Ganah. Bou-Aziz garde encore aujourd'hui les mêmes fonctions sous la domination française. C'est lui que l'on désigne sous le nom de Grand Serpent du Désert. Ce fut, dit-on, au sujet de cette nomination, mais sous le prétexte toujours commode d'une question d'impôt, qu'une révolte partielle éclata en 1833. Le bey de Constantine, Ahmed, fut obligé de se rendre de sa personne dans les oasis à la tête d'une colonne de trois à quatre mille hommes, il fit rentrer facilement dans l'ordre la plupart des révoltés; Zaatcha seule résista. L'armée du bey campa à l'endroit même où était établi le camp français en 1849. La défense de Zaatcha fut si habile et si vigoureuse, qu'après un combat qui dura toute une journée, le bey dut se retirer en toute hâte vers Biskara, laissant un grand nombre des siens frappés dans les jardins de l'oasis, et deux pièces de canon, qui ont été rapportées depuis à Biskara par nos troupes. Ainsi, déjà à cette époque, Zaatcha s'était acquis un certain prestige aux yeux des populations des Ziban, et tout était préparé pour que ce prestige pût encore s'accroître.

Abd-el-Kader, qui, dès l'année 1838, avait cherché à étendre son action sur les Ziban, voulut plus tard les attacher davantage à sa politique; il leur donna pour chef, en 1844, Bel-Adj, de Sidi-Okba, personnage très riche et très influent; mais les gens du zab Daharaoui n'ayant pas voulu le reconnaître, et lui ayant refusé l'impôt, Abd-el-Kader leur envoya des troupes et un de ses lieutenans, Si-Ahmed-Ben-Amar, qui vint avec deux mille réguliers, trois mille hommes de goum et quatre pièces de canon, mettre le siége devant Zaatcha. La résistance fut énergique; les assiégés battirent en retraite, après des pertes considérables. Bou-Aziz-ben-Ganah, qui, dès 1839, avait été investi par les Français de l'autorité dans les Ziban, arriva bientôt du Tell, avec les nomades du désert, pour presser la retraite du lieutenant d'Abd-el-Kader et assiéger Bel-Adj dans l'oasis de Sidi-Okba, où il s'était retiré.

C'est peu de temps après ces événemens que M. le duc d'Aumale arriva pour la première fois à Biskara au printemps de 1845. Ben-Ganah, ne pouvant venir à bout de Sidi-Okba, s'était rendu à Constantine pour réclamer le secours du jeune prince. Bel-Adj, voyant à quels hommes il avait affaire, se retira du côté du désert de Tunis, à Souf, d'où il n'a jamais cessé de nous susciter des embarras. M. le duc d'Aumale, qui ne pouvait mieux faire que de continuer la politique des

Turcs, laissa une faible garnison à Biskara, en maintenant Ben-Ganah (1), dont le dévouement ne pouvait nous être suspect, dans toutes les prérogatives de son ancien commandement.

Cependant, après le départ des forces qui étaient venues mettre l'ordre dans les Ziban et y établir notre domination, Bel-Adj, qui entretenait toujours des relations avec le pays, revint à Biskara par le conseil des habitans eux-mêmes, et fit massacrer dans une nuit la petite garnison française. M. le duc d'Aumale fut bientôt de retour à Biskara, prit cette fois des otages, envoya les principaux meneurs du complot prisonniers à Toulon, et confisqua leurs biens. Il fit augmenter les fortifications de la Casbah pour y installer une garnison respectable, et nomma commandant supérieur un officier de choix, le commandant Thomas, avec la mission de surveiller tous les Ziban. Après l'installation du nouveau chef, le pays recouvra un peu de tranquillité, et on n'y eût pu découvrir aucun germe de révolte, lorsque la révolution de février vint donner de fausses espérances à ces populations soumises, mais non vaincues.

Personne n'ignore que la révolution de février a eu un contre-coup déplorable dans toute l'Algérie, et qui devait se faire sentir plus particulièrement dans les Ziban. Grand nombre de gens de ce pays émigrent à Alger, où ils sont connus sous le nom de Biskri. Ils font tous un métier, surtout celui de portefaix, amassent un petit pécule, et reviennent au pays acheter un jardin. Plusieurs ne font qu'aller et venir pour faire le commerce des dattes. Ils furent témoins des désordres politiques dont Alger offrait alors le triste spectacle. Chacun entendait dire que les Français, depuis le départ de leur sultan, étaient divisés, que nous allions avoir la guerre avec toute l'Europe, et que déjà l'Angleterre nous fermait la mer avec ses vaisseaux. Ils voyaient une partie de l'armée abandonner l'Afrique, rentrer en France sans être remplacée par de nouvelles troupes. L'espoir de nous chasser un jour, espoir qui semblait éteint dans le cœur des musulmans, se réveilla; les hommes des Ziban retournèrent dans leur pays, y portèrent la bonne nouvelle, et ne manquèrent pas de l'exagérer dans le sens de leur fanatisme satisfait.

C'est alors que l'ex-bey de Constantine, qui s'était retiré du côté de la frontière de Tunis, crut le moment favorable pour tenter de nouveau la fortune des combats. Il avait su se créer de nombreux partisans dans le pays montagneux de l'Aurès comme dans les oasis, et la disposition générale des esprits lui donnait quelques chances de succès. Heureusement pour nous, le colonel Canrobert commandait dans ce

(1) C'est le même chef qui, en 1840, prit trois drapeaux, deux canons et cinq cents fusils à un lieutenant d'Abd-el-Kader, et coupa cinq cents têtes, dont il envoya les cinq cents oreilles droites au général Galbois.

temps-là le sud de la province de Constantine. Cet habile officier sut comprimer les premières tentatives de révolte; il surprit un matin, dans les gorges étroites de l'Aurès, après une marche des plus hardies, Ahmed lui-même, qu'il fit prisonnier avec sa smala et ses principaux chefs (1). Il ne fallait rien moins que la prise de ce personnage six mois après celle d'Abd-el-Kader pour neutraliser les conséquences de la révolution de février, qui aurait, sans cela, porté un coup funeste à notre domination. La crise ne fut pourtant que retardée, et une agitation générale vint troubler toutes les provinces au printemps de 1849. La guerre sainte se respirait dans l'air, on ne parlait que de l'apparition de chérifs; plusieurs chefs se mirent en état de révolte ouverte, deux surtout en Kabylie, qu'il fallut combattre par de fortes colonnes, et, comme d'habitude, le bruit de leurs prétendues victoires se répandit chez les Arabes. L'exaltation de nos ennemis ne connut plus de bornes.

Dans ces circonstances critiques, une expédition fut décidée contre Ben-Rennen-ben-Azzedin; mais, par suite des réductions successivement apportées au chiffre de l'armée d'occupation, il fallut, pour former la colonne, prendre des troupes à Batna et diminuer la garnison de Biskara. Ce déplacement de nos forces et le départ de M. de Saint-Germain, chef supérieur du cercle de Biskara, dont la présence dans le sud valait seule des bataillons, inspirèrent aux Arabes une confiance aveugle. C'est en ce moment aussi que dans Zaatcha surgit un homme qui enflamma de son souffle inspiré toute une population enthousiaste et crédule. Cet homme calculait que les Français, occupés à la côte par le chérif d'El-Arouch, ne seraient pas préparés à un soulèvement du sud. Il se nommait Bou-Zian. Parmi les habitans de Zaatcha, c'était le plus influent, le plus riche. Ancien cheik sous l'autorité éphémère des khalifats d'Abd-el-Kader, on lui avait donné pour successeur une de ses créatures, un homme sans moyens, demi-aveugle, nommé Ali-ben-Azoug. Bou-Zian s'était toujours mis à la tête des petites séditions contre les Turcs. En 1833, lorsque le bey Ahmed vint attaquer Zaatcha, il se distingua par sa bravoure et par son ardeur dans la défense de la ville. Bou-Zian unissait d'ailleurs à une vive intelligence un caractère énergique, et ses relations étendues dans les Ziban et dans les montagnes limitrophes du Sahara, son ambition, son audace, le rendaient fort dangereux.

On a prétendu que la question d'impôt, mal comprise par le bureau arabe de Biskara, avait servi les projets hostiles de Bou-Zian et n'avait pas été étrangère à l'insurrection du pays. C'est prendre le prétexte pour la cause. Tous les impôts des Ziban étaient complétement et fa-

(1) L'ex-bey de Constantine est en ce moment interné à Alger, où il vit fort retiré avec sa famille; le gouvernement français lui fait une pension; il se montre très reconnaissant des égards que l'on a pour lui.

cilement payés à la fin du mois de mars 1849, bien avant l'époque où Bou-Zian commença ses prédications. Jamais d'ailleurs la situation de cette contrée n'avait été plus florissante. Ce qui détermina l'insurrection, c'est précisément cet état de prospérité, qui attirait aux *Zabi* (1) les railleries jalouses des Arabes nomades. Ceux-ci, froissés par un système démocratique trop absolu, ne négligeaient aucune occasion pour leur reprocher le calme avec lequel ils subissaient notre domination. De là une sourde irritation, qui choisit la question d'impôt comme la seule arme dont elle pût disposer contre nous. Quand les prédications de Bou-Zian vinrent agiter les tribus sahariennes, elles trouvèrent un terrain bien préparé. Cette tranquillité même dont elles jouissaient sous notre domination était pour elles une injure qui appelait une réparation, et cette réparation, elles la cherchèrent dans la révolte.

Pour comprendre combien cette révolte était peu justifiée par la conduite de l'administration française, il faut se reporter vers l'époque antérieure à notre domination. Alors les gens des oasis étaient captifs au milieu de leurs palmiers. Le nomade, l'Arabe par excellence, battait la plaine et les routes, dépouillant le voyageur, souvent aussi l'habitant du village, pour lui revendre ensuite dans sa maison même ce qu'il lui avait pris. Dans les oasis mêmes, l'homme des villages était encore trop exposé aux brigandages de l'Arabe; il était obligé de se réfugier au centre, derrière un inextricable dédale de petits canaux d'irrigation et de murs de clôture. Tous les ans, une faible colonne turque et les goums à sa suite venaient lever l'impôt. Les pauvres habitans des oasis ne pouvaient payer; les Arabes payaient alors pour eux, mais ils se faisaient donner des jardins en gage, et s'arrangeaient pour en devenir propriétaires : c'est là l'origine des nombreuses propriétés des nomades dans les oasis. L'on ne voyait pas alors, comme aujourd'hui, un *zabi* portant le *haïk* du Djérid, le *burnous* des Beni-Abbès; il était habillé de coton grossier, marchait pieds nus, et n'aurait jamais osé couvrir sa tête de la *brima* (corde ronde en poil de chameau), ornement ordinaire du chef ou du cavalier.

Sous notre protection, le zabi put prendre le costume de l'Arabe, qui vit cette transformation avec une surprise mêlée de colère. Le zabi devint insolent comme tous les gens habitués à une longue oppression, auxquels on laisse lever la tête; le zabi trouvait toutes les routes libres; il allait à Alger, à Constantine, et narguait en passant l'homme de la tente, qui regardait en frémissant son fusil, et songeait aux beaux temps d'autrefois; enfin, transformation monstrueuse aux yeux du nomade! le zabi se donnait le luxe de deux femmes. C'était là

(1) Terme de mépris dans la bouche des Arabes pour désigner les gens des Ziban.

toute une révolution. Comment l'homme des oasis en vint-il à se soulever contre les Français, contre ceux-mêmes qui lui avaient fait un sort si doux? Je l'ai dit, c'est exaspéré par les railleries des Arabes qu'il prêta l'oreille aux prédications anti-françaises. La question fiscale avait pu sans doute être imparfaitement résolue par nos agens : dans un recensement de plus d'un million de palmiers fait en moins de deux ans, des erreurs étaient inévitables; mais notre administration accueillait toutes les plaintes légitimes, et promettait une révision (1). Peut-être aurait-il été plus politique d'exempter d'impôts les Arabes propriétaires, les Ahl-ben-Ali surtout, comme cela se pratiquait sous la domination turque; mais des théories d'égalité démocratique prévalurent sur les idées de priviléges qui pourtant se conciliaient mieux avec nos intérêts. Sans les ressentimens des nomades, sans leurs discours insolens qui faisaient honte aux gens des oasis de s'être soumis aux Français, aux chrétiens, avant d'avoir *brûlé de la poudre,* on peut affirmer que les menées de Bou-Zian n'auraient pu aboutir, surtout si d'autres causes d'agitation déjà indiquées n'étaient pas venues se joindre aux haines des Arabes pour servir tous les projets hostiles.

L'administration française de Biskara ne fut informée que très tard des menées de Bou-Zian, et lorsque le mal était déjà fait. L'officier adjoint au bureau arabe, M. Seroka, sortit aussitôt avec la mission de s'assurer de l'esprit des populations, de leur porter de bonnes paroles, et de dissiper les mensonges. Il trouva tous les villages tranquilles, il fut accueilli partout comme d'ordinaire; seulement il remarqua que l'on parlait beaucoup, que l'on se préoccupait de cet homme de Zaatcha, qui avait vu le prophète, qui tous les jours réunissait du monde, recevait des visites, tuait des moutons. Cet officier, bien au courant des mœurs indigènes, comprit alors la gravité du péril. Demander des renforts, des instructions, lorsqu'il voyait les germes de la révolte grandir en quelque sorte d'heure en heure à mesure qu'il se rapprochait de Zaatcha, ce n'était pas possible : il fallait sans retard enlever Bou-Zian, qui d'un jour à l'autre pouvait soulever contre nous toute la population de Zaatcha. L'officier prit avec réflexion son parti, il entra dans Zaatcha avec quelques spahis, qui enlevèrent Bou-Zian; mais, le matin même, la guerre sainte avait été proclamée du haut de la mosquée, et le marabout, qui avait toute la ville pour complice, ne fut que quelques instans en notre pouvoir.

Cette entreprise avortée eut cependant un heureux résultat : elle dissipa toutes nos illusions. On comprit la nécessité d'une force impo-

(1) Un palmier femelle rapporte 6 francs par an; l'impôt français s'élève à 40 centimes; c'est moins que le dixième des revenus qui pourrait être exigé. A Tuggurth et dans le Djerid, qui est le Sahara de la régence de Tunis, on demande un peu plus que nous à l'impôt.

sante et permanente à Biskara. Il aurait suffi alors d'une colonne de trois cents hommes pour tomber à l'improviste sur Zaatcha, enlever Bou-Zian ou le forcer à prendre la fuite. Si on le prenait, tout était fini; s'il se sauvait, il perdait son prestige, alors qu'il en avait le plus besoin pour entraîner les esprits. Biskara d'ailleurs couvre Batna, comme Batna couvre Constantine. La paix de la subdivision de Batna dépend de la paix dans le cercle de Biskara.

La tentative d'enlèvement de Bou-Zian ayant manqué, toutes les oasis du groupe dont Zaatcha fait partie, le zab Daharaoui, se mirent en insurrection complète. Le colonel Carbuccia commandait alors la subdivision de Batna. Il était occupé, comme tous les chefs de colonne de la province d'Alger et de Constantine, à réprimer les révoltes partielles des Arabes. Le colonel Canrobert opérait chez les Beni-Yala et chez les Beni-Menikeuch sur les versans sud du Jurjura. Le général Blangini venait de soumettre les Guetchoula, après le sanglant combat de Bordj-Bohgni. Les Ouled-Feradj, grande fraction des Ouled-Naïls, qui habitent la frontière du Sahara, entre les deux provinces, tenaient contre une colonne partie de Médéah. Enfin le général Herbillon était chez les Zouaghas. C'est dans le Hodna, au pays des Ouled-Sanhoun, qui étaient aussi en pleine révolte, que le colonel Carbuccia se trouvait, lorsqu'il apprit les événemens des Ziban. Laissant derrière lui l'exemple d'un châtiment énergique, il prit la route de Biskara, pour se rendre devant l'oasis de Zaatcha, où il arriva vers la fin de juillet. Le colonel Carbuccia, qui s'est élevé en peu de temps aux premiers grades de l'armée, est de ces officiers hardis, entreprenans, prompts aux coups de main, de ces hommes que le succès accompagne dans les entreprises hasardeuses; mais à la guerre il y a de ces résistances imprévues qui justifient l'insuccès de l'audace. Là où, plus tard, une armée de cinq à six mille hommes pourvue d'artillerie n'a pu vaincre qu'au bout de six semaines de siége, le colonel Carbuccia ne pouvait réussir en une journée, avec le peu de forces dont il disposait. L'échec fut grave, et l'effet moral en fut grand. Bou-Zian adressa des lettres aux gens de l'Aurès et des Ziban pour exalter la résistance et appeler aux armes. Une insurrection générale, qui gagna tout le sud de la province de Constantine, répondit au cri de victoire parti de Zaatcha.

Sidi Abd-el-Afidt, qui attendait depuis long-temps le moment de nous attaquer, fut un des premiers à prendre l'offensive. Après avoir réuni près de quatre mille hommes de l'Aurès et du Zab-Cherki (zab de l'est), il descendit jusqu'au village de Seriana. M. le commandant de Saint-Germain ne craignit pas de marcher à sa rencontre avec deux cents chevaux et trois cents hommes d'infanterie. Il y eut un choc terrible: deux cent cinquante indigènes furent tués, l'étendard de Sidi-Abd-el-Afidt fut pris; mais le brave commandant de Saint-Germain

tomba frappé d'une balle à la tête, et l'armée marqua d'un deuil ce premier succès. Bou-Zian arrivait à Seriana au-devant d'Abd-el-Afidt; à la nouvelle de la déroute, il se hâta de rentrer à Zaatcha.

Cependant le général Herbillon, commandant de la province de Constantine, était parti du chef-lieu de sa division avec une colonne renforcée de troupes qui lui étaient envoyées par mer de la province d'Alger. Il emmenait un nombreux convoi de chameaux, chargés d'outils, de sacs à terre et de munitions d'artillerie, pour être en mesure d'assiéger Zaatcha, véritable point de résistance de tous les révoltés : c'était Zaatcha qu'il fallait faire tomber avant de penser à dominer l'insurrection, dont le rayonnement se propageait de proche en proche jusque dans les provinces d'Alger et d'Oran. Le général Herbillon, qui joignait à des qualités militaires incontestables une longue expérience de la guerre d'Afrique, ne négligea rien pour assurer le succès de ses opérations et ménager à la fois la santé de ses soldats. Sa colonne expéditionnaire, qui s'était augmentée de troupes prises à Batna et à Biskara, pouvait s'élever à près de quatre mille hommes de toutes armes, lorsqu'elle arriva devant l'oasis le 7 octobre au matin. A partir de ce moment, tout l'intérêt de la lutte engagée entre les gens des Ziban et les Français se concentra sur ce seul point. Les palmiers, les jardins de Zaatcha, furent le théâtre principal de la guerre cruelle dont nous avons montré les causes, dont il nous reste à retracer les incidens. L'engagement de Seriana avait été l'avant-coureur d'une série de combats acharnés et d'opérations continuées de notre part avec une persévérance héroïque à travers toutes les lenteurs d'un siége en règle.

II.

La petite ville de Zaatcha est située vers la partie nord-est de l'oasis qui porte son nom. Une forêt de palmiers l'entoure de tous côtés, et ne laisse même pas découvrir le minaret de sa mosquée. A la lisière du bois, on voit une *zaouia* (1) dépendante de la ville, et auprès de laquelle un groupe de maisons forme comme un ouvrage avancé de la place. En partant de la *zaouia* pour pénétrer dans l'oasis, on est arrêté, dès les premiers pas, par une infinité de jardins enclos de murs à niveaux différens, suivant leur genre de culture, la plupart coupés par des canaux d'irrigation et comprenant, outre des palmiers, toutes sortes d'arbres fruitiers qui gênent la vue, et rendent toute reconnaissance impossible. Les rares sentiers qui mènent à la ville sont resserrés entre les murs de ces jardins, et ce n'est qu'après de nombreux dé-

(1) *Zaouia*, espèce de couvent habité par des Arabes savans, religieux et guerriers.

tours que l'on arrive à un fossé large de sept mètres, profond, encaissé et entourant la forteresse d'un infranchissable obstacle. Au-delà se présente l'enceinte bastionnée et crénelée à différentes hauteurs pour favoriser la multiplicité des feux. C'est à cette muraille que s'adosse une partie des maisons de la ville, de sorte que les défenseurs, sans sortir de chez eux, pouvaient aisément prendre part à la lutte et rester à l'abri de nos coups. A l'intérieur de la ville, de grandes maisons carrées, prenant leur jour en dedans et percées seulement au dehors de petites ouvertures servant de créneaux, sont merveilleusement disposées pour les ressources extrêmes de la défense. Enfin les murs des premiers jardins construits au bord du fossé forment déjà comme une première enceinte, et encore au-delà, un petit mur à hauteur d'appui règne autour de la moitié de la ville, accessoire de l'obstacle principal, qui est la muraille bastionnée et parfaitement crénelée. Une seule porte donne entrée dans la place, mais elle se trouve du côté de la profondeur de l'oasis, opposée par conséquent au côté de l'attaque le plus rapproché de la lisière du bois; elle est d'ailleurs défendue par une grande tour crénelée dont les feux dominateurs en couvrent toutes les approches. Que l'on suppose maintenant, dans cette forteresse, une population guerrière et fanatique, résolue à se défendre jusqu'à la mort, et l'on ne se fera qu'une imparfaite idée des difficultés avec lesquelles nous allions être aux prises. Au sud de Zaatcha, dans la forêt, se trouve le village de Lichana; un autre, celui de Farîar, se cache à l'ouest à l'abri des palmiers. Ces villages, à l'époque du siége, envoyaient journellement des renforts à Zaatcha, qui recevait aussi de nombreux contingens des oasis voisines de Tolga et de Bouchagroun, et en général de toutes celles des Ziban et des autres pays révoltés, ce qui pouvait faire monter à un chiffre énorme le nombre des ennemis que nous avions à combattre.

Bou-Zian commandait en personne l'armée des assiégés; secondé par Si-Moussa, son lieutenant, il exerçait sur les Arabes une autorité sans limites : il leur avait persuadé que les Français succomberaient sous la main de Dieu. Ne négligeant aucun des moyens matériels qui devaient appuyer ses prophéties, il avait fait des approvisionnemens considérables, poussant la précaution jusqu'à confectionner des balles avec des noyaux de datte recouverts simplement d'une feuille de plomb, afin de ménager ce métal si précieux à la guerre. Enfin il avait gardé sa femme et ses enfans pour inspirer à tous cette confiance qu'il était le premier à éprouver, et il avait eu soin de faire partir tous ceux qui n'auraient pu servir activement dans la lutte en les chargeant du dépôt des richesses communes.

Le camp français fut établi sur les dernières pentes d'un contrefort des montagnes du Tell, qui se termine là au nord de l'oasis. On y était

à peu près hors de la portée des balles ennemies. Pendant que les détails importans de cette installation étaient surveillés par le colonel Borel de Brétizel, chef d'état-major du général Herbillon, celui-ci fit former une petite colonne d'attaque, sous les ordres du colonel Carbuccia, pour s'emparer dès le premier jour de la zaouia et des maisons qui en dépendent, ainsi que d'une fontaine voisine, dont l'eau était indispensable au camp. Cette colonne, composée de deux compagnies du 5e bataillon de chasseurs, de quelques compagnies de la légion étrangère, du 3e bataillon d'infanterie légère d'Afrique et d'un détachement du génie, fut lancée sur la zaouia, dont les défenseurs étaient déjà fort inquiétés par le tir de deux obusiers qui avaient préludé à l'attaque. La résistance ne fut pas longue; bientôt une partie de nos soldats s'établissaient dans ce premier village, et le colonel Carbuccia plantait lui-même son drapeau sur le minaret de la zaouia. Malheureusement les chasseurs d'Orléans, qui avaient dépassé le village, encouragés par ce succès facile et entraînés par un brillant officier. d'un courage à tout oser, leur capitaine adjudant-major, M. Duplessis, se jetèrent dans les jardins à la poursuite des Arabes. Aucun obstacle ne les arrêtait; les premiers murs furent franchis bravement, mais chaque palmier, chaque pierre, cachait un ennemi redoutable, et ce n'était pas sans beaucoup de sang versé que l'on pouvait s'avancer dans ce labyrinthe. Bientôt les défenseurs de la ville vinrent se mêler aux Arabes qui se retiraient, et nos chasseurs, que leur audace avait isolés, furent contraints à une retraite plus périlleuse encore que ne l'avait été l'attaque. On vit dans la lutte les femmes de Zaatcha se mêler aux combattans et les exciter par des cris affreux. Plusieurs tenaient à la main des yatagans dont elles se servaient pour achever nos malheureux blessés, que la vivacité du combat ne permettait pas d'enlever. Bientôt deux autres compagnies de chasseurs, ayant à leur tête le brave capitaine de Cargouët, vinrent enfin au secours de celles qui étaient si sérieusement engagées, et, se portant rapidement sur leur flanc gauche, elles purent favoriser la retraite. Cette malheureuse affaire nous coûta une vingtaine de morts et quatre-vingts blessés. Sur sept officiers de chasseurs présens au feu, un fut tué, le lieutenant Bonnet, trois furent blessés assez grièvement, parmi lesquels le capitaine Alpy, qui arrivait du siége de Rome. Le docteur Castelly, chirurgien du bataillon, reçut lui-même une balle, et l'adjudant Davout, plus malheureux que tous, fut pris par les Arabes, qui mutilèrent affreusement son corps.

Le lendemain, quand on reprit les jardins abandonnés, un horrible spectacle s'offrit aux yeux des premiers arrivans; les blessés, enlevés par les Arabes, mutilés par eux et attachés à des palmiers, expiraient dans les plus cruelles souffrances. C'étaient les femmes qui s'étaient

surtout montrées cruelles envers nos malheureux prisonniers; ce souvenir resta dans tous les cœurs, et nos soldats exaspérés n'en épargnèrent aucune à l'heure terrible de la vengeance.

Grace à la brillante ardeur des chasseurs, qui ne s'étaient pas sacrifiés inutilement, nous étions maîtres, dès le premier jour, de la plus grande partie des jardins masquant la ville, et le colonel Pariset, chef de l'artillerie, put le soir même faire établir une batterie de brèche contre la place. A la suite de cette première attaque des chasseurs, une reconnaissance des environs de la zaouia avait été faite par des officiers des armes spéciales. Ces officiers, protégés par deux compagnies du bataillon d'Afrique, se trouvèrent surpris dans leur mouvement de retraite. Ils furent presque tous atteints par les balles ennemies, entre autres le capitaine Thomas, le lieutenant Pillebout, du génie, et le capitaine Marmier, chef du bureau arabe de Batna, qui eut un œil emporté. Chaque arme, artillerie, génie, infanterie, fournit ainsi son contingent de victimes dans cette journée. Le soir, notre ambulance était encombrée de blessés, parmi lesquels on comptait treize officiers.

Le lendemain, la batterie qui avait été construite pendant la nuit fut armée de bonne heure et ouvrit son feu à travers un épais rideau de palmiers contre les murailles de la ville. Pour mieux juger de l'efficacité de ses feux et des obstacles qu'il s'agissait de surmonter, une nouvelle reconnaissance était nécessaire; elle fut confiée par le général Herbillon au commandant Bourbaki, chef du bataillon des tirailleurs indigènes de Constantine. Cette mission convenait à merveille à ce jeune officier, plein d'ardeur et de courage, qui avait une grande habitude des guerres d'Afrique. Si un passage avait été praticable, si un coup de main eût été possible, nul doute que M. Bourbaki ne l'eût tenté; personne alors dans tout le corps expéditionnaire n'était plus capable de réussir. Malheureusement, les difficultés de l'attaque étaient au-dessus de tout ce que l'on avait imaginé. Le commandant, malgré un feu très vif qui partait surtout de la place, ne se retira qu'après avoir achevé sa mission, qui coûta cinq tués et quarante blessés à son bataillon. Toutefois, six des siens se firent frapper utilement, en enlevant des mains des Arabes un officier du 8e de ligne et un soldat du même corps qui allaient être égorgés.

Pendant toute cette journée, on se maintint, non sans péril, au milieu des jardins conquis la veille par les chasseurs, et dans la nuit l'artillerie fit établir une autre batterie à trente mètres en avant de la première, sous un feu continuel et meurtrier. Le lendemain, le colonel du génie Petit, chargé de la direction du siége, fut blessé mortellement au moment où il venait reconnaître l'emplacement d'une nouvelle batterie. Il était accompagné du capitaine Cambriels, du 5e bataillon de chasseurs, et de M. Seroka, l'officier adjoint au bureau arabe de Bis-

kara. La même balle qui frappa M. Petit traversa le col de M. Seroka, et lui fit une grave blessure. Dans la journée, on désarticula le bras du malheureux colonel Petit, dont le moral ne faiblit pas un instant. Il continua jusqu'à ses derniers momens à diriger de sa tente, où il était mourant, les travaux du siége, se faisant rendre compte de tout ce qui se passait et attendant, sans la craindre, cette mort glorieuse qui couronne si noblement la vie d'un soldat.

Le lendemain de ce triste accident, le bataillon des tirailleurs indigènes essaya vainement, en perdant beaucoup de monde, de s'emparer d'une position fortement occupée un peu en avant de Zaatcha. Il avait affaire à un ennemi intrépide, dont la rage redoublait toutes les fois qu'il se trouvait en présence de ces indigènes qui sont à notre service, et que les Arabes considèrent comme des traîtres et des renégats. Pendant cette journée, l'artillerie ne cessa de tirer contre la place; elle établit une nouvelle batterie, appelée *Batterie-Petit*, et destinée à battre en brèche un des angles de la forteresse qui avait la forme d'un carré. Le génie, aidé par les soldats d'infanterie, fit les travaux de défilement et de communication nécessaires pour garantir contre les feux de la place les opérations du siége et les jardins que nous occupions. Il fut dès-lors organisé un service régulier de garde de tranchées, comprenant près de la moitié des troupes disponibles. Nos soldats, impatiens d'agir et de combattre, durent subir jusqu'au dernier jour du siége cette vie de garde continuelle qui répugne tant au caractère français. Après avoir percé de trous les murs des jardins qui les séparaient de l'ennemi, ils se faisaient un support de quelques pierres placées l'une sur l'autre, qui leur permettait de s'asseoir près de leur créneau. C'est la plupart du temps dans cette position, l'œil au guet, que nos sentinelles, à tour de rôle, attendaient jour et nuit un ennemi toujours prompt à venir. Comme nous avions affaire à des Arabes aussi rusés dans les combats qu'habiles tireurs, sans cesse, malgré mille précautions, nous avions à déplorer quelques pertes. Le capitaine d'artillerie Besse fut tué d'une balle au front au moment où il dirigeait le tir d'une pièce. On se figurerait difficilement la rage et l'audace de l'ennemi que nous avions devant nous; tantôt il se jetait avec des cris féroces à la tête de nos travaux de sape pour les détruire après en avoir tué les défenseurs, tantôt il se glissait la nuit au pied d'un mur pour l'escalader à l'improviste et tomber sur nos soldats, qui, surpris, n'avaient pas le temps de se défendre. Le 11 et le 12, il y eut de ces sortes de combats au milieu même des tranchées.

Dans la journée du 12, vers les trois heures, le colonel de Barral arriva de Sétif pour rallier le général Herbillon avec une colonne de quinze cents hommes, ce qui élevait l'effectif du corps expéditionnaire à cinq mille combattans, en déduisant les pertes qui avaient été faites

depuis le commencement des opérations. C'était un nombre à peine suffisant pour tous les travaux de l'attaque, pour leur garde et leur défense, pour celle du camp, pour l'escorte des convois journellement échangés entre Zaatcha et Biskara. L'insuffisance du corps expéditionnaire rendit impossible l'investissement complet de l'oasis; ce fut une des causes de l'énergie de la résistance et des longueurs du siége.

Le lendemein 13 et les jours suivans, les opérations se continuèrent avec beaucoup d'activité; l'artillerie établit de nouvelles batteries de brèche, et le génie avança ses travaux pour atteindre, le 16, le bord du fossé, vis-à-vis la brèche de gauche. Il faut que les troupes qui montent à l'assaut trouvent des rampes qui leur permettent de passer le fossé et de s'introduire dans la place : c'est au moyen des éboulemens de pans de muraille battue par les boulets de l'assiégeant que se forment à la fois la brèche et les rampes; mais cela ne suffit jamais. Le génie, au moyen de fascines et avec tous les matériaux qu'il a sous la main, achève de frayer le passage en le comblant. A partir du 16 au soir, le génie put s'occuper de la descente de fossé devant la brèche de gauche, mais il ne put atteindre, dans le même temps, le fossé devant celle de droite.

Le général Herbillon, qui montra durant toutes ces opérations une excessive prudence, était cependant pressé de livrer l'assaut malgré l'imperfection des travaux du génie. L'insurrection gagnait du terrain dans les provinces de Constantine et d'Alger. Si-Abd-el-Afidt réunissait de nombreux contingens et menaçait Biskara; Hamed-Bel-Hadj, notre éternel ennemi, l'ancien khalifat d'Abd-el-Kader, marchait contre l'oasis de Sidi-Okba, qui nous était restée fidèle. Les Arabes du cercle de Bouçada étaient en pleine révolte, et les nomades du désert, faisant cause commune avec les habitans des oasis, quittaient le Tell pour nous attaquer. Enfin les munitions de l'artillerie s'épuisaient au-delà des prévisions, et, comme les communications avec Constantine étaient interceptées et que l'on ne pouvait faire arriver qu'au moyen de convois de chameaux tout ce qui manquait à l'armée, il y avait nécessité de presser la fin du siége.

C'est le 20 octobre que le premier assaut de Zaatcha fut tenté. Comme il y avait deux brèches, il y eut deux colonnes d'assaut : la brèche de gauche, la mieux préparée par les soins du génie et de l'artillerie, devait être abordée par la légion étrangère, ayant en tête ses compagnies d'élite; celle de droite, enlevée par un bataillon du 43e de ligne; d'autres troupes suivaient pour appuyer les premières. Au point du jour, des tirailleurs indigènes et trois compagnies du 5e bataillon de chasseurs partirent, sous les ordres du commandant Bourbaki, pour occuper les jardins de gauche, par lesquels les Arabes n'auraient pas manqué de venir tourner les assaillans. En même temps, l'artillerie

commençait son feu contre la place, et envoyait des obus dont les éclats, en inquiétant les défenseurs, devaient faire diversion à l'attaque projetée. Lorsque le commandant Bourbaki fut établi dans ses positions, le général Herbillon donna le signal de l'assaut. Aussitôt le bruit guerrier et animé de la charge mit en mouvement les deux colonnes, qui sortirent de la sape et s'élancèrent dans le fossé. Les premiers en tête de la colonne de gauche, entraînés par le vaillant capitaine Padro, du 2e régiment de la légion étrangère, parviennent facilement au haut de la brèche; ils s'établissent sur la terrasse de la maison qu'ils trouvent devant eux... mais l'espérance du succès ne fait que traverser leurs cœurs. La maison minée s'écroule sous leurs pieds, et les engloutit tous avec un horrible fracas. Ceux qui suivent, aveuglés par la poussière des décombres, s'arrêtent, et tombent décimés par un ennemi invisible, qui tire à coups sûrs par mille créneaux; ceux qui sont épargnés veulent passer outre, mais ils reculent, arrêtés par des obstacles infranchissables. Ils se retirent alors dans la sape, avec la rage dans l'ame et le désespoir de n'avoir pu venger leurs malheureux camarades.

Pendant ce temps, un bataillon du 43e se faisait écraser à droite. Faute de moyens plus expéditifs pour pratiquer une descente de fossé, le génie avait fait avancer une charrette; mais, comme il était difficile de la faire manœuvrer sous le feu de l'ennemi, elle tourna sur elle-même en descendant dans l'eau, et ne put ainsi servir comme on l'espérait. On avait préparé un autre tablier de pont avec des tonneaux vides, mais les hommes qui le portaient étaient tués avant d'arriver. Cependant il fallait passer pour donner la main à la colonne de gauche, que l'on croyait plus heureuse. Une section du génie et les premières compagnies du bataillon du 43e se jettent dans le fossé sans autre précaution. Les soldats franchissent péniblement le mur d'escarpe; guidés par l'infortuné chef de bataillon Guyot, ils courent à la brèche sous une pluie de feu, mais ils ont tant de peine à la gravir, qu'ils donnent aux Arabes le temps de diriger sur chacun d'eux un coup mortel. Pour comble de malheur, le petit nombre qui parvient à gagner le haut de la brèche ne peut se servir de ses cartouches gâtées par l'eau. Impossible de se défendre : il faut se retirer, mais en repassant sous le feu le plus meurtrier. Tout ce qui est blessé tombe dans le fossé et se noie. C'est un horrible spectacle que celui de ces malheureux se débattant dans une mare rougie par leur sang, et finissant par succomber dans les plus affreuses angoisses! A leurs plaintes, à leurs cris déchirans, répondent les cris sauvages des Arabes qui triomphent. Jamais nos soldats, témoins de pareilles scènes, n'avaient ressenti de plus fortes et de plus douloureuses émotions. Ce malheureux bataillon du 43e, qui ne fut pas engagé tout entier, perdit dans cet assaut son commandant, M. Guyot, digne fils du général de division de l'empire et frère du

capitaine Guyot, tué, comme lui, en Afrique; son adjudant-major, M. Berthe; deux capitaines et deux autres officiers. Il eut plus de trente tués et quatre-vingt-dix blessés, la plupart mortellement. Ce grand nombre de victimes pour si peu de combattans permet de juger de la gravité de l'action.

Malgré cet insuccès, nous gardâmes toutes nos positions. Le soir, les Arabes, encouragés par le résultat de la journée, tentèrent une attaque de nuit contre toute la ligne que nous occupions dans les jardins. Le combat dura deux heures; mais ils ne purent faire reculer nos vieilles troupes d'Afrique, et finirent par nous laisser tranquilles le reste de la nuit. Du 20 au 30, on reprit les travaux de tranchée, mais avec moins d'ensemble et de direction. Le 27, le capitaine du génie Graillet fut tué; il ne restait plus que deux officiers de l'arme, sur six qui avaient été attachés au corps expéditionnaire. Le feu de l'ennemi faisait chaque jour des vides cruels dans tous les rangs, et cependant on n'était pas au bout des épreuves de toute nature qui nous attendaient. Des soldats disciplinés et fortement trempés peuvent seuls en supporter de pareilles.

C'est dans cette période du siége que le général Herbillon, voulant s'attaquer aux intérêts des habitans de l'oasis, fit abattre des palmiers. Pour des gens qui vivent de la récolte des dattes, le tort qu'on allait leur faire était considérable, et devait exciter leur rage. Aussi, dans les premiers jours, les habitans de Zaatcha engagèrent-ils avec nos soldats travailleurs des luttes acharnées. Leur feu devenait si vif, qu'il fallut plusieurs fois céder le terrain, entre autres le 25 octobre, où eut lieu la sortie la plus vigoureuse. Un tambour, des outils, jusqu'à de malheureux blessés, furent laissés entre les mains de l'ennemi. Cette coupe de palmiers dura sans interruption jusqu'au dernier jour du siége. Le bruit de la chute de ces magnifiques arbres, dont plus de dix mille tombèrent ainsi, allait porter dans le cœur des habitans de Zaatcha plus de rage et de douleur que les détonations incessantes de notre artillerie et de notre mousqueterie.

Le camp français avait alors un aspect des plus tristes. Placé en partie sur les revers d'une montagne aride, il était entièrement exposé au vent du désert, si violent dans ces parages. Un sable fin, soulevé sans cesse en tourbillons épais, incommodait nos soldats et rendait aussi fatigant le repos des tentes que le travail de la tranchée. Ce sable, se mêlant à tous les alimens, que l'on ne pouvait préparer qu'en plein air, les rendait détestables; la viande de distribution provenait d'un troupeau de bœufs amené à la suite de l'armée dans le désert et auquel on ne pouvait donner qu'un peu d'orge. On choisissait pour l'abatage les bêtes qui mouraient de faim. Le biscuit de la ration journalière, vieux, moisi, plein de vers, avait été fabriqué pour l'armée de

Paris pendant les événemens de juin 1848; c'était l'armée du désert qui devait le dévorer, et encore, pour s'en servir, fallait-il le faire tremper dans l'eau. Les officiers n'étaient pas mieux traités que les soldats; en expédition, les vivres sont les mêmes pour tout le monde. Les difficultés de communication avaient fait d'ailleurs tout sacrifier au transport des choses les plus indispensables, et nos soldats, après ces nuits de tranchée où souvent des torrens de pluie venaient glacer leurs membres déjà engourdis par la fatigue, n'avaient pas même une goutte de vin ou d'eau-de-vie pour la mêler à l'eau saumâtre des rigoles de l'oasis. Nul ne se plaignait cependant. Tous puisaient dans le sentiment du devoir accompli, et dans le juste orgueil qu'il inspire, la force nécessaire pour résister à tant de privations et de fatigues. Déjà plus de six cents hommes avaient succombé; dès qu'ils étaient atteints par le feu ou par la maladie, on les évacuait sur Biskara, où, faute d'espace, ils ne pouvaient être reçus que sous des tentes. Le colonel Carbuccia, officier d'une activité rare, y fut envoyé en remplacement du colonel de Mirbeck, rappelé par le général Herbillon devant Zaatcha avec sa cavalerie que les attaques récentes des nomades devaient rendre très utile. Le colonel Carbuccia, chargé à la fois d'assurer tous les services et de surveiller avec la légion étrangère les communications de l'armée, s'acquitta de sa mission à la satisfaction de tous.

III.

Les opérations du siége allaient enfin entrer dans une moins triste période. Le colonel Canrobert accourait d'Aumale pour prêter main forte à l'expédition. Il arriva le 8 au soir avec un millier d'hommes. Le choléra s'était déclaré dans sa colonne pendant sa pénible marche, et lui avait enlevé le huitième de ses soldats (1). Malgré ce surcroît d'inquiétudes, l'arrivée du jeune colonel à la tête de ses zouaves fut saluée avec joie comme un heureux présage de la fin du siége. On le regardait comme l'homme le plus capable de prêter un appui énergique et expérimenté au général Herbillon. Depuis longues années, le colonel Canrobert avait su conquérir, dans de nombreux combats, la confiance et l'affection de l'armée d'Afrique.

Dans la nuit du 10 au 11, les Arabes vinrent, à deux reprises différentes, tirer de très près sur le camp du côté de Farfar. Pour empêcher le renouvellement de cette agression, dans la matinée du 11, on construisit une redoute à trois cents mètres de la limite de l'oasis. L'ennemi, furieux de voir son projet déjoué, fit de grands efforts contre

(1) Le choléra fut ainsi au milieu de l'armée de Zaatcha; depuis ce jour, il fit autant de victimes que le feu de l'ennemi.

l'achèvement de cette fortification passagère, et mit dans ses attaques une audace incroyable; les compagnies du bataillon d'Afrique, qui occupaient l'extrême droite de la ligne de défense, battirent en retraite un peu en désordre; un flot d'Arabes débouchant de la plaine les fusillait à vingt pas. Dans ce combat acharné, quelques-uns des nôtres, tués ou blessés, furent abandonnés, et, sans l'énergie du lieutenant Peyssard, le mal aurait été plus grand. Cet officier se précipita sur les Arabes, entraînant avec lui quelques hommes de son bataillon, et parvint à leur arracher plusieurs victimes. Le soir, l'armée assistait à un douloureux spectacle : les têtes de nos soldats, plantées sur des piques, furent exposées au centre de chaque brèche; nos canonniers se virent ainsi forcés de les abattre. De pareils actes de barbarie préparaient les plus cruelles représailles.

Le lendemain 12, l'ennemi essaya encore de nous attaquer; il s'en prit cette fois à la cavalerie, qui était sortie pour faire son fourrage. A l'époque des pluies, il pousse près des oasis une espèce d'herbe dont se nourrit le chameau, et dont nos chevaux devaient se contenter faute de mieux; aussi, tous les jours un détachement nombreux de cavalerie et d'infanterie partait du camp pour aller chercher la nourriture des escadrons et des bêtes de somme. Ce jour-là, le détachement était commandé par le colonel de Mirbeck; il arriva sans difficultés à la pointe est de l'oasis de Bou-Chagroun. Les Arabes se montraient nombreux vers les bords de cette oasis. Quelques obus furent envoyés dans les groupes les plus audacieux, et la corvée put se faire assez tranquillement; mais, au moment du départ, cinq cents chevaux et douze à quinze cents fantassins se précipitent sur le bataillon indigène, qui était resté à l'arrière-garde. Le commandant Bourbaki forme aussitôt son bataillon en carré et bat en retraite dans l'attitude la plus résolue. Au passage de l'Oued-bou-Chagroun, que les Arabes avaient choisi pour serrer de très près nos indigènes et les tourner, le combat devient très acharné. Plusieurs fantassins et cavaliers tombent du côté de l'ennemi; le désordre commence à se mettre dans les rangs, lorsque le colonel de Mirbeck, arrivant avec sa cavalerie, charge à fond toute cette fourmilière d'Arabes, qui s'enfuit pêle-mêle du côté de l'oasis en laissant quatre-vingts cadavres sur le terrain.

Le même jour arrivait à l'armée de siége le commandant du génie Lebrettevillois, chargé de remplacer le colonel Petit; il amenait avec lui un excellent officier, M. le capitaine Schœnnagel, qui venait de Rome, et qui eut ainsi le privilége bien rare d'assister à deux siéges mémorables dans la même année et le mérite de se distinguer à tous les deux. L'armée fondait de grandes espérances sur la direction nouvelle que ces nouveaux officiers ne manqueraient pas de donner aux travaux du siége. Nous recevions en même temps le 8e bataillon de

chasseurs, un bataillon du 8e de ligne, un du 51e avec deux pièces de douze, et force munitions d'artillerie, qui commençaient à manquer de nouveau. Le corps expéditionnaire devant Zaatcha présenta alors un effectif de sept mille hommes. A partir de ce moment, les choses prirent une tournure tout-à-fait favorable à nos armes. Le 16, le général Herbillon partit à deux heures du matin avec une forte colonne pour faire la razzia des nomades, remise seulement à l'arrivée des derniers renforts. On s'avança en silence; les éclaireurs ennemis ne se montrèrent point. Au point du jour, on arriva très près de l'Oued-Djedi, à six lieues de notre camp. Les Arabes avaient dressé leurs tentes entre le lit desséché de la rivière et l'oasis d'Ourled. En un instant, la cavalerie, entraînée par le colonel de Mirbeck, s'élance, traverse la rivière et se précipite au milieu des tentes. L'infanterie, formée en deux colonnes sous les ordres de MM. de Barral et Canrobert, se jette à la baïonnette sur les douars et leurs défenseurs. Nous nous rendons bientôt maîtres d'une ville de tentes et de tous les troupeaux qui sont en dehors de l'oasis. Plus de deux mille chameaux et des milliers de chèvres et de moutons tombent entre nos mains. Cette prise importante devait faire éclater une joie inusitée parmi nos soldats. Ils voyaient venir l'abondance au camp avec la fin de leurs privations. Ils saluaient de leurs acclamations bruyantes ce premier succès de la campagne, qui leur en faisait espérer d'autres. Les nomades n'eurent pas le courage de nous inquiéter à notre retour. Deux des principales tribus qui avaient tout perdu vinrent même traiter de leur soumission pendant les heures de halte accordées par le général Herbillon pour faire reposer la colonne.

La journée aurait été complète, si tout s'était bien passé devant Zaatcha; malheureusement les troupes auxquelles on avait confié la garde des tranchées se laissèrent prendre les jardins de gauche conquis la veille. Des fusils formés en faisceaux avec leurs cartouchières, des outils du génie, les habits des travailleurs furent enlevés. Nos soldats, pris à l'improviste, n'avaient pu résister. Le combat se continuait encore avec fureur, lorsque la colonne victorieuse rentrait au camp avec son immense butin. Les Arabes avaient profité de l'absence d'une partie de nos forces pour tenter un effort décisif; mais, après l'insuccès de leur tentative, ils durent sentir que le moment fatal pour eux approchait.

Cette razzia du 16 eut le plus grand effet sur les indigènes. Les lenteurs du siége avaient fort diminué le prestige de nos armes. Sur tous les points de la province de Constantine, les populations demandaient la *guerre sainte*, et des chefs secondaires surgissaient partout. Les hommes les plus influens, qui connaissaient mieux notre puissance, se tenaient encore sur la réserve; mais ils n'attendaient qu'un moment

favorable pour se mettre à la tête des fanatiques. Le caïd des Ouled-Soltan, Si-el-Bey, venait d'être assassiné pour ne s'être pas déclaré contre les Français. Ceux de nos partisans qui n'avaient pas assez d'influence personnelle sur les populations pour calmer leur colère n'étaient plus en sûreté. Abd-el-Afidt réunissait contre nous des forces considérables, et Ahmed-bel-Hadj était arrivé à la tête d'un contingent de l'Aurès le jour de la razzia des nomades; le résultat de cette affaire l'avait seul déterminé à la retraite.

Il y avait, on le voit, nécessité et urgence à terminer le siége par un coup de foudre. Du reste, les opérations avaient marché rapidement depuis l'habile direction de M. Lebrettevillois. Le 17, on reprit les deux jardins abandonnés la veille, et l'artillerie construisit à droite une batterie pour les pièces de 12. Les travaux de sape de la tranchée auraient pris une plus grande activité, si les sacs à terre n'étaient pas venus à manquer. Il fallut les remplacer par des morceaux de palmier que l'on ne coupait sur ces arbres à fibres résistantes qu'avec beaucoup de peine. Le même jour, la plupart des nomades vinrent faire leur soumission, donner des otages et racheter leurs chameaux. Leurs pertes s'élevaient à deux cents hommes tués; une seule tribu en avait perdu quatre-vingt-quatre. Bou-Zian, de son côté, dans l'attaque de la tranchée, avait vu tomber quarante de ses fidèles, et un de ses fils avait eu l'épaule fracassée.

Pour nous, à cette époque du siége, nous avions affaire à un ennemi plus redoutable que les Arabes. Le choléra sévissait avec rigueur dans nos rangs, et nous enlevait trente à quarante hommes par jour. Une agglomération de tant de monde dans un si petit espace, tel que celui des tranchées et du camp, ne pouvait manquer d'aggraver cette cruelle épidémie. Les détritus d'animaux abattus, le voisinage de tant de cadavres mal enterrés dans les sables et souvent découverts par les bêtes féroces, exhalaient la plus funeste odeur. Les nuits pluvieuses que l'on passait dans les tranchées devenaient mortelles. A chaque instant on entendait les plaintes des malheureux soldats que venait frapper le fléau. Leurs cris, mêlés au bruit continuel des coups de feu et au mugissement sourd des palmiers toujours agités par les vents, jetaient dans tous les cœurs la plus profonde tristesse. Quelles nuits affreuses passées dans ces tranchées! Quels souvenirs pour les témoins de pareilles scènes! Du côté des Arabes, les souffrances n'étaient pas moindres, l'épidémie sévissait dans les murs de Zaatcha; mais ces fanatiques supportaient avec un égal courage et avec l'indifférence du fatalisme les maux de la guerre et les horreurs de la maladie. Jamais ils n'ont parlé de se rendre; la veille même de l'assaut, où tout était perdu pour eux, ils refusaient les conditions du général, et préféraient se faire tuer jusqu'au dernier.

Dans les journées du 18 et celles qui suivirent, on attaqua les murs de la place avec des fougasses. Les travaux de la sape, dirigés par le capitaine Schœnnagel, étaient poussés très activement. Les pièces de 12 furent mises en batterie; leur feu fit le plus grand mal à l'ennemi, et détruisit les faîtes des maisons les plus élevés qui dominaient nos ouvrages. Les obusiers ne réussirent pas aussi bien; une grande partie des obus étaient avariés; leurs éclats venaient continuellement tomber dans l'intérieur des tranchées et blesser nos propres soldats. Une troisième brèche avait été pratiquée; elle devint brèche de droite; le fossé en face fut comblé. Dans les journées du 22 et du 23, les deux autres passages de fossé furent aussi améliorés; des fougasses, placées sur les brèches elles-mêmes, en rendirent l'accès facile. Nos progrès étaient évidens; nos différens travaux d'attaque pressaient la ville comme une tenaille de fer. L'immensité du péril exaspéra au plus haut degré les défenseurs de Zaatcha; encouragés par de nombreux secours, ils crurent devoir tenter un dernier et héroïque effort : tentative insensée! Au point où nous étions arrivés, rien ne pouvait nous faire reculer.

Avec cette sagacité naturelle aux peuples voisins de l'état sauvage, ils avaient remarqué le désordre inévitable de nos tranchées à l'heure où l'on relève les gardes. Ils choisirent ce moment dans la journée du 24 pour commencer la plus sérieuse attaque dont nous eussions encore subi le choc. Rien ne pouvait nous faire soupçonner leurs projets. Leurs feux, ralentis avec adresse, répondaient à peine aux nôtres. Ce silence imposé dans leur ville, nous pouvions le prendre pour l'effet du découragement. La 7ᵉ compagnie du 5ᵉ bataillon de chasseurs occupait alors la sape de droite; un petit mur en terre à moitié ruiné en fermait l'extrémité du côté de l'ennemi, une dizaine de chasseurs gardaient cette position. Ces hommes s'apprêtaient à céder leur place à leurs camarades du 8ᵉ bataillon. A la faveur d'un moment de distraction, les Arabes se glissèrent au pied du mur, et, à un signal convenu, réunissant leurs efforts, ils le renversèrent et se précipitèrent dans l'intérieur de la sape par cette espèce de brèche. Les quatre premiers chasseurs qui tombèrent sous leurs mains furent égorgés et décapités. La sape de droite fut bientôt entièrement envahie; les chasseurs surpris cédèrent un instant; un combat corps à corps s'engagea dans cet étroit espace où le nombre des défenseurs nuisait encore à la défense. Des canonniers de la batterie d'obusiers autour de laquelle se passait la lutte se firent tuer en défendant leur pièce. Les Arabes ne purent l'enlever; mais ils s'emparèrent d'une grande quantité de carabines, d'effets de campement, de havresacs et d'outils du génie : ce fut le seul profit de leur attaque. Le lieutenant Née Devaux, à peine remis d'une blessure grave, reçue à l'affaire du 7 octobre, fit charger les

Arabes à la baïonnette par un petit nombre de chasseurs qu'il parvint à rallier. L'ordre dans le combat se rétablit à son commandement.

Dans le même temps, une sortie des plus vives avait lieu contre tout le côté droit de notre ligne d'attaque. Les femmes, plus féroces que les hommes, conduisaient elles-mêmes au feu tout ce qu'il y avait de plus fanatique et de plus résolu dans Zaatcha; mais les chasseurs avaient eu le temps de courir à leurs retranchemens, encouragés par l'arrivée de leur chef de bataillon, le commandant Levassor Sorval, et de son adjudant-major, M. Duplessis, tous deux prompts à se porter partout où est le danger; ils reçurent les Arabes avec cet aplomb qui déconcerte l'attaque la plus audacieuse. Arrivés alors au milieu de la mêlée, le général Herbillon et le colonel Canrobert donnèrent aussitôt les ordres nécessaires pour faire tourner les Arabes. Trois compagnies de zouaves, sous le commandement du capitaine Larrouy, et les tirailleurs indigènes conduits par M. Bourbaki, furent appelés du camp; mais, pendant leur manœuvre, le combat se continuait toujours avec fureur à la sape de droite, et nous ne parvînmes à en chasser les Zaatchiens qu'en essuyant des pertes cruelles. Dans les deux compagnies de chasseurs qui avaient été seules engagées, plusieurs officiers et soldats furent frappés; le lieutenant d'artillerie Guérin, qui commandait la batterie de la sape de droite, fut blessé mortellement ainsi que son maréchal des logis; le brave et regrettable capitaine Delmas fut traversé d'une balle au cœur. Le capitaine Hurvoy, du 8e de chasseurs, fut atteint au-dessus de l'œil, et l'adjudant de son bataillon, tué à ses côtés.

L'arrivée de la colonne tournante sur les derrières de l'ennemi débloqua la tranchée : le plus grand nombre des Arabes n'eut que le temps de rentrer dans la ville, le reste se sauva du côté de Lichana; mais, lorsque le commandant Bourbaki reçut l'ordre de se replier vers le camp, les assiégés, que l'on devait croire découragés, sortirent en foule, et un combat très sérieux s'engagea de nouveau dans les jardins. Il fallut faire avancer d'autres troupes. Le général Herbillon lui-même était là et présidait à tout, secondé par son chef d'état-major. La lassitude de l'ennemi mit seule fin à cette sanglante journée. Dans la soirée, le génie avait tout remis en ordre dans la sape de droite : le lendemain, il ne restait aucune trace matérielle de cette attaque, effort suprême de la défense; mais le douloureux souvenir de nos dernières pertes était partout présent.

L'assaut, décidé pour le 25, dut être ajourné de vingt-quatre heures. Il avait fallu une journée d'intervalle pour le repos des troupes et pour les dernières dispositions. Les chefs de corps, prévenus secrètement les premiers, réunirent chacun leurs officiers pour communiquer les ordres du général Herbillon. Les trois brèches, parfaitement praticables, devaient être abordées par trois colonnes. Pour les former, on

avait choisi parmi les bataillons les plus renommés de l'armée de siége. Chacun d'eux ne fournissait que trois cents hommes, les plus braves, les plus résolus. Cette réunion de soldats d'élite, éprouvés par tant de combats, devait présenter l'ensemble le plus vigoureux et le plus redoutable. Les chefs qui les commandaient étaient dignes de telles troupes : c'étaient le colonel Canrobert, dont la conduite dans cet assaut a excité l'admiration de toute l'armée; le colonel de Barral, qui devait avoir plus tard une fin si héroïque, et le colonel de Lourmel, un de nos premiers officiers d'Afrique.

La première colonne (de Canrobert), qui devait franchir la brèche de droite, la plus défendue, était composée, dans l'ordre de combat, des 1er et 2e bataillons de zouaves, du 5e bataillon de chasseurs, et de cent hommes d'élite du 16e de ligne.

La seconde (de Barral) devait attaquer cette brèche si funeste naguère au 43e, et qui, entièrement perfectionnée, ne devait plus présenter les mêmes difficultés. Elle était composée du 8e bataillon de chasseurs, rendu à jamais illustre par la sanglante et tragique affaire de Sidi-Brahim, d'un bataillon du 38e, et de cent zouaves.

La troisième (de Lourmel), composée de deux bataillons du 8e de ligne et d'un bataillon du 43e, devait aborder la brèche de gauche. Une section d'artillerie de montagne et un détachement du génie étaient joints à chaque colonne, qui avait en outre un certain nombre de guides arabes engagés par l'appât de l'or à braver ces terribles dangers. Enfin des outils, des sacs à terre, des caisses, des cordes, des sacs à poudre étaient disposés près du pied de chaque brèche pour assurer le succès de l'opération.

M. le commandant Bourbaki avait aussi un rôle important, qui consistait à investir la partie de la ville en dehors de notre point d'attaque pour intercepter les communications de l'ennemi et faciliter, par une diversion, l'entrée des assaillans dans la place. Il réunissait sous son commandement les tirailleurs indigènes, un bataillon du 51e de ligne, et deux cents chasseurs à pied. — Le colonel Dumontet du 43e de ligne avait la garde des tranchées et des ambulances volantes placées près des brèches. — Le colonel Jollivet du 16e de ligne avait celle du camp. Devant un ennemi aussi nombreux et entreprenant, aucune précaution ne devait être négligée. — Enfin la cavalerie, aux ordres du colonel de Mirbeck, était disposée par escadrons à droite et à gauche du camp dans la plaine faisant face à l'oasis.

Les troupes d'infanterie étaient réunies dès la veille dans les tranchées pour être plus à portée de commencer l'assaut de grand matin: elles passèrent ainsi toute la soirée dans l'attente de cette action qui devait faire bien des vides dans nos rangs, mais couronner au moins par un triomphe éclatant un si long et si terrible siége. Les défenseurs de

Zaatcha seuls ne semblaient pas se douter du sort qui leur était réservé; ils repoussèrent avec dédain les propositions que le général Herbillon crut devoir leur faire au dernier moment, suivant les lois de la guerre. Bou-Zian leur avait dit tant de fois que les Français ne pourraient jamais les prendre, qu'ils avaient fini par le croire. Ce guerrier, implacable dans sa haine contre nous, dirigea toutes les opérations de résistance et remplit jusqu'au bout tous les devoirs de ses fonctions à la fois religieuses et guerrières. La veille encore de l'assaut, il appelait, suivant la coutume des musulmans, ses fidèles à la mosquée. Dans l'intérieur des tranchées, à la faveur du calme de la nuit qui précéda le jour de l'assaut, on entendit la voix de ces fanatiques qui prenaient devant Dieu l'engagement de se faire tuer jusqu'au dernier : serment qu'ils n'ont que trop bien tenu ! En sortant de la mosquée, ils se répandirent, comme ils avaient l'habitude de le faire chaque soir, vers les murailles de leur ville pour nous prodiguer, avec des coups de fusil, accompagnement obligé de toutes leurs démonstrations, les injures les plus grossières et les plus méprisantes. Le reste de la nuit se passa dans ce calme sinistre, précurseur des catastrophes. Quelques coups de canon, partant de nos batteries à longs intervalles, venaient seulement interrompre le silence profond qui régnait dans nos tranchées.

A l'aube du jour, nos hommes se levèrent à petit bruit et se formèrent silencieusement à leurs rangs de marche. Le colonel Canrobert, qui devait monter à l'assaut le premier, se fit désigner les plus braves dans sa colonne pour avoir l'honneur de l'accompagner. Il se forma ainsi une petite escorte de seize hommes, avec laquelle il devait se présenter à découvert aux premiers coups; il avait en outre auprès de lui quatre officiers pour porter ses ordres. Toutes les dispositions de combat étaient prises, tout le monde était à son poste, il ne restait plus qu'à s'élancer au signal donné; mais le colonel des zouaves voulut auparavant réunir tous ses officiers, pour expliquer à chacun la nature et l'importance de ses devoirs et l'obligation du succès. Il sut trouver en terminant de ces paroles que le patriotisme inspire et qui excitent la résolution dans tous les cœurs. Chaque commandant de compagnie vint redire à ses hommes les paroles du chef; tout le monde était donc prévenu, chacun savait ses devoirs, il n'y avait plus qu'à marcher.

Aussitôt que le mouvement du commandant Bourbaki, qui devait tourner la place, fut fortement prononcé, on donna le signal de l'assaut. Il était environ sept heures du matin; les clairons des zouaves et des chasseurs, mêlés au bruit des tambours, sonnèrent le pas de charge. Le colonel Canrobert fit sortir de la sape vingt-cinq chasseurs, sous la conduite d'un brave officier, M. Liotet, pour s'emparer d'une maison à gauche de la brèche et faciliter le passage, puis il s'élança lui-même à la tête de ses zouaves. L'élan qu'il leur imprima était tel qu'en peu d'in-

stans la brèche fut franchie et que sa colonne arriva au milieu de la ville. Les feux des maisons tirés à bout portant, les obstacles les plus redoutables et depuis long-temps préparés ne purent l'arrêter. Le colonel, qui dirigeait sa troupe dans ce dédale de ruelles, vit tomber tous ceux dont il était entouré; sur les seize zouaves ou chasseurs qui ne devaient pas le quitter, douze furent tués ou blessés; de ses quatre officiers d'ordonnance, deux moururent à ses côtés, les deux autres furent frappés. On doit à leur honneur d'enregistrer ici leur nom : Toussaint, capitaine de spahis, et le jeune sous-lieutenant Rosetti, du même corps, tués; De Char, lieutenant de zouaves, et Besson, capitaine d'état-major, blessés.

M. le chef de bataillon de Lorencez, digne fils du général de l'empire et petit-fils du maréchal Oudinot, commandait le 1er bataillon de zouaves; il marchait après le colonel Canrobert. Dès les premiers instans de l'assaut, il reçut une balle dans le flanc, au moment où il donnait à ses soldats le plus noble exemple. De son côté, le colonel de Lourmel entraînait ses soldats, et, malgré une blessure reçue à brûle-pourpoint, il continua à diriger l'attaque de gauche. Le colonel de Barral, après un moment d'arrêt causé par un éboulement, donnait la main aux deux autres colonnes. Ces trois forces enlaçaient alors les trois quarts de la ville, dont pas un défenseur ne pouvait s'échapper; mais, si le plus grand effort était déjà fait, il restait à entamer l'assaut de chaque maison, remplie d'Arabes décidés à vendre chèrement leur vie. Chaque groupe de soldats s'attaque à celle qu'il a devant lui, car, une fois la direction donnée, dans ces momens si critiques, ils ne prennent conseil que d'eux-mêmes et font toujours pour le mieux. D'abord ils cherchent à monter sur les terrasses des maisons pour descendre après dans l'intérieur, mais ils sont fusillés par les créneaux, dont tous les murs sont criblés; à peine parviennent-ils sur ces terrasses, que mille feux partent du premier étage, soit par des trous pratiqués exprès dans les planchers, soit par l'ouverture intérieure de la maison. Les premiers qui se hasardent à descendre sont tués à coup sûr; mais d'autres finissent par arriver et tombent sur les défenseurs à coups de baïonnette; ils font un carnage affreux sans chercher à choisir parmi tant de victimes. Il fallait ensuite déloger ceux qui s'étaient réfugiés dans les caves, où l'on se mêlait les uns aux autres dans l'obscurité sans pouvoir distinguer ses véritables ennemis; le plus souvent, on laissait au fond de ces souterrains les malheureux Arabes, qu'il eût été trop périlleux d'y aller chercher, on se bornait à les observer, les réservant ainsi pour les derniers coups.

La position de Bou-Zian n'était plus tenable; il avait choisi sa propre maison, située presque au centre de la ville, pour mieux diriger la défense, et il était alors entièrement enveloppé. Il parvint cepen-

dant à se retirer avec sa famille et une partie de ses fidèles vers la porte de Zaatcha, dite porte de Farfar, le seul point qui ne fût pas encore attaqué, et là il se renferma dans la maison de Ali-ben-Azoug, notre ancien cheik. Il était réservé au commandant de Lavarande, chef du 2e bataillon de zouaves, qui a joué un rôle si brillant dans cette action, de s'en rendre maître. Après être monté par la brèche, au lieu de suivre la tête de sa colonne, il avait pris à droite et s'était dirigé le long des remparts, du côté de la porte de sortie. Dans une des maisons dont il avait dû s'emparer sur son passage, deux Arabes parlant français avaient été faits prisonniers. M. de Lavarande, qui cherchait avant tout la demeure de Bou-Zian, leur promet la vie sauve, s'ils veulent lui servir de guide pour arriver à la retraite de leur chef. Le premier refuse noblement en disant qu'il aimait mieux mourir; il est aussitôt massacré par les zouaves; le second y consent, et indique la maison où Bou-Zian avait dû se retirer. M. de Lavarande y dirige sa troupe, qui est reçue par une fusillade terrible. La demeure était défendue par de nombreux et d'intrépides fanatiques. Les zouaves commencèrent d'abord l'attaque en cherchant à escalader la terrasse et en s'aidant des maisons voisines; ils ne purent réussir. On essaya de braquer une pièce de montagne contre la muraille; les canonniers étaient tués pendant la manœuvre; les coups ne produisaient d'ailleurs aucun effet. On eut recours alors à la mine. Un sac à poudre fortement chargé est apporté par les soldats du génie; mais, pour y mettre le feu, la mort était certaine. Les premiers qui se présentent pour allumer la mèche sont tués. Enfin un sous-officier du génie, aussi intrépide et plus heureux que les autres, réussit, la mine éclate, fait sauter avec fracas une portion du mur, et laisse à découvert devant les coups de l'assiégeant environ cent cinquante hommes et femmes! Les zouaves n'hésitent pas. Enivrés par le feu du combat, ils tirent sur ces malheureux entassés comme sur un troupeau effaré, puis se précipitent avec la baïonnette pour en finir.

Il y eut ensuite un moment d'attente. Un Arabe d'un extérieur et d'une attitude qui révélaient le chef apparut, sortant d'un des coins obscurs de la maison. Il était blessé à la jambe et s'appuyait sur un des siens. Sa main tenait un fusil, qu'il présentait à ses ennemis. Voilà Bou-Zian, s'écria le guide. Aussitôt le commandant se jeta sur lui et empêcha ses soldats de faire feu. « Je suis Bou-Zian, » telle fut la seule parole du prisonnier, puis il s'assit à la manière arabe et se mit à prier. M. de Lavarande lui demanda où était sa famille. Sur sa réponse, il envoya l'ordre de la sauver; mais il était trop tard: déjà sa mère, sa femme et sa fille avaient été mises à mort, victimes de la fureur des zouaves, qui s'étaient introduits dans toutes les pièces et en avaient passé les habitans au fil de l'épée. La fille de Bou-Zian, que sa beauté aurait dû faire épargner, ne put donc être sauvée, pas plus que les autres femmes

qui, mêlées aux défenseurs, devaient subir, comme eux, le sort des armes. C'est la nécessité, cette loi inexorable de la guerre, qui justifie de telles fureurs, et toute ville qui est prise d'assaut, après avoir refusé de se rendre, y est condamnée. M. de Lavarande avait envoyé prévenir le général Herbillon que Bou-Zian était entre ses mains. « Faites-le tuer, » telle fut la réponse. Un second message rapporte le même ordre. Le commandant fit appeler quatre zouaves et leur ordonna à un signal donné de viser au cœur. Se tournant ensuite vers Bou-Zian, il lui demanda ce qu'il désirait et ce qu'il avait à dire. « Vous avez été les plus forts, Dieu seul est grand, que sa volonté soit faite! » Ce fut la réponse du chef arabe. M. de Lavarande, le prenant alors par la main, le força à se lever, et, après l'avoir appuyé le long d'un mur, se retira vivement. Les quatre zouaves firent feu. Bou-Zian tomba raide mort. On voulait lui faire couper la tête par le guide qui l'avait trahi; mais celui-ci refusa et présenta aussitôt la sienne. Ce fut un zouave qui s'en chargea : il apporta ensuite le sanglant trophée au colonel Canrobert et le lui jeta entre les pieds. La tête du plus jeune fils de Bou-Zian fut également rapportée au colonel et alla rejoindre celle de son père. On décapita aussi le cadavre de Si-Moussa, qui avait été découvert au milieu des morts.

Cependant, sur les autres points de la ville, la guerre des étages supérieurs et des souterrains se continuait; car il y eut deux champs de bataille dans cet assaut : l'un au-dessus du sol, l'autre au-dessous, ce dernier plus affreux que l'autre. Là où il était impossible à nos soldats de pénétrer, et où le combat dans l'ombre avec des ennemis entassés et invisibles n'aurait été qu'une sanglante mêlée inutilement périlleuse, on s'aidait de sacs à poudre; leur explosion renversait les murs sur les défenseurs enfouis, et ceux qui n'étaient pas écrasés par leur chute périssaient étouffés dans les caves où ils avaient cherché leur dernier refuge. Le soldat, avide de vengeance, fouillait tous les coins des maisons, pénétrait par toutes les issues, ne laissait échapper aucune victime. Les Arabes avaient été enfermés dans un cercle de feu, et du côté de nos travaux d'attaque si bien gardés, et du côté de la campagne, que le général Herbillon avait fait cerner; pas un ne put échapper à l'extermination!

Nous avons dit que le commandant Bourbaki avait été chargé de couper les communications de Zaatcha avec l'intérieur. Toute la matinée il eut à soutenir une lutte des plus opiniâtres contre sept ou huit cents auxiliaires, qui, accourus au secours des assiégés, témoins de leur dernière résistance, excités par leurs cris, et séparés d'eux seulement par l'épaisseur des rangs de nos soldats, firent jusqu'à onze heures les efforts les plus désespérés pour s'y frayer un passage et ouvrir une porte de salut à leurs frères; mais le bataillon des indigènes

gardait la porte, et elle resta fermée sur les derniers défenseurs de la ville. Vers le milieu du jour, tout était fini. Il ne restait que les vainqueurs et des ruines! Le reste de la soirée et le lendemain furent employés à raser la place. A la tombée de la nuit, on fit sauter les deux mosquées, celle de la zaouia et celle de Zaatcha. Il fallait prouver aux Arabes que leur dieu, qu'ils invoquaient contre nous, ne pouvait désormais les protéger dans leur révolte.

Lorsque le minaret de la mosquée de Zaatcha sauta en l'air avec un fracas épouvantable, un long cri de joie s'éleva dans le camp : c'était le couronnement de ce siége si long, si pénible, qui nous avait coûté tant d'efforts et de sang. L'assaut surtout avait achevé de remplir nos ambulances. D'un corps expéditionnaire dont l'effectif avait varié de quatre à sept mille hommes, quinze cents environ avaient été tués ou blessés; près de quatre-vingts officiers frappés, dont trente mortellement. Le seul corps des zouaves, troupe incomparable et fidèle aux traditions de gloire que lui a léguées son premier chef, le général Lamoricière, comptait près de trois cents blessés. Les soins du moins ne leur manquèrent pas dans ce lointain désert, ni les consolations, et un pieux ecclésiastique vint de Constantine apporter les secours de la religion aux victimes du siége.

Les Arabes étaient consternés; ceux des oasis voisines accoururent se livrer sans condition au général Herbillon. Au surplus, jamais spectacle plus propre à terrifier les imaginations ne s'était offert à leurs yeux. La ville détruite de fond en comble, les mosquées renversées, les habitans massacrés, les têtes de Bou-Zian, de son jeune fils et de Si-Moussa plantées au milieu du camp, les tribus nomades dispersées et dépouillées, les frais de la guerre imposés aux vaincus, tout leur disait assez à quels maîtres auraient affaire désormais les révoltés. Le surlendemain de la prise de la ville, le général fit lever le camp. Déjà l'odeur de tant de cadavres rendait la situation de l'armée intolérable. Les acclamations répondirent à l'ordre du départ, et la colonne se mit en marche pour Biskara, où elle arriva, deux jours après, dans un état de délabrement complet. Les figures de nos soldats accusaient les souffrances et les privations. Les durs travaux de ce long siége avaient usé leurs effets, et c'est pour la plupart avec des vêtemens de peaux de chèvre ou de mouton qu'ils firent leur rentrée dans ce premier poste occupé par la France, où ils amenaient les troupeaux de la razzia des nomades, de nombreux otages, et les têtes des chefs de l'insurrection que les Arabes des Ziban durent voir long-temps encore exposées sur la place du marché de Biskara en signe de l'éclatante défaite des révoltés.

Cette leçon mémorable ne fut pas la dernière que nous dûmes leur infliger. L'insurrection s'était propagée au loin; il fallut encore la

châtier dans une partie du Tell, le Hodna, et dans le pays montagneux de l'Aurès. Le colonel Canrobert, chargé de cette mission, éprouva à Narah une résistance qui lui valut un nouveau titre de gloire, et qui l'obligea à brûler la ville insolente, après en avoir fait passer les habitans par les armes.

Quelques mois après, le choléra achevait l'œuvre de la guerre; mais ce fléau n'épargna pas plus les vainqueurs que les vaincus : il porta la désolation au sein des tribus, en décima une partie en même temps qu'il détruisit presque totalement notre garnison de Biskara.

Il faudra beaucoup de temps pour que tous ces désastres soient oubliés et réparés. Toutefois la pacification des Ziban est complète aujourd'hui. Leurs habitans, terrifiés par de si cruels exemples, se soumettent à la volonté de Dieu et au joug de la force. Ils peuvent d'ailleurs comparer, avec les maux qu'ils s'attirent par la guerre, les biens qu'ils trouvent dans la soumission. Notre domination assure aux Arabes des oasis une sécurité pour leurs personnes, une liberté pour leurs transactions, une prospérité pour leur industrie, qu'ils ne connaissaient pas dans le passé. Il faut les habituer à en comprendre, à en ressentir l'heureuse influence; car, de toutes les parties de l'Afrique où règnent nos armes, peut-être celle-ci est-elle la plus intéressante, celle qui peut le mieux répondre dans l'avenir aux sacrifices et aux espérances de la France. Et quand on se figure ce que peuvent rapporter ces forêts de palmiers où se cueillent les plus belles dattes, ces peuplades laborieuses, à la fois industrielles et agricoles, dont les produits sont dignes des marchés d'Europe, on comprend tout ce qu'il est permis d'attendre de nos relations futures avec un pays dont la civilisation commence, et qui est sans fin comme le désert.

CHARLES BOCHER.

DE

LA VIE LITTÉRAIRE

DEPUIS LA FIN DU XVIII[e] SIÈCLE.

I. *Sartor resartus*, by Thomas Carlyle; New-York, Wily et Putnam. — II. *Des Devoirs du savant et de l'homme de lettres*, par J.-G. Fichte, traduit par M. Nicolas; Paris, Ladrange, 1851. — III. *Douze Discours*, par M. Victor Hugo; Paris, 1851.

Il y a quelque vingt ans, lorsque s'agita la grande querelle des classiques et des romantiques, on discuta beaucoup pour savoir si l'imagination pouvait se passer du sens commun, et si le sens commun pouvait se passer de l'imagination. Les romantiques auraient volontiers pris parti pour l'extravagance contre la raison, les classiques pour le lieu-commun contre la poésie. Depuis cette époque, on a transporté la querelle sur un autre terrain; on s'est demandé sérieusement si le talent n'excusait pas l'inconduite et si l'immoralité n'était pas rachetée par l'intelligence. Tel est en France notre malheureux penchant : nous faisons tous nos efforts pour scinder et détruire l'unité de l'homme; nous séparons la vie spéculative de la vie réelle, nous séparons l'homme du poète ou de l'écrivain, le caractère de l'intelligence, et la plupart de nos déréglemens, de nos vices littéraires, n'ont pas d'autre cause que cette manie systématique d'isoler sans cesse ce qu'il faudrait réunir.

Quelles sont pourtant les conséquences de la vie littéraire telle qu'on la pratique depuis plus d'un demi-siècle? Ne voit-on pas clairement que cette vie exceptionnelle crée au milieu de notre société toute une population inhabile à concilier ses mœurs et ses intérêts avec les mœurs et les intérêts généraux du pays? Les devoirs de l'homme de lettres, tel que l'a fait Voltaire, ne sont-ils pas des devoirs spéciaux? Son rôle n'est-il pas un rôle spécial? Et nous nous étonnons de l'étrange contraste qui de plus en plus se produit entre la vie des lettres et la vie commune! A partir du jour où quelques novateurs ont donné la tâche de l'écrivain pour règle suprême, pour but unique à leur conduite, à leurs efforts dans ce monde, de ce jour-là l'homme de lettres a pu se croire au-dessus des autres hommes, tout simplement parce qu'il faisait route à part, et l'isolement l'a conduit au désordre par l'infatuation. Que faire pour sortir de cette voie funeste, sinon remonter hardiment à la cause du mal et porter la lumière de l'analyse sur toutes les étranges erreurs qui ont prévalu depuis que les devoirs littéraires ont cessé de se concilier avec les devoirs généraux? Si ces erreurs sont une fois pleinement reconnues, il restera en même temps bien démontré que le meilleur moyen de soustraire la vie littéraire aux conditions fatales qui l'oppriment et la dégradent, c'est de la ramener aux conditions et aux lois de la vie commune.

Voulez-vous une preuve récente du désaccord que nous signalons entre les devoirs littéraires et les devoirs généraux? Relisez douze discours que M. Victor Hugo a prononcés à l'assemblée nationale, et qui viennent d'être recueillis. Quel devoir s'impose, quel but s'assigne M. Hugo, lorsqu'il monte à la tribune? On peut répondre en toute assurance qu'il n'a aucun but, si ce n'est celui de parler, et qu'il ne remplit d'autre devoir que celui d'*homme de style* et d'*écrivain*. Il continue à la tribune l'œuvre de son cabinet, il est avant tout écrivain. Les fréquentes variations de M. Victor Hugo s'expliquent ainsi parfaitement : il se soucie peu de ses opinions, lorsqu'elles ne peuvent pas se prêter aux développemens, aux imaginations hardies; ses opinions ne sont que des thèmes d'éloquence et des sujets littéraires. Lorsqu'il en a épuisé une, il passe sans répugnance à une autre, quelle qu'elle soit, car il est toujours sûr de rencontrer, pour recouvrir la nudité de cette nouvelle opinion, les opulentes draperies de son style. Pourquoi l'excentricité effraierait-elle M. Victor Hugo, si elle peut lui fournir l'occasion de trouver quelques métaphores nouvelles? Voilà ce que fait M. Victor Hugo, presque innocemment et naïvement, tant il a depuis long-temps l'habitude de le faire.

Après de telles lectures, il y a un sentiment de tristesse, d'inquiétude, auquel on n'échappe pas, et cette classe d'hommes qui érige en une sorte de souveraineté, nous allions dire de *divinité*, le talent d'as-

sembler des images et de grouper des mots, cette classe de rhéteurs et d'artistes semble appeler, plus qu'aucune autre, l'intervention des règles éternelles qu'elle dédaigne et des salutaires entraves dont elle prétend s'affranchir. En relisant les discours de M. Hugo, nous nous sommes souvenu qu'un grand penseur avait écrit d'autres *discours*, qui étaient une réfutation indirecte de ces brillantes amplifications. D'éloquentes pages écrites par Fichte sur les *Devoirs du savant et de l'homme de lettres* nous sont revenues en mémoire. Eh bien! que cherchait à établir Fichte dans ses admirables *Discours*? Était-ce la prééminence de l'homme de lettres sur le citoyen, des devoirs littéraires sur les devoirs généraux, cette erreur contemporaine dont on retrouve les traces à toutes les pages du petit livre de M. Hugo? Non, c'était l'union de l'homme et de l'artiste, du citoyen et de l'écrivain, que Fichte glorifiait avec un noble enthousiasme, et le défenseur était vraiment digne ici de la cause qu'il avait embrassée.

M. Victor Hugo personnifie le désaccord monstrueux qui existe entre l'homme de lettres et la société moderne : Fichte a posé les conditions d'un pacte d'alliance entre la puissance intellectuelle et la morale générale; mais cette alliance est-elle possible? Pour qu'elle le soit, il faut que l'homme et l'écrivain ne soient pas deux êtres entièrement distincts, qu'entre ces deux natures il y ait quelques liens, quelques points d'affinité. C'est à mettre en relief ces rapports possibles qui existent entre l'écrivain et l'homme qu'un grand humoriste anglais, Thomas Carlyle, a consacré son roman du *Sartor resartus*. Raconter la vie de l'homme de lettres moderne, nous faire assister à ses douleurs, à ses efforts, nous dresser l'inventaire de ses doutes et nous le faire suivre à travers tous les chemins bons ou mauvais, rudes ou faciles, du pèlerinage de la vie, — tel est le but que s'est tracé Thomas Carlyle en écrivant *Sartor resartus*. Avec l'humoriste anglais, nous avons comme la solution du problème discuté par Fichte, et indirectement soulevé par les discours de M. Hugo.

Ce problème, nous voudrions l'agiter à notre tour après l'avoir résumé en trois questions : Quelle est l'origine de la profession d'homme de lettres? — Quels devoirs a-t-on fait découler de cette profession? quels devoirs impose-t-elle réellement? — Quelle situation enfin a créée aux lettres l'erreur où l'on est tombé relativement aux devoirs littéraires, et quel serait le moyen d'y mettre un terme?

Si quelques-uns de nos pères sortaient de leurs tombeaux, et s'ils nous demandaient quels sont aujourd'hui les chefs de la société, à coup sûr notre réponse les surprendrait fort. Combien de fois déjà l'Europe n'a-t-elle pas changé de guides? D'abord ce furent les rois et les prêtres, êtres mystérieux et presque invisibles, porteurs de signes

sacrés et revêtus d'un caractère divin, qui remplissaient tous les cœurs d'une crainte religieuse et d'un respectueux amour. Puis vinrent les barons féodaux, qui forcèrent les prêtres à partager le pouvoir avec eux, chefs et guides visibles, trop sensiblement visibles peut-être, vivant au milieu des populations, juges et magistrats d'accusés dont ils étaient les voisins et généraux d'armées dont ils étaient les possesseurs. Le XVIe siècle arriva, et tout changea de face. Au milieu des convulsions des états et du déchirement de l'église, des chefs étranges apparurent : c'étaient d'une part des hommes qui n'avaient aucun des signes matériels de la puissance; ils répondaient à tous ceux qui leur demandaient compte de leurs prétentions en leur montrant le spectacle de la corruption universelle, et ils s'appuyaient, pour prouver leur droit, sur la sincérité de leur fanatisme, sur l'ardeur de leurs croyances, sur la force de leur caractère : c'étaient les Luther, les Calvin, les Zwingle, les Knox; d'autre part, mais pour un temps plus court et avec une moindre influence, vinrent des chefs d'armées et de bandes, serviteurs militans des réformateurs, ou des hommes qui, s'attachant encore aux institutions en débris, tenaient la place des maîtres anciens éclipsés, disparus ou trop faibles. Enfin, de notre temps, trois classes d'hommes gouvernent et résument indirectement les populations : les chefs de l'industrie, les avocats ou gens de loi, les hommes de lettres. Quel chemin l'humanité a parcouru depuis les jours où vivaient le trouvère Rutebœuf, le légiste Enguerrand de Marigny et le banquier Jacques Cœur!

Ces trois classes d'hommes sont sorties du creuset du XVIIIe siècle et sont pour ainsi dire nées de l'analyse; les légistes sont sortis de l'analyse et de la dissolution des institutions politiques; les chefs de l'industrie, de l'analyse mathématique et scientifique; les hommes de lettres, de l'analyse et de la critique des anciennes croyances, des anciennes superstitions et des anciennes vertus. Aujourd'hui, ces trois classes d'hommes gouvernent sans contrôle, souvent en guerre, mais indissolublement unies entre elles par les liens d'une commune origine. Le caractère sacré du pouvoir temporel et le caractère divin du pouvoir spirituel et moral sont allés s'effaçant toujours davantage et se démocratisant de plus en plus. Ce n'est pas en effet dans la prépondérance des masses, dans le suffrage universel, ni même dans les institutions, que consiste, à proprement parler, la démocratie de notre temps, mais bien plutôt dans le choix et dans le caractère particulier de ses guides; c'est là un fait qui n'a jamais été assez remarqué. Le temps a donc de plus en plus dépouillé le pouvoir de ses attributs sacrés pour le rendre de plus en plus humain, afin (il faut l'espérer du moins) de faire comprendre à l'homme que ce n'est plus par des signes extérieurs et ma-

tériels, mais par des qualités morales, qu'il doit manifester les attributs sacrés de l'autorité, afin de faire rayonner dans les chefs des peuples les vertus autrefois latentes dans les symboles qu'ils adoraient.

L'homme de lettres est un être tout moderne, et dont les siècles antérieurs n'avaient aucune idée. Jamais à aucune époque on n'avait vu une classe d'hommes faire de la pensée sa profession. On avait vu des militaires, des magistrats, des évêques prendre la plume pour raconter leur vie, leurs campagnes, ou soutenir une controverse, mais non pas des hommes écrivant parce que cela est leur état d'écrire. Ce phénomène s'explique néanmoins lorsqu'on réfléchit à l'époque qui a vu naître et aux causes qui ont formé la classe des hommes de lettres. Lorsque l'ancienne société française fut près de sa fin, il se présenta un spectacle analogue à celui qu'avait offert déjà le XVIe siècle. A l'époque de la réformation, les anciens chefs des nations, les princes de l'église n'étaient plus que des chefs titulaires et n'étaient plus prêtres que de nom : ils portaient les titres du sacerdoce sans en avoir ni les caractères ni les vertus. Alors des hommes survinrent qui avaient en eux les caractères qui font les chefs des peuples sans en avoir les titres; ils s'emparèrent de la direction des consciences, et le grand schisme de l'église éclata. Il en fut de même au XVIIIe siècle : toutes les institutions tombaient en ruines, et ceux qui avaient pour mission de les garder ne les relevaient pas; la noblesse avait perdu sa tradition, le clergé ne parlait plus aux populations. Alors se forma une association d'hommes éminens et ardens qui prirent les places laissées vides, et qui, sans aucun titre, s'assurèrent l'opinion publique, ou plutôt la créèrent : ce furent ces hommes qu'au dernier siècle on appelait les philosophes et que nous appelons aujourd'hui les hommes de lettres. Dès qu'ils apparurent, ils furent unanimement reconnus comme les véritables rois de l'époque; marchant à leur suite, les abbés se firent philosophes, et les rois hommes de lettres. Tels furent les commencemens de cette classe d'hommes qui fit la révolution et qui n'a cessé depuis de régler, de conduire l'opinion publique, de pétrir pour ainsi dire chaque jour les molles consciences et les faibles caractères de notre temps. La seule différence qu'il y ait entre les réformateurs et les hommes de lettres du dernier siècle, c'est que les premiers avaient au plus haut degré le sentiment religieux, tandis que les seconds n'avaient tout au plus qu'un grand sentiment d'humanité. La différence vaut la peine d'être notée, car elle peut expliquer pourquoi l'œuvre des réformateurs, la religion protestante, a vécu et vit encore aujourd'hui, tandis que l'œuvre des philosophes, la révolution, vit d'une vie si tourmentée et si incertaine.

Deux hommes au XVIIIe siècle ont surtout contribué à la formation de cette classe, et lui ont donné un but à atteindre. Ces deux hommes,

qui ont été pour ainsi dire la raison d'être des hommes de lettres, sont Voltaire et Lessing. Je ne sais plus quel écrivain a prétendu qu'il y avait eu au XVIII[e] siècle une société secrète de philosophes formée en vue de démolir le gouvernement établi, société secrète dont Voltaire aurait été l'ame et le secret inspirateur. Il n'est point besoin de recourir à des inventions de ce genre, les faits patens et avérés parlent assez haut. Il y a deux époques bien tranchées dans la vie de Voltaire : dans la première moitié de sa carrière, il semble n'être occupé qu'à préparer l'autre; il cherche des instrumens, des soutiens, des auxiliaires; il travaille à se rendre indépendant, à se concilier les puissances, et cherche partout l'armée qui lui manque. Déjà plein de gloire, on le voit aider de sa protection, de son argent, de son influence, les jeunes talens à leur début, s'emparer d'eux et les attacher à sa personne par les liens de la reconnaissance, du dévouement, de l'admiration, voire de la vanité et du besoin. Une fois que cette armée est rassemblée, il la lance contre l'ennemi. L'*Encyclopédie* est pour ainsi dire la première manifestation qui témoigne de l'apparition de nouveaux chefs. A partir de l'année 1750, le siècle a reçu son impulsion définitive. De toutes parts, les pamphlets pullulent; les premiers journalistes apparaissent. Destructeurs cyniques d'un monde corrompu, des esprits ardens et fanatisés vont levant tous les voiles, répandant l'erreur presque avec naïveté et le mensonge avec sincérité. — Plus d'abus, s'écrient-ils sur tous les tons; plus de mensonges, — et ils vont détruisant les vieux symboles, déchirant tous les oripeaux usés pour nous montrer la nature dans sa plus obscène nudité. Voilà quelle fut la part de Voltaire dans la création de la classe des hommes de lettres; cette part est la plus grande.

De son côté, que fit Lessing? Un jour, il s'aperçut que l'Allemagne n'avait pas de littérature, et il résolut de lui en donner une. La difficulté était grande, car une littérature ne se crée pas *à priori*, car la poésie et les arts ne sont que la reproduction et l'expression naïves de la vie. Le poète, en effet, n'avait jamais été un homme de lettres; il avait toujours été un homme qui s'était simplement avisé d'exprimer les impressions que les accidens de la vie ou les phénomènes de la nature avaient éveillées en lui. Lessing n'avait qu'un moyen de créer une littérature, c'était de rechercher au fond de toutes les œuvres naïves les principes mêmes sur lesquels le poète s'était appuyé sans le savoir et par instinct, les élémens qu'il avait employés sans en connaître la valeur philosophique, en un mot d'analyser et de dépecer toutes les œuvres des temps passés, pour y découvrir les lois mêmes de l'art et de la poésie. Il fut ainsi le père d'une littérature qui s'appuya sur la critique et sur l'analyse, d'une littérature qui s'efforça de retourner à la naïveté par son contraire, la science, mais qui a toujours gardé, malgré les prodiges qu'elle a accomplis, l'empreinte de

son origine. Alors se formèrent les écoles, les systèmes; on créa en vertu de formules esthétiques, et, pour être poète, il fallut être savant. On voit comment une pareille littérature donna naissance en Allemagne aux hommes de lettres. Cette littérature exigeait, en effet, qu'il se créât une classe d'hommes dont l'unique profession fût de penser et de sentir, qui donnassent à leur vie une direction tout intellectuelle, et dont les sentimens et les pensées fussent, non pas les événemens de leur existence, mais l'occupation de chacune de leurs journées.

Voilà le double rôle qu'ont joué Voltaire et Lessing. Voltaire a créé toute une armée, et lui a marqué un but politique; Lessing a fait un appel à toutes les intelligences capables de sentir et de comprendre le beau; il leur a assigné une tâche littéraire. Auquel des deux est resté l'avantage? Incontestablement l'élévation, la sérénité, toutes les grandes qualités morales sont du côté de Lessing; mais l'influence, le triomphe définitif, sont restés à Voltaire. Il est même triste de voir combien peu l'œuvre de Lessing a duré, comme elle s'est vite transformée, et s'est en quelque sorte hâtée de se fondre dans l'œuvre de Voltaire. En Allemagne, dans la patrie même de Lessing, la littérature s'est vite fatiguée du beau et de l'art, et a aspiré à la prépondérance politique. Le théâtre s'est transformé en tribune, le roman en pamphlet, la littérature a visé à un but immédiat, terrestre; nous avons vu dans ces derniers temps ce qu'elle a accompli. En France, il y a quelque vingt ans, un groupe d'hommes ardens et passionnés, à ce qu'il semblait, pour l'art avaient tenté de faire ce que Lessing avait fait en Allemagne : leur amour de l'art paraissait même si exclusif, qu'ils avaient inscrit sur leur drapeau *l'art pour l'art*, et qu'ils rejetaient loin d'eux avec mépris toute autre devise; mais cet amour s'est vite éteint, et d'autres prétentions moins modestes ont remplacé les premiers élans. Le romantisme a suivi les mêmes routes que la littérature allemande. Ainsi l'œuvre de Lessing et l'œuvre de Voltaire se sont fondues, mais pour s'altérer et se gâter mutuellement; elles ont perdu leurs qualités dans ce mélange, et n'ont uni que leurs défauts. La pensée de Lessing a fait perdre de sa netteté à la pensée de Voltaire, et de ce mélange il est sorti la littérature contemporaine, cette chose fausse, hybride, et qui n'est d'aucun sexe. Voilà où nous en sommes aujourd'hui : l'esprit de Voltaire triomphe, et a conquis à lui-même ses plus grands ennemis.

Quel est le moyen de faire cesser ce triomphe? Il n'y en a pas d'autre, nous l'avons dit, que d'établir avec inflexibilité quels sont les devoirs que l'écrivain doit remplir. Voltaire n'a assigné aucun devoir aux hommes de lettres, il ne leur a assigné que des droits; il ne leur a donné aucun code de morale, il leur a montré un but à atteindre. Le célèbre paradoxe, *la fin justifie les moyens*, a été l'unique règle de conduite qu'il leur ait donnée. Tant que les écrivains montaient à l'assaut de la so-

ciété, tant que le carnage intellectuel et le pillage moral ont été, pour ainsi dire, les uniques lois du combat, cela pouvait se comprendre à la rigueur; mais, la ville une fois prise, d'autres lois, ce semble, auraient dû être établies : à l'ardeur du soldat aurait dû succéder l'humanité du conquérant. Cependant l'ivresse sans fin, l'orgie morale, le viol et le carnage ont continué au milieu du succès; nous avons eu toujours des bandes, toujours une armée; jamais nous n'avons vu s'établir un sénat de législateurs ni un synode de sages. Les écrivains sont restés après le combat ce qu'ils étaient auparavant, et si par momens ils ont semblé plus calmes, c'est qu'alors ils s'enivraient dans la joie de leur triomphe et dans l'assouvissement de leurs ardentes convoitises.

La vie littéraire, telle que l'ont inaugurée Lessing et Voltaire, est-elle ou non compatible avec les simples devoirs de l'homme? On ne s'est jamais bien nettement posé cette question. Pour déterminer les devoirs de l'homme de lettres, pour poser les premières assises de ce qu'on pourrait appeler la *morale littéraire*, il faudrait avoir pénétré les dangers, sondé les abîmes multipliés sur les pas de l'homme qui érige en profession la tâche du savant et de l'artiste, la recherche du beau et du vrai. Ces dangers n'existaient pas pour nos ancêtres. Bossuet n'était pas un homme de lettres, Pascal non plus, ni, en un mot, aucun des vieux génies d'autrefois. Bossuet était évêque; il était de plus une des lumières de l'église chrétienne, et il n'écrivait que pour remplir ses devoirs d'évêque, ou parce qu'aucun autre mieux que lui n'eût été capable de défendre l'église menacée. Les anciens écrivains ne prenaient donc la plume que pour remplir un devoir, ou, plus simplement, pour égayer leurs loisirs; mais l'homme de lettres, quel devoir a-t-il à remplir, et même quel droit a-t-il d'écrire? Il n'a pas de devoir défini, spécial, distinct; aussi semble-t-il, en apparence, ne porter le poids d'aucune responsabilité, et même un des traits qui caractérisent l'homme de lettres ignorant et présomptueux de notre époque, c'est qu'il s'imagine qu'il n'a de compte à rendre à personne. Cependant, puisqu'il ne prend pas la plume pour remplir un devoir particulier, puisqu'il ne parle pas au nom des intérêts d'une église, d'un gouvernement, d'une institution, il faut donc qu'il parle au nom de sa conscience et au nom du bien absolu : sa responsabilité s'accroît d'autant plus, car, s'il n'a aucun devoir particulier à remplir, c'est que naturellement il en a d'absolus et d'universels. Ceux qui déclinent avec tant d'aisance toute responsabilité n'ont pas bien réfléchi sur ces deux faits : puisqu'ils ne parlent qu'au nom de leur conscience, il est absolument nécessaire qu'ils en aient une, — et puisqu'ils ne parlent au nom d'aucun intérêt social, il faut qu'ils parlent au nom du bien absolu et de la vérité. — S'ils réfléchissaient sévèrement sur leur condition, ils s'apercevraient que, pour que le temps ait pu créer une

classe d'hommes indépendans de toutes les institutions, faisant peser leur opinion personnelle d'un poids si lourd dans la balance des événemens, c'est que sans doute une vague idée que tout talent devait nécessairement être moral, que toute intelligence devait être religieuse, que tout génie devait être naturellement sincère, s'est emparée de l'ame des peuples. On pourrait définir l'homme de lettres un homme qui, ayant rejeté loin de lui tout intérêt égoïste, se propose de dire la vérité à ses concitoyens, et qui fait sa profession de la recherche de la vérité, afin d'être moins intéressé à la fausser. Tout homme de lettres qui n'est pas convaincu, pénétré d'une idée absolue, ferait mieux d'abandonner une carrière dont il ne sera jamais capable de remplir les devoirs, ni d'affronter les dangers.

Si le péril et le danger n'existaient pas, le mot devoir n'aurait pas de sens. Je ne connais qu'un seul danger vraiment redoutable pour l'homme de lettres, mais c'est là un danger terrible : il est à craindre qu'il ne parvienne pas à mettre d'accord sa vie et sa profession. Fouillez dans la vie des hommes de lettres de ce temps-ci, prêtez l'oreille aux indiscrétions que le monde vous apporte sur leur compte, et vous trouverez toujours le désaccord entre la profession et la vie au fond de toutes ces histoires et de toutes ces anecdotes. C'est là le malheur réel de leur condition, ils sont ballottés entre leur vie et leur profession comme les naufragés antiques entre Charybde et Scylla. Il est facile de voir que ce malheur a son origine dans cette profession même et qu'il est presque inévitable. En effet, si la littérature est une carrière, il faudra y entrer jeune, et alors les dangers de cette profession sortiront de la nécessité même qui l'a créée et se succéderont avec la terrible logique de la vie que l'on ne peut nulle part trouver en faute, que l'on ne peut ruiner en raisonnant avec elle, car cette logique impitoyable développe ses conséquences avec la lenteur secrète de la végétation. On ne peut empêcher le germe de naître une fois semé; pour cela, il faut l'extirper; on ne peut empêcher la plante de croître, pour cela il faut la briser.

Entrer jeune dans la carrière littéraire ressemble presque à un acte instinctif, irrationnel de l'individu; c'est un acte de liberté auquel il a manqué la délibération; c'est un choix déterminé par des goûts plutôt que par la raison. Ce choix suppose que l'individu pensait fortement déjà avant d'avoir vécu, que l'intelligence était plus puissante en lui que toutes les autres facultés morales, et que, chez lui, la pensée a précédé le caractère. Il avait eu assez de force d'esprit pour méditer sur la vie avant de savoir ce qu'elle était; il avait eu une assez forte nature pour sympathiser avec tous les hommes qui ont accompli de nobles choses avant de s'être trouvé dans la même position que ces hommes; il avait eu assez de pitié pour pleurer sur les malheurs d'Hamlet et de Lear

avant d'avoir eu besoin lui-même de pitié, et il avait cru que cela lui suffirait. On n'a pas à craindre ce danger dans les autres professions, quelles qu'elles soient, et l'on peut s'y jeter sans hésiter : on peut être sûr que ce ne seront pas elles qui engendreront les grandes douleurs de la vie; elles n'exigent point la force habituelle et soutenue de la méditation, et peu importe que le caractère soit formé au moment où l'on embrasse telle ou telle profession, car cette profession exigera surtout de l'habileté pratique, elle sera une profession réelle s'exerçant jour par jour, heure par heure. Dans une telle profession, l'expérience trouvera toujours son compte, et le caractère s'accordera facilement avec elle, bien que souvent ni l'expérience ni le caractère n'aient présidé au choix de celui qui l'embrasse. Dans tous les autres états, la présence du caractère n'est pas nécessaire, l'absence de l'expérience ne se fait pas sentir; le caractère et l'expérience n'arriveront plus tard, pour ainsi dire, que pour approuver le choix de cette profession, et ils naîtront de cette profession même. Dès-lors le bonheur de l'homme dépendra de l'homme seul; j'ai vu souvent des hommes qui se plaignaient de leur profession et se déclaraient malheureux de n'avoir pu suivre leur vocation, mais ils n'étaient malheureux qu'en apparence. Le métier des autres hommes n'est point leur délassement, le travail pour eux n'est point le plaisir, mais dans la vie de l'homme de lettres le travail et le plaisir se confondent et se neutralisent mutuellement; la vie spirituelle y fait ses conditions à la vie matérielle.

Voyez le jeune homme qui est près d'entrer dans la carrière littéraire : il est heureux de vivre dans la compagnie des ames illustres; pour lui, leurs livres sont pleins de voluptés divines, et il ne s'aperçoit pas encore qu'ils contiennent les préceptes de la sagesse et la science de la vie. Il jouit de la pensée comme un enfant, il n'a pas encore appris à la respecter. Il vit dans ce monde réel tout pénétré d'influences sacrées, et il marche triomphant au milieu des hommes, qui, ne comprenant pas l'objet de son bonheur, lui croient des richesses, des amis puissans, et supposent, en le voyant pétillant de joie, vif et charmant, qu'il doit être aimé. En réalité pourtant, il est seul, pauvre et sans appui, en réalité il n'a ni protections puissantes ni richesses, et il ne sait pas même s'il peut compter sur ses amis, car il n'a pas eu encore besoin de les mettre à l'épreuve; il n'est encore uni avec eux que par les frêles liens des magnétiques affinités de la jeunesse, du plaisir et de l'intelligence, et non par les chaînes de la solidarité dans le devoir et dans le danger. Il entre donc ivre et radieux dans cette carrière où il ne voit que fleurs à moissonner et à jeter ensuite aux hommes, pour qu'ils lui forment des guirlandes et lui tressent des couronnes; mais ici la punition commence. D'abord la pensée l'avertit de l'immoralité de son amour pour les choses intellectuelles avant que la réalité vienne

l'avertir de son imprudence à se lancer, avec des ressources qui sont empruntées à un autre monde que le sien, dans une voie qui lui appartient à elle, réalité. O malheureux! s'écrie la conscience qui se réveille, ne vois-tu pas que la pensée n'est pas un plaisir? ne vois-tu pas que la science et la beauté n'étaient que les baumes que j'avais réservés pour verser sur les blessures que te fera la vie? Et tu as voulu, imprudent, te nourrir d'essences et de parfums! tu as voulu boire et manger dans les coupes sacrées de l'intelligence! Puis, les blessures ne se font pas attendre; l'expérience arrive avec ses dures leçons, langage nouveau qu'il faut apprendre, et qui fait couler les larmes du jeune homme comme les leçons et les punitions de l'école avaient fait couler autrefois les larmes de l'enfant. Enfin ce sont les détresses de tout genre: alors il fait appel à la pensée, mais la pensée ne répond pas, car la pensée ne s'inquiète pas de l'argent et du bien-être, mais de Dieu et de la vérité. D'ailleurs, vain serait cet appel, car il ne servirait qu'à troubler davantage la pensée. Bientôt les catastrophes, les désastres de la famille, les malheurs domestiques viennent lui apprendre les sévères lois du devoir, qu'il ignorait; il s'était arrangé une vie égoïste, il avait compté sur lui seul pour lui seul, mais la fortune lui révèle qu'il n'est point seul, et qu'il doit son ame à ceux qui sont du même sang que lui. L'amour lui-même, s'il l'a poussé au mariage, le riant et céleste amour deviendra une source de tourmens et de calamités. « Souffre, souffre, lui dit la Fortune avec une ironie qui d'abord lui semble féroce; souffre, afin que je sache un peu si toi, qui crois avoir un esprit d'ange, tu as aussi un cœur de lion. »

Voilà le danger, et il est à peu près inévitable; mais ce malheur est-il sans compensation, et n'y a-t-il pour ces blessures aucun remède? C'est ici que nous touchons au plus grave des devoirs qu'un écrivain ait à accomplir, car il est à craindre que, dans de telles occurrences, il ne blasphème, s'irrite contre les hommes, et se précipite dans les plus extrêmes résolutions. Pour échapper à cette apparente malédiction qui pèse sur lui, plusieurs moyens se présentent : le suicide d'abord, si fréquent, hélas! dans les fastes littéraires, la fin qu'ont adoptée Gilbert et Chatterton, et qui a trouvé jusque dans notre temps de nombreux imitateurs; en second lieu, la bassesse, la flatterie, la servilité, la ressource de se faire le panégyriste soldé de quelque homme puissant dans les partis politiques ou dans la société; enfin, l'homme de lettres peut se croire condamné sans retour, frappé par une malédiction irrévocable; alors il se lance hardiment dans le mal, revêt le déshonneur comme une cuirasse, marche contre ses prétendus ennemis qui n'ont jamais pensé à lui un seul instant, fait retentir l'air de sarcasmes, de cris de rage et d'implacables anathèmes. C'est là le cas le plus fréquent dans notre siècle; le suicide, la servilité, étaient plus

excusables peut-être. Ici les lois sociales sont atteintes, et l'ordre du monde lui-même est troublé.

Mais supposons que tout cela n'existe pas, et voyons plutôt ce qui devrait être; car, en considérant seulement ce qui devrait être, nous connaîtrons mieux les devoirs qu'un homme de lettres doit remplir. Voyons quels sentimens cette crise terrible peut développer dans un honnête cœur. D'abord tout semblera irrémédiable, et le jeune homme s'écriera, la mort dans l'ame, qu'il est abandonné de la terre et des hommes; mais, s'il est vraiment noble, s'il est vraiment digne de tenir une plume au service du bien et de la vérité, il ne tardera pas à entendre une voix sévère et douce qui lui répondra : Abandonné de la terre et des hommes! tu n'es pas abandonné de Dieu; abandonné des hommes! comment pourrais-tu l'être? ils ne t'ont jamais connu, comment auraient-ils pu t'oublier? Tu n'es jamais allé vers eux, frappe donc à leur porte, dis-leur ton nom, et sois sûr qu'ils le retiendront, pourvu que tu viennes à eux, non comme un vil saltimbanque ou comme un facétieux conteur fait pour les amuser un instant, mais comme un homme véridique et sincère, et que tu ne leur fasses entendre que des paroles capables de remplir leur esprit pendant toute leur vie, des paroles dont ils puissent se servir également dans la joie, dans la douleur, dans leurs affaires privées, dans l'accomplissement de leurs devoirs civiques.

Aussitôt que cette révélation intérieure s'est accomplie, toutes les blessures sont cicatrisées. Dès-lors le jeune homme a accepté sa vie, il l'a raisonnée, et, au lieu d'y voir un gouffre comme tout à l'heure, il y voit un sol ferme sur lequel il peut marcher avec confiance pour s'avancer vers ses destinées ultérieures. La terre lui appartient, car il a pris confiance en lui-même. Il sait que le ciel n'est point d'airain pour lui, et que ses profondeurs bleues et dorées cachent une divine intelligence qui, selon la parole du sage, préfère entre tous le spectacle d'une ame juste et véridique aux prises avec l'adversité. Les sentimens de piété et de religion se développent ainsi dans son cœur. Que le monde ou le sort lui posent maintenant tant qu'ils le voudront la couronne d'épines sur la tête, il pourra la porter gaiement, car il sait que ces épines s'ouvriront un jour et s'épanouiront pour orner son front; puis, par l'effet de la toute-puissante habitude, par l'effet aussi de cette confiance toute nouvelle, il arrive à ne rien regretter du passé; il arrive à se dire qu'il ne s'est pas trompé, et il répond à la Fortune, qui l'avait jadis si rudement interpellé : Suis-je coupable d'avoir obéi à ma nature et d'avoir suivi ses penchans aussi innocemment qu'une onde roule ses flots? Suis-je coupable parce qu'il s'est rencontré des rochers autour desquels ces ondes se sont brisées en grondant? Suis-je coupable parce que des vents venus je ne sais d'où ont soufflé sur les

flots et les ont soulevés? — Non, non, que la nature porte la faute de mes inexpériences! Quant aux fautes qui relèvent directement de mon caractère et qui violent les lois morales, la bassesse, la flatterie, la haine, la calomnie, voilà les fautes qui seules pourraient engager ma responsabilité, et celles-là, je ne les ai pas commises. La douleur n'a pas eu besoin de me purifier, la souffrance n'est pas venue m'éprouver pour me faire expier des fautes dont je n'ai point à répondre, mais pour me démontrer ma parenté avec ces foules innombrables d'êtres qui m'environnent, pour extirper en moi les germes de la vanité et de l'orgueil qui n'auraient pas tardé à se développer. Non, ce n'est pas le sort que je dois accuser, c'est la Providence que je dois bénir. — Tels sont les baumes que la divine Providence et la tendre nature tiennent en réserve pour guérir les blessures que le jeune homme reconnaît maintenant lui avoir été faites par une main amie.

Est-ce là une histoire idéale? Non, elle est au contraire très réelle, pourvu toutefois que l'individu soit un être honnête; car, encore une fois, nous ne nous servons des vices et des infractions aux lois morales que comme de moyens pour découvrir les véritables devoirs de l'homme de lettres et les lois morales auxquelles il doit obéir. Si l'homme de lettres est pauvre et s'il a le cœur noble, il expérimentera cette histoire dans ses plus petits détails. Les joies et les remords de la pensée, les colères exhalées solitairement, les dépits silencieusement contenus, la lassitude, la résignation, puis la résolution soudaine et l'indifférence à l'endroit de sa condition succédant à cette résignation, il traversera successivement toutes ces étapes. S'il est riche au contraire, il n'expérimentera cette histoire qu'en partie, il n'en connaîtra que deux choses, ces premières joies irrespectueuses de la pensée et la compréhension plus tardive de cette vérité, que les choses de l'intelligence ne sont pas affaires de commerce ni de jouissances spirituelles. Cependant, même lorsqu'il aura élevé sa pensée vers des sphères supérieures, même lorsqu'il aura acquis la certitude qu'elle doit être plutôt saintement respectée que follement aimée, même lorsqu'il lui aura assigné un but utile et grand, certaines qualités lui manqueront. Il aura toutes sortes de grandes qualités, l'austérité, la force, l'élévation, la correction sévère de la forme; mais il est à craindre qu'une plus grande qualité que toutes celles-là n'entre jamais en lui : je veux dire la sympathie.

Voulez-vous des noms pour vérifier la vérité de cette assertion? Alors placez le nom de Goethe, par exemple, en regard des noms de Jean-Paul et de Fichte. Qu'est-ce qui a manqué à Goethe pour être tout-à-fait un homme complet? Il a en partage la science, la pénétration, il a de plus l'étendue de l'intelligence, l'élévation de l'esprit, la fermeté du caractère, la rectitude du jugement, la patience dans le travail, la persévé-

rance dans son œuvre; il croit en lui; il n'a rien de vulgaire, rien de trivial ni de mesquin; la dignité personnelle l'environne, et pourtant nous lisons ses écrits plutôt avec notre intelligence qu'avec notre cœur, notre sang et nos fibres. Il lui manquait la sympathie. Voyez Jean-Paul au contraire; il est incorrect, bizarre, décousu; tout est en lambeaux dans ses écrits : l'ordre, la logique, l'esprit de suite, l'art de la composition, la précision de la pensée, toutes ces qualités lui font défaut, et malgré cela il nous entraîne, nous charme et nous captive; c'est qu'il avait une sympathie profonde. Ses écrits nous font marcher comme dans une nébuleuse et céleste voie lactée où nous ne voyons rien bien distinctement, mais où nous nous sentons rafraîchis et purifiés, baignés dans une atmosphère d'amour, et où nous entendons de tous côtés les accens de la tendresse et les sons des hymnes pieux. Jean-Paul et Goethe sont, qu'on me passe l'expression, deux *hommes de lettres* dans le sens le plus élevé et pour ainsi dire le plus idéal du mot, c'est-à-dire des hommes faisant leur occupation habituelle des choses de la pensée, et n'ayant donné à leur vie d'autre direction qu'une direction toute morale. Maintenant, voulez-vous prendre des exemples parmi les anciens écrivains, parmi les hommes qui étaient écrivains accidentellement, après avoir traversé toute sorte d'autres professions plus matérielles? Alors mettez les écrits de Montaigne en regard de ceux de Cervantes. Certes, on ne peut pas dire que Montaigne n'a pas de sympathie : il en a peut-être plus que Goethe; mais combien cette sympathie est étroite, combien elle ressemble à de l'égoïsme, si nous la comparons à celle du doux et héroïque Cervantes! Cervantes et Jean-Paul avaient été pauvres et souffrans; Montaigne et Goethe avaient été riches et heureux. Aucune fatalité ne les avait torturés, aussi nulle providence ne les a bénis. Heureux donc l'écrivain éprouvé par le sort, car ses douleurs, réveillant en lui la sympathie, lui assurent par cela même la domination sur les ames; le monde appartient à la sympathie bien plus qu'à l'intelligence.

Ainsi donc, nous avons vu comment il était possible à l'homme de lettres de mettre d'accord son expérience avec la profession qu'il a choisie instinctivement, de réconcilier son caractère avec sa vocation prématurée; mais il a un moyen plus élevé de racheter sa première erreur. Lorsqu'il arrive à sentir que ces ardeurs intellectuelles, comparables aux ardeurs d'un jeune sang, qui l'avaient jeté dans la carrière littéraire commencent à s'amortir, lorsque la vie l'a purifié par ses épreuves et que la raison n'est plus encombrée par les fleurs trop épaisses de la jeunesse et du bonheur, qu'il s'interroge et qu'il se propose un grand but; qu'il fasse servir maintenant son caractère à sa profession, comme il a jadis fait servir sa profession à la satisfaction de ses goûts; qu'il emploie son expérience à découvrir la vérité comme

cette expérience lui a servi à découvrir la vie réelle : alors il ne sera plus seulement un homme de lettres, mais un acteur véritable sur la scène du monde; ses écrits seront des actions, ses paroles seront des faits. C'est ainsi qu'il deviendra un *guide des nations;* mais il ne peut être homme de lettres dans ce sens élevé qu'en devenant d'abord un *homme,* c'est-à-dire en dépouillant cet égoïsme charmant, cet amour presque sensuel pour la vérité et la beauté qui l'avaient entraîné au début de sa carrière. Ce n'est qu'à cette condition qu'il effacera l'origine de sa profession et qu'il pourra mettre d'accord ses anciens goûts avec sa vie. Qu'il regarde quel est l'état moral des hommes de son temps, par quelles fentes se glisse le mal, quels remparts épais empêchent le bien d'entrer dans le monde et d'en chasser la corruption, quels désirs sont légitimes et quelles aspirations sont immorales, puis qu'il frappe juste et fort : alors, au lieu de ce stérile métier d'arrangeur de phrases qu'il aurait mené toute sa vie, il accomplira de grandes actions, déterminera de grands mouvemens et fera éclore de nouvelles pensées; alors il sera un serviteur du bien au lieu d'être ce qu'il était d'abord, une sorte de soupirant amoureux de la vérité; il sera un disciple de la vertu au lieu d'être ce que sont beaucoup trop les écrivains de notre époque, des disciples des molles Vénus et des capricieuses déesses; ses écrits seront des devoirs accomplis et renfermeront à la fois les effets salutaires du travail et les élans de la croyance.

Si tels sont les seuls moyens qui soient au pouvoir de l'homme de lettres pour mettre d'accord sa vie et sa profession, on voit à combien peu d'hommes la littérature transformée en carrière peut convenir : si l'homme est faible, il tombera ou se souillera; s'il est fort, il aura à supporter toutes les épreuves que nous avons énumérées. Ajoutez que cette profession est un véritable piége, car l'individu s'y engage avant d'avoir essayé sa force, calculé ses ressources, avant qu'il soit armé de moyens de défense. Aussi on peut dire qu'il y a pour les gens de lettres une sorte de prédestination, que, parmi eux, les uns sont élus, les autres réprouvés sans le savoir, car tous, hélas! s'imaginent être élus. J'ai même remarqué qu'au début les jeunes écrivains vivaient entre eux dans une égalité parfaite, s'estimant tous sans exception pleins de génie, ne soupçonnant pas qu'il pût y avoir entre eux la moindre différence de facultés, et que l'un d'eux pût s'élever au-dessus des autres : cette illusion provient de ce qu'ils ont alors plus de goût pour la pensée que d'originalité individuelle, plus d'intelligence que de caractère; mais deux ou trois années s'écoulent, et déjà l'inégalité commence. Ils marchaient comme une sorte de phalange, et, n'ayant encore livré aucun combat, ils ne savaient ce que c'est que lâcheté ou courage; ils ne pouvaient pas soupçonner qu'il y eût parmi eux des

déserteurs, des traîtres et des lâches. Plus tard, ils ont appris à mépriser certains d'entre eux, ils ont compris les faiblesses de certains autres, l'expérience a dissous cette égalité première, et avec l'inégalité la haine et l'envie commencent. Les haines littéraires n'ont pas ordinairement d'autre origine que celle-là : c'est que les uns ne sont plus et que les autres sont encore ce qu'ils étaient hier; c'est que les uns, en courant après la science, ont reçu comme de fidèles et studieux disciples les leçons de la vie, tandis que les autres n'ont pas voulu abandonner leurs désirs d'enfans, se sont esquivés lorsque l'expérience est venue, en lui répondant : Ce n'est pas là ce que je cherche! — et sont restés par conséquent à leur point de départ.

Si l'homme de lettres sait remplir ce grand devoir, s'il sait mettre sa vie d'accord avec sa profession, il en sera récompensé, car l'accomplissement de ce devoir lui donnera l'originalité. L'originalité, lorsqu'elle apparaît chez un homme de lettres, est le plus sûr indice qu'il a accompli son devoir. Lorsqu'un homme est arrivé à l'originalité, on peut dire qu'il a cessé de lutter avec la vie, et qu'il l'a acceptée telle qu'elle est; tant qu'il se débat avec elle, son originalité n'est pas encore formée. La grandeur de l'écrivain consiste à se servir de toutes les expériences de la vie comme d'échelons pour monter plus haut dans les régions de la pensée. Or, combien en est-il qui connaissent cette vérité? Presque tous l'ignorent, presque tous cherchent la pensée sans se servir des moyens que leur fournit la vie; ils la poursuivent avec leur imagination, avec leurs rêves, mais ils ne s'aperçoivent pas que la réalité se venge de cette tendance à la rêverie en faisant de leur vie un affreux et continuel cauchemar. Je veux sentir, dans une œuvre littéraire, plutôt l'accomplissement du devoir que l'amour de l'intelligence; je veux sentir que c'est sa vie telle qu'elle est que nous donne l'auteur plutôt que sa vie telle qu'il l'avait désirée. Nous avions donc raison de dire que le seul moyen de salut pour un homme de lettres, c'était de savoir concilier son expérience avec sa profession, car non-seulement il n'a que ce moyen pour être heureux, mais encore il n'a que ce moyen pour être original et pour imprimer à ses œuvres un cachet personnel ineffaçable. L'originalité, en effet, n'est pas une faculté que l'on porte en naissant; elle est déterminée par la vie, ou plutôt elle est l'intelligence même de la vie, la manière de la comprendre et de l'envisager; c'est la qualité dans laquelle se confondent la pensée et l'expérience, par laquelle l'intelligence juge l'expérience, par laquelle l'expérience précise la pensée et lui donne une forme distincte en la faisant descendre des régions vagues où elle flotte dans certains faits où elle s'enveloppe et s'incarne. C'est pourquoi cette qualité est la plus éminente et la plus désirable : elle seule en effet assure aux œuvres la durée, parce qu'elle n'est ni douloureusement triviale comme

l'expérience, ni abstraite comme la pensée, parce qu'elle donne à la réalité l'idéal qui lui manque et à l'idéal la réalité et la précision, répand la sagesse et la philosophie sur les faits vulgaires de la vie, et en même temps contrôle et critique les utopies de l'imagination et ses calculs fantastiques, dirai-je presque, par la brutalité des faits. Aussi les jeunes écrivains n'ont-ils pas en général d'originalité, et ils n'en auront jamais, s'ils refusent d'accepter les leçons de la vie, s'ils vont courant après leurs rêves, dédaignant les objets environnans, et s'ils disent avec mépris ce qu'ils disent si souvent : Cela n'est pas poétique! Ils ne produiront que des œuvres colorées comme les nuages et insaisissables comme les mirages. Ils n'auront, les malheureux! qu'un idéal trompeur; mais en revanche ils auront une vie d'autant plus douloureuse, ils auront affaire à une réalité d'autant plus féroce, que leur idéal sera plus vague et plus décevant.

Enfin, il est un dernier danger que peuvent courir les hommes de lettres : c'est qu'ils ne sachent pas accepter dans une juste mesure les leçons de l'expérience. Les hommes de lettres peuvent se ranger en trois catégories : les sages, les rêveurs et les dissolus. Les rêveurs (nous leur appliquons cette belle étiquette qui ne leur convient qu'en partie) sont ceux dont nous avons parlé plusieurs fois déjà, qui n'ont pas voulu accepter les leçons de la vie et qui ont fait fi de l'expérience; mais les dissolus, ce sont ceux qui sont allés à l'autre extrémité. Parmi les hommes de lettres en effet, tous n'ont pas laissé passer sans les interroger les phénomènes de l'existence. Certains d'entre eux ont souffert de la réalité, ont été désabusés de leurs rêves, et ils ont abandonné les tendances idéales qu'ils avaient en entrant dans la carrière; ils se sont dit que les misères qu'ils avaient supportées, les malheurs qui les avaient assaillis, les corruptions qu'ils avaient observées étaient les seules choses réelles, et ils se sont plongés dans ce chaos confus, ils ont vécu exclusivement avec lui, sans voir que ce chaos n'était qu'apparent et que ce désordre avait ses lois. Ils ont cru que la fange humide était le monde, mais ils n'ont pas de soleil lumineux pour sécher cette fange, de même que les rêveurs dont nous venons de parler n'avaient pas de corps opaque pour réfléchir la lumière, si bien que leurs pensées tombaient dans l'air vide et impalpable. Ni les uns ni les autres ne sont capables de rien créer par conséquent, car ils ne sont capables de rien faire germer : les uns ont le principe fécondant sans la matière à féconder, les autres la matière stérile sans le principe de fécondité. Telles sont généralement les deux tendances opposées des hommes de lettres; les uns suivent exclusivement leurs rêveries abstraites, les autres se lancent à corps perdu dans les réalités qui les ont fait souffrir; mais ces derniers, que nous nommons les dissolus, n'ont pas su non plus

réconcilier leur expérience avec leur profession : la vie a été pour eux une maladie, comme elle était pour les autres un obstacle.

Ceux-là seuls que nous appelons les sages ont résolu le problème, parce qu'ils ont toujours reconnu des lois supérieures aux faits qui les assaillaient, qu'ils n'ont jamais renié l'idéal à cause des blessures que leur avait faites la réalité, ni dédaigné la réalité comme contraire à l'idéal, parce qu'ils ont su familiariser ensemble l'idéal et la réalité, et qu'ils ont forcé, pour ainsi dire, à une tendresse mutuelle, à un bon accord réciproque l'orgueil olympien de l'un et l'orgueil sauvage de l'autre. Ceux-là, les sages, sont donc les seuls qui soient originaux, car ce sont eux qui ont le plus et le mieux vécu. Les hommes de lettres se figurent souvent que, pour mieux observer, ils ont besoin de mal vivre, mais ils n'arrivent par là qu'au cynisme ou au ridicule.

Après ce que nous venons de dire, il est une question qu'il est presque superflu de poser : Les hommes de lettres de notre temps ont-ils rempli leur devoir? Nous pouvons répondre : Non, en toute assurance. Qu'ils se hâtent cependant, qu'ils cessent de vivre d'une vie double, comme ils le font si bien, que les louanges qu'on leur prodigue semblent toujours adressées à l'écrivain et non pas à l'homme. Je vois venir un temps où, s'ils ne suivent pas ce conseil, ils seront définitivement rejetés. Voici quelque soixante ans que le monde écoute avec plaisir les rêveries sentimentales des uns, les cris de désespoir, les sanglots, les soupirs, les blasphèmes et les cris de révolte des autres. Les uns passent au milieu de leurs auditeurs ébahis en leur disant, le doigt sur les lèvres : « Chut! ne me détrompez pas, je suis un poète; vous, vous êtes des êtres de chair et de sang, trop grossiers pour me comprendre : laissez-moi mes illusions; » les seconds effraient ces mêmes auditeurs par des cris forcenés et vont criant leur douleur à tue-tête, de telle sorte que les uns ont l'air d'idiots pacifiques qui sourient éternellement, et que les autres ressemblent à des fous furieux à qui la camisole de force serait nécessaire. Voilà les deux classes d'hommes de lettres que nous avons eues dans ce siècle : le monde les trouve bizarres, et il y a de quoi; cependant il les excuse et souvent il les a aimés; il les a comblés de faveurs de tout genre, précisément parce qu'ils étaient bizarres : l'excentricité la plus bouffonne est devenue la marque et le signe du génie; mais ce qui a fait leur fortune va bientôt faire leur ruine, s'ils n'y prennent garde. Ils croient avoir conquis l'admiration du monde, ils n'ont conquis que son étonnement; lorsque la vanité leur permettra de voir, ils s'apercevront qu'ils n'ont été que les *lions* d'un moment, pour parler l'argot moderne. Le monde commence à se lasser d'écouter des sottises, de contempler des cabrioles et de s'entendre adresser des impertinences, s'il a eu le mau-

vais goût de trouver qu'il était plus naturel de marcher sur ses pieds que sur ses mains, et qu'il n'était pas convenable de mêler ensemble Rabelais et saint Paul, ou sainte Thérèse et Ninon de Lenclos; le monde arrivera, si les hommes de lettres n'y prennent garde, à leur dire qu'il avait obéi en les admirant aux mêmes instincts que l'enfant en admirant les bizarres accoutremens d'un étranger, il arrivera à leur dire avec mépris qu'ils n'ont été pour lui que des objets de curiosité, et il leur expliquera, avec plus d'érudition qu'ils ne lui en supposent, qu'ils ne sont pas pour lui autre chose que des monstres, dans le sens latin du mot *monstrum*. Aussi bien le rôle que joue la littérature depuis long-temps commence à devenir dangereux. Passe encore si les écrivains gardaient pour eux seuls la folie qui leur est propre; mais cette folie a prouvé qu'elle était contagieuse, elle s'est multipliée à l'infini, et elle a attaqué les facultés morales d'une partie du public, si bien que la portion de ce public qui est demeurée saine commence à demander qu'on porte remède au principe même du mal. Le mal a été si loin, qu'on a fini par les considérer comme une sorte de corporation politique dans l'état. Certaines lois sur la presse, et surtout certains amendemens, n'ont pas d'autre but que celui-là.

Pour toutes leurs bizarreries, le monde, il est vrai, avait une excuse, c'est que ces excentriques étaient intelligens; mais cet amour exagéré de l'intelligence est une des superstitions de notre temps, et cette superstition tombera comme les autres. Lorsque les hommes s'interrogeront et descendront véritablement dans leur conscience, ils y trouveront la condamnation formelle de ce culte superstitieux; ils se demanderont si l'intelligence est une excuse suffisante pour toutes les fautes, si l'intelligence excuse la sensualité, si elle autorise la vanité, si elle prêche la révolte, et je n'hésite pas à dire que leur conscience répondra : — Oui, l'intelligence excuse, autorise, prêche toutes les fautes et tous les vices lorsque je ne l'assiste pas, lorsqu'elle ne fait pas appel à mes conseils, lorsque je suis muette et forcée au silence. Mais les démons aussi ont de l'intelligence; ils ont de plus ce que n'ont pas très souvent les hommes intelligens, de l'expérience; ils ont de la tactique, de l'habileté, de l'esprit, de la ruse, des ressources de tout genre. En sont-ils pour cela plus aimables? — Plus tard, les hommes verront sans doute que l'intelligence séparée des lois morales est presque impuissante pour le bien, mais en revanche très puissante pour le mal. Ils rougiront de leurs adorations, lorsqu'ils verront qu'un tyrannique Richard III, qu'un hypocrite Iago ont plus d'intelligence que les hommes qu'ils ont adorés seulement à cause de ce don précieux. Alors ils connaîtront que si l'intelligence était la plus haute de toutes les facultés, de grands scélérats auraient été sublimes et de grands saints méprisables; ils frémiront en voyant qu'il leur faudrait estimer des esprits

puissans, mais pervertis, ou corrompus, ou sensuels, ou pleins de vénalité, au-dessus de toutes les ames humbles, bonnes, intègres, loyales et fidèles, qui vivent honnêtement et obscurément dans le monde. Dès-lors l'influence des hommes de lettres de notre temps sera bien compromise. Qu'ils préviennent le jugement du monde, qui ne tardera pas à être rendu. La meilleure manière de conserver leur influence, c'est de reconnaître qu'il y a des lois morales supérieures à tous les dons intellectuels. Qu'ils écrivent non plus avec leur intelligence, mais avec leur foi; à défaut de foi, avec leur caractère. On ne peut exiger d'un homme qu'il ne porte pas de doutes en lui : une pareille exigence serait le comble de l'absurdité, de l'intolérance et de l'hypocrisie; si l'écrivain a des doutes, qu'il les exprime, mais qu'on sente que ce sont de véritables doutes, non des paradoxes, que ces doutes ne sont pas pour lui une manière de briller et de *poser*, comme on dit aujourd'hui, qu'on sente que son scepticisme est sincère, que ses tourmens ne sont pas joués. Que les hommes de lettres écrivent ainsi, ce sera encore pour eux, s'ils savent bien reconnaître les tendances de leur temps, la suprême habileté; car, s'ils ne se transforment pas, ils doivent d'avance se résigner à être oubliés, abandonnés et reniés même par leurs adorateurs.

Voyez d'ailleurs où conduit cette adoration exclusive de l'intelligence. Le monde absout l'homme de lettres de tous ses vices sous prétexte qu'il est intelligent, l'homme de lettres s'absout lui-même en faisant valoir la même excuse; mais cette indulgence pour soi-même devient nuisible à l'intelligence : les déréglemens de la vie frappent à leur tour de stérilité et d'impuissance le talent qui les avait excusés. Le talent est une plante délicate et frêle qui demande des soins assidus et presque exclusifs. La sobriété, la chasteté, une vie calme et même uniforme, sont nécessaires à sa croissance et à son plein développement. L'exemple de lord Byron, si fatal à tant d'autres égards, a été en grande partie la cause de ces déréglemens factices, de ces existences systématiquement désordonnées que nous avons vues de notre temps. Les hommes de lettres de notre époque se sont plu à présenter au public l'homme de génie comme une sorte de comète errante, sans règle fixe et sans loi; ils l'ont représenté comme étant au-dessus de toutes les lois divines et humaines, comme pouvant mépriser à son gré tout ce qui l'avait formé et élevé, c'est-à-dire la société tout entière, comme pouvant blasphémer contre Dieu sans crainte. C'est dans ce mépris qu'ils ont fait consister sa force d'ame; c'est dans ce blasphème qu'ils ont mis sa grandeur. Le désordre, l'impiété, l'immoralité, et même le crime, ont été les vertus qu'on a le plus volontiers attribuées au génie, de sorte que le génie pouvait être comparable aux fléaux et aux pestes qui désolent l'humanité, et qu'on aurait pu de-

mander si, comme la vipère, il guérissait au moins les blessures qu'il faisait.

Le génie, au contraire, est semblable à un astre fixe qui accomplit ses révolutions d'après des règles certaines. La pauvreté, le chagrin, le malheur, l'escortent souvent, jamais le désordre ni l'impiété. Tout grand génie est religieux et sympathique, aime les hommes et honore Dieu. Michel-Ange exprimant dans ses admirables sonnets ses craintes de l'éternité et son regret d'avoir trop aimé les arts; Shakspeare allant arroser son jardin à Stratford-sur-Avon après avoir écrit tant d'incomparables chefs-d'œuvre et avoir été par sa vie le modèle de la prudence, comme il avait été par ses œuvres le type le plus achevé du poète; Corneille et Poussin, dont la vie s'est écoulée tristement uniforme et vide d'aventures excentriques, voilà les exemplaires véritables de l'homme de génie. On peut remarquer que tous les hommes qui se sont excusés de leur vie en essayant de faire croire que le désordre était l'essence du génie, ont en eux quelque chose du charlatan. Nous ne nommerons personne, chacun choisira les noms qui lui plairont le mieux. Chaque déréglement, chaque excès inutile habitue l'esprit à n'être à l'aise que dans l'excès et dans l'exceptionnel. Est-ce que la plupart des œuvres littéraires de notre temps ne sont pas excessives et exceptionnelles? est-ce que les héros des romans et des drames modernes ne portent pas tous la livrée de la vie qui les a créés, et leur turbulence hystérique ne s'explique-t-elle pas par les désirs illégitimes qui leur ont donné naissance? On a dit qu'ils n'étaient pas humains, qu'ils n'étaient pas vrais, cela est possible; mais, à coup sûr, ils sont du même sang que leurs inventeurs. Un autre danger du déréglement, c'est qu'il force l'esprit épuisé par l'intempérance à chercher la vigueur qui lui fait défaut dans une incontinence d'une autre nature. C'est ainsi qu'un homme desséché par la débauche cherche dans l'excès des boissons enivrantes à relever son moral et à rendre la flamme à son génie. Voilà le fond du tableau; nous laisserons à qui voudra le prendre le soin d'en faire ressortir les détails.

De notre temps, ce déréglement a vite trouvé sa punition, car il a donné prise à la médisance et à une sorte d'admiration sournoise qui ne vaut pas un blâme sévère et hautement exprimé. Dans notre société, où le sentiment de la charité chrétienne s'est presque entièrement effacé, un homme est malheureux lorsque toute sa gloire ne peut effacer les traces de petits vices et de petits travers, lorsqu'elle est impuissante à désarmer ce mauvais vouloir du monde et à l'entourer de dignité. Le monde alors se livre en toute sécurité à son admiration pour l'œuvre, sachant bien qu'il peut mépriser l'ouvrier : il serait bien plus sévère, bien moins prompt à louer, si l'auteur lui semblait d'une nature supérieure à la sienne. Que les hommes de lettres réfléchissent

sur ce point de morale, il en vaut bien la peine. L'admiration qu'on leur a prodiguée de notre temps n'est pas une preuve de l'excellence de leurs œuvres, elle est trop facile pour cela, trop générale. Il est aisé de voir qu'elle n'est en quelque sorte qu'une affaire de politesse et de bons procédés. Le succès de bien des œuvres s'explique par là; il veut dire simplement : « Je t'admire à mon aise, parce que je puis te mépriser. » L'indulgence est toujours redoutable, car elle n'est, après tout, que le suprême dédain. L'homme de lettres ne doit point être fier des éloges qu'on lui prodigue, s'il sent que ce n'est pas à lui qu'ils s'adressent, mais à quelques heureuses inspirations qui lui sont venues par hasard. Il doit aimer les louanges lorsque ceux qui les expriment y ont été invinciblement forcés, lorsqu'il sent qu'il ne dépendait pas d'eux de ne pas les lui adresser. Toute autre louange n'est que flatterie et mépris déguisé; mais, de notre temps, la vanité, ce sixième sens des hommes de lettres, a si fréquemment exercé ses vilaines fonctions, que la flatterie et les sottes louanges sont devenues pour eux une des conditions nécessaires de la vie, comme boire et manger, voir et entendre.

Nous pourrions pousser plus loin cette analyse morale de la vie littéraire; le champ est vaste, et de nos jours, si les devoirs qu'elle impose ne sont pas exactement remplis, si le moraliste et le philosophe ne trouvent pas toujours leur compte dans le spectacle que les écrivains ont donné à notre époque, en revanche l'analyste curieux peut enrichir sa collection d'aberrations morales et de vices spirituels. Il nous suffit d'en avoir montré quelques-uns et d'être arrivé ainsi aux conclusions qu'il nous reste à énoncer. Nous avons vu que la littérature prise comme profession était un fait tout moderne, qui ne remontait pas plus haut que le XVIII[e] siècle; nous avons décrit les périls et les dangers de cette carrière, et nous avons cherché les devoirs qui dérivaient de ces périls et de ces dangers mêmes; enfin nous avons montré comment, de notre temps, ces devoirs avaient été éludés et quelles vanités égoïstes avaient remplacé les obligations morales.

Ce fait né du XVIII[e] siècle, cette création de l'homme de lettres, est-ce un fait durable? Je le crains, et c'est pourquoi on ne saurait trop s'inquiéter des vices qui s'introduisent dans la littérature ou des travers des écrivains, car leur influence peut fausser ou régler l'esprit public, l'emplir de fanatisme ou de sagesse, et conduire la civilisation à son déshonneur et à sa perte, au lieu de la pousser dans des voies morales et sûres. La meilleure preuve que nous puissions donner de la vitalité de ce fait, c'est cette sorte de contagion littéraire qui règne de notre temps, cette contagion qui pousse tous les hommes et toutes les femmes aussi, hélas! c'est-à-dire le genre humain tout entier, à prendre une plume et à écrire Dieu sait quoi! Aujourd'hui, me disait-on récemment, tout le monde écrit; on se fait homme de

lettres comme à d'autres époques on se faisait moine: c'est une maladie du temps. Ceux qui sont pauvres et qui cherchent à se créer une influence, ceux qui sont riches et qui cherchent à conserver leur prépondérance, les jeunes hommes possédés de cet éternel désir de la gloire et qui, pour la conquérir, auraient jadis pris une épée ou commandé un navire, les aventuriers qui auraient autrefois passé les mers pour aller chercher l'imprévu ou la fortune, les condottieri toujours prêts à servir qui les paie, tous ceux-là se font hommes de lettres, écrivains, journalistes. Ainsi, tous les désirs, toutes les ambitions intraitables du cœur humain se tournent pour trouver leur satisfaction du côté de la littérature : c'est la direction unique de tous les instincts bons et mauvais des hommes de notre temps, et c'est là ce qui donne à cette profession sa grande influence. Tous ces hommes n'écrivent pas parce qu'ils sont écrivains, mais parce qu'ils sont ambitieux, orgueilleux ou cupides, ou bien encore affamés de renommée et de gloire. Cette carrière est, si nous pouvons nous exprimer ainsi, le déversoir unique de toutes les passions, de toutes les inquiétudes, de tous les désirs. Parmi les écrivains de notre époque, il se rencontre les variétés d'hommes les plus dissemblables, et, pour tout dire, dans cette profession d'homme de lettres, on rencontre toutes les autres professions. Ne reconnaissez-vous pas les armées mercenaires de Carthage prêtes à quitter un camp pour l'autre, si la solde est plus forte, ou si le butin promet davantage? N'avez-vous pas rencontré aussi parmi eux quelque Napoléon au petit pied, dénué de ressources et aspirant l'avenir? N'avez-vous pas remarqué aussi ces paresseux mystiques dont à d'autres époques les monastères auraient été l'abri, réfugiés sous l'ombre épaisse du journal? Voilà, je le répète encore, ce qui donne à cette carrière si périlleuse sa vitalité; mais en même temps il est facile de voir que les obligations de l'écrivain, telles que nous les avons exposées, ne seront pas pratiquées : comment ce devoir serait-il accompli là où bouillonnent et fermentent toutes les passions bonnes et mauvaises du cœur humain?

Hélas! la littérature continue à rouler dans la direction que le XVIIIe siècle lui a imprimée, et les hommes de lettres continuent en silence le rôle que Voltaire leur avait assigné; ils se servent de la littérature révolutionnairement; ils en font ainsi une arme de combat, un moyen politique, que sais-je? de sorte que le monde intellectuel n'est plus qu'un vaste champ de bataille. Les hommes mêmes qui avaient suivi la voie contraire, qui marchaient dans la route tracée par Lessing, qui ne se servaient pas de la littérature comme d'une arme, mais qui l'aimaient pour elle-même et qui la considéraient comme une fin et non comme un moyen, ont changé, eux aussi, de direction, et se sont jetés dans la mêlée des intérêts et des passions. Demandez plutôt

à M. Victor Hugo, l'ex-grand prêtre de l'art pour l'art; demandez à M. de Lamartine, qui, dans ses jours d'expansion, raconte naïvement qu'il se souvient vaguement d'avoir été poète. Leur conduite indique assez clairement que, s'ils avaient l'intelligence de la poésie, ils n'avaient pas l'amour religieux de la beauté, et que, s'ils avaient les dons du poète, ils n'en ont pas eu les vertus. Cependant, si la littérature doit se régénérer, il importe au contraire que l'écrivain ait plutôt ces vertus que ces dons. La littérature a changé de forme, mais elle n'a pas changé d'esprit. L'esprit de Voltaire et du XVIIIe siècle est toujours là qui la guide secrètement et qui la mène sous des masques divers; elle est toujours un bélier d'attaque, une machine de guerre ou une arme de défense, et aussi, soit qu'on l'emploie pour le mal ou pour le bien, pour la démolition ou pour la conservation, elle est plutôt une épée de combat qu'un flambeau bienfaisant.

Si la littérature doit continuer à être ce qu'elle est depuis soixante ans, si elle doit continuer à servir la cupidité et l'avidité des uns, à protéger les intérêts des autres, il est inutile de lui parler de devoir, car le devoir n'a rien à faire avec les intérêts; mais si, au lieu d'être l'auxiliaire des passions, la littérature doit redevenir l'humble servante de la vérité, si tous ses désirs doivent de nouveau se transformer dans la noble ambition de servir la beauté, l'écrivain doit cesser d'être ce qu'il est aujourd'hui, et tous les devoirs que nous avons indiqués doivent être les siens.

Ces devoirs que nous avons énumérés et décrits, nous pouvons les ranger sous deux chefs principaux. — L'écrivain ne doit pas laisser dominer son caractère par sa profession; — il doit ne servir d'autre maître que la vérité. — Voyons comment ces deux devoirs, s'ils étaient une fois accomplis, dissoudraient la littérature telle que le XVIIIe siècle l'a faite, et la ramèneraient dans des routes plus sûres, plus belles, plus près de la nature.

Et d'abord, quel est le moyen pour que l'écrivain, s'il ne peut plus être naïf comme autrefois, soit au moins plus près de la nature, et pour qu'il puisse rentrer dans les saines et vraies conditions de la vie humaine? Le moyen, c'est qu'il soit le moins possible un homme de lettres, qu'il soit avant tout un homme. Si l'écrivain laisse prédominer en lui sa profession, la vanité, l'orgueil, la présomption, tous les défauts et tous les vices que nous avons décrits prendront le dessus; au contraire, s'il laisse dominer son caractère, il aura toutes les vertus de l'homme et les unira sans peine aux qualités propres à son état. Qu'il fonde en lui l'écrivain et l'homme si bien que l'on ne puisse pas dire où finit l'un, où commence l'autre. Effaçons, effaçons en nous autant que possible le métier et l'état pour ne laisser voir que notre caractère et notre vraie nature. De même aussi, que l'écrivain,

au lieu d'écrire, comme on le fait aujourd'hui, pour telle ou telle classe d'individus, écrive pour des hommes, qu'il parle pour tout le monde et non pour certaines coteries; qu'il écrive pour des hommes et non pour des marquis ou pour leurs laquais, pour des bourgeois ou pour leurs portiers, et alors il pourra rencontrer quelques inspirations naïves et simples. C'est ainsi, c'est en préférant son caractère à son métier, que l'écrivain pourra briser ces liens dans lesquels le XVIII[e] siècle a emprisonné la pensée, et qu'il pourra s'élever au-dessus du rôle qu'il joue actuellement, qu'il pourra cesser d'être un soldat des intérêts pour redevenir un prêtre de la vérité.

Quant à la littérature, pour la ramener plus près des sources naïves et fraîches dont elle a été éloignée, il n'y a qu'un moyen : c'est que l'écrivain renonce à tous les avantages de sa position, qu'il se tienne à l'écart de tous les partis, et qu'il embrasse joyeusement la solitude. Pourquoi s'enchaînerait-il aux partis et aux coteries qu'il voit s'agiter autour de lui? S'il se donne à un parti politique, à une école, à un système, il créera en vérité une triste littérature, et ses œuvres seront à la fois serviles, lâches et pleines de révoltes; il sacrifiera la moitié de sa pensée à son intérêt propre, l'autre moitié à son parti, si bien que la vérité, à qui aurait dû être consacrée cette pensée tout entière, n'en aura même pas la plus petite part. Qu'il évite les systèmes artificiels, les associations sans lien, les systèmes sans vitalité. N'écoutez pas les dogmatiques à l'esprit entêté, ni les dilettanti aux frivoles flatteries, ô vous tous qui sentez en vous quelque force secrète et qui ne savez dans quel coin de vous-mêmes elle est cachée! Rentrez plutôt en vous, et enfermez-vous dans la solitude de votre esprit. Au milieu des limbes et du chaos de vos passions, de vos opinions et de vos préjugés, gît caché le mystérieux diamant. Comment le trouverez-vous, si vous continuez à vivre comme ont fait vos devanciers, si vous continuez à prendre vos passions pour cette force secrète que vous cherchez? Rentrez donc en vous-mêmes, cessez de courir après le succès, et demandez plutôt votre bonheur à la contemplation des choses que la raison vous montrera dans votre solitude volontaire. C'est ainsi seulement que nous pouvons espérer de faire quelques bonnes œuvres, de trouver quelques bonnes pensées, d'être originaux et vrais. *Sic itur ad astra.*

ÉMILE MONTÉGUT.

LE PARAGUAY

ET

LES RÉPUBLIQUES DE LA PLATA.

Dans le budget de cette année, dont le déficit s'élève à 75 millions, il est un chapitre spécial et tristement signalé à l'attention du pays par l'étrange politique qu'il consacre : c'est le crédit relatif aux affaires de la Plata. La France n'a sur le territoire argentin aucune injure à venger; jamais nos nationaux n'ont trouvé à Buenos-Ayres une protection plus puissante, jamais leurs intérêts n'y ont été mieux garantis, jamais enfin notre commerce n'y a été plus désiré. Voici pourtant que nous payons un subside mensuel de 200,000 francs à Montevideo (1), que nous entretenons une force navale considérable (dix bâtimens de guerre, dont trois frégates), un corps expéditionnaire de quinze cents hommes, en un mot que nous dépensons 750,000 francs par mois, — soit 9 millions par an, le huitième du déficit actuel, — pour une cause qui nous est étrangère, pour défendre, dit-on, l'indépendance de l'État Oriental. Ce n'est pas tout : depuis six ans, nous nous sommes imposé de durs sacrifices, nous avons suspendu un mouvement commercial de 150 millions de francs peut-être et tout l'élan industriel qui s'en fût suivi, arrêté une navigation d'environ trois cents navires de grand tonnage, paralysé le travail de dix à douze mille de nos compatriotes

(1) Ce subside, originairement de 40,000 piastres, n'a été réduit à 28,000 que depuis quelques mois.

qui auraient gagné 10 ou 15 francs par jour, c'est-à-dire par an une somme totale de 25 à 30 millions, dont la plus grande partie eût fait retour à leurs familles; et pour quel résultat? nous osons à peine le dire : afin que le général Oribe, président de fait de la république de l'Uruguay, n'entrât pas à Montevideo, sa capitale, d'où nous pourrions toujours, quand il nous plairait, avec deux frégates, le déloger, s'il y était établi! Est-il croyable qu'aucune voix ne s'élève dans l'assemblée nationale contre la prolongation de cet état de choses, surtout en présence des difficultés du trésor, quand, pour rétablir l'équilibre de nos finances, on ne sait s'il faut avoir recours à l'emprunt, augmenter les impôts déjà si lourds, ou en inventer de nouveaux, inconnus jusqu'à ce jour?

Un second traité signé par M. le contre-amiral Le Prédour est intervenu; mais depuis quatre mois le gouvernement hésite à le soumettre à la ratification parlementaire. Sommes-nous donc menacés de voir se reproduire encore cette interminable question de la Plata et les divagations qu'elle enfante : les uns proposant l'abandon pur et simple de l'intervention, les autres demandant une expédition dans l'État Oriental ou sur Buenos-Ayres contre le général Rosas, d'autres encore rêvant l'ouverture des fleuves pour pénétrer dans l'Amérique centrale, pour établir des relations directes avec le Paraguay, dans l'espoir d'y trouver un appui pendant la lutte, une mine inépuisable pour notre commerce! Il y a dans toutes ces discussions quelque chose de chimérique qui nous paraît tenir surtout à l'ignorance où l'on est en France des contrées que baignent la Plata et ses affluens. En jetant ici quelques clartés sur le Paraguay, sur la Confédération argentine, sur la République Orientale, en faisant connaître ces pays dans leur état vrai, dans l'action qu'ils exercent les uns sur les autres, dans l'importance qu'ils ont pour nous-mêmes, en révélant, s'il se peut, leur vie intime et en effaçant des illusions dangereuses, nous croyons remplir un devoir impérieux.

I. — LE PARAGUAY.

Aucune route frayée ne mène par terre à cette enclave de l'Amérique du Sud. Le désert l'entoure de toutes parts. Deux profonds cours d'eau lui forment une ceinture : le Parana, *puissant comme la mer* dans la langue des sauvages, et le Paraguay ou rivière des Payaguas, Indiens pêcheurs qui vivaient sur ses eaux et le long de ses rives, et dont la contrée tire son nom. La frontière du nord se perd dans des terres coupées de ruisseaux et de lacs, la plupart du temps noyées; là errent à l'aventure les tribus féroces des M'bayas. A l'occident, autre désert : le Chaco, scellé jusqu'ici à toute civilisation, et qui, semblable à la

Germanie du temps d'Auguste et aussi vaste, étend ses bois impénétrables, ses savanes, ses marécages, jusqu'aux confins de la Bolivie, du Tucuman, de Cordova, de Santa-Fé. Au sud, les lagunes de l'état de Corrientes et les anciennes missions des jésuites, rendues aujourd'hui à la vie sauvage. A l'est enfin, les forêts encore inexplorées du Brésil, une chaîne de montagnes d'où se précipitent en chutes répétées, sur les rocs et dans des abîmes, un fleuve et de puissantes rivières. Pour pénétrer au Paraguay, il nous reste le chemin des premiers conquérans, le Parana, commun déversoir de toutes les rivières qui tombent au sud des montagnes du Brésil et du Pérou.

Le Parana est aujourd'hui la grande artère de navigation intérieure de la Confédération Argentine. Depuis trois siècles que date la conquête, rien ou presque rien n'a changé dans les grands aspects qui se déroulent le long de cette voie. C'est toujours la même masse d'eau qui creuse son sillon à des profondeurs où souvent la sonde se perd, tantôt s'épanouissant en une nappe immense dont l'œil essaie en vain d'embrasser les deux rives, tantôt amoncelant ses ondes dans les étroites passes des îles qui entravent son cours. Parfois le fleuve affleure ses bords et les recouvre de ses débordemens, on se croirait au milieu d'un lac; puis soudain, plongeant au pied d'un rivage abrupte, d'une *barranca*, dont la crête surplombe à cent pieds au-dessus de sa surface, il semble fuir dans un abîme. Ainsi va le Parana, aussi large que le Mississipi, pendant près de trois cents lieues, depuis le point où le Paraguay l'enfle de ses eaux jusqu'au Rio de la Plata où il se perd.

Les premiers navigateurs faisaient merveille des onze embouchures du fleuve, des hauts roseaux qui encaissent leurs bords, et où il semble se jouer parmi les fleurs, des jaguars qui guettent leur proie embusqués dans les arbres suspendus sur ses eaux, tout prêts à étendre leurs griffes sur le rameur qui passe à leur portée; mais, si l'on monte un navire qui cale seulement huit pieds d'eau, il n'y a pour entrer qu'une seule passe, à travers un labyrinthe de bancs mouvans; là, malgré le pilote qui, la sonde à la main, explore le chenal, on s'échoue fréquemment. Pendant soixante lieues, jusqu'à Saint-Nicolas, charmante petite ville en pente douce sur deux ruisseaux qui se jettent dans le fleuve, on suit une route tortueuse et embarrassée, et il faut profiter d'un frais *pampero* pour refouler ce courant de trois à quatre nœuds que les poètes de la découverte comparaient au trait d'une flèche. La vue se fatigue dans la monotone immensité des *pampas* et se perd dans les horizons noyés de la province d'Entre-Rios, renommée pour ses humides pâturages qui nourrissent la plus forte race chevaline de l'Amérique, et pour ses mules que les négocians de Santa-Fé envoient par milliers au Pérou. Çà et là on rencontre quelque misérable barque de caboteurs italiens qui vont de pointe en pointe échanger une paco-

tille dont la valeur ne dépasse pas 3,000 francs contre des cuirs, des laines, des crins qu'ils rapportent ensuite à Buenos-Ayres. Voilà tout l'appareil de commerce qu'exige la population clair-semée de ces provinces, les plus florissantes pourtant de la confédération. On se croirait dans le désert, tant sont rares les traces de l'homme et de la civilisation; seulement de loin en loin on croit entendre la clochette de quelque attelage de bœufs qui chemine lentement dans la plaine. Parfois, à travers une forêt de chardons presque aussi hauts que des chênes, on voit bondir un troupeau de daims, fuir une autruche poursuivie par quelque Indien, ou poindre à la cime d'une *barranca* un cavalier *gaucho*, immobile comme le chamois en sentinelle sur un pic des Alpes.

A défaut d'intérêts commerciaux, les marins français ont répandu sur la rive du Parana bien des souvenirs de guerre. Voici la plage au pied de la bourgade de San-Pedro, où en 1840 nous avons débarqué l'armée d'invasion de Lavalle contre Rosas; à quatre lieues de là, dans un détroit où le fleuve, resserré entre un îlot et la grande terre, n'a plus que huit cents mètres de large, se dresse le mamelon d'Obligado. Plus loin, après avoir dépassé le couvent de San-Lorenzo, dont le clocher apparaît comme suspendu dans les airs à une hauteur de quatre-vingts pieds, nous rencontrons la *barranca* du Rosaire, que couronne la petite ville du même nom, illustrée aussi en 1839 par nos coups de canon et destinée sans doute à remplacer bientôt Santa-Fé dans son commerce avec le Pérou. La province de Santa-Fé n'a point encore effacé les traces des troubles civils qui l'ont si long-temps désolée. Où finit sa plane frontière commencent les lignes onduleuses du grand Chaco, que parcourent de rares tribus d'Indiens sauvages à peine vêtus, sans industrie, vivant de chasse, de pêche, de rapines, et des fruits amers du désert; contrée inculte, malsaine, couverte de marais, tout enchevêtrée d'arbres et d'arbustes épineux et d'un réseau de plantes traçantes et grimpantes, d'épaisses fougères à travers lesquelles il faut s'ouvrir un sentier comme une tranchée, et où le commerce cherche en vain un point qu'il puisse aborder. Le fleuve lui-même semble la fuir; il va creusant son lit, vers le bord opposé, au pied des *barrancas* de la province de Corrientes, ruinée aussi par douze années de guerres intestines et de révolutions. Sur plus de cent trente lieues de rive, à l'exception du bourg de Goya, peuplé de cinq cents habitans, on ne voit plus ni ville ni village, à peine la trace d'une habitation : vallons fertiles pourtant en coton, en tabac, en maïs; gracieuses collines dont la cime évasée comme le calice d'une fleur cache des réservoirs d'eau qui pourraient fertiliser le penchant des coteaux, mais qui ne nourrissent encore que des tapirs et des caïmans, terreur à l'abreuvoir de ces chevaux sauvages dont la race petite, mais pleine de nerf, fait la force des armées du pays.

Après bien des semaines d'une navigation difficile, dont la vapeur un jour se rira, nous atteignons enfin le mystérieux Paraguay. La rivière qui donne son nom au pays, bien différente du torrentueux Parana, roule paisiblement une eau limpide et pure. Sa largeur a plus de trois fois celle de la Seine à Neuilly. Rien n'est plus varié que l'aspect de ses rives, rien n'est plus frais que la végétation semi-tropicale qui les recouvre; il n'y manque ni le haut panache des bambous ni la coupole ondoyante des palmiers, ni les sombres frondes du cèdre ni les élégantes découpures des caroubiers. Le premier point où l'on aborde est la Villa del Pilar de Néembucu, bourgade d'environ quatre cents habitans, à vingt lieues de la frontière de Corrientes. Tout autre lieu de débarquement vous est interdit; les douaniers et les canots garde-côtes qui croisent le long de la rive vous intiment cette défense. Les maisons incommodes, mal construites, n'invitent pas à s'y fixer. C'est pourtant l'entrepôt unique de tout le commerce extérieur, le poste principal de la police du fleuve et de la garde des frontières; ainsi l'avait voulu le dictateur Francia, ainsi le veut son successeur, le président Lopez. Aussi la vie ne manque pas aux alentours du débarcadère; à chaque pas, on y coudoie quelque créole, négociant, portefaix, espion de police ou soldat. Là, qui que vous soyez, chargé d'affaires de votre gouvernement ou simple marchand, il faut que vous attendiez une permission spéciale du président de la république pour pousser plus avant; toutes les avenues du pays sont gardées comme celles d'une prison; rien n'y entre, rien n'en sort que sur l'ordre exprès du chef de l'état, et c'est à la capitale que se font toutes les affaires : Francia l'a voulu. Si le caprice ou la raison politique fait refuser votre demande, vous restez sans réponse des mois entiers, jusqu'à ce qu'ennuyé ou indigné vous vous rembarquiez en maudissant cette politique d'exclusion. Êtes-vous agréé? Après vingt jours au moins d'attente sous une surveillance qui ne se ralentit jamais, la permission vous arrive de monter à la capitale, l'Assomption.

Par eau, le chemin est facile; la rivière a partout une grande profondeur, sans écueils, sans tourbillons; les rameurs *payaguas* refoulent aisément son paisible courant, excepté au col de l'Angostura, à neuf lieues de l'Assomption, où les eaux plus resserrées deviennent aussi plus rapides; mais c'est un retard d'une heure à peine, et, comme pour bercer votre impatience, la rive s'y pare d'un incroyable luxe de végétation; l'œil plonge dans des masses de verdure toutes rayonnantes d'éclat et de variété. Navires ou canots accostent le bord au quai de la ville. Par terre, il y a deux routes, selon la saison. Au temps sec, on côtoie la rive, et pendant quarante lieues on parcourt un terrain bas, marécageux, couvert d'une forêt de roseaux et de glaïeuls; mais, dans la saison des pluies, le sol est noyé par les débordemens de

la rivière; alors la distance se trouve doublée, car il faut faire un long détour dans l'intérieur pour chercher son chemin à la pente des coteaux, à moins qu'on ne veuille, comme un Esquimau, s'aventurer dans une *pelota*, sorte de sac en cuir traîné par un cheval à la nage, au risque de faire le plongeon dans le moindre remou. Les habitations sont rares sur cette terre submergée; cependant, sur les mamelons et les tertres que l'eau n'atteint pas, l'œil découvre çà et là quelques cabanes et des troupeaux. Des nuées de moustiques en chassent le sommeil; on ne peut le trouver qu'au-dessus de la zone des vapeurs, dans des espèces de cages ou plates-formes élevées en l'air sur des troncs de palmiers. A dix lieues environ de la capitale commence le massif de l'Assomption; le Sahel d'Alger en peut donner une idée, exagérée toutefois, car il n'y a pas dans tout le pays une montagne dont la hauteur dépasse quatre-vingt-dix toises. Le sol, formé d'une argile rougeâtre et d'agrégats sablonneux, est très fertile. La population tout agricole y cultive du manioc, du maïs, des cannes à sucre, du tabac et du coton.

C'est Francia qui donna à l'agriculture du Paraguay l'essor vigoureux qu'elle a pris; il força le laboureur à faire rendre à la terre deux récoltes par an. Les potagers de l'Assomption, abondamment pourvus de légumes, sont entourés de bosquets d'orangers. Le climat est délicieux, d'une salubrité comparable à celle des Canaries; l'air vous pénètre de volupté, le ciel a la sérénité et la pureté du ciel de l'Ionie; l'hiver est frais, l'été brûlant; en juillet pourtant, on voit des gelées blanches, et dans les plaines le vent du sud balaie parfois des flocons de neige, mais les arbres ne se dépouillent point de leur feuillage, et la prairie conserve ses fleurs toute l'année; d'abondantes rosées entretiennent la terre dans une douce moiteur.

Les habitans sont de race espagnole croisée de sang guarani (1); ils semblent modelés à l'image de leur ciel : doux, indolens, pacifiques, inoffensifs, pénétrés d'un sentiment profond de l'autorité, obéissant aux ordres du président comme à la loi divine, respectueux envers leurs supérieurs, bienveillans et affectueux aux hôtes que le hasard leur envoie. Leurs besoins sont peu nombreux et facilement satisfaits; ils ignorent le luxe de l'Europe et n'en ont point le goût. Des pieux fichés en terre, avec des feuilles et de la terre gachée dans les intervalles, un simple rez-de-chaussée sans étage, une toiture en paille, voilà leurs habitations, peu différentes, en vérité, des huttes de leurs aïeux guaranis. Leur vêtement est de la dernière simplicité : pour les femmes, une chemise sans manches serrée à la taille; une chemise et un pantalon pour les hommes, avec l'inévitable *poncho* pour tous, et tout cela en toile grossière de coton fabriquée dans le pays; les enfans vont nus la plupart du temps, souvent jusqu'à l'age de dix à douze

(1) Les Guaranis sont les indigènes du pays.

ans, à l'exception des garçons. Ceux-ci portent le vaste chapeau traditionnel en latanier pour se conformer à un décret de Francia qui leur enjoint, comme au temps des jésuites, de se tenir le chapeau à la main devant leurs supérieurs.

Les *Paraguayos* ne dépensent guère plus d'industrie dans leurs instrumens aratoires. Un pieu pointu leur sert de charrue; d'un os, ils font une pioche ou une bèche. Ils ferment leurs enclos d'un tronc de palmier jeté en travers sur deux morceaux de bois fourchus. Ils dépouillent à la main les graines du coton, l'arçonnent avec un arc, le filent au fuseau et le livrent à quelque tisserand ambulant qui transporte tout son attirail à dos de mulet et suspend son métier à une branche d'arbre ou à l'angle d'un mur. Leur moulin à sucre n'est qu'un morceau de bois mis en mouvement par des bœufs; ils font cuire le jus de la canne dans des marmites en terre. La seule maison peut-être qui possède des chaudières de cuivre est la ferme que surveille Mme la présidente de la république. Les planches se débitent à la main, le blé se pile dans un mortier, le riz se nettoie à peu près de la même façon; on prépare le tan avec une pierre qu'on roule sur un plateau de bois. Pourtant, dans ce massif ondulé de l'Assomption, les sources et les ruisseaux abondent; il serait si facile aux habitans d'établir des usines sur les cours d'eau! Mais qu'ils aiment bien mieux s'en remettre à la fertilité de leur sol, et, se berçant dans des hamacs en filet accrochés à deux arbres ou sous des galeries à jour, passer de longues heures à contempler leur ciel à travers un nuage de fumée de tabac! car ici vieillards, femmes, enfans, tout le monde a le cigare à la bouche. Le rhum qu'ils distillent de la canne à sucre, une infusion de l'herbe célèbre du pays, des gâteaux de miel et des fruits confits font le luxe de leurs festins, et les heures du soir s'oublient au son de la guitare ou de la mandoline. Les mœurs patriarcales ont ici conservé leur empire. Chaque soir, avant de grimper au dortoir aérien, toute la famille se réunit, les mains jointes, aux genoux de l'aïeul qui la bénit.

La ville de l'Assomption, bâtie sur la rive gauche du Parana, est adossée à la montagne. On y arrive par de sombres voûtes de feuillage ménagées autrefois contre les sauvages comme des défilés fortifiés. En plein midi, les rayons verticaux du soleil n'y pénètrent pas, et le soir, quand les Indiennes y glissent silencieusement, on les prendrait pour les blanches vapeurs de la nuit. Malgré le caprice qu'eut un jour Francia de la régulariser, de la percer à angles droits de rues larges de trente-six pieds, projet auquel il donna un commencement d'exécution avec une violence inouïe, l'aspect de la cité des conquérans n'a guère changé; c'est toujours le même labyrinthe de maisons en briques, sans étages, couvertes en tuiles pour la plupart, quelques-unes en terrasse; de jardins et d'enclos séparés par des rues étroites, tortueuses, sans trottoirs, où l'eau des fontaines se fraie un chemin vers la rivière par

mille ruisseaux qui murmurent dans les cailloux. Les faubourgs n'offrent qu'un amas de huttes en paille peuplées par une classe abjecte d'Indiens. La population ne dépasse pas huit ou dix mille habitans; c'est le chiffre qu'elle atteignait en 1815 et à peu près le même qu'à la fin du siècle dernier. Les églises, autrefois si célèbres par leurs richesses, sont décorées simplement; après l'expulsion des jésuites, l'avidité des gouverneurs, et plus tard l'inexorable politique de Francia, les ont dépouillées de leurs ornemens précieux. On trouve dans la capitale du Paraguay bon nombre d'ouvriers orfèvres, de charpentiers, de forgerons, doués en général d'un assez grand talent d'imitation.

Au-delà du massif de l'Assomption s'étend la zone des pâturages, des grandes fermes (*estancias*) où l'on élève des bestiaux, et plus loin, se prolongeant jusqu'à la rive du Parana, les anciennes missions des jésuites (au nombre de huit) devenues propriété nationale, et les forêts où se récolte la fameuse herbe du Paraguay. L'élève du bétail était presque abandonnée quand Francia vint soudain lui imprimer une vie nouvelle; il avait besoin de bœufs pour nourrir ses soldats, de chevaux pour remonter sa cavalerie, et en quelques années le Paraguay, qui était tributaire de l'Entre-Rios pour cette branche de commerce, fut en état d'exporter des cuirs, des chevaux et de la chair boucanée. Nous avons vu combien sont simples les habitudes de la population agricole; celles des pasteurs le sont encore davantage. Une peau de bœuf sert de porte à la maison, de volet à la fenêtre; pour tout meuble un hamac en filet, une marmite reposant sur les deux pierres du foyer, une bouilloire remplie d'eau chaude pour faire infuser la *yerba*, l'herbe célèbre du Paraguay, dans le *maté*, petite calebasse armée de sa *bombilla* ou tube percé de trous dont on se sert pour humer l'infusion. Quant aux vêtemens, les pâtres n'en connaissent point. Les maîtres-bergers (*capatazes*) seuls portent le *poncho*. Les Indiens des missions étaient autrefois assez bien traités sous les pères jésuites, et on leur donnait quelques pièces d'habillement; aujourd'hui, père, mère, filles, garçons se maintiennent à l'état de nature; ils aiment à se réunir, à se presser, souvent plusieurs familles ensemble, dans la même hutte; peut-être est-ce par raison d'économie, le même feu les éclairant et les chauffant tous, une seule marmite contenant le repas qu'ils mangent en commun; et comme la même pièce sert à la fois de cuisine, de salle à manger, de chambre à coucher, c'est comme une sorte d'antre immonde d'où s'échappent des effluves infectes et des tourbillons d'une visqueuse fumée.

Les jésuites avaient établi des *yerbales* ou plantations régulières d'*yerba* autour de leurs missions; la récolte s'en faisait sans peine, comme dans nos vergers la cueillette des fruits; aujourd'hui cette herbe se recueille sur les versans du Maracayou, à soixante ou quatre-vingts lieues au nord-est de l'Assomption. L'herbe du Paraguay, que

les Guaranis nomment *caa*, est la feuille d'un arbre à peu près de la taille d'un oranger, qui croît spontanément dans les forêts le long des petits affluens de l'Uruguay et du Parana. La préparation de cette herbe diffère peu de celle du thé : on flambe les branches pour griller légèrement la feuille, puis on la fait rôtir, on la brise et on la presse dans des sacs de cuir pour la livrer au commerce. Les Indiens l'exploitent sous la direction d'agens que l'on représente comme impitoyables : on fait de touchans récits des misères et des souffrances de ces malheureux qu'on force à travailler nus sous un soleil qui brûle, torturés jour et nuit par des insectes dévorans, et n'ayant pour toute nourriture que les fruits sauvages, les racines et les couleuvres qu'ils peuvent attraper. Les *yerbales* au Paraguay inspiraient la même terreur que les mines du Brésil ou du Pérou. On raconte que vers 1594, époque où commença l'exploitation de la *yerba*, un gouverneur chéri des Indiens, trouvant entre leurs mains un sac de cette feuille, la fit brûler en place publique et leur dit : « Mon cœur me présage que cette herbe sera un jour la ruine de votre nation. » Pour s'en assurer le monopole, Francia fit une expédition contre les Indiens qui avaient essayé d'en relever l'exploitation sur les bords de l'Uruguay, et l'invasion des missions orientales par le président Lopez n'a peut-être pas eu d'autre but. Les exploitations particulières n'ont rien de ce caractère cruel; tout s'y fait à marché débattu entre le capitaliste de l'Assomption, les ouvriers ou *péons* et le chef d'atelier, *habilitado*. Sans doute on n'arrive aux bois d'*yerba* qu'à travers des difficultés capables d'étonner l'Européen le plus résolu; mais ces hommes à la peau tannée semblent insensibles à la piqûre des moustiques, qui nous rendrait fous. Une lanière ou longue tranche de bœuf boucané leur suffit, arrosée de temps en temps d'une gorgée d'eau qu'ils portent dans une corne; ils chantent en se rendant au bois, sous les feux d'un soleil vertical; ils chantent sous la ramée qu'ils rapportent, et, le travail fini, quand le soir les réunit dans leur dortoir au milieu des airs, un cigare et une corne d'eau-de-vie qui passe à la ronde réveillent leur verve; ils livrent à la brise des déserts, avec les notes les plus tendres de leur mandoline, le nom de l'amie qu'il ont laissée à l'Assomption, et près de laquelle, comme le marin au retour d'une longue campagne, ils iront dépenser en un jour tout l'amour et tout le gain d'une année.

Dans tout le pays, à l'exception des principales maisons de l'Assomption, où l'on parle espagnol avec les étrangers, la seule langue en usage est le guarani, à ce point, dit un voyageur récent, que dans la campagne il faut un interprète pour demander un verre d'eau. Et pourtant on force tous les enfans d'aller à l'école, on leur enseigne à lire et à écrire, et l'espagnol est la langue officielle, la langue des décrets, des ordres du gouvernement, des arrêtés de police; mais on l'oublie si vite! Aussi les agens de l'autorité se servent-ils à l'égard de

ces gens simples et crédules des actes publics de l'état comme d'un grimoire auquel ils font dire tout ce qu'ils veulent. La vie isolée des habitans ne favorise que trop cet abus. On sait ce que c'est qu'un village au Paraguay. La chapelle avec son presbytère, un cabaret, *pulperia*, la forge d'un maréchal ferrant et une boutique d'épicier constituent le bourg; les maisons ne sont pas groupées alentour, mais répandues au loin dans la campagne.

On ne s'attend pas sans doute à trouver dans ce pays une population bien dense; les données manquent complétement pour en fixer le chiffre précis. Le dépouillement des registres de paroisse donnait pour le dénombrement de 1780 un total de quatre-vingt-dix-huit mille ames, y compris les cinq missions de la rive gauche du Parana. Depuis lors les évaluations des voyageurs ont singulièrement varié. En 1818, un rapport présenté au congrès américain fixe le nombre des *Paraguayos* à trois cent mille; un autre voyageur le porte, en 1846, à sept cent cinquante mille; on dit même qu'il dépasse un million. Ici chacun peut se déterminer au gré de son intérêt ou de son caprice. Nous ferons seulement observer que, si l'on compare les chiffres de population assignés par ces mêmes voyageurs aux points où ils ont résidé et où ils ont pu faire des observations exactes avec les chiffres du dénombrement de 1780, l'augmentation est à peine sensible; le chiffre des milices, c'est-à-dire de toute la population active, nous est connu, il ne dépasse guère vingt mille hommes, et l'histoire de la race guaranie est en contradiction avec les assertions vraiment gratuites qui tendent à lui attribuer un accroissement si rapide.

Quel intérêt un pareil pays peut-il offrir au commerce de la France, de l'Europe? Quelques cargaisons de draps communs, de flanelles, d'indiennes ordinaires, objets dont l'Angleterre et les États-Unis se disputent le monopole dans le monde entier; quelques machines à vapeur, si l'industrie s'y développait assez pour les employer dans les sucreries, suffiraient évidemment à ses besoins. Ce qui lui manque surtout, c'est le sel; mais sans doute il ne le fera pas venir d'Europe. Et quels produits spéciaux peut-il nous offrir en échange? Des bois, du tabac, la *yerba*? L'Amérique méridionale seule fait usage de la *yerba;* on l'expédie à Buenos-Ayres, au Pérou et au Chili. Pour le tabac, bien des essais ont été tentés en Angleterre, en France, à Hambourg, afin de le faire entrer dans la consommation générale; le goût public ne l'a pas adopté, et Buenos-Ayres reste encore son principal marché. Quant aux bois de charpente et d'ébénisterie, il est bien vrai que les forêts du Paraguay en produisent de supérieurs même à ceux du Brésil; mais expédiez d'Europe à l'Assomption un navire chargé de marchandises manufacturées pour une valeur de 400,000 francs, il faudrait quarante navires de même tonnage pour rapporter en bois l'échange de cette seule cargaison; une telle spéculation est-elle praticable? Quant

aux cuirs, aux débris d'animaux, ils ne peuvent faire rivalité aux produits similaires des rives de la Plata, ni les sucres et les riz aux sucres et aux riz du Brésil. D'ailleurs, les navires destinés à traverser l'Atlantique sont d'un trop fort tonnage pour entrer dans les passes du Parana; il y aurait donc transbordement forcé de marchandises, et conséquemment nécessité d'un entrepôt à Buenos-Ayres. Le Paraguay, qui n'est pas même un lieu de transit pour l'Amérique centrale, n'offre, on le voit, comme pays producteur et débouché de nos marchandises, qu'un intérêt fort médiocre à l'Europe.

A défaut d'influence commerciale, ne pouvons-nous au moins espérer d'y fonder notre prépondérance politique? Il nous faut ici présenter le tableau de l'étrange discipline à laquelle Francia a soumis les peuples du Paraguay. L'histoire seule peut en donner la clé; nous sommes forcé de reprendre les choses de haut.

Le Paraguay a joué un rôle important dans l'établissement de l'empire espagnol en Amérique; Santa-Fé, Buenos-Ayres, Corrientes, aujourd'hui capitales d'état, ne furent à l'origine que des colonies de l'Assomption. Comment procéda la conquête, on le sait. Des aventuriers dévorés de la fièvre de l'or venaient, comme en France les Normands du IXe siècle, prendre possession du pays en y déployant la bannière royale, et se partageaient la terre en commanderies ou domaines seigneuriaux auxquels ils affectaient une population de serfs de glèbe pour les exploiter. C'était comme une résurrection des temps féodaux. Voilà ce qui amena, en 1527, l'aventurier Sébastien Cabot dans le Parana et le Paraguay. Il trouva là des Indiens qui portaient au cou des lamelles d'argent; cet argent, on le sut depuis, venait des frontières du Pérou. Cabot envoya le précieux métal en Espagne; ses récits embrasèrent les imaginations. Le fleuve reçut le nom de *Rivière d'Argent*, — Rio de la Plata, — et une grande expédition de deux mille sept cents hommes accourut, en 1535, à la conquête du *Rey Plateano* (roi d'Argent), comme disait la légende vulgaire. Ces conquérans prirent terre au lieu où s'éleva depuis Buenos-Ayres; puis, toujours en quête du pays de l'or, ils remontèrent le Parana, répétant sans cesse aux sauvages de la rive : *Plata! plata!* et marchant au nord dans la direction que leur indiquaient ces pauvres Indiens.

Le 15 août 1536, ils fondèrent sur le bord du Paraguay, au centre d'une tribu guaranie, une forteresse qu'ils nommèrent l'Assomption. Ce fut la première étape de leur course à la poursuite du *roi d'argent* qui, comme un feu follet, se dérobait au milieu des lagunes des *Xarayes* où son palais d'or et de rubis s'évanouissait avec les nuages empourprés du matin; toujours sur le point d'être pris et toujours s'échappant, il les entraînait dans les mortelles fondrières des Chiquitos, à travers des périls et des fatigues qu'on retrouve aujourd'hui sur le chemin de la Californie, jusqu'aux frontières du Pérou. Là, un autre

flot de conquérans venus d'un point opposé leur fit barrière et les arrêta court. Le rêve d'or était détruit; pas une parcelle de ce métal ne se trouvait dans l'immense espace que bornent à l'ouest la Cordilière du Chili et à l'orient les montagnes du Brésil. Il fallut se replier sur l'Assomption; Buenos-Ayres même avait été abandonnée en 1539, et, dès cette époque, les héroïques aventuriers avaient pu voir, en se comptant, qu'ils faisaient à la conquête une litière de leurs corps; de plus de trois mille hommes venus d'Espagne, il n'en restait que six cents. Leurs chefs aussi étaient morts; heureusement ils mirent à leur tête un soldat de génie qui donna le sol pour base à leurs illusions et en fit une réalité.

La nation guaranie occupait les bords du Paraguay et du Parana sur presque toute l'étendue de leur cours; race douée de peu d'instincts guerriers et disposée à plier sous un maître. Irala, c'était le nom de l'aventurier, transforma ses compagnons d'armes en une sorte d'aristocratie militaire; il les substitua aux caciques et leur distribua des commanderies et des Indiens de glèbe au nombre de vingt-six mille. « Bientôt, dit un poète pionnier de la conquête, ces hommes, qui n'étaient en Espagne que bûcherons, jardiniers ou pêcheurs, ne rêvèrent plus que seigneuries, grosses fermes ou grasses métairies, » si bien qu'à la fin du siècle, dans un rayon de six à sept lieues autour de l'Assomption, on comptait deux cent soixante-douze fermes et cent quatre-vingt-sept vignobles, qui renfermaient dix-huit cent mille ceps de vigne. Irala recourut au procédé d'Alexandre : il fondit les conquérans avec la race conquise; les Guaranis s'empressèrent de mettre leurs filles et leurs sœurs dans la couche du seigneur pour obtenir l'honneur de l'appeler *mon cousin*, et les femmes elles-mêmes se livrèrent corps et ame aux Espagnols. C'est de ces unions légitimées par le temps qu'est sortie la nation *paraguaya*. Irala en fut le véritable fondateur : « aussi, dit encore le poète, jamais voix de *Paraguayo* ne s'élèvera pour le maudire. » Il se proposa de faire du Parana et du Paraguay la grande voie de communication entre l'Espagne et le Pérou; mais, quand il voulut ouvrir cette route, il faillit rester, avec toute sa suite, enseveli dans les marécages et les fondrières.

Fidèle à la politique du fondateur, Juan de Garay, un de ses successeurs, fonda la ville de Santa-Fé comme lieu d'échelle sur le chemin de l'Assomption, et répartit vingt-cinq mille Indiens du voisinage entre ses compagnons. Sept ans plus tard, en 1580, il bâtit la ville de Buenos-Ayres; il lui fallut trois années de combats continuels pour vaincre les Querendis, race des *pampas* bien autrement belliqueuse que les Guaranis, qu'il distribua à ses soldats avec les terres d'alentour. L'acte de répartition, fait en 1582, nous a été conservé comme une pièce curieuse. C'est à titre de solde de leurs frais et en récom-

pense de leurs travaux que les commanderies sont distribuées aux Espagnols *de par le roi;* la liste commence par l'*adelantado* Juan de Vera, qui reçoit pour sa part les Guaranis des îles; elle finit par Juan de Garay, qui s'attribue les Indiens soumis aux deux caciques Quanjipen et Sibacua. Enfin, toujours dans la même pensée, la ville de Siete-Corrientes fut fondée en 1788, à la jonction du Paraguay avec le Parana, qui s'épanouit là en sept courans distincts. Buenos-Ayres, Santa-Fé, Corrientes, l'Assomption, devaient former les échelles du Pérou, en faisant du Paraguay l'entrepôt de l'Amérique centrale. Vain projet! d'insurmontables difficultés du côté du Haut-Pérou déjouèrent tous ces efforts; le Paraguay, rejeté en dehors du mouvement des sociétés, devint un lieu de douce retraite, de riches métairies, de grasses abbayes, et la force des circonstances a fait de Buenos-Ayres la capitale de tout le pays.

A la même époque, et poussés par un instinct semblable, les conquérans du Pérou étaient descendus des cimes de leurs cordilières. Les Espagnols du Paraguay avaient couru après l'ombre du *roi d'argent:* ceux du Pérou poursuivirent, à travers les *pampas*, la chimérique *Trapalanda* ou *Cité des Césars* aux murs d'argent, aux toits d'or, aux fenêtres de diamant. Chaque jour, comme un mirage, la cité fantastique fuyait et les entraînait vers les déserts de la Patagonie. Ainsi que sur les bords du Parana, ce rêve d'or aboutit à de riches commanderies, et, suivant une route inverse, les Espagnols du Pérou élevèrent successivement, et pour asservir les Indiens qu'on destinait comme de vils troupeaux à l'exploitation des mines, Santiago del Estero en 1553, San-Miguel de Tucuman en 1565, Cordova en 1573, Catamarca en 1583, Salta en 1582, Jujuy en 1592, la Rioja en 1595, et San-Juan en 1607. En un mot, à la fin du siècle, toutes les grandes capitales des états qui forment aujourd'hui la Confédération Argentine étaient fondées, et la force des choses en faisait converger toutes les routes vers Buenos-Ayres.

Ce siècle fut l'ère des armes; les phases qu'il présente se retrouvent dans la conquête de tout pays. D'abord les conquérans eurent à vaincre une résistance générale et ardente, qui bientôt s'éparpilla en combats partiels, chaque jour moins redoutables, et ainsi l'autorité civile et militaire fut vaincue. Ensuite, les antiques dieux de la patrie se réveillèrent à la voix des prêtres ou des sorciers qu'on chassait; toutes les ames en furent émues, un soulèvement universel éclata, mais il fut aisé d'en triompher, les vrais soldats avaient été exterminés, il ne restait plus qu'une race amoindrie. L'Évangile alors put se faire entendre, la parole de Dieu devenait la protectrice des vaincus, qui se réfugièrent dans cette religion des malheureux. L'ère de la prédication était venue; les missionnaires accoururent.

Les jésuites ont eu des établissemens par toute l'Amérique; mais, au Paraguay, ils fondèrent un véritable royaume. C'est sans contredit un des plus curieux épisodes de l'histoire moderne. Voici ce qu'ils trouvèrent dans ce pays quand ils y arrivèrent, au commencement du XVIIe siècle : dans les commanderies, une population réduite à la servitude personnelle, esclave, bien qu'on n'en trafiquât point sur le marché; hors de ces établissemens, des tribus sauvages dispersées dans les bois, traquées d'un côté par les Espagnols, qui recrutaient des travailleurs, de l'autre par les Portugais de San-Pablo, connus sous le nom de *Mamelucks*, espèce de forbans recrutés parmi tous les bandits de l'Europe, et qui parcouraient les forêts du Nouveau-Monde pour y faire des *malocas*, c'est-à-dire des *razzias* de créatures humaines, qu'ils allaient vendre sur les marchés du Brésil. Armés des ordonnances royales et de la faveur qui était à la cour un privilége du confessionnal, les jésuites tonnèrent contre la servitude personnelle et le servage de glèbe; ils forcèrent les gouverneurs du Paraguay à rendre des arrêts contre les commandeurs, qui résistèrent par toutes sortes de moyens. Ils se firent ensuite concéder toute la zone comprise entre les possessions brésiliennes et les commanderies du Paraguay, bornées au massif de l'Assomption, prolongé jusqu'à trente ou quarante lieues de la capitale, et fondèrent les missions qui devaient réduire à la civilisation les Indiens effarouchés. Pour faire une *réduction*, ils élevaient une église et groupaient alentour des habitations d'Indiens qui vivaient en communauté sous un supérieur jésuite. Ces réductions eurent des destinées bien diverses : celles qui avoisinaient les établissemens espagnols prospérèrent tout d'abord; mais celles qui se trouvèrent à portée des invasions des Mamelucks furent impitoyablement détruites ou forcées d'émigrer. Les jésuites de la Guayra s'enfuirent avec leurs ouailles; ils descendirent le Parana sur une flottille de sept cents *balsas*, radeaux portés sur deux pirogues réunies. Arrivés aux chutes, où le fleuve, pendant vingt-cinq lieues, se précipite et rebondit d'abîme en abîme, ils perdirent trois cents *balsas*, et force leur fut de s'ouvrir un chemin dans les forêts vierges, à travers des réseaux de lianes sans cesse renaissans, des rochers tombant en précipices, des lits de fougère recouvrant des crevasses sans fond où des familles entières disparaissaient, trempés de l'écume des cataractes et tremblant avec le sol que les secousses de cet effroyable torrent ébranlaient sous leurs pieds. Ils travaillaient tout le jour en chantant des hymnes et des cantiques, et le soir, après avoir préparé leurs abris, arrêtés sur la rive du fleuve, ils entonnaient en chœur le psaume de l'exil, mêlant ainsi au roulement des cataractes et aux déchiremens de la tempête dans la forêt les notes sacrées : *Super flumina Babylonis!*

Cependant les forbans harcelaient les exilés comme des loups affa-

més poursuivent un troupeau de moutons; la fuite ne suffisait pas contre leur rage; un seul moyen restait de les arrêter : les armes! Les pères jésuites y eurent enfin recours. Ils fortifièrent les défilés de leurs missions, façonnèrent leurs néophytes à la discipline militaire, et livrèrent bataille à leurs féroces agresseurs, qui n'osèrent plus reparaître. De tout le pays, la frontière la mieux gardée, la plus inviolable, fut alors celle des missions. Pour régime intérieur, les jésuites imposèrent la règle monastique. Les trente réductions échappées aux Paulistes se soumirent à un supérieur qui résidait au collége central de la Candelaria. Deux vice-supérieurs lui étaient adjoints : l'un pour les missions du Parana, l'autre pour celles de l'Uruguay. Chaque peuplade eut son curé, aidé d'un frère de l'ordre. Le premier avait la charge des ames, le second tenait la procure et administrait le département; l'un catéchisait, l'autre enseignait l'agriculture et les arts mécaniques; tous deux vivaient dans le plus parfait accord. Sous cette autorité révérée se rangeait la municipalité, composée d'un corrégidor, de deux alcades et autres officiers municipaux choisis parmi les caciques. Toutes les missions offraient un aspect uniforme. Au milieu de la place s'élevait, porté sur trois nefs, le dôme de l'église; à droite le collége, habitation des pères et magasin général de la communauté, avec ses cloîtres, ses préaux, ses jardins, ses rians vergers; à gauche le cimetière, dont les croix se perdaient sous des bosquets d'orangers; le bourg formait un rectangle, dont les rues se coupaient à angles droits du nord au sud et de l'est à l'ouest; alentour s'étendaient les terres affectées à chaque famille, les pâturages, et les grandes fermes de la communauté.

Au point du jour, la cloche appelait à la messe le peuple entier; la messe dite, tous se rendaient au travail : le laboureur aux champs, le berger à ses troupeaux, l'enfant à l'école, l'ouvrier à son atelier. Chacun était choisi selon son aptitude; ceux qu'inspirait un vif sentiment de l'harmonie allaient animer les orgues du temple ou chanter sur les harpes saintes les psaumes du Seigneur; mais l'égalité la plus parfaite régnait entre tous : le guerrier, l'homme de la charrue, le cacique lui-même, étaient égaux devant le travail, tous en partageaient également les fruits. A midi, la cloche annonçait un repos de deux heures; au coucher du soleil, au son de l'*Angelus*, les travaux finissaient, on chantait à l'église le rosaire de la Vierge, et, quand tous les habitans étaient rentrés dans leurs demeures, la cloche à minuit sonnait encore le réveil conjugal, car ces pauvres Indiens se faisaient un peu tirer l'oreille pour perpétuer leur race.

Trois jours par semaine appartenaient aux travaux de la communauté, et trois jours aux travaux de la famille. Le curé surveillait avec la même rigueur le domaine public et la propriété privée; il assignait à chacun sa portion des fruits de la terre, et, quand l'existence de la

peuplade était assurée, le surplus allait au marché de Buenos-Ayres s'échanger contre les produits de l'Europe, contre des vêtemens sacerdotaux, des vases sacrés, des armes et autres objets destinés à la *réduction* des sauvages du voisinage. Le dimanche appartenait à Dieu; c'était aussi le jour des fêtes et des réjouissances publiques, des danses, des jeux de bagues, des tournois et courses de taureaux. Les armes alors étaient retirées de l'arsenal; cavalerie, infanterie, s'exerçaient aux manœuvres militaires sous la direction d'un père jésuite, parfois même de quelque aventurier étranger que le hasard avait amené dans les missions (1); car l'entrée en était sévèrement interdite, même aux Espagnols. Telle était l'admirable discipline de ces troupes, qu'elles furent l'auxiliaire le plus sûr des gouverneurs de Buenos-Ayres, soit contre les Portugais, soit contre les sauvages insoumis, soit même contre les créoles révoltés, et pourtant leur humilité fut telle qu'un colonel à la tête de son régiment, au retour d'un siége où ils étaient montés à l'assaut en s'accrochant à la muraille avec leurs dents, leurs pieds, leurs mains, s'inclinait sur un signe du prêtre pour recevoir en punition d'une peccadille douze coups de fouet, et lui disait en baisant la main qui l'avait frappé : *Aguyebé, cheruba, chemboara gua a teepé!* (Dieu vous bénisse, mon père, car vous m'avez fait voir mon péché.)

Ce gouvernement, si merveilleusement adapté aux mœurs des indigènes, ne s'était établi qu'au milieu d'une opposition violente. L'histoire du XVIIe siècle est remplie des luttes des jésuites avec les Espagnols de l'Assomption et les anciens commandeurs, qui défendaient pied à pied leurs priviléges usurpés. Au commencement du XVIIIe siècle, un terrible orage éclata contre les jésuites; les habitans les chassèrent de l'Assomption et proclamèrent le gouvernement républicain au cri de *commune! commune!* Pendant douze années, cet esprit de révolte se maintint, et le gouverneur de Buenos-Ayres ne parvint à l'étouffer qu'en s'appuyant sur les cinq régimens des missions. Enfin cet empire, qui avait fait pendant plus d'un siècle et demi le bonheur d'une population de cent vingt mille indigènes, s'effaça sous un souffle de l'esprit philosophique et périt d'un trait de la plume royale qui signa l'expulsion des jésuites de l'Amérique espagnole. Maintenant, au lieu de ces champs si bien cultivés, de ces millions de têtes de bétail, de ces villages groupés autour des temples où l'or étincelait en coupoles et en colonnades, on ne rencontre qu'un désert couvert de ronces, que des animaux sauvages et des bêtes féroces, que des ruines jonchant çà et là le sol; la race humaine a fui, elle s'est dispersée dans les bois ou a péri

(1) On peut encore trouver aux archives des affaires étrangères un mémoire adressé au régent par un de ces aventuriers.

dans les troubles civils. Chose curieuse! un Français reste aujourd'hui propriétaire d'environ mille lieues carrées de ces missions ruinées. Mais de l'empire des jésuites il ne reste qu'un souvenir qu'invoqueraient en vain les phalanstériens de nos jours, car il leur manque, pour renouveler une telle épreuve, la foi, l'humilité et l'esprit d'abnégation des Indiens Guaranis. La doctrine de l'obéissance, enseignée par les pères jésuites, s'était répandue des missions dans les anciennes commanderies, et avait pénétré si avant dans les cœurs, qu'aujourd'hui encore elle fait le fond des mœurs du Paraguay, et que le docteur Francia n'a pas choisi d'autre base pour y asseoir sa domination.

Lorsqu'en 1811 le Paraguay, troublé par la propagande armée de Buenos-Ayres, suspendit son gouverneur espagnol, la junte révolutionnaire osa, la première en Amérique, proclamer, sur la proposition de son secrétaire, dont le seul argument fut une paire de pistolets qu'il posa sur la table du conseil, le droit souverain et l'indépendance absolue du pays. Cet homme était Francia; tel fut son début dans la carrière politique. Docteur en droit, il s'était acquis dans ce pays d'ignorance une haute réputation de savoir, et son désintéressement, sa rare intégrité, en faisaient un personnage influent. Les opprimés pouvaient compter sur son appui. Esprit absolu, rigoureux comme une formule mathématique, qui ne transigeait avec aucune condescendance sociale, et pour qui l'humanité n'était rien devant le droit strict de la justice, on racontait de lui des traits d'équité dignes du premier Brutus. Ne l'avait-on pas vu prendre en main, contre un de ses plus intimes amis, la défense de son ennemi mortel, menacé d'être opprimé par un juge inique, mais tout-puissant, gagner la cause et refuser ensuite toute réconciliation? Brouillé avec son propre père, n'avait-il pas inexorablement repoussé la prière du vieillard mourant, qui sollicitait du ciel, comme dernière grace, la paix avec son fils? Élevé pour l'église, il avait pris en haine et la religion et ses prêtres et ses moines; mais la discipline du cloître et de la caserne et la doctrine de l'obéissance plaisaient à son cerveau monacal; tout désordre dans l'administration publique et le gouvernement lui faisait horreur.

Trois classes distinctes se partageaient le pays : les Espagnols nés dans la Péninsule, les fils du pays ou créoles *paraguayos*, habitans des villes, et les gens de la campagne. Les premiers constituaient une sorte de noblesse, non qu'ils fussent de race antique, loin de là, mais parce qu'ils occupaient les emplois publics, qu'ils composaient les municipalités (*cabildos*), et que les femmes les préféraient aux *fils du pays*. Ceux-ci haïssaient naturellement les Espagnols purs par cet instinct de vanité blessée qui fait que chez nous la bourgeoisie déteste la noblesse; aimables d'ailleurs, d'élocution brillante et facile, ces créoles avaient un certain goût pour le désordre, avec une probité et

une justice d'à-peu-près. Quant aux habitans de la campagne, nous l'avons dit, un reflet lointain de la discipline jésuitique, l'obéissance à l'autorité et une secrète antipathie pour toute intervention étrangère formaient les traits saillans de leur caractère. Les instincts de Francia le portèrent, par une pente naturelle, à la tête de cette dernière classe. C'étaient les créoles, les citadins, qui avaient fait la révolution, mais Francia les méprisait, par aversion pour tout esprit de désordre, en haine surtout de leurs meneurs, avocats sans cause, banqueroutiers, gens déclassés. Les Espagnols étaient vaincus, il n'y songeait pas. Ses collègues au gouvernement avaient les goûts et les mœurs des créoles; ils ne portèrent aux affaires que l'anarchie : Francia ne leur ménagea pas son dégoût et se retira à la campagne, au milieu des *estancieros* (fermiers), dont il se fit l'ame.

Le congrès réuni en 1813 nomma deux consuls, Francia et Yegros, riche créole qui représentait bien sa classe, n'aimant que la parade, les uniformes et les titres militaires, d'une ignorance, d'un laisser-aller et d'une insouciance qui eussent livré le pays à la dissolution. Entre ces deux hommes, entre César et Pompée, comme on les appelait, entre les deux partis la lutte ne fut pas longue. Yegros sembla effacé tout d'abord. En 1814, le congrès fut convoqué; mais, pour étouffer les votes de la ville, Francia le composa de mille députés. On le proclama dictateur pour trois ans, puis, en 1817, dictateur à vie. Devenu maître absolu, il se donna carrière et fit de l'ordre.

Dans la politique extérieure, de même que les jésuites, pour rester maîtres absolus dans leurs missions, les avaient fermées au contact de tout Espagnol, ainsi Francia isola son pays de toute relation avec les nouvelles républiques de l'Amérique. Il avait en horreur « les Athéniens de Buenos-Ayres, révolutionnaires aimables, mais vains, indisciplinés, volages, ennemis de tout frein, et qui menaient la révolte par toute l'Amérique sans être capables de fonder aucun gouvernement. » Jamais il ne voulut fournir un seul soldat à la guerre de l'indépendance ni s'unir au congrès argentin, et en cela, il faut le dire, il suivait l'instinct général de son pays. Les sauvages faisaient de fréquentes irruptions dans le Paraguay; à l'exemple des jésuites, il fit entourer la frontière d'une ligne de *guardias* ou postes fortifiés aux frais des communes. Ces postes, où les milices devaient accourir au premier coup de canon, rendirent la frontière du Paraguay inviolable. Pour se procurer des armes, il eût bien voulu entretenir un commerce privilégié avec l'Europe; mais, voyant que les riverains du Parana faisaient main basse sur les munitions de guerre, il bannit les étrangers du Paraguay.

A l'intérieur, ce qu'il lui fallait d'abord, c'était une armée dévouée. Il destitua les officiers de la bourgeoisie créole et les remplaça par des hommes de la classe qui lui était sympathique; il forma lui-même en-

viron cinq mille hommes de troupes bien disciplinées, sur lesquelles il pût entièrement compter. Il évinça la bourgeoisie de l'administration, de la magistrature, des municipalités, de la police, des commandemens de district ou de cercle, de toute position influente, et prit ses agens de gouvernement dans une autre partie de la population, qui s'attacha en séide à sa fortune. Il ne laissa à la classe riche et aisée que le droit de vivre de son patrimoine et de ses biens acquis, mais sans commerce, sans action politique; en un mot, il lui arracha l'ame, et, à la moindre révolte, il la frappa d'amendes ruineuses. Dès son entrée aux affaires, il s'imposa une austérité cénobitique. D'abord il gouverna avec une inflexible rigueur, avec une justice inexorable, qui, par excès de logique, devint, suivant l'adage *summum jus, summa injuria*, une atroce cruauté. C'est par cette logique terrible qu'il fut conduit à ne voir dans l'humanité que lui, le « suprême dictateur, » *el supremo!* et il étouffa sans le moindre trouble de cœur les conspirations dans le sang et dans les cachots. La terreur finit par être son unique instrument de gouvernement; sa police veillait au foyer de chaque habitant. Rien de plus simple que ce mode de gouverner les peuples. Les jésuites, pour façonner leurs sauvages, avaient eu recours aux plus hautes aspirations de la religion; Francia n'employa que l'effroi. Peu de mots suffisent à résumer son administration. Les produits du sol se consommaient sur le sol; partant, nul commerce. Quant à l'industrie, voici comment il l'aiguillonnait. Il disait à un tailleur : « Fais-moi cet habit, ou tu seras pendu; » à un canonnier : « Pointe juste, ou je te fais fusiller; » à un armurier : « Forge-moi un bon fusil, ou tu mourras. » Voilà comment Francia mena pendant vingt-cinq ans le Paraguay. Il se vantait d'être le seul homme qui sût gouverner le peuple américain conformément à son génie; ce sera justice de notre part d'écouter au moins son raisonnement. « Voyez les résultats. Comparez le Paraguay et les états de la Confédération Argentine. Le Paraguay regorge de biens; le peuple y vit dans l'abondance et la quiétude. Que m'en a-t-il coûté? La mort ou l'incarcération d'une poignée de brouillons. Et les *Athéniens* de Buenos-Ayres, les *Porteños* (comme il disait avec une grimace de mépris), qu'ont-ils fondé? Ils ont jeté à tous les vents des *pampas* le cri de *libertad!* et partout ils ont fait le désert et ils l'ont semé de ruines et des ossemens de la population égorgée pour leurs vaines querelles : il n'est pas un hameau, pas une hutte qui n'en porte la trace. »

Francia mourut d'une attaque d'apoplexie à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, en septembre 1840. Sa mort fut tenue secrète pendant sept ou huit heures. Le principal alcade de l'Assomption se fit proclamer président et gouverneur pendant quatre ou cinq mois sur l'impulsion donnée par Francia. Un sergent de la garnison eut la fantaisie de le

renverser et lui substitua un autre président qui dura quinze jours. Don Mariano Roque-Alonzo, commandant d'un quartier de cavalerie, le destitua à son tour, et, s'associant un *estanciero* nommé don Carlos Lopez, fit proclamer le gouvernement consulaire au commencement de 1841. Comme Francia, Lopez avait été élevé pour l'état ecclésiastique, et, comme lui, il était devenu docteur en droit. Le premier congrès fut convoqué pour 1842; on vit alors se répéter le manége que nous connaissons; Lopez remplit de ses fidèles l'administration, les justices de paix et les commandemens de district; ceux-ci lui envoyèrent des députés à son gré, qui arrivèrent à la capitale, les uns en charrette à bœufs, les autres à cheval ou à pied, sans souliers, portant sur leur tête les provisions de la session. En trois jours, la session fut close; Lopez et Alonzo étaient consuls (1). Un second congrès se réunit en mai 1844, qui décida qu'un seul président ferait mieux que deux consuls; Lopez fut nommé pour dix ans avec 10,000 piastres (55,000 fr.) d'appointemens; le pacte politique fut voté, et tout cela fut l'affaire d'un jour; le 16 mai 1844, le président s'installait impérialement au palais; la garde en haie présentait les armes à son excellence Mme la présidente, accompagnée de ses petits enfans, et les députés retournèrent à leurs bœufs.

Francia a trouvé son successeur, un héritier de son œuvre. Le système qu'il a fondé n'est point, comme l'avait cru le libéralisme moderne, une monstruosité dans l'ordre politique, mais un gouvernement dont les racines reposent dans les entrailles mêmes de la population. Lopez reprend les erremens du dictateur suprême; le régime prohibitif est restauré; les étrangers, qui avaient profité du relâchement dont la mort de Francia fut suivie pour s'établir dans le pays, reçoivent l'ordre de quitter l'Assomption. Le commerce subit de nouvelles entraves; l'autorité a recours aux rigueurs et aux exécutions; pour l'ombre d'un oubli de la profonde déférence qu'exige le président, — *fusillé;* pour un secret soupir arraché par un caprice fiscal qui vous ruine, — *envoyé aux présides!* Le pays s'est accoutumé depuis longtemps à l'isolement et à une salutaire terreur; il peut vivre aussi heureux sous cette forme que sous toute autre : telle est l'opinion de Lopez. Et, pour cimenter son pouvoir, il a mis un de ses frères à la tête de l'église comme évêque du Paraguay; un autre a le commandement

(1) Rien de plus simple que l'élection d'un député. Sur l'ordre du gouvernement, le juge de paix ou le commandant de district réunit un certain nombre d'électeurs et leur dit : « Vous avez à élire des députés au congrès, voici les noms qu'il faut choisir. » Il lit, et l'on fait ainsi qu'il est requis. Les opérations du congrès ne sont pas moins simples. Un secrétaire lit les actes à voter, constitution politique ou loi d'intérêt privé; le congrès approuve en bloc, et la séance est levée. Le pouvoir législatif est borné à l'approbation des décrets du gouvernement.

général des districts de l'intérieur; son fils, jeune homme de vingt-deux à vingt-trois ans, est général en chef de l'armée : on prépare d'avance sa succession à la présidence. Ainsi tout le pays se trouve dans la main de Lopez. Jamais Francia n'a joui de plus d'omnipotence.

Tel est le Paraguay. En vérité, il faudrait être doué d'une imagination bien ardente pour y rêver un appui, un auxiliaire sérieux dans les opérations que la France peut avoir à mener sur les bords de la Plata.

II. — LA CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

Après tout un siècle d'infructueuses tentatives, on avait été forcé de reconnaître que le Paraguay ne pouvait servir de point d'étape entre l'Atlantique et les villes fondées sur le versant des Andes. Le flot des émigrans, au lieu de remonter le Parana, s'arrêtait à son embouchure. A l'Assomption, le sang espagnol, rarement renouvelé, allait de jour en jour se fondant dans la molle race guaranie. Les nouveaux arrivans se répandaient de préférence dans la plaine de Buenos-Ayres, soumettaient les féroces tribus des *pampas*, et, se mêlant avec elles, donnaient naissance à une autre race d'une énergie sauvage, que nous voyons aujourd'hui imposer la loi à tout le pays, les *gauchos*. Ainsi furent peuplés ces vastes territoires de la Confédération Argentine, où l'on nous propose aujourd'hui de porter la guerre et l'invasion.

Entre Buenos-Ayres et le pied de la Cordilière se déroule une plaine de trois cents lieues de longueur, naturellement partagée en trois zones d'aspect fort différent. D'abord, c'est un vaste champ de trèfle et de chardons long de quatre-vingts lieues, qui chaque année subit quatre changemens à vue : verte pelouse en hiver, c'est-à-dire en juillet, il se tapisse au printemps de fleurs éclatantes, et l'été le recouvre d'une forêt de jets épineux hauts de vingt pieds, droits comme des bouleaux, serrés comme des tiges de bambous, à travers lesquels on essaierait en vain de s'ouvrir une route; mais, dès qu'ils sont secs, le *pampero* d'automne en jonche le sol et les disperse au loin. Au-delà, c'est une plane prairie où pendant cent cinquante lieues on foule un épais gramen sans rencontrer une mauvaise herbe; les cours d'eau qui la sillonnent vont silencieusement se perdre et s'évaporer dans des lagunes formées par les plis du terrain. Enfin commence un taillis d'arbrisseaux et d'arbres verts sous lesquels, abrité par de gracieux ombrages, on chemine sans obstacle sur un espace de quatre-vingt-dix lieues. On croirait suivre les routes d'un parc; il n'y manque que les châteaux, les manoirs, et, dans les clairières, l'aspect lointain de quelque populeuse cité.

Les premiers chevaux et le gros bétail qu'on transporta dans ces plaines s'y multiplièrent avec une telle rapidité, qu'on en compte au-

jourd'hui les têtes par millions. Si l'Espagne eût consulté d'abord l'intérêt de sa colonie, elle aurait facilité l'échange de cette richesse improvisée, d'un côté avec le Pérou, qui avait besoin de mules et pouvait les payer en argent, de l'autre avec l'Europe, dont les produits manufacturés se fussent trouvés soldés par l'exportation des cuirs du pays. La cupidité de quelques monopoleurs contraria cette marche naturelle : ces spéculateurs ne voulaient pas que le commerce suivît une voie dont ils n'eussent pas eu le privilége exclusif, et les produits exubérans des *pampas* furent condamnés à périr inutiles sur le sol, ou à se multiplier indéfiniment sans profit pour les propriétaires; mais il y a dans la nature même des choses une force que les plus mauvais gouvernemens essaient en vain d'étouffer : la contrebande prit la place du commerce régulier qu'on proscrivait. Buenos-Ayres ouvrit ses routes avec le Chili et le Pérou à travers les *pampas*, et les Anglais de leurs vaisseaux, les Portugais par leurs possessions limitrophes, pratiquèrent audacieusement leurs opérations illicites sous les yeux et souvent même avec la connivence de l'autorité chargée de les arrêter. Dans ces conditions, il ne fallut pas moins de deux siècles à Buenos-Ayres pour se développer, pour devenir l'entrepôt si fortement réclamé par le commerce du Nouveau-Monde. Elle constitua un gouvernement séparé du Paraguay en 1620, et fut le siége de la vice-royauté de la Plata en 1776, époque vers laquelle l'esprit du siècle rompit les barrières tyranniques des monopoleurs, et laissa enfin le commerce suivre sa voie. Tels furent les commencemens de Buenos-Ayres et la raison de son importance en Amérique.

La rivalité qui se poursuit de nos jours entre cette ville et Montevideo, entre les deux rives de la Plata, on la retrouve en germe dans l'*exclusivisme* de l'Espagne et surtout dans la contrebande provoquée par son esprit de prohibition. Toujours Buenos-Ayres dut se tenir en garde contre Montevideo. Le Portugal prétendait étendre jusqu'au Parana les limites du Brésil et embrasser la province Orientale tout entière; alors nul point de la frontière espagnole n'eût été à l'abri de la contrebande, dont le principal foyer eût dominé Buenos-Ayres même. En face de cette ville et sur la rive opposée du Rio de la Plata, le massif de collines qui accidente le sol de la Bande Orientale projette une arête ou petit contrefort doucement incliné en amphithéâtre qui vient se perdre dans les eaux boueuses du fleuve. La rivière en cet endroit n'a que sept lieues de largeur; les deux rives, en se resserrant, forment comme le col d'un entonnoir qui va ensuite en s'évasant jusqu'à l'Océan. Une brume, très épaisse à certaines époques de l'année, cache la plupart du temps les deux bords l'un à l'autre; mais parfois l'air s'épure tout à coup et devient si transparent, que des plats rivages de Buenos-Ayres on distingue, avec une netteté parfaite, les lignes ondu-

leuses des collines opposées. Ce petit port, qu'abrite une ceinture d'îlots, semble fait exprès pour mener la contrebande dans les *pampas*. Nous en avons fait plus d'une fois l'expérience dans nos blocus de la Plata. Les Portugais s'en saisirent en 1680, y élevèrent une forteresse qui prit le nom de Colonia-del-Sacramento, et en firent un foyer de contrebande. De combien de combats cette langue de terre fut le théâtre! Pendant un siècle, Espagnols et Portugais s'acharnèrent à ce promontoire, qui finit pourtant par rester à l'Espagne aux termes du traité de 1777, et alors seulement la paix régna sur le Rio de la Plata.

Le rôle qu'a joué Buenos-Ayres comme siége du gouvernement et de la vice-royauté de la Plata peut être défini en quelques mots : — à l'intérieur, ouvrir à travers le désert des routes de caravane qui reliassent en un seul faisceau les villes situées à l'est de la Cordilière; refouler au fond des *pampas* les sauvages qui les infestaient et poussaient leurs irruptions jusqu'aux faubourgs de la ville; — à l'extérieur, s'opposer aux envahissemens des Portugais et à la contrebande armée que, de concert avec les Anglais et les Français, ils menaient le long de la côte. — Ce fut pour expulser du promontoire de Montevideo les Portugais qui s'y étaient établis en 1723, que les Espagnols fondèrent en 1726 la ville actuelle qui porte ce nom avec des familles venues des Canaries. Ce fut pour chasser les Français qui avaient créé dans la rade de Maldonado un établissement de contrebande en 1720, que le gouverneur de Buenos-Ayres résolut d'y construire un fort; mais cette malheureuse province Orientale, ravagée comme aujourd'hui, tantôt par les troupes brésiliennes, tantôt par celles de Buenos-Ayres, ne put développer les richesses de son sol fertile qu'à l'époque où l'Espagne domina enfin sur les deux rives de la Plata et les força de vivre en paix. Alors chacune des deux villes rivales grandit suivant ses conditions normales : Montevideo fut le centre où convergèrent les intérêts de la Bande Orientale de l'Uruguay, et Buenos-Ayres, l'aboutissant obligé de toutes les grandes voies intérieures, devint la capitale commerciale et politique du vaste bassin qui s'étend à l'orient des Andes; tout prospéra dans le Rio de la Plata, et cette prospérité durait encore quand le vice-roi espagnol fut déposé par les chefs de l'insurrection populaire du 25 mai 1810.

Le mouvement révolutionnaire se déroula dans l'ancienne vice-royauté suivant l'esprit même de la société autrefois soumise à l'Espagne. Dans la campagne vit clair-semée une population de pâtres indépendans que ne rapproche pour ainsi dire aucun lien social; le sentiment de l'égalité règne là dans toute sa force; c'est la loi du climat et du sol. Puis s'élèvent à de grandes distances l'une de l'autre quelques rares cités habitées par des marchands et des propriétaires trafiquant eux-mêmes du produit de leurs terres où ils ne résident ja-

mais, par conséquent sans influence territoriale, d'origine à peu près commune, presque sans démarcation sociale, la plupart sortis de ces provinces basques si fières de l'esprit d'égalité qu'ont formulé avec tant d'orgueil les statuts des cortès de Tarragone en 1519. Il faut entendre le général Rosas lui-même développer, dans son énergique et pittoresque langage, comment la vie du désert et les traditions du sang font de la république démocratique la forme obligée du gouvernement des provinces argentines, tandis qu'au Chili, pays agricole, où les grands propriétaires résident dans leurs domaines, la république aristocratique dut s'établir. Nulle proportion d'ailleurs entre la population des campagnes et celle des villes, qui absorbaient à elles seules le tiers, quelquefois la moitié des habitans des provinces dont elles sont les capitales. Ainsi Buenos-Ayres renfermait quatre-vingt mille habitans, et toute la province en comptait au plus cent vingt mille; — Cordova, seize mille; la province entière, soixante-dix à quatre-vingt mille; — Tucuman, douze mille; la province, quarante-cinq mille; — Salta, sept mille; la province, quarante mille.

Ce furent les créoles de Buenos-Ayres qui menèrent la guerre de l'indépendance dans l'Amérique du Sud par rancune et par sentiment d'envie contre les Espagnols de la mère-patrie, qui, monopolisant les emplois publics, constituaient une sorte de classe privilégiée. Ils soulevèrent avec habileté les mauvaises passions qu'une administration séculaire et vermoulue avait laissées après elle; ils recrutèrent leurs meilleures troupes parmi les *gauchos* en faisant retentir les *pampas* du mot d'indépendance; puis, la révolution terminée, ils l'exploitèrent à leur profit et se partagèrent les grades militaires, les fonctions publiques et administratives. C'eût été légitime s'ils avaient su gouverner. Leurs plans, il faut le dire, furent un brillant frontispice. Ils prirent sur la carte à peu près toutes les provinces de l'ancienne vice-royauté, les confédérèrent par une charte calquée sur la constitution des États-Unis, leur donnèrent pour tête Buenos-Ayres où ils dominaient, et, sans se préoccuper si la civilisation de l'Europe allait au pays, ils voulurent lui appliquer tout d'abord les institutions de nos vieilles sociétés. Ce n'est point l'éloquence qui leur manqua; mais le sens gouvernemental, la discipline leur fit complétement défaut. Pour détruire, ils avaient été unanimes; dès qu'il s'agit de fonder, ils se divisèrent. A peine au pouvoir, ils s'entrechoquèrent; le gouvernement tomba par cascades successives et forcées de la haute bourgeoisie aux avocats et des avocats aux clercs d'huissier. Tous les liens politiques furent brisés; le pays sembla près de se dissoudre dans l'anarchie... L'anarchie! Comprend-on bien ce que c'est dans cet océan de plaines où d'impitoyables sauvages s'embusquent contre les chrétiens comme le tigre guette sa victime, où les *ranchos* sans défense, les villes ouvertes deviennent la

proie du premier bandit armé d'une lance qui a su réunir une poignée de scélérats? C'est comme si la piraterie devenait la loi des mers.

Ce désordre dura jusqu'en 1829, époque où un chef de la campagne, don Juan Manuel de Rosas, — indigné de l'ambition stérile et brouillonne des citadins, qui renversait les uns sur les autres gouverneurs, directeurs, présidens, comme le vent du sud-ouest abat chaque été sur les trèfles la forêt de chardons desséchés qui couvre les *pampas*, — vint, à la tête de ses *gauchos*, leur imposer, comme Francia au Paraguay, l'ordre et substituer une pratique sévère à des rêveries politiques.

Il y a dix ans déjà (1), et dans une circonstance analogue, au moment où M. l'amiral de Mackau venait, comme M. le contre-amiral Le Prédour, de signer un traité avec le gouvernement de Buenos-Ayres, nous soutenions que le pouvoir du général Rosas reposait sur le sens intime de sa nation. Aujourd'hui, vingt années d'un gouvernement qui a défié toutes les révolutions et que les expéditions de la France et de l'Angleterre n'ont fait qu'affermir parlent plus haut que toutes les phrases. Il faut bien en convenir : notre intervention a fait du général Rosas un personnage héroïque. Sa vie est passée aujourd'hui à l'état de légende, et il y prête volontiers pour se donner du prestige. En vérité, nous ne voyons pas un grand intérêt à contester des particularités qu'accréditent les personnes de son intimité et qui nous semblent éclairer d'une vive lumière l'état du pays. Depuis assez longtemps son portrait ne nous arrive guère que tracé de la main des hommes qu'il a vaincus. C'est le Rosas des *gauchos* qu'il nous importe d'apprécier.

Quoique né à Buenos-Ayres en 1793, don Juan Manuel, comme beaucoup d'autres descendans des anciens gouverneurs du pays, se vante d'être un fils des *pampas*. Les premières scènes de sa vie furent celles du désert. Une peau de bœuf suspendue par quatre cordes au toit de la cabane fut son berceau. Dès l'âge de trois ans, il courait après le premier poulain lâché dans la prairie et se hissait sur son dos en s'accrochant à sa queue. Là, aussi à l'aise qu'on nous peint les centaures, il jouait aux barres avec les *gauchillos* du voisinage, courait des journées entières un *steeple-chase* immense, sans plus se soucier des marécages, des terriers de *biscachos* (espèce de lapin qui terre dans les *pampas*), que l'antilope poursuivie par le chasseur. Il s'exerçait à lancer ses *bolas* et son *lasso*, d'abord aux jumens et au bétail de la ferme, puis aux autruches et aux gazelles qui passaient aux environs, enfin aux jaguars et aux lions du désert.

On le mit à l'école à Buenos-Ayres; aujourd'hui encore il fait coquetterie de la belle écriture qu'on lui enseigna; il servit même (en

(1) Voyez la livraison du 15 février 1841.

1807) parmi les volontaires du général Liniers, qui chassa les Anglais de la Plata; puis à quinze ans l'instinct du *gaucho* l'emporta, il retourna aux champs, au milieu de ses compagnons d'enfance, de plaisirs et de travaux; il avait un tel entrain, il montrait tant de passion pour cette vie pastorale, que tout autour de lui subit son influence; tous lui obéissaient d'instinct. S'agissait-il de secourir un ami, de protéger un orphelin, d'arranger un différend même aux dépens de sa bourse, alors faire soixante lieues dans sa journée n'était qu'un jeu pour lui; il arrivait à la hutte isolée dans la prairie quand depuis long-temps déjà le soleil avait disparu sous l'horizon des hautes herbes; il dessellait lui-même son cheval, car dans ces régions de l'indépendance on ne trouve personne qui vous rende ce service; il l'attachait à une côte de bœuf plantée en terre comme un piquet, ou le laissait paître en liberté au *corral*, soulevait le cuir de taureau qui servait de porte à la cabane, et, le chapeau à la main, jetait dans l'obscur gîte le solennel *buenas noches, caballeros!* Une lampe alimentée avec de la graisse de bœuf, entre les pierres du foyer des cendres mal éteintes rendaient seulement les ténèbres visibles. Quelques masses noires répandues çà et là s'animaient au salut du voyageur; c'étaient des bouviers qui sortaient lentement de dessous leur *poncho*. On s'asseyait en cercle autour de l'âtre sur des crânes de taureau dont les formidables cornes servaient de dossier, le feu s'allumait, on souhaitait la bienvenue en inclinant vers la flamme la broche du fameux *asado con cuero* (bœuf rôti dans sa peau). Chacun des convives, avec le large couteau qu'il portait à la ceinture, taillait dans le rôti une tranche succulente; la cruche d'eau passait à la ronde, puis la corne remplie d'eau-de-vie; le *maté* circulait, la conversation s'animait : un pâtre de Santa-Fé racontait les effroyables cruautés des sauvages du grand Chaco, un coureur de Mendoza comment il avait échappé au couteau des Indiens Pampas. Puis c'étaient les querelles de province à province, San-Luis contre San-Juan, la Rioja contre Catamarca, Cordova contre le Tucuman, et Rosas méditait sur ces bruits apportés par tous les vents du désert. On décrochait une vieille mandoline de la muraille où elle pendait à un os en compagnie de selles et de brides; on chantait sur l'air monotone des *tristes* du Pérou quelque *cielito de los corrales*, espèce de ronde où l'on improvise tout ce qui passe par la tête, amours ou combats; c'étaient, pendant la révolution, les prouesses de l'indépendance, surtout les *gauchos* en renom : Quiroga, le terrible héros de la Rioja, Estanislao Lopez de Santa-Fé, Artigas, dont l'influence s'étendait depuis les murs de Montevideo jusqu'au pied des Andes, noms que la bourgeoisie argentine a voués à l'exécration des siècles. L'heure du coucher arrivait; s'il faisait beau, on allait s'étendre à la porte de la cabane pour échapper aux punaises de l'intérieur; une selle servait d'oreiller.

Quand le *pampero* apportait des tourbillons glacés, on se blottissait dans un coin de la hutte : le vent et la pluie passaient à travers les trous nombreux du mur, par les déchirures du chaume; mais qui s'en souciait? On dormait d'un profond somme. Au jour, on se secouait, chacun sellait sa monture, et tandis que le léger *potro* (poulain) emportait comme le vent le jeune *gaucho*, l'ami le suivait longtemps du regard, et, quand il disparaissait sous la courbure de la plaine, lui jetait encore comme adieu : *Buen mozo este Juan Manuel!*

De dix en quinze lieues sont des relais de poste pour les coureurs des *pampas*, points de rendez-vous toujours désirés; des troupes de chevaux paissent aux alentours; parfois un *ombou* les signale, l'*ombou*, qui est dans les *pampas* ce qu'est le palmier dans les sables de la Nubie; le plus souvent aussi la hutte se confond avec les teintes uniformes du sol. Là se réunissent les pâtres; on cause à cheval, on propose la partie de cartes, car tout *gaucho* en porte nécessairement un jeu dans quelque pli de son vêtement; les chevaux s'approchent front à front, la bride sur le cou; on étend sur leurs têtes un *poncho*, et, sur ce tapis improvisé, on joue tout ce qu'on possède; on perd, on gagne du même front. Le ciel est beau, les poumons sont dilatés par plusieurs heures d'un galop presque aérien; les yeux rayonnent d'espoir, on échange ses rêves. Quels vœux pourrait encore former un homme sur la terre, quand il possède un *poncho* de Tucuman tissu de pure laine de vigogne, des guêtres soyeuses de la peau d'un veau arraché au ventre de sa mère, une selle où chevaucher dix-neuf heures de la journée, et reposer sa tête cinq heures de la nuit, des éperons de Castille à larges molettes pour enfoncer aux flancs d'un cheval indompté cette ardeur qui vous brûle de dévorer l'espace? L'amour, qu'est-ce dans ces déserts, où la plus jolie *china*, si vous lui demandez quel est le père de l'enfant qu'elle berce dans ses bras, vous répond : « Appelez-le Légion, ou : Qui sait? » (*Llame-le Legio*, ou, *quien sabe?*)

La grande préoccupation du *gaucho*, ce sont les incursions des sauvages. Entre les deux races, il y a haine violente, implacable, qui va jusqu'à la fureur; guerre d'extermination, souillée de cruautés qui font frémir. Jamais *gaucho* ne parle des Indiens qu'en grinçant des dents. Don Juan Manuel avait l'horreur instinctive du sauvage; la chronique de Buenos-Ayres prétend qu'une tradition de famille rend chez lui cette haine encore plus ardente; son grand-père maternel, Basque français, fut pris, dit-on, par les Indiens, cousu dans une peau de bœuf, traîné dans une lagune et livré aux oiseaux de proie (1). Dès

(1) Ce sont les récits de Buenos-Ayres. Voici ce que nous croyons être la réalité. Cet aïeul maternel de Rosas avait nom don Clément Lopez de Osorio. Surpris par les Indiens dans son *estancia* du Rincon del Salado, au point où ce ruisseau se jette dans la mer, il fut massacré avec son fils André le 13 décembre 1783.

que le cri de *los Indios! los barbaros!* répété de *rancho* en *rancho*, mettait sur pied les *gauchos*, il accourait tout écumant, organisait l'attaque et les poursuivait comme des bêtes féroces. C'est contre les sauvages qu'il a conquis son renom militaire; mais il faut dire aussi que, maître de lui au milieu des orages de la passion, Rosas ne crut pas que le seul moyen d'en finir avec les Indiens fût l'extermination. Lui qui vingt fois avait vu le produit de longues années de labeur anéanti par les incursions des barbares, ses cultures détruites, ses champs ravagés, son bétail emmené au désert, il traita avec eux, fit pénétrer la civilisation dans leurs hordes les plus farouches, les attira sur les terres de la république, les façonna aux travaux des champs, les dressa aux armes, fit de leurs colonies des avant-postes de défense et les plus sûrs gardiens de la frontière argentine.

On connaît maintenant cette population de bouviers et de pâtres sur laquelle Rosas a fondé son influence. D'assez haute taille, d'une fibre sèche et agile (1), d'une sobriété extrême, ne vivant que de bœuf et d'eau, infatigable à cheval et pouvant s'y tenir plusieurs jours de suite, le *gaucho* est presque insensible à la douleur; il dédaigne la vie et méprise la mort, qu'il donne et qu'il reçoit avec une incroyable indifférence. Le secret est la loi du désert, il le garde comme un sauvage et n'est pas moins obstiné. Les grandes et monotones scènes de son ciel et de sa terre lui impriment au front la mélancolie; silencieux et calme, il passe des jours entiers immobile, le nez fourré sous son *poncho*, assez semblable au pélican des solitudes; point discuteur, il fait volontiers du couteau la seconde moitié de ses argumens; quand il joue aux cartes, il plante à son côté sa longue et tranchante lame pour couper court à toute tricherie. L'indépendance est sa vie, il parcourt à cheval ses solitudes comme l'oiseau plane dans les airs : aussi le cri d'affranchissement de Buenos-Ayres éveilla-t-il tous les échos des *pampas*. Comment s'est-il trouvé un homme qui pût appliquer l'épithète de *lâche* à cette race énergique? Ce n'est pas ainsi qu'en parlent nos marins qui les ont vaincus à Obligado. La peinture que nous en faisait un jour le général Rosas nous paraît bien plus vraie : « Donnez au premier *gaucho* venu une lance, un *poncho*, des éperons et une selle, la plaine devant lui, et voilà un soldat. » Sans doute ce n'est pas un homme de guerre bien discipliné; mais les cosaques du Don, que Murat chargeait à coups de cravache sur le chemin de Moscou, se montrèrent pendant notre retraite de redoutables ennemis. Souvent assis sur un mamelon qui domine la ville de Buenos-Ayres, ou courant à cheval dans la plaine et contemplant les *gauchos* qui trottaient à la file avec leurs bœufs attelés par nombreux couples à des chariots dont les roues

(1) Ce portrait n'est point celui du général Rosas, que ses yeux bleus, son teint coloré, sa petite taille, sa large encolure, font plutôt ressembler à un paysan normand croisé de sang breton.

pleines enfonçaient dans la boue jusqu'au moyeu, nous nous sommes demandé quelles chances courrait dans ces plaines une armée expéditionnaire d'Europe, obligée de tout porter avec elle, munitions de guerre et de bouche, sans cesse harcelée par des nuées de *gauchos*, et toujours la fable du *Lion et du Moucheron* nous est revenue en mémoire.

La vie du *gaucho* à la ville, dans les *saladeros*, est loin d'amortir l'instinct de férocité qu'il a sucé avec le lait des *pampas*. C'est dans les *saladeros* que s'exploitent les produits du pays, les animaux. Chaque jour, on les voit arriver par nombreux troupeaux qu'on renferme tout d'abord au *corral* ou parc terminé par une porte assez large pour donner passage à un bœuf. Sur l'épaisse poutre qui en fait le linteau se tient un *gaucho* armé de son coutelas. Par instinct, le bœuf montre une répugnance invincible à se diriger vers cette sorte de guillotine; pour l'y contraindre, un bouvier lui saisit les cornes dans le nœud coulant d'un *lasso* qui, passant sous la porte, va, par une poulie de retour, s'accrocher à la selle d'un cheval. On fouette le cheval, le *lasso* se raidit, le bœuf résiste en cherchant à s'étayer sur ses pieds; mais on a disposé un plancher en pente où il glisse entraîné vers l'huis. Dès qu'il y présente la tête, le *matador* lui enfonce son couteau dans la nuque et lui tranche la moelle épinière. La mort est instantanée; le bœuf s'affaisse; on l'entraîne sur une plate-forme où il est immédiatement écorché et mis en pièces. La peau, saupoudrée de sel, se vend sur tous les marchés du monde sous le nom de *cuir vert* de Buenos-Ayres; la chair, coupée en lanières et séchée, sert à la nourriture des nègres des États-Unis et des colonies; c'est le *tasajo*, ou viande boucanée. La corne du pied et celle du front sont réduites en huile dans des chaudières soumises à une forte pression; on fait aussi du noir animal avec les autres débris. Ces saloirs sont de vrais charniers où l'on respire une odeur de mort; le sol est jonché d'ossemens; les haies des enclos sont faites de côtes de bœuf enchevêtrées de longues cornes; dans les murs, sur les toits, on voit percer partout des os qui servent de chevrons; la brise qui y souffle se charge d'exhalaisons infectes qu'elle répand au loin sur la ville et dans la plaine. Les étrangers ont bientôt appris à connaître le vent des *saladeros;* on prétend même qu'aux alentours les fruits y contractent la saveur de la chair boucanée et un certain parfum de charogne. L'atmosphère de ces tueries n'a rien, on le voit, qui puisse adoucir les mœurs du *gaucho* de la *pampa*.

Dès qu'il se trouva un homme capable de réunir ces élémens épars, de les mettre en mouvement, de révéler au désert sa force, c'en fut fait de la prépondérance de la bourgeoisie. Le général Rosas fut cet homme. Qu'on ne s'imagine pas que la prédominance de la campagne sur les villes, telle qu'il l'a fondée, soit un accident politique, l'application d'un système personnel qui doive finir ou tomber avec lui : non, c'est un principe de gouvernement qui repose sur une juste apprécia-

tion de la force réelle du pays. Les pâtres de la *pampa* savent obéir au chef qu'ils se sont choisi, les citadins ne le savent pas. Francia n'a pas eu d'autre secret; ce fut aussi celui du fameux Artigas dans la Bande Orientale; Lopez, à Santa-Fé, n'a pas fait autre chose, et ainsi fera tout homme qui voudra fonder dans l'Amérique du Sud un pouvoir durable.

Veut-on saisir d'un seul regard ce mouvement de l'autorité qui, partant de la tête, embrasse tout le pays, pénètre au foyer du moindre citoyen et serre à la gorge l'homme de la ville? La République Argentine admet deux pouvoirs : l'exécutif,—Rosas, gouverneur;—le législatif, une chambre des représentans à l'élection de laquelle le gouverneur a grande part. Sous l'autorité immédiate du gouverneur viennent : — l'armée, — la garde nationale, — l'administration ou police.

L'armée se recrute aisément. Nous l'avons dit : tel est le caractère des *gauchos*, qu'il suffit de leur mettre à la main une lance, de leur donner un cheval, un *recado* (selle), une casaque, pour en faire des soldats. La garde nationale se divise en deux sections distinctes : — les *patricios*, garde mobile qu'on incorpore au besoin par compagnies dans l'armée; c'est l'élément jeune et viril; — les *civicos*, garde sédentaire, vieillards ou enfans pour la plupart; on leur confie en temps de guerre la garde des villes.

Le système administratif est fort simple. Tout le pays est divisé en districts, et chaque district obéit à trois fonctionnaires nommés par le gouverneur : le juge de paix, — le commissaire, — l'alcade. Les fonctions de juge de paix sont multiples : elles comprennent l'administration politique, qui chez nous appartient aux préfets, et les attributions judiciaires en première instance; de plus, le juge de paix est le commandant né des *civicos* de son district. — Le commissaire exerce des fonctions purement administratives, et qui équivalent à celles de nos maires. — L'alcade est un officier de police; il a des lieutenans chargés et responsables chacun d'une *manzana* ou *quadra* (île de maisons). Les lieutenans-alcades sont tenus de connaître toutes les familles de leur *quadra* et répondent de ce qui s'y passe. Ils sont organisés en compagnies commandées par des alcades-capitaines, et réunis en un corps unique dont le chef de police est le colonel. Les *serenos* (gardes de nuit) en dépendaient autrefois; le général Rosas en a fait un corps à part sous ses ordres immédiats. Par eux, son œil est ouvert dans les ténèbres, son oreille entend jusqu'aux épanchemens les plus intimes. Quand le silence et la nuit s'étendent sur Buenos-Ayres, la lampe du gouverneur s'allume au sommet de la tour élevée qu'il habite, et les *gauchos* se la montrent comme le génie de la patrie qui veille encore sur la ville endormie.

Tel est le système de politique intérieure adopté par le général Rosas; sa politique extérieure s'appuie de même sur un sentiment très vif chez les *gauchos*, et qui leur est commun avec toutes les populations de l'Amérique du Sud : c'est le sentiment de leur indépendance nationale vis-

à-vis de l'Europe. Tous les voyageurs l'ont remarqué : de province à province, de la ville à la campagne, il existe une ardente jalousie, une sorte de répulsion qui s'exprime en injures continuelles; *les mauvaises gens* sont les citadins pour les *gauchos*, ce sont les *gauchos* pour les citadins; quant aux habitans de Buenos-Ayres, les *porteños*, comme on les nomme, un instinct de basse envie les rend odieux à toutes les provinces. Ces rivalités, ces passions locales semblent toujours à la veille de chercher une satisfaction dans la guerre civile : qu'une famille s'élève au pouvoir dans une ville, et sur-le-champ se dresse un parti contraire pour la renverser. — Eh bien! au milieu de ces haines de localité où la société paraît sur le point de se dissoudre, mettez tout à coup en jeu l'honneur national en face de l'Europe, et soudain tout se réunit dans un sentiment commun, un seul cri retentit dans tous les cœurs : *Independencia ò muerte!* Le même homme qui tout à l'heure voulait égorger le gouverneur par jalousie privée court se ranger à son ordre sous les drapeaux de la patrie. L'indépendance est devenue, pour ainsi dire, un article de foi religieuse; les prêtres dans la chaire, au confessionnal, en font une sorte de droit divin. Au Tucuman aussi bien qu'à Cordova, à Buenos-Ayres, assistez aux fêtes de l'indépendance, aux spectacles, aux sermons des prédicateurs en renom, et vous sentirez le frisson de l'élan patriotique qui embrase l'auditoire, hommes, femmes, enfans, aux évocations de l'indépendance. C'est ainsi que Rosas a pu livrer à l'exécration de son pays les *infâmes unitaires*, — cette portion de la bourgeoisie de Buenos-Ayres si sympathique à notre civilisation, — en les flétrissant du stygmate d'*agens de l'étranger*. Et quand nos plénipotentiaires le menaçaient d'une invasion, il fallait le voir s'enivrer du sentiment national, et d'un son de voix où semblait vibrer l'ame de tous les Américains, s'écrier : « L'Amérique se repliera au contact de l'Europe; autour de vos troupes, nous ferons une ceinture de désolation; les armées sortiront toutes faites du sol argentin; un cri volera sur l'Amérique : — Mort à l'étranger! Et depuis le Chili jusqu'à Guayaquil, toutes les républiques me viendront en aide. Ah! vos plénipotentiaires me rendent invincible. Je suis donc réellement l'homme de ma patrie! Ils m'appellent tyran? Où sont mes moyens de corruption? L'argent me manque pour récompenser les plus éclatans services; ces armées, que j'entretiens depuis quinze ans, et dont pas une ne bronche, ne reçoivent même pas leur solde; je n'ai pas fait un seul général. Voyez de quel minime traitement se contentent tous mes chefs de service : il me faut donner moi-même l'exemple de l'abnégation la plus absolue, car je n'ai pas autre chose à donner. Étrange tyrannie qui n'a pour moyen d'action que le dévouement à la chose publique! Cette nation jeune, ombrageuse, est jalouse de faire à chaque instant acte d'indépendance; l'ombre d'une indigne concession de ma part me laisserait tout à coup sans autorité; mes ordres, qui se transmettent

aujourd'hui comme une commotion électrique au bout de la république, s'arrêteraient soudain; les derniers des citoyens se retourneraient contre moi et me pendraient. Mais ils savent que la première maison qui sera brûlée à Buenos-Ayres, quand il le faudra, est celle de Juan Manuel, et c'est moi qui y mettrai le feu; ma famille se dévouera avec moi; je suis dans le vœu de ma patrie! » Et les applaudissemens frénétiques avec lesquels les représentans accueillent les messages où il leur fait part de sa détermination de résister à l'Europe montrent qu'il a su rencontrer la fibre populaire. Il faut le dire à sa gloire : dépositaire d'un pouvoir immense, il n'en eut jamais le vertige. Austère dans sa vie, d'un désintéressement sans bornes, depuis que l'ordre est rétabli à Buenos-Ayres, que son autorité n'est plus contestée, il n'y a pas une exécution, pas même un emprisonnement pour cause politique. Le seul titre auquel il aspire hautement est celui de restaurateur de l'ordre et des lois dans sa patrie. Sa vie a été une lutte continuelle : lutte acharnée à l'intérieur pour étouffer les partis qui, pendant trente ans, ont fait de la Confédération Argentine un théâtre d'anarchie et de troubles sanglans; lutte à l'extérieur pour comprimer les sauvages et les refouler au fond de la Patagonie, pour constituer la nationalité argentine contre les prétentions exorbitantes des nations de l'Europe, pour fondre en un corps unique, dont il est la tête et l'ame, ces provinces éparses dans les solitudes de l'Amérique. Rien ne bronche aujourd'hui sous sa loi. Il a introduit dans son pays la culture des céréales, et Buenos-Ayres, qui tirait ses farines des États-Unis, peut en exporter aujourd'hui. Il a poussé les *estancias* jusque dans le Tandil, à quatre-vingts lieues au sud-ouest; il est le plus ardent promoteur de la propagation des bêtes à laine dans les *pampas;* le commerce afflue à Buenos-Ayres; l'émigration étrangère y déverse chaque année des milliers de travailleurs; on compte plus de vingt-deux mille Français dans la seule province de Buenos-Ayres : de ces Français basques et des Irlandais qui s'y joignent sortira une race qui ne le cédera point en énergie aux premiers *gauchos*, et qui prendra, soyez-en sûr, le caractère de la terre. Le général Rosas a su aligner son budget et donner une valeur monétaire au papier, naguère si déprécié; les communications manquent encore, mais laissez-lui la paix, et il saura bien sillonner la *pampa* de routes commodes et sûres. La liberté, cette nourriture des nations fortes, agit au berceau des peuples comme les liqueurs ardentes dans l'allaitement d'un enfant : elle tue. Qui donc parmi nous oserait encore faire un crime au général Rosas de la mesurer au pays qu'il a tiré du chaos?

Tel est l'homme qui personnifie aujourd'hui aux yeux de l'Europe la Confédération Argentine, et avec lequel nous nous sommes rencontrés face à face en intervenant dans la Plata. Ces détails suffisent pour faire connaître les obstacles qu'aurait à vaincre une expédition dirigée

contre Buenos-Ayres. Les chiffres que nous poserons plus loin fixeront nettement l'importance de nos relations pacifiques avec ce pays; mais auparavant il nous faut présenter en regard le tableau de l'État Oriental, dont les destinées ont été de tout temps si bizarrement enchevêtrées avec celles des provinces argentines, et qui, dans la guerre d'invasion qu'on demande, devrait être la première étape des armes de la France.

III. — L'ÉTAT ORIENTAL.

La Bande Orientale offre presque partout d'agréables aspects. Là le ciel et la terre semblent sourire à l'homme : c'est une gracieuse succession de coteaux découverts et de vallons ombragés, au fond desquels l'âpre souffle des *pampas* ne parvient pas à dessécher les ruisseaux. Le Rio-Negro coupe cette contrée en deux parties, à peu près comme la Loire traverse notre France; une puissante rivière ou plutôt un fleuve, l'Uruguay, la borne à l'occident, et les eaux de la Plata baignent, comme une mer, sa frontière méridionale; mais les entrailles de cette terre ne recèlent pas le moindre filon d'or, elle n'était sur le chemin d'aucune mine : les Espagnols la dédaignèrent, et s'ils se décidèrent enfin à y jeter quelques colons, à la disputer aux sauvages, ce fut pour empêcher les Portugais de s'y établir.

L'histoire n'a point ici ces grandes et simples lignes qui marquent si nettement la race des *pampas;* la Bande Orientale est un champ de bataille où Brésiliens, Argentins et *gauchos* nomades viennent se confondre. A la proclamation de l'indépendance, la province tomba tout d'abord (1815) aux mains de *son excellence le seigneur Artigas, très haut protecteur de l'Amérique du Sud*, vrai brigand dont les ordres s'exécutaient de la frontière du Brésil à la cordilière des Andes par Santa-Fé. Il faudrait remonter aux légendes du temps de Richard Cœur-de-Lion pour trouver quelque chose d'analogue au pouvoir étrange qu'exerça cet homme. Ce qu'on nomme aujourd'hui l'État Oriental comptait au plus alors trente-cinq mille habitans; Montevideo seule en renfermait quinze mille, presque tous Espagnols; le reste vivait éparpillé dans les *estancias*, où une chapelle avec son presbytère prenait le nom de village. Une *estancia*, on le sait, est une ferme de plusieurs lieues carrées d'étendue, particulièrement destinée à l'élève des bestiaux. La maison ou plutôt la cabane du maître et de la famille en occupe le centre; l'*estanciero* surveille de là ses *péons* ou *gauchos* à gage qu'il paie pour soigner le bétail. Il se charge de leur fournir tout ce qui est nécessaire à la vie; mais nul engagement ne les enchaîne : ils restent libres de partir, de changer de maître ou de demeure, de vagabonder au gré de leurs caprices. Là comme au Paraguay, comme dans la Confédération Argentine, la frontière, mal définie, laisse une

zone où tous les hommes brouillés avec l'ordre social trouvent un sûr abri; ils vivent de la contrebande, du vol ou du détournement des troupeaux : existence de bohême, qui a dans ces pays un attrait sauvage presque irrésistible. Les femmes enlevées par eux refusent de retourner à la vie civilisée dès qu'elles ont partagé leurs âpres émotions, et combien de pâtres éprouvent le besoin d'y retremper de temps en temps leurs instincts d'indépendance! Le *gaucho* oriental est moins concentré, plus vif et peut-être aussi plus inconstant que le *gaucho* des *pampas*. C'est de cette population à demi tartare, sans asile fixe, qu'Artigas s'était fait l'ame. Il devint le roi des contrebandiers, le grand chef des bouviers nomades, comme Robin Hood était le roi, le chef des francs-archers. Le gouverneur espagnol eût bien voulu le faire pendre; il jugea plus prudent de traiter avec lui, et le nomma capitaine de *blandengues*, cavalerie légère chargée de la police des campagnes.

Quand éclata la guerre de l'indépendance, Artigas en fut naturellement l'un des héros; puis, les Espagnols expulsés, lorsque l'antipathie du citadin et du *gaucho* se dessina, la haine du *porteño* ou bourgeois de Buenos-Ayres, qui s'était substitué aux Européens, fit vibrer tous les cœurs *gauchos*, et s'incarna, pour ainsi dire, dans cet homme; mais, avec ses instincts de bandit, il eut l'ame assez haute pour imprimer à sa patrie une existence propre et l'empêcher d'être absorbée par le Brésil ou par Buenos-Ayres. Il avait en horreur la *vile bourgeoisie*, comme il disait en frappant du talon le bahut vide qui servait de trésor à son armée. A peine savait-il signer son nom, et, quand il s'adressait au suprême directeur de Buenos-Ayres pour protester du droit souverain de l'État Oriental, je ne sais quel secrétaire habillait sa pensée, mais il trouvait des apostrophes dignes des *Catilinaires*. Il dédaigna le séjour de Montevideo. Son palais était une hutte aux bords de l'Uruguay, son trône un crâne de bœuf; tout son mobilier administratif consistait en deux chaises dépaillées pour ses secrétaires, qui écrivaient sur leurs genoux les ordres qu'il dictait à toute l'Amérique. Là était son quartier-général; dans la tente de Napoléon, aux bords du Niémen, il n'y avait pas un plus grand mouvement de courriers et d'aides-de-camp. On arrivait, on coupait une tranche de rôti toujours fumant, on avalait une gorgée d'arack, on allumait un cigare du Paraguay, on sautait en selle; les ordres volaient, se croisaient avec tout le pêle-mêle d'un camp de Tartares. L'influence que cet homme exerçait tenait du prestige : tour à tour caressant, emporté, d'une courtoisie extrême et d'une cruauté féroce, il semblait résumer les vices et les qualités de sa race. A l'exception des Indiens des missions, les figures qu'on rencontrait dans son camp faisaient l'effroi des marchands et des honnêtes *estancieros;* il n'y avait pas dans tout le pays une seule ferme qu'ils n'eussent mise à sac ou rançonnée de quelque façon, et pourtant c'était encore près des tentes de ces bandits qu'on courait le moins de dan-

gers : aussi le concours des habitans avait-il transformé en une sorte de ville leur lieu de campement.

Contre ce terrible protecteur, le petit nombre des propriétaires orientaux qui n'avaient pas fui à Buenos-Ayres implorèrent le secours du roi de Portugal. Le Brésil n'eut garde de laisser échapper une si belle occasion de renouer sa politique séculaire pour tenir Buenos-Ayres en échec. Vers la fin de 1816, dix mille hommes des vieilles troupes de la Péninsule, sous les ordres du général Lecor, pénétrèrent en trois corps différens dans l'État Oriental par Santa-Teresa, par le Cerro-largo, par le bord de l'Uruguay, et, enserrant le pays tout entier dans leur marche convergente, ils entrèrent, le 19 janvier 1817, à Montevideo, qui leur fut livrée par les habitans. Artigas les harcela de *guerrillas* meurtrières, où le *gaucho* Rivera commença sa réputation de partisan. Aussi ces beaux régimens, qui avaient figuré avec honneur dans les grandes guerres de l'empire, décimés dans de continuelles embuscades, se trouvèrent-ils bloqués dans la ville même où ils étaient cantonnés, à peu près comme le serait aujourd'hui par les bandes d'Oribe une troupe européenne qui voudrait prendre pied à Montevideo pour dominer l'État Oriental.

Artigas resta maître de la contrée exactement comme l'est aujourd'hui Oribe en face de la ville de Montevideo, occupée par la légion étrangère et par nos bataillons d'infanterie de marine. En 1820, son lieutenant Ramirez se révolta dans l'Entre-Rios, lui livra bataille et le défit. Le héros des *gauchos*, vieilli et délaissé par la fortune, se vit même contraint de fuir au Paraguay, où Francia, son ennemi instinctif, lui assigna pour asile et pour prison la bourgade de Curuguaty, qui fut aussi son tombeau. Ramirez, vainqueur du *grand Artigas*, rêva l'empire de l'Amérique : il franchit le Parana un peu au-dessous de Santa-Fé et mit en déroute une armée buenos-ayrienne; mais le soir de ce succès, au moment où, assis sur le trésor qu'il avait enlevé à l'ennemi, il s'enivrait de son triomphe, il vit venir, à la tête de trois cents cavaliers, Lopez de Santa-Fé, qui ne voulait que donner une alerte. Les vainqueurs surpris et épouvantés se débandèrent. Ramirez piqua droit au désert; Lopez le reconnut, s'acharna à sa poursuite, le tint pendant de longues heures au bout des lances de ses *gauchos*, l'abattit enfin et l'égorgea sans merci.

La ruine d'Artigas portait au faîte l'ambition du Brésil, qui, étendant sa frontière à l'Uruguay et sur La Plata, devenait enfin puissance prépondérante dans ce bassin du Parana d'où l'Espagne, pendant deux cents ans, l'avait exclu. Tout d'abord, le Brésil s'incorpora la Bande Orientale, puis, en 1823, quand il se constitua lui-même en empire indépendant, il la démembra, en attribua une partie à sa province de Rio-Grande et fit du reste la province *cisplatine*. Ce fut encore le rêve d'un jour. En 1825, trente-deux Orientaux, parmi lesquels se trouvait

le général Oribe, débarquèrent de Buenos-Ayres sur la côte orientale et vinrent relever le drapeau de l'indépendance tombé avec Artigas. Dès qu'il s'agit de prendre les armes, surtout contre l'étranger, le *gaucho* est toujours prêt; la vie des camps n'a pas plus de misères pour lui que la vie de l'*estancia*, et elle lui offre de plus la chance du pillage sur une large échelle. Toute la campagne répondit à l'appel; les débris des anciennes *guerrillas* se réunirent; Lopez de Santa-Fé menaça vers le nord la frontière du Brésil, le *gaucho* Rivera le soutint : Buenos-Ayres envoya une armée sous les ordres du général Alvéar pour appuyer le mouvement. Mais l'empereur du Brésil tenait à cette conquête, qui lui assurait dans l'Amérique du Sud une attitude dominante. Il avait fait venir d'Europe un corps de six mille Allemands instruits aux manœuvres de la grande guerre; il bloqua les côtes avec une quarantaine de batimens de guerre; il éleva, dit-on, à trente mille hommes le chiffre de son armée et ne recula pas devant une dépense de plusieurs centaines de millions. Tout fut inutile; Alvéar battit l'armée brésilienne à Ituzaingo; les troupes européennes s'évanouirent dans les déserts; bientôt ce fut le tour du Brésil de défendre sa propre frontière, et lord Ponsonby, qui était venu pour assister à cette lutte dans un espoir bien différent, s'estima fort heureux de faire accepter au gouverneur de Buenos-Ayres sa médiation pour la convention préliminaire du 27 août 1828 qui fonda la province cisplatine en état indépendant sous le nom de république de l'Uruguay, et la constitua entre le Brésil et la Confédération Argentine avec des droits souverains, de la même façon que la Belgique a été établie entre la Confédération Germanique et la France. Le général Rivera fut le premier président de la république nouvelle (1829 à 1834). Cette république, ne l'oublions pas, n'était que conventionnelle; elle n'était pas le résultat d'une forte individualité de race.

Est-il besoin d'insister pour faire comprendre comment la guerre fait passer sur ces pays un souffle de mort? Les *estancieros* fuient à la ville, les *gauchos*, bouviers des *estancias* ou bouchers des *saladeros*, parcourent vallons et plaines la lance au poing comme les Tartares, la nation semble effacée; les tribus sauvages flairent une proie et accourent; les animaux, qui font la richesse des habitans, deviennent la pâture de tous les partis : aussi dit-on « qu'ils sentent la guerre; » le désert reprend son empire. Mais telle est la force vitale de ces contrées, qu'au moindre calme la terre se repeuple, la richesse renaît soudain. La paix est la condition d'existence de l'État Oriental. Sans se préoccuper qui du Brésil ou de Buenos-Ayres aura sur ses destinées une influence prépondérante, il demande en grace qu'on lui permette d'abord de vivre, qu'on laisse aux élémens dont il se compose le temps de contracter entre eux une certaine cohésion et de se fonder sur le

sol. On le vit bien dès la présidence de Rivera : la campagne se releva de sa dévastation, les *estancias* se multiplièrent, les troupeaux couvrirent les vallées, et, pour exploiter ces produits naturels (*frutos del pais*), les *saladeros* prirent un développement inattendu; la population afflua de toutes parts, les étrangers apportèrent leur industrie et leurs capitaux. Sous le général Oribe, successeur de Rivera, cet élan s'accéléra encore; la Colonia sur le Rio de la Plata, et, aux bords de l'Uruguay ou de ses affluens, le Salto, Paysandù, le Durazno, Mercedes, prirent le caractère de villes et de bourgades; Montevideo compta près de soixante mille habitans. L'État Oriental, qui jusqu'alors n'avait guère eu qu'une existence géographique, présenta enfin un corps de nation. L'accroissement fut si rapide, que le vertige saisit Montevideo, et l'on n'y rêva rien moins que de supplanter Buenos-Ayres comme capitale de l'Amérique du Sud.

Une circonstance particulière transforma cette rivalité en une guerre qui, par son acharnement et sa durée, a fait de la malheureuse Bande Orientale un champ nouveau de destruction et de ruines. C'était le temps des troubles civils de Buenos-Ayres, de la guerre du parti fédéral, personnifié dans le général Rosas, contre les unitaires, les *infâmes unitaires!* Rosas fut impitoyable : les unitaires s'enfuirent en proférant contre lui le serment d'Annibal; ils se répandirent par toute l'Amérique, ameutant les haines, dans l'État Oriental surtout, et se massèrent à Montevideo, qui devint leur centre d'opérations. Par leur nombre, par leur langue et leur origine communes, par une sorte de parenté, ils se confondirent avec les Orientaux et donnèrent à ceux-ci une apparence de nation adulte. Ces *infâmes unitaires* étaient pour la plupart des hommes de grande distinction dans les carrières libérales, avocats, docteurs en droit, médecins, professeurs; quelques-uns s'étaient fait remarquer dans la guerre de l'indépendance ou avaient combattu contre les Brésiliens pour l'affranchissement de la république; on eût fait vanité d'être l'ami de plusieurs d'entre eux. Il y avait certainement dans Vasquez l'étoffe d'un homme d'état, et Varela fut un publiciste de talent. Leurs femmes apportaient de Buenos-Ayres cette grace d'accueil qui donne à la société des *porteñas* un véritable charme. En présence de ces hommes, ses fondateurs, ses protecteurs, ses maîtres, que pouvait la pauvre population orientale, qui s'essayait à vivre, qui existait à peine comme nation? Leur livrer ses destinées! C'est ce qui arriva. Ils dominèrent dans les conseils et menèrent l'état. La fortune d'ailleurs leur vint en aide. L'émigration française, repoussée de Buenos-Ayres par la guerre civile, se fixait à Montevideo. Dans le nombre se trouvait une classe d'hommes encore toute frémissante de la commotion de juillet, impatiente du frein, ennemie de l'autorité, toujours prête à courir aux armes au seul nom de tyrannie. Les proscrits

argentins versèrent dans ces ames sympathiques toutes les fureurs dont ils étaient animés. Dans leurs journaux, dans leurs déclamations en plein vent sur le débarcadère du port, où la foule se réunissait, c'était un concert d'exécrations contre l'*affreux tyran*. Ces déclamations haineuses furent répétées avec une telle persistance, qu'on finit par y croire, et quand M. l'amiral de Mackau arriva dans la Plata pour traiter avec Buenos-Ayres, ce ne fut pas sans un certain trouble de cœur qu'il envoya au général Rosas un de ses aides-de-camp en parlementaire : on lui présageait le sort de Régulus à Carthage.

Cependant Oribe savait que le sentiment national portait Rosas et repoussait les unitaires; il refusa de s'associer à une politique qui ne pouvait qu'attirer des malheurs sur son pays. En 1838, Argentins et Français le forcèrent de sortir de Montevideo quelques mois avant le terme légal de sa présidence; il se retira à Buenos-Ayres. Rivera prit sa place. Entre Oribe et Rivera, il y a toute la différence de l'*estanciero* au *gaucho*, de l'homme d'état au partisan. Le *gaucho* Rivera, qui trouvait l'occasion d'agiter le pays, de mener, comme aux beaux jours d'Artigas, la grande vie vagabonde, insoucieuse et pillarde, si chère aux pâtres et aux bouviers ses *compadres*, ne put résister. Dût son pays y périr, il se fit l'instrument des proscrits argentins.

Alors fut imaginée la fameuse *ligue unitaire*, qui, embrassant toutes les provinces argentines, devait étreindre Buenos-Ayres et y étouffer Rosas. On sait quel rôle nous jouâmes dans cette fantaisie politique. A ces trames si habilement tissues par la haine, une seule chose manqua : le sentiment national. Nous ne répéterons pas ici comment M. l'amiral de Mackau sut en dégager l'intérêt français et conclure avec le gouverneur de Buenos-Ayres un traité avantageux pour notre pays, comment aussi le nuage formé contre Rosas avec tant de fracas à Montevideo alla s'évanouir comme un songe dans la plaine de Buenos-Ayres. Que Montevideo soit la capitale d'un état neutre et indépendant également en paix avec le Brésil et la confédération, que cet état se développe dans des conditions pacifiques, c'est la loi même de son existence, le général Rosas n'y peut faire obstacle; mais que Montevideo, aux mains des proscrits argentins, devienne un centre de conjurations où la tête de Rosas soit mise à prix, un foyer de guerre civile et d'invasion étrangère sans cesse suspendues sur les provinces argentines, voilà ce que le général Rosas ne peut supporter. Les unitaires lui fournirent l'occasion d'envahir la Bande Orientale, sans violer le traité fondamental de 1828, en s'appuyant sur le droit de légitime défense. En 1842, Rivera, avec une bande de proscrits et de *gauchos* orientaux, porta la guerre sur le territoire argentin. Rosas ne se fit pas attendre. Oribe, que soutenait une armée de la confédération, courut à l'ennemi, le battit à l'Arroyo-Grande, le rejeta de l'autre côté de l'Uruguay, passa

la frontière, traqua Rivera de position en position jusqu'à le forcer à s'enfuir comme un proscrit au Brésil, et investit Montevideo.

Au moment même où leur armée presque évanouie était resserrée dans l'enceinte de la ville, les proscrits argentins firent apparaître Montevideo comme l'ame d'un peuple énergique qui, réfugié sur ce dernier promontoire de sa terre natale, défendait jusqu'à la mort sa nationalité contre un conquérant impitoyable. Pélage dans les Asturies n'avait-il pas ainsi sauvé l'Espagne des Maures qui l'avaient conquise? Mais il fallait quelque chose qui représentât ce noble peuple armé : nos nationaux furent leur fait. Si Francia, si Lopez, si Rosas ont fondé l'autorité en maîtrisant les passions des *gauchos*, Rivera n'en a jamais été que le jouet. Sous lui, point d'autorité, point de gouvernement, ou tout au plus un fantôme d'administration; licence absolue de déblatérer en plein air contre le pouvoir. Entre le système sévère de Rosas, représenté par Oribe, et le *laisser-aller* de Rivera, nos Français, ceux du moins qui avaient émigré de Paris ou des grandes villes, eurent bientôt choisi. Trouver tout ensemble l'occasion de jouer au soldat, de narguer leur gouvernement et de soutenir un pouvoir d'estaminet, quelle aubaine! Ils s'enrôlèrent et formèrent une légion qui, reniée par la France, a pris, avec les *condottieri* de Garibaldi, les couleurs étrangères. Le salut de la ville était assuré : avec une pareille garnison, Montevideo, bâtie à l'espagnole, comptant autant de forteresses que d'îles de maisons, pouvait braver toutes les armées argentines; mais il fallait de l'argent : on vendit les églises, les places publiques, les monumens nationaux, et jusqu'aux murs de la ville; on engagea à usure le revenu de l'état. Quand il s'était agi de prendre les armes, les Anglais s'étaient prudemment tenus à l'écart; mais, comme l'araignée tend sa toile aux moucherons, ainsi ils spéculèrent sur les folles passions qui leur offraient de si grands et si faciles profits. C'est à des maisons anglaises que toutes les propriétés nationales de la ville ont été engagées. Faut-il un trait encore pour achever de faire connaître Montevideo? La force armée qui défend la place ne compte pas quatre cent cinquante soldats orientaux.

Tel est le sacré et dernier asile de la nationalité orientale qu'il prit un jour fantaisie à l'Angleterre et à la France d'interdire à l'ancien président Oribe soutenu de ses auxiliaires argentins : l'Angleterre, vivement sollicitée par le Brésil et dupe de rapports mensongers; le gouvernement français, bien éclairé, mais voulant donner ce gage à l'entente cordiale. Nous nous dispenserons de caractériser cette intervention, qui, impuissante dans ses efforts, n'a abouti qu'à un dénouement ridicule.

Dès que l'Angleterre se fut aperçue qu'on l'avait entraînée dans une folle voie, où elle sacrifiait son commerce à des calculs chimériques,

elle se retira soudain, attendu, pour nous servir des termes d'un ministre de la reine, « qu'en fait de folies les plus courtes sont les meilleures; » elle se retira assez cavalièrement, sans daigner se concerter avec nous, qui n'avons fait que céder aux instances du gouvernement anglais. La Grande-Bretagne a signé un traité avec le général Rosas, et Rosas nous a offert ce même traité que l'assemblée nationale a fièrement refusé, comme si entre Rosas et la France il pouvait s'établir une lutte d'orgueil! Nous avons même envoyé dans la Plata quinze cents hommes pour aider M. le contre-amiral Le Prédour dans ses négociations, et notre plénipotentiaire nous a renvoyé un nouveau traité, modifié à peu près dans les termes posés par notre gouvernement et signé d'Oribe et de Rosas. C'est ce traité qu'il s'agit aujourd'hui de présenter à l'assemblée souveraine.

La question est, on le voit, ramenée aujourd'hui aux termes les plus simples. Entre la guerre et la paix, il faut choisir. Nous avons déjà montré quels obstacles attendaient, dans les *pampas* et sur les bords des fleuves américains, une armée européenne. Il reste à examiner quelles ressources nous offre la paix.

Bien qu'issue d'une même souche, la population indigène se partage en deux classes distinctes : l'habitant des villes et l'habitant des campagnes. On connaît les mœurs et les besoins du *gaucho*. Les fruits de son sol lui suffisent; il dédaigne notre civilisation et les nécessités factices qu'elle nous crée. Un seul de nos produits trouve grace devant lui : l'eau-de-vie; encore préfère-t-il souvent la *caña* du Brésil et du Paraguay. Au milieu de cette race dure et grossière, notre commerce a peu à faire; mais l'habitant des villes, et en particulier le *porteño*, est doué d'une délicatesse native qui le rend sensible à toutes les élégances qu'enfante l'industrie de nos grandes cités; les femmes surtout, dans leur goût pour le luxe, défieraient la Parisienne la plus raffinée : la musique, la danse, la littérature et l'éclat de la toilette dans les fêtes ou dans les réunions où elles règnent sont la grande affaire de leur vie. Ces instincts du monde élégant, si vifs à Buenos-Ayres, y font rechercher nos soieries, nos draps, notre lingerie, nos articles de Paris et de Lyon; mais quel mouvement commercial peut résulter de ce goût de la classe distinguée? Sept ou huit millions par an tout au plus et le chargement de quelques navires. Ce qui donne l'impulsion au commerce maritime, ce sont les besoins de la foule; ce qui l'établit sur une large base, c'est l'échange des marchandises encombrantes, et voilà le phénomène inattendu qu'a produit l'émigration française dans la Plata.

Jusqu'en 1840, l'émigration était surtout fournie par nos grandes villes; à côté des représentans de nos maisons de commerce, venaient se grouper des artisans de toute sorte : des horlogers, des tailleurs,

des serruriers, des ébénistes, des cordonniers, surtout des coiffeurs et des marchandes de mode, enfans pour la plupart de nos grandes capitales. Bon nombre y arrivaient animés de l'esprit qui depuis inspira les ateliers nationaux; mais le traité du 29 octobre, en garantissant d'une manière plus spéciale nos compatriotes, amena tout à coup de France une population bien autrement active, bien autrement énergique et morale : les émigrans des provinces basques. Ce n'était pas une race amoindrie par la vie d'atelier, corrompue par des doctrines dégradantes, ennemie de l'ordre, qui venait pour spéculer sur les faiblesses ou les vices des créoles; c'étaient des hommes trempés aux plus durs labeurs de nos champs, fidèles à la foi donnée et décidés à demander au travail la vie et le bien être. Sans autres capitaux que leurs bras, ils ont rendu la terre plus féconde et imprimé à l'industrie locale un essor inconnu jusqu'alors. Le profit qu'ils en tirent, ils le partagent avec leurs familles restées derrière eux au village. Répandus dans la campagne, ils cultivent les jardins, exploitent les fermes voisines de la ville, les *chacras*, et, mêlés aux *gauchos* avec lesquels ils luttent d'adresse équestre, ils servent dans les *estancias* en qualité de *domadores* (dompteurs) et de *lazadores*, dans les *saladeros* dont ils sont les plus habiles péons et *matadores*, dans toutes les industries qui tiennent aux travaux des *pampas*. Ils forment le lien qui commence à rattacher les pâtres de la *pampa* à la civilisation de l'Europe.

On devine aisément quels rôles divers ont joués dans le pays ces deux classes de Français. Les premiers déblatèrent sans cesse contre l'autorité, soutiennent l'émeute, figurent dans toutes les prises d'armes : ils ont maintenu jusqu'au bout la légion étrangère. Les autres, débarqués au hasard à Montevideo, obligés de s'enrôler pour ne pas mourir de faim, ont formé d'abord le bataillon basque; mais bientôt, honteux de vivre de ce pain de l'aumône, dès qu'ils surent que les provinces argentines leur offraient du travail, ils se sont transportés en masse à Buenos-Ayres.

Sur les deux rives de la Plata, le nombre des Français dépasse trente mille aujourd'hui : cinq mille environ dans l'État Oriental, dont la moitié à Montevideo et vingt-six mille dans la confédération. Parmi ces derniers, on peut compter seize mille Basques en ce moment. Ces Basques aiment à se réunir, à vivre entre eux; ils forment comme des colonies à part où ils transportent le souvenir et les plus douces illusions de la patrie, qu'ils se promettent bien de revoir.

A une lieue vers le sud de Buenos-Ayres coule un ruisseau profond qui se jette dans la Plata et qu'on nomme le *Riachuelo*. Sur ses bords sont situés les *saladeros*; c'est à son embouchure qu'a lieu l'embarquement des produits du pays : cuirs verts, cuirs secs et autres débris d'animaux. Cette double industrie a donné naissance à deux centres

de population; l'un, *Barracas* (les barraques), où l'on emmagasine les produits des *saladeros;* l'autre, *la Boca,* où viennent en foule s'amarrer les bateaux caboteurs, et dont la plage est couverte de barques en construction ou en radoub. C'est là que nos Basques semblent s'être donné rendez-vous. Sur vingt mille ames, dont se compose la population des deux grandes bourgades, on compte treize mille enfans du Béarn, — les uns employés aux travaux des *saladeros,* dont ils ont fait la fortune, les autres charpentiers, calfats, forgerons ou exerçant toutes les professions qui tiennent à la construction des navires.

Que de fois, aux jours de fête, parcourant la large voie qui mène de Buenos-Ayres à Barracas, ne nous sommes-nous pas trouvé surpris au bord du Riachuelo par une population vêtue tout entière comme aux bords de l'Adour, ne parlant que la langue du Béarn, ardente aux jeux de boule, à la paume, aux danses du pays basque, et faisant éclater sa joie en chants que les échos des Pyrénées redisent depuis des siècles! Que de fois aussi, partageant l'illusion de ces braves gens, nous sommes-nous crus sur la route qui conduit de Bayonne à Saint-Jean-de-Luz! Il n'est pas un étranger qui ne revienne émerveillé de l'ordre, du bien-être, du sentiment de dignité qui respire chez ces hommes, tout fiers d'enrichir par leur travail le pays qui leur donne asile. Vous n'entendez pas, au milieu de cette race laborieuse, les violentes diatribes que répètent les journaux d'Europe contre le gouvernement du général Rosas; tous se louent de la protection que leur accorde l'autorité, tous parlent avec une sorte d'affection du capitaine du port auquel ils ont affaire à Buenos-Ayres.

Veut-on se former une idée de ce que valent aujourd'hui pour la France ces émigrés, dont un grand nombre au départ étaient à peine en état de payer leur passage? Nous tenons d'un officier vraiment distingué de notre marine, M. le capitaine de frégate Tardy de Montravel, qui a visité Barracas après nous, que certains *saladéristes* gagnent par jour jusqu'à 35 et 40 fr., et qu'on peut évaluer à près de 40 millions le travail annuel de nos Basques réunis sur les bords du Riachuelo, dans les emblavures de la rivière de Luxan, dans les briqueries, ou employés comme maçons et maraîchers autour de Buenos-Ayres. Cette émigration a donné en outre un essor inattendu à notre commerce maritime, car elle a introduit chez les indigènes, même parmi les *gauchos,* le goût de nos vins de France, dont elle fait exclusivement usage, à ce point que la demande de ces vins dans la Plata s'élève aujourd'hui à quatre-vingt mille hectolitres, soit dix mille tonneaux, c'est-à-dire le chargement de trente à quarante navires de long cours, qui peuvent emporter en retour des cuirs, des laines et autres produits encombrans du pays. Enfin, pour fixer d'un seul chiffre l'importance de l'émigration française à Buenos-Ayres, le capital accumulé

entre les mains de nos vingt-six mille nationaux de la province dépasse en ce moment la somme de 120 millions de francs.

Nous avons exposé avec sincérité l'état des contrées situées dans le vaste bassin du Parana et l'importance des relations que nous pouvons y établir. Qu'on nous dise maintenant quelle doit être la politique de la France dans la Plata?

Ce que notre gouvernement doit considérer ici comme l'intérêt primordial de la France, c'est à coup sûr la protection de nos trente mille nationaux, la garantie de leurs personnes et de leurs biens. Tout pouvoir local qui nous assure cette garantie a droit à nos sympathies. Que veulent les hommes qui proposent une expédition contre Buenos-Ayres? Renverser Rosas? Eh bien! que Rosas tombe, et le pillage, surtout le pillage des étrangers, devient la loi du pays. Ne voit-on pas que dans ces contrées, fatiguées de la guerre civile, Rosas s'est rencontré comme un homme providentiel? Fanatique de la loi et l'idole des *gauchos*, lui seul pouvait dominer l'anarchie et sauver sa patrie du chaos. Pour enchaîner les *gauchos*, la loi n'a pas trop de tout le prestige de Rosas sur la campagne; son nom seul imprime le respect au désert. On se fait illusion d'ailleurs, cette expédition avec laquelle on prétend le réduire et le renverser ne ferait qu'accroître son pouvoir. Quand nous avons capturé son escadrille, bloqué ses côtes, foudroyé ses batteries, loin d'user de représailles, il n'a fait que redoubler d'équité envers nos nationaux : il laissait la voix de son pays répondre seule à nos menaces.

Pour que la France augmente son commerce dans la Plata, que faut-il surtout? La paix sur les deux rives. Que veulent donc ceux qui prétendent imposer la libre navigation des fleuves? La guerre évidemment, car jamais le général Rosas ne concédera ce droit, qui introduirait aux flancs de la confédération le démon de l'anarchie. Nous avons fait voir que la France n'y a aucun intérêt, que le Paraguay et le Brésil seuls y gagneraient. Que veulent encore ceux qui demandent une expédition dans l'État Oriental? — L'exclusion d'Oribe de Montevideo? C'est la guerre toujours; plutôt que de tolérer les unitaires ou leur influence ennemie dans cette ville, le général Rosas s'exposerait aux dernières extrémités. Et à qui profite cette exclusion d'Oribe pour laquelle nous avons sacrifié tant de millions? A quelques maisons anglaises qui pourraient redouter de voir certains acquêts de biens nationaux contestés par un gouvernement régulier; aux proscrits argentins qui sans nous eussent été forcés dans leur dernier asile. Quant à l'indépendance de l'État Oriental, qui donc intéresse-t-elle au premier chef? Le Brésil, car elle ne touche la France que bien secondairement. Étrange politique! qui consiste à toujours sacrifier l'intérêt de notre pays pour faire les af-

faires des autres! Ce fut l'art admirable des unitaires de faire croire à la France que le sort de nos nationaux dépendait de Montevideo, que nous serions chassés de la Plata par Rosas, si son lieutenant Oribe entrait dans cette ville qu'il voulait livrer au carnage. Si l'on redoute si fort de voir nos anciens légionnaires sous la loi d'Oribe, que ne traite-t-on avec le général Rosas du transport des plus compromis dans les anciennes missions de l'Uruguay, possédées aujourd'hui par un Français (1)? Peut-être le gouverneur de Buenos-Ayres trouverait-il quelque intérêt à établir cette population entre le Brésil et le Paraguay.

Nous n'irons pas plus loin. Dans cette étrange question, dès qu'on s'écarte de l'intérêt commercial de la France, on n'étreint plus que de ruineuses chimères. Nous tenons la clé des interminables discussions dont elle est l'objet. Il y a là deux politiques en présence : l'une réelle et d'action pratique, qui ne voit dans cette affaire que ce qui s'y trouve en effet, le développement du commerce de la France; l'autre, fantastique, qui sacrifie le certain à l'imaginaire, qui croit qu'on sème la population dans les déserts comme le soleil y répand la lumière, qui, voyant l'impuissance de ses rêves, en appelle aux armes comme pour faire sortir le droit de la violence, qui demande de grandes expéditions sans trop se soucier si nos finances peuvent les supporter, s'il est vraiment au pouvoir des armes de conquérir ce que nous cherchons, ou si, au contraire, l'emploi de la force ne compromettrait pas l'établissement pacifique que nous avons eu tant de peine à fonder. Et la passion qui éclate dans ces discussions ne tient-elle pas à ce qu'on retrouve là le redoutable problème politique et social qui va se dénouer dans notre pays? M. le contre-amiral Le Prédour s'est inspiré de l'intérêt vrai de la France. Répondant au vœu de plus de vingt-six mille de nos compatriotes, aussi bien ceux de la campagne orientale que ceux de la plaine de Buenos-Ayres unis à la partie notable de la population des villes; dédaignant les clameurs des deux à trois mille légionnaires de Montevideo reniés par la France, et qui cependant ont trouvé le moyen de surprendre sa sollicitude; écartant ce faux point d'honneur qui descend jusqu'à simuler une lutte d'orgueil entre la France et Rosas, il a consacré les conditions sur lesquelles l'intérêt et la dignité de chaque partie n'admettent pas de transaction : pour la France, la sécurité de son commerce, la protection de nos nationaux; pour le général Rosas, l'établissement à Montevideo d'un pouvoir qui ne mette plus sa tête à prix; la paix pour tous. L'assemblée nationale veut-elle encore, malgré le découvert de nos finances, soutenir la politique des songes?

TH. PAGE.

(1) M. Blaise Despouy.

REVUE DRAMATIQUE.

LA COMÉDIE. — LE DRAME.

Deux drames qui se donnent pour historiques, et un drame fantastique, — et tout cela en un mois, — nous aurions mauvaise grace à nous plaindre. Les poètes ne se reposent pas, et pour varier, pour renouveler nos plaisirs, ils ne regrettent ni soins ni veilles. La meilleure manière de reconnaître leur dévouement et leur persévérance, c'est d'estimer la valeur de leurs œuvres sans acception d'école ni de généalogie. Je ne demande pas si les drames représentés au Théâtre-Français, à l'Odéon, à la Porte-Saint-Martin, sont conçus d'après les principes de l'école anglaise ou allemande; pourvu que l'histoire et le bon sens ne les désavouent pas, je me tiens pour satisfait. Il est plus commode sans doute d'adopter comme un évangile soustrait à la discussion les préceptes d'une école unique et d'estimer toutes les œuvres, quelles qu'elles soient, d'après ces préceptes inflexibles. Pour ma part, je n'ai jamais compris ainsi la tâche de la critique : dès qu'on se décide à suivre cette pente, l'injustice devient trop facile. L'histoire et la philosophie, c'est-à-dire la connaissance des faits accomplis dans le monde extérieur et des faits qui chaque jour s'accomplissent au fond de la conscience, sont les seuls guides qui ne trompent jamais, ou du moins qui nous préparent le mieux à juger selon la vérité. Si, après avoir consulté l'histoire et la philosophie, nous n'échappons pas à l'erreur, du moins nous sommes sûrs de n'avoir cédé ni à la colère, ni à la prévention, car, en présence de ces deux guides austères, toutes les répugnances, toutes les rancunes s'évanouissent. Le côté humain de la poésie domine de si haut tous les préjugés de temps et de lieu, qu'il n'est pas difficile d'estimer impartialement

les œuvres soumises à notre jugement, quelle que soit leur filiation. La vérité historique n'est qu'une vérité accidentelle; la vérité morale, la vérité qui se déduit de la nature même de nos facultés, est seule durable, seule immuable, et c'est à elle surtout qu'il faut demander conseil pour mesurer la valeur des œuvres poétiques.

Si, depuis vingt ans, l'art dramatique a fait fausse route, c'est pour avoir mis la vérité accidentelle ou historique au-dessus de la vérité morale ou éternelle. Cette distinction, que les esprits frivoles ne manqueront pas de tourner en ridicule comme une subtilité scolastique, résume cependant très nettement la pensée de tous les hommes sincères qui ont pris la peine de suivre le développement littéraire de notre pays. J'ajoute que l'histoire, étudiée profondément, n'eût pas fait grand tort à la philosophie. Par malheur, les poètes dramatiques ont préféré presque toujours les faits anecdotiques aux faits généraux, c'est-à-dire qu'ils ont trouvé moyen de rétrécir le champ de la vérité historique, ou, ce qui revient au même, d'oublier l'histoire pour glaner çà et là, comme autant d'épis précieux, quelques documens d'une authenticité douteuse, qui n'apprennent rien sur la marche des nations. Au lieu d'interroger l'histoire et la philosophie, ils n'ont pas même interrogé l'histoire, car ils l'ont confondue avec l'anecdote, et de l'anecdote au paradoxe il n'y a souvent que l'épaisseur d'un cheveu.

Les auteurs de *Valeria* ne paraissent pas avoir songé un seul instant à mettre l'histoire au théâtre. Il n'y a pas, en effet, un seul incident, un seul personnage qui relève de la réalité telle qu'elle nous a été transmise par des témoignages authentiques. C'est une œuvre de fantaisie dans l'acception la plus hardie du mot. On nous disait que MM. Maquet et Lacroix se proposaient de réhabiliter Messaline; et quoiqu'une pareille tentative pût à bon droit paraître téméraire, cependant, pénétré d'un respect profond pour les droits de l'imagination, nous avons écouté sans impatience les deux mille vers qu'il leur a plu d'écrire sur cette idée paradoxale. Pour ma part, je ne crois pas que la poésie trouve grand profit à dénaturer le sens de l'histoire : cependant, comme un esprit habile, un talent exercé, rencontre parfois dans une idée téméraire l'occasion d'un éclatant triomphe, j'ai voulu, en écoutant *Valeria*, oublier toutes mes lectures, et je dois avouer que les auteurs m'ont rendu cette tâche bien facile; car, si j'excepte les noms des personnages, rien dans le drame nouveau n'était de nature à réveiller mes souvenirs. J'ai donc oublié les vers du satirique latin, oublié les récits du gendre d'Agricola, oublié les révélations du biographe des Césars. Je me suis préparé à l'étude de l'œuvre nouvelle par l'effacement complet de mes études antécédentes. Ai-je lieu de m'applaudir de cette bienveillante résignation? C'est au lecteur qu'il appartient de décider cette question délicate. Je n'ai jamais prétendu au titre d'érudit, et je fais bon marché des livres que j'ai feuilletés, comme des livres que j'ai relus plusieurs fois. Que le poète m'intéresse, m'émeuve, qu'il m'épouvante ou m'attendrisse, et je lui pardonnerai de grand cœur de ne pas respecter littéralement la réalité historique. Les auteurs de *Valeria* peuvent-ils invoquer une pareille excuse?

A qui faut-il nous intéresser dans cette cohue d'incidens et de personnages qu'ils ont appelée *Valeria*? Messaline est-elle réhabilitée par ce poème étrange,

si toutefois un pareil chaos mérite le nom de poème? L'histoire et la satire sont-elles réduites au silence et convaincues de calomnie? Je ne veux pas le nier, il y a dans cet entassement quelque chose qui singe la puissance; mais, après quatre heures d'une attention soutenue, le spectateur se demande en vain ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu. Il interroge inutilement ses souvenirs, et ne trouve au fond de son esprit qu'un pêle-mêle tumultueux d'invectives et de déclamations. Était-ce bien la peine de lancer la fantaisie à travers champs, la bride sur le cou, pour demeurer si loin de la réalité, pour inventer, avec l'aide du machiniste et du décorateur, une série de scènes sans émotion, sans attendrissement, sans grandeur, tandis que l'histoire, l'histoire toute nue, nous offre un poème tout fait, des personnages dont la conduite et le langage semblent disposés par un artiste souverain?

Messaline, fatiguée de meurtres et de débauches, après avoir envoyé au supplice les Romains qui l'ont dédaignée, après avoir établi dans son palais l'autel de l'adultère, après avoir forcé les patriciens les plus illustres à venir dans la maison même de César assister à leur déshonneur, cède au désir de Silius, qui a répudié sa femme pour s'abandonner plus librement à la passion de l'impératrice : elle consent à l'épouser publiquement à la face de Rome, elle proclame son divorce, et choisit dans le sénat des témoins qui signent son nouvel acte de mariage comme pour légitimer les enfans qui naîtront de l'adultère. Un prêtre docile reçoit et bénit son nouveau serment. Elle a profité de l'absence de Claude, qui est allé à Ostie, à six lieues de Rome, offrir un sacrifice.

Cependant Calliste, Pallas et Narcisse, qui gouvernent l'empereur, s'effraient de ce nouveau crime et se demandent ce qu'ils doivent faire. Avertiront-ils Claude, ou bien engageront-ils Messaline à répudier l'amant qu'elle vient d'épouser? Rien n'a manqué à la solennité de ce mariage. Messaline s'est couchée près de Silius, devant la table du banquet, et lui a prodigué ses baisers en présence des convives; elle a passé la nuit dans ses bras avec la sécurité d'une épouse qui n'a rien à craindre du ciel ni des hommes. A quoi se résoudre? Claude, malgré sa faiblesse, est prompt à la colère; mais, si Messaline trouve moyen de lui parler, ses dénonciateurs sont perdus et peuvent dire adieu à la vie. Calliste et Pallas redoutent la vengeance de Messaline, et se résignent à l'inaction; Narcisse persiste seul à dénoncer l'impératrice, et regarde en pitié la lâcheté de ces deux hommes qu'il voulait d'abord associer à son entreprise. Qu'ils se taisent, puisqu'ils ont peur : il parlera et saura bien fermer l'oreille de son maître à la voix de l'impératrice, fermer ses yeux à la beauté de cette sirène sanguinaire. Son plan est arrêté, aucune menace ne pourra le déranger.

Claude reçoit familièrement deux courtisanes, Calpurnie et Cléopâtre. C'est à elles que Narcisse a résolu de s'adresser pour perdre Messaline. Devant elles, la porte de l'empereur ne demeure jamais fermée. Qu'elles aillent à Ostie, qu'elles lui révèlent son déshonneur, qu'elles accusent l'épouse adultère, et leur crédit grandira. Narcisse ne ménage ni les présens ni les promesses : comment ne serait-il pas écouté? Calpurnie, docile à ses conseils, court se jeter aux pieds de Claude, et lui apprend le mariage de Messaline avec Silius. Claude épouvanté refuse d'ajouter foi à cette étrange nouvelle. Calpurnie invoque le témoignage de Cléopâtre, qui confirme sa déclaration. Narcisse paraît enfin et

demande pardon à son maître de lui avoir caché si long-temps les désordres de sa femme. Tant qu'il n'a eu à déplorer que la débauche et l'impudicité de l'impératrice, il s'est tu, il a cru devoir se taire : à quoi bon troubler le repos de l'empereur par ces cruelles révélations? mais aujourd'hui il ne s'agit plus de débauche, il s'agit de déchéance. Si Claude ne revient pas à Rome en toute hâte, s'il ne vient pas démentir devant le sénat, devant l'armée, le divorce proclamé par Messaline, il n'est plus qu'un objet de mépris; l'empire lui échappe, c'est à peine s'il pourra sauver sa vie. Claude se rend aux conseils de Narcisse et se décide à partir. Narcisse, pour assurer le succès de l'entreprise, pour maîtriser son irrésolution, monte dans la litière de l'empereur.

Messaline, ivre de joie, célébrait la vendange dans le palais de Silius. Un thyrse à la main, les cheveux dénoués, l'épaule couverte d'une peau de panthère, elle imitait la fureur des bacchantes. Silius, sous les traits de Bacchus, dansait au son d'un chœur lascif. Le raisin, foulé par les pressoirs, coulait en flots écumeux. Une sourde rumeur annonce le retour de Claude. Vexius Valens, monté sur un arbre qui domine la campagne, répond à ceux qui l'interrogent sur l'état du ciel qu'il aperçoit à l'horizon un terrible orage. Chacun rit de sa réponse, et les danses continuent. Bientôt le doute n'est plus permis. Messaline s'enfuit auprès de la grande vestale Ventidia, et la supplie d'intercéder pour elle; elle envoie au-devant de Claude ses deux enfans, Octavie et Britannicus; elle monte sur un tombereau destiné à recueillir les immondices des jardins, et marche hardiment vers son juge. Ventidia se présente devant Claude: Narcisse répond que Messaline sera entendue, et la renvoie à ses devoirs. Dès qu'il aperçoit Britannicus et Octavie, il ordonne de les éloigner, et, pour empêcher Claude de voir Messaline qui s'approche, il lui donne à lire un mémoire sur les débauches de l'impératrice. A peine entré dans Rome, il ouvre la maison de Silius, et montre à Claude toutes les richesses de la maison impériale entassées par Messaline chez son amant : meubles rares, vases précieux, rien n'y manque. Claude ne peut plus douter de son déshonneur. Narcisse l'entraîne au camp des prétoriens. Les soldats avertis demandent à grands cris le nom des coupables, et Claude se retire dans son palais.

Silius arrêté au forum n'essaie pas de se défendre, et demande une mort prompte. Tous les amans de Messaline, ceux mêmes qu'elle a reçus dans son lit et chassés dans la même nuit, montrent le même courage. Mnester seul balbutie en tremblant une défense inutile : il déchire ses vêtemens et découvre aux yeux de ses juges les blessures que les verges ont laissées sur son corps. C'est Claude lui-même qui l'a donné à Messaline, qui lui a commandé de lui obéir en tout. Que pouvait-il faire, lui misérable danseur? N'était-il pas devenu, par la volonté de Claude, l'esclave, la chose de l'impératrice? S'il est entré dans le lit de Messaline, ce n'est ni par ambition, ni par cupidité comme tant d'autres, mais pour obéir à l'empereur. Paroles jetées au vent! Cet amant battu de verges pour subir les caresses de l'impératrice est conduit à la mort malgré ses larmes et ses prières. Messaline s'est enfuie dans les jardins de Lucullus. Étendue aux pieds de sa mère Lepida, qui l'avait abandonnée pendant sa haute fortune et que le malheur avait ramenée près d'elle, tantôt menaçante, tantôt éplorée, elle refusait de croire à sa perte. Claude s'était mis à table, et, le vin qu'il ne

ménageait pas réveillant sa pitié, il ordonnait que cette *pauvre Messaline* fût appelée le lendemain et vînt se justifier. Narcisse craignait que le soir même la beauté de Messaline n'achevât ce que le vin avait commencé. Il commande au centurion de garde d'aller tuer Messaline : c'est l'ordre de l'empereur. Le centurion obéit. Accompagné de l'affranchi Evode chargé de le surveiller, il court aux jardins de Lucullus. Lepida exhortait sa fille à mourir courageusement, à se tuer d'une main ferme, à prévenir le bourreau; Messaline approchait en tremblant le poignard de sa poitrine : le centurion la perça de son épée.

N'y a-t-il pas dans cette esquisse de la réalité plus d'émotion, plus de grandeur que dans le drame de *Valeria?* Je ne dis pas, à Dieu ne plaise, qu'il suffise de transcrire l'histoire pour composer un poème. Un tel blasphème, une telle ineptie, ne sortiront jamais de ma bouche. Je dis, et j'ai la ferme conviction que tous les hommes sensés partageront mon avis, que l'histoire de Messaline offre au poète des élémens si nombreux, qu'il n'a vraiment que l'embarras du choix. Ces élémens se prêtent si docilement à toutes les exigences de l'action dramatique, ils s'ordonnent si naturellement, ils excitent, ils enchaînent l'intérêt d'une manière si puissante, qu'il faut, pour les négliger, tourner le dos à l'évidence et se complaire dans les ténèbres. Parlerai-je du ressort puéril auquel les auteurs ont eu recours pour justifier Messaline? La saitre romaine nous apprend que Messaline a pris le nom de Lycisca; d'après les auteurs de *Valeria*, c'est Lycisca qui a pris le nom de Messaline. Un tel stratagème, digne tout au plus de figurer dans un ballet, n'est-il pas ridicule dans un poème dramatique? Je n'insiste pas. Messaline, en prenant le nom de Lycisca, voulait couvrir ses débauches. Lycisca, en prenant le nom de Messaline, jouait sa tête. Je laisse au lecteur le soin de prononcer.

Malheureusement, le style de *Valeria* ne rachète pas la faiblesse de la composition. Je ne parle pas des incorrections purement rhythmiques semées comme à plaisir par les auteurs. Je ne leur demande pas pourquoi ils se sont obstinés à ne voir dans Valeria, dans Antonia, que deux syllabes, tandis que l'oreille, en écoutant ces noms, s'obstine très justement à compter trois syllabes. Ce sont là des peccadilles que je ne songe pas à relever; mais il y a dans le style de *Valeria* un mélange de mollesse et de trivialité que le public ne peut accepter comme l'équivalent de la franchise. Il serait trop facile de signaler un grand nombre de vers qui ressemblent à des bouts rimés. La rime n'obéit pas, mais commande, et la raison du poète s'incline devant elle. Tantôt la périphrase s'étale fastueusement, comme si nous étions encore au temps de l'abbé Delille; tantôt le mot vrai, qui serait accepté de grand cœur, s'il ne faisait pas tache dans la trame générale du langage, étonne l'oreille comme une dissonance. A proprement parler, dans le style de *Valeria* il n'y a pas de parti pris. La langue de cet ouvrage n'appartient à aucune école, car elle fait des emprunts à toutes les écoles. Indécise, flottante, tour à tour familière et chargée d'ornemens, elle ne révèle qu'une faculté sans importance en poésie, la faculté d'assembler des rimes et des images sur l'idée la plus futile. Ce n'est pas d'ailleurs le seul reproche que j'adresse au style de *Valeria*. Par un caprice singulier, les auteurs, qui ont foulé aux pieds toutes les traditions historiques, et donné libre cours à leur fantaisie, comme si le nom de Messaline

appartenait aux âges fabuleux, qui, pour dessiner le personnage de Claude, se sont contentés de copier Perrin Dandin, oubliant la gourmandise, qui, chez lui, dominait le pédantisme et la manie de juger, ont cru devoir prodiguer l'érudition dans les détails les plus insignifians. Ils dédaignent, ils méprisent l'histoire lorsqu'il s'agit des personnages, c'est-à-dire de la substance même de la poésie, et lorsqu'il s'agit des meubles, des ustensiles de ménage, ils tiennent à parler comme des antiquaires. En vérité, c'est une étrange manie. Shakspeare et Corneille, qui ont mis au théâtre plusieurs épisodes de l'histoire romaine, n'ont jamais songé à suivre une telle méthode. Ils s'inquiétaient de l'histoire et avaient raison, mais il ne s'inquiétaient pas de l'archéologie, et c'était de leur part une preuve de bon sens. A quoi sert en effet l'archéologie dans un poème dramatique? C'est un passe-temps puéril, un placage sans valeur, qui distrait quelques érudits et n'ajoute rien au mérite de l'ouvrage. Où s'arrêter d'ailleurs dans le champ de l'archéologie? Le poète se montrera-t-il antiquaire jusqu'au bout? En respectant littéralement les données de la science, ne s'expose-t-il pas à devenir obscur? Après avoir fait rimer *esclave* et *laticlave*, s'il s'avise de nommer les sesterces, est-il bien sûr d'être compris? Et s'il recule devant le danger des sesterces, à quoi ne s'expose-t-il pas en parlant d'*écus romains?* Pour les érudits, l'*écu romain* n'est pas précisément une preuve de savoir, et pourtant MM. Maquet et Lacroix nous ont parlé d'écus romains. Entre les patères et les épitoges, les amphores et les trirèmes, l'écu romain fait une assez triste figure.

Mlle Rachel, en acceptant le double rôle de Valeria et de Lycisca, a commis une grave imprudence. Ce n'est pas seulement une tâche difficile, c'est une tâche indigne d'un talent élevé, indigne d'elle. Il faut laisser les travestissemens aux théâtres du boulevard. Que Mlle Déjazet joue dans la même pièce le rôle d'un mousquetaire et le rôle d'une douairière, rien de mieux. Pourvu qu'elle nous amuse, nous n'avons rien à lui demander. Qu'elle se tourne vers la coulisse et change sa voix pour gourmander son interlocuteur absent, c'est une espièglerie dont je m'accommode volontiers; mais qu'une tragédienne habituée à représenter les personnages les plus imposans de l'antiquité, qu'hier nous avons vue sous les traits d'Émilie, que nous verrons demain sous les traits de Camille ou d'Hermione, essaie de lutter avec Mlle Déjazet, je ne saurais y consentir; c'est méconnaître, c'est profaner son talent.

Le drame de *Valeria* écouté avec bienveillance, avec attention, a été plus d'une fois applaudi. Il y a en effet dans cette œuvre, d'ailleurs si défectueuse, plusieurs parties traitées avec talent, et le public en battant des mains a fait un acte de justice. Cependant les auteurs ne peuvent se méprendre sur le sens et la valeur de ces applaudissemens, car si quelques scènes ont été accueillies, comme elles méritaient de l'être, par des marques non équivoques d'approbation, il faut bien reconnaître que, pendant la plus grande partie de la représentation, le public s'est montré assez indifférent, et je me reprocherais de le blâmer. Oui, sans doute, cette œuvre est conçue avec soin, on sent dès la première scène qu'on n'a pas affaire à un drame improvisé; mais si le travail a laissé sa trace dans *Valeria*, si l'on devine sans peine que ce poème a coûté plusieurs mois de persévérance, on se demande si c'est là de la persévérance

utilement dépensée. Le *métier*, vanté avec tant de fracas, a donné dans *Valeria* la mesure de ce qu'il peut; les auteurs ont épuisé toutes les ressources de l'industrie dramatique, et pourtant, malgré l'éclat des costumes et des décorations, malgré le nombre des incidens, ils n'ont produit qu'une œuvre languissante. Pourquoi l'auditoire n'est-il pas ému? Pourquoi, en quittant le théâtre, ne souhaite-t-il pas entendre *Valeria* une seconde fois, et songe-t-il plutôt à se féliciter de sa patience? C'est que les auteurs, au lieu de s'adresser au cœur, à l'intelligence, s'adressent aux yeux. *Valeria* ressemble plutôt au programme d'un ballet qu'à un drame historique. Si les applaudissemens sont justes, l'indifférence n'est pas moins légitime que les applaudissemens.

Était-il possible de trouver dans les *contes* d'Hoffmann le sujet d'un drame intéressant? Oui, sans doute. Le poète qui veut puiser à cette source n'a que l'embarras du choix; mais composer un drame qui s'appelle *les Contes d'Hoffmann*, c'est-à-dire choisir parmi les innombrables fantaisies de ce génie singulier quelques récits dont l'auteur devienne le héros, et de ces récits noués ensemble essayer de tirer une action qui présente un commencement, un milieu, une fin, c'est à mes yeux une tentative que le goût et le bon sens répudient avec une égale énergie. *Le Majorat, le Bonheur au Jeu, le Conseiller Krespel*, renferment certainement des élémens dramatiques; je ne dis pas qu'il soit facile de les mettre en œuvre: pour en tirer parti, il faudrait sans doute une main habile et puissante. Chacun de ces récits offrirait du moins l'unité d'intérêt dont la poésie dramatique ne peut se passer. Que les novateurs déclament tout à leur aise contre l'unité de temps et de lieu, je ne perdrai pas mon temps à les combattre; je crois très volontiers qu'il est possible d'émouvoir sans renfermer l'action entre les murs d'un palais, dans l'espace rigoureux de vingt-quatre heures. Quant à l'unité d'intérêt, que les docteurs appellent l'unité d'action, je n'en fais pas si bon marché. Une suite d'aventures ne constituera jamais un poème dramatique. Si MM. Jules Barbier et Michel Carré croient avoir répondu d'avance à toutes les objections en donnant à leur ouvrage le nom de *drame fantastique*, ils se trompent étrangement. *Faust*, *Manfred*, *le Songe d'une nuit d'été*, fantastiques au premier chef, si l'on veut faire de ce genre un sujet d'accusation, nous offrent pourtant l'unité d'action, tout aussi bien que les créations les plus pures du théâtre d'Athènes. MM. Jules Barbier et Michel Carré ont choisi trois contes d'Hoffmann, et les ont encadrés entre un prologue et un épilogue. Dans la pensée des auteurs, chacune de ces aventures appartient à la vie d'Hoffmann; aussi n'ont-ils pas hésité à mettre en scène Hoffmann. J'ai toujours pensé qu'il est impossible de mettre en scène un artiste, un poète, et je n'avais pas besoin de cette dernière épreuve pour me confirmer dans ma conviction. N'est-ce pas en effet une immense, une terrible responsabilité que de faire parler l'homme qui a créé tant de personnages originaux, inventé tant d'incidens merveilleux? Ou bien, pour ne pas dénaturer le caractère que vous voulez nous montrer, vous emprunterez les paroles mêmes du poète, et vous ne ferez qu'un pastiche; ou bien, donnant libre carrière à votre fantaisie, vous ferez du poète un personnage que nul ne reconnaîtra. Je ne veux pas m'arrêter à discuter le prologue des *Contes d'Hoffmann*; je ne veux pas demander à MM. Barbier et Carré pourquoi ils ont fait du conteur allemand une

espèce de bohême vivant au jour le jour, cherchant au fond des brocs l'oubli complet de la vie réelle. Il suffit de feuilleter la biographie d'Hoffmann écrite par Hitzig pour savoir qu'Hoffmann n'était pas un bohême. Si, pendant l'occupation française, il a eu de cruelles épreuves à traverser, la plus grande partie de sa vie s'est écoulée dans l'aisance, au milieu d'un travail régulier. Si la musique, le dessin, la poésie, lui ont donné ses heures les plus douces, il a dû à ses connaissances comme jurisconsulte plus d'un emploi lucratif. Il est mort il y a vingt-neuf ans, remplissant dans la magistrature de Berlin des fonctions très élevées. Mais passons sur ce prologue. Hoffmann raconte ses amours à ses camarades de cabaret, et c'est ce récit que MM. Barbier et Carré ont essayé de mettre en action. Nous voyons passer devant nos yeux la belle Olimpia, qui n'est qu'une poupée, un automate; Antonia, fille du conseiller Krespel, et enfin Giulietta, cantatrice florentine. Pour démontrer le néant de l'amour, les auteurs n'ont pas hésité à dénaturer les personnages dont ils empruntaient les noms. Pour le développement de leur thèse, ils avaient besoin de prouver qu'il n'y a pas au monde une femme capable d'une affection sérieuse. Aussi entre Olimpia, qui n'est qu'une poupée, et Giulietta, qui perd l'ame de son amant pour satisfaire un caprice, ils ont placé Antonia, qui sacrifie au désir d'être applaudie le bonheur de l'homme qui la chérit par-dessus tout. Je ne reprocherai pas à MM. Barbier et Carré d'avoir transformé maladroitement *la Nuit de la Saint-Sylvestre*, dont l'idée première appartient à Chamisso, et qu'Hoffmann avait su rajeunir. Je ne leur demande pas ce qu'ils ont fait d'Olimpia, mais je ne puis leur pardonner d'avoir dénaturé, d'avoir calomnié Antonia. L'égoïsme et la vanité ne sont jamais entrés dans le cœur de cette charmante fille. Quand elle sait que les médecins l'ont condamnée à mourir ou à ne plus chanter, elle renonce sans regret à son art chéri pour assurer le bonheur de son amant; elle ne laisse pas échapper un murmure. Chaque fois que le conseiller Krespel promène son archet sur le violon d'Amati, elle croit entendre sa voix et dit à son père : « J'ai bien chanté. » Vouloir faire d'Antonia le type de l'égoïsme et de la vanité est à mes yeux une idée parfaitement absurde. A quoi bon emprunter à Hoffmann un de ses plus charmans personnages, si vous ne respectez pas le caractère qu'il lui a donné? Si Antonia, pendant le sommeil de Krespel, malgré l'arrêt des médecins qui l'ont condamnée, chante encore une fois et meurt en chantant, ce n'est pas pour recueillir les applaudissemens du théâtre, mais pour contenter son amant qui a écrit pour elle une mélodie que nulle voix au monde ne peut rendre comme la sienne : elle meurt victime de son dévouement, et vous l'accusez d'égoïsme et de vanité! C'est de votre part une fantaisie insensée, et la thèse que vous avez choisie ne saurait vous servir d'excuse. Si vous aviez besoin d'une femme sans cœur, vous pouviez facilement la trouver dans la nombreuse galerie qu'Hoffmann nous a laissée; mais il fallait conserver à Antonia son angélique pureté.

La première partie de ce drame fantastique, *l'automate*, offre peu d'intérêt. La seconde, *Antonia*, réussirait peut-être à nous émouvoir, si elle ne blessait tous nos souvenirs. Quant à la troisième, *le reflet perdu*, grace à la mise en scène, elle épouvante comme un conte de revenant. Dans cette troisième partie,

l'art ne joue pas un grand rôle. Le machiniste et le décorateur dominent le poète. Toutefois il faut lui savoir gré de leur avoir préparé un programme ingénieux.

L'épilogue des *Contes d'Hoffmann* est rédigé comme la moralité des fables de Planude, connues généralement sous le nom de fables d'Ésope. Il est impossible de se méprendre sur l'intention des auteurs, car cet épilogue ne laisse rien à deviner. Si les trois récits mis en action n'offraient pas par eux-mêmes un sens assez précis, la moralité dialoguée que MM. Barbier et Carré ont placée dans la bouche d'Hoffmann et de son ami Frédéric dissiperait tous nos doutes. La clarté est, en toute occasion, une qualité fort précieuse, pourtant je ne crois pas que la poésie dramatique puisse jamais s'accommoder d'une conclusion énoncée sous forme de théorème. Il faut laisser aux mathématiques, à la philosophie, cette manière de présenter la vérité. — Le style des *Contes d'Hoffmann* mérite plus d'un reproche. Le mélange de la prose et des vers produit un fâcheux effet; le passage de la forme prosaïque à la forme poétique n'est presque jamais motivé. Si les auteurs ont cru imiter Shakspeare, ils se sont trompés, car dans Shakspeare le passage de la prose au vers blanc, et du vers blanc au vers rimé, s'explique par la nature même des pensées. La prose appartient au dialogue familier, le vers blanc au dialogue soutenu, le vers rimé au sentiment purement lyrique : or MM. Barbier et Carré n'ont tenu aucun compte de cette distinction. Ce n'est pas tout : on trouve çà et là des images, des comparaisons qui accusent une singulière ignorance. Je ne demande pas aux poètes de parcourir le cercle entier des connaissances humaines, je n'ai pas le droit d'afficher une telle exigence; mais je ne leur pardonne pas de parler des choses dont ils ne savent pas le premier mot. Quand Frédéric dit à Hoffmann :

Le prisme de l'amour voile encore tes yeux,

il énonce une pensée parfaitement ridicule. Le prisme, qui sert à décomposer la lumière, n'a jamais voilé les yeux de personne. Aujourd'hui que les notions scientifiques sont devenues populaires, il n'est pas permis au dernier des rhéteurs d'employer une image aussi fausse. Ailleurs, pour exprimer la beauté singulière de la voix d'Antonia, les auteurs disent que le violon de Krespel chantait à l'unisson avec cette voix divine. C'est à coup sûr un étrange compliment adressé soit à Krespel, soit à Antonia. Le violon ne chante la partie écrite pour la voix que lorsqu'il s'agit d'enseigner une mélodie au chanteur qui ne sait pas lire la musique; ce qui n'est pas rare, même aujourd'hui, parmi les plus célèbres virtuoses. En toute autre occasion, il accompagne et ne joue pas à l'unisson. L'enseignement de la musique est de nos jours tellement répandu, que cette erreur n'a pu passer inaperçue. Enfin MM. Barbier et Carré paraissent croire que les corps diaphanes n'ont pas de reflet, et je pense que leur conviction sera difficilement partagée. S'ils veulent parler de l'air que nous respirons, diaphane par excellence, à la bonne heure; mais qu'ils placent devant une glace un morceau de cristal de roche, et ils verront si le cristal n'a pas de reflet. Je m'arrête, car le lecteur m'accuserait sans doute de pédantisme, et pourtant, sans cette analyse minutieuse, il est impossible d'apprécier impar-

tialement la pureté du style. Toute image qui ne représente pas une idée vraie doit être bannie de la poésie, puisque le beau, selon l'expression de Platon, n'est que la splendeur du vrai.

Analyser *les Routiers* de M. Latour de Saint-Ybars serait peine perdue. A quoi bon raconter, même sommairement, un mélodrame de l'école de Guilbert de Pixérécourt? Jean Bacon et le comte de Montaut sont des personnages connus depuis long-temps au boulevard, et ne relèvent pas de l'histoire. Charles V, Duguesclin et les grandes compagnies, les querelles de Montfort et de Charles de Blois, Henri de Transtamare et Pierre-le-Cruel, ne sont pour rien dans *les Routiers*. Et pourtant c'était parmi ces figures qu'il fallait choisir les élémens d'un drame dont le nom rappelle la seconde moitié du XIV[e] siècle. Duguesclin devait naturellement servir de centre à la composition, et le poète pouvait, tout en respectant l'histoire, ou du moins en modifiant légèrement les traits qui auraient nui à l'unité du personnage, nous offrir une action intéressante, pleine de grandeur et de nouveauté. Il n'était pas nécessaire, en effet, de nous montrer Duguesclin encourageant ses Bretons au pillage, malgré la promesse formelle qu'il avait faite au roi en recevant le comté de Longueville. Cette tache est effacée par les services signalés que le connétable a rendus à la France. C'est lui, chacun le sait, qui a délivré notre pays des grandes compagnies en les menant guerroyer en Espagne pour Henri de Transtamare. Le poète pouvait pareillement se dispenser de nous montrer Urbain V établi dans le palais d'Avignon, débutant par l'anathème pour arrêter le pillage des routiers, et finissant par leur compter 200,000 francs en or. C'eût été, en effet, avilir à plaisir le pouvoir pontifical, sans profit pour l'intérêt dramatique. Ce qui importait, c'était de nous montrer comment Duguesclin avait réussi à faire de ces brigands sans foi ni loi d'intrépides soldats, comment, par l'ascendant de son caractère, il les avait disciplinés. Je sais bien qu'une telle donnée ne suffit pas pour défrayer cinq actes; mais, s'il était permis au poète d'appeler à son secours d'autres passions que la passion de la guerre, c'était cependant à l'honneur militaire qu'il devait demander le moyen de nous émouvoir et d'enchaîner notre attention. Le mélodrame de M. Latour, versifié je ne sais pourquoi, écrit dans une langue tour à tour plate et confuse, n'est pas même une parodie de l'histoire. La réalité que nous connaissons n'est pas même indiquée grossièrement dans *les Routiers*. Trombolina, chargée de séduire, d'enivrer le comte de Montaut et d'ouvrir aux routiers les portes de son château, est une création qu'il eût fallu laisser aux tréteaux des théâtres forains. Rien ne manque à ce mélodrame, ni le tyran, ni le traître, ni le niais. Il y a là de quoi réjouir l'ombre de Pixérécourt. Le public a eu le bon sens de s'ennuyer en écoutant ces fadaises, et je lui en sais bon gré, car trop souvent son indulgence encourage la médiocrité.

Maintenant, que faut-il conclure de l'analyse des ouvrages représentés le mois dernier? Je le dis sans amertume, sans dédain, de tels ouvrages sont comme non avenus dans l'histoire littéraire de notre pays. L'antiquité travestie, le moyen-âge servant de prétexte aux plus ridicules inventions, un des plus charmans esprits de notre temps choisi pour enseigne par l'industrie dramatique, n'est-ce pas un spectacle affligeant pour les amis de la poésie? La co-

médie et la tragédie sont des formes aussi légitimes que le drame. Je ne crois pas ces deux formes condamnées à périr, malgré les argumens produits pour démontrer la nécessité d'y renoncer. Si le drame nous offre une image plus complète de la vie en plaçant le rire près des larmes, ce n'est pas une raison pour renoncer à traiter dans des cadres séparés la peinture de la passion et la peinture du ridicule. Qu'une parodie comme *Valeria* s'appelle drame ou tragédie, peu importe. C'est une œuvre bruyante et inanimée qui ne relève pas plus de Shakspeare que d'Eschyle. Que *les Routiers* invoquent pour se justifier les préceptes posés par l'école littéraire de la restauration, c'est une plaisanterie qui ne mérite pas d'être discutée. Si M. Hugo n'a pas tenu toutes les promesses de ses préfaces, il faut pourtant reconnaître, au nom du bon sens, qu'*Hernani* et *Marion de Lorme* ne sont unis par aucun lien de parenté avec le dernier ouvrage de M. Latour. Quelque jugement que l'on porte sur la manière dont l'auteur des *Orientales* a interprété l'histoire, ce serait le calomnier que de faire remonter jusqu'à lui les idées sans nom dont se compose ce pitoyable mélodrame. *Les Contes d'Hoffmann* n'ont rien à démêler avec les priviléges de la fantaisie proclamés depuis vingt ans supérieurs à tous les enseignemens de l'histoire et de la vie individuelle. L'œuvre de MM. Barbier et Carré peut être considérée comme une offense aux droits de la fantaisie, puisqu'ils ont dénaturé une des plus ravissantes créations du génie moderne, pour la soumettre aux exigences du métier. — J'allais oublier la comédie nouvelle, que le public applaudit, et qui est parfaitement dépourvue de nouveauté. Le succès, que je ne conteste pas, ne change rien à ma conviction. La dernière comédie de M. Scribe est une œuvre de mémoire, où l'observation personnelle ne joue aucun rôle.

Malgré quelques efforts honorables et courageux, que je n'ai pas besoin de rappeler, le théâtre, pris dans son ensemble, est aujourd'hui moins littéraire que la poésie lyrique et le roman. Tant que les poètes dramatiques ne se décideront pas à étudier sérieusement l'histoire et la société, l'histoire de l'humanité à tous les âges, la société dans toutes les conditions, la comédie, la tragédie et le drame s'agiteront dans un champ éternellement stérile. L'étude de l'histoire et de la société ne permet pas de prendre au sérieux les œuvres dont je viens de parler; aussi je ne crains pas qu'on m'accuse d'injustice.

GUSTAVE PLANCHE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 mars 1851.

Il n'est peut-être pas inutile de dire aujourd'hui quelques mots de bonne intention et de bonne foi sur la situation de M. le président de la république au milieu des partis qui divisent la France, sur celle que se font les partis eux-mêmes. Nous l'avouons en toute sincérité : ce sont les débats élevés à propos de la loi électorale du 31 mai, ce sont les équivoques dont on n'a d'aucun côté assez affranchi cette discussion, ce sont les réticences par lesquelles elle a dû passer pour devenir insignifiante, qui nous engagent à nous expliquer au contraire le plus catégoriquement possible sur un chapitre en soi fort délicat. C'est cette affectation d'obscurité dans un sujet où il faut que tout le monde voie clair, c'est, pour ainsi parler, cette obstination dans le vague qui nous détermine, quant à nous, à tâcher d'en sortir.

La loi du 31 mai 1850 n'a pas cessé, que nous sachions, d'être ce qu'elle était le jour où elle fut promulguée; elle a maintenant encore le double caractère qu'elle eut dès l'origine; elle est une victoire signalée de la souveraineté régulière sur les forces insurrectionnelles qui menaçaient celle-ci de l'émeute, et qui reculèrent cette fois enfin devant l'accomplissement de leur menace; elle est une correction constitutionnelle et légale du principe révolutionnaire de l'absolue souveraineté du nombre, avec lequel il n'y a de salut pour aucune constitution. De par ce double titre, il semblerait naturel que la loi du 31 mai fût en grande révérence auprès de tous ceux qui sont censés vouloir donner une assiette plus stable soit à nos très jeunes institutions, soit même avant tout à notre vieille société. Telle est cependant notre mauvaise fortune que nous sommes à présent plus loin que jamais de cette unanimité si désirable. On a vis-à-vis de soi la masse compacte du parti radical qui revendique le suffrage universel comme un trophée, comme un instrument à lui; on ne peut se dissimuler que c'est surtout le despotisme des radicaux qui a

besoin pour vivre de s'appuyer sur ce prétendu concours de toutes les volontés, raisonnables ou non. Rien n'y fait, on s'en va bravement prendre place dans le camp même du radicalisme, comme si le terrain était propre à recevoir d'autres doctrines que celles-là. Les hommes de la gauche modérée, ceux qui tiennent à honneur d'être républicains par naissance ou par goût, sans tomber pour cela dans le socialisme, ces quelques libéraux fourvoyés se rattachent quand même au suffrage universel, parce qu'ils ne voient plus que ce signe auquel on puisse les reconnaître en leur qualité de purs républicains. Il est en effet de ces républicains que l'on confondrait aisément avec des gens beaucoup moins avancés, tant ils ont perdu de leurs illusions en face de l'évidence, tant ils ont dû, dans la pratique, démordre de leurs théories; mais c'est un motif de plus à leur sens de garder toujours quelque chose du vieil homme et de réserver un coin chez eux pour leur ancienne cocarde. *Oportet hæreses esse;* il faut bien se diversifier entre soi, quand on est admis à compter parmi les hommes politiques. On a son personnage, il faut s'en acquitter; on est classé dans le parlement sous une rubrique spéciale; il faut rester fidèle à sa spécialité. Voilà comment, tout en votant avec les modérés contre les folies de la montagne, on voterait pourtant le suffrage universel avec la montagne pour n'être point du parti modéré.

Le parti modéré lui-même, qui s'était trouvé si fermement uni dans toutes ses fractions lorsqu'à l'heure du péril on lui avait présenté la loi du 31 mai, le parti modéré est entamé sur ce point-là comme sur tant d'autres par de regrettables dissidences. Les légitimistes, à bout de voies pour se refaire une popularité, la cherchent dans l'appel au peuple, et les sages qu'il y a sans doute encore parmi eux n'osent plus désavouer ceux qui prêchent cette recette suprême; ceux-là mènent tout aujourd'hui. On les traitait naguère de brouillons ou d'insensés. Le chef de l'école est mort à la peine, mort sans autre succès que d'avoir enfanté M. de Larochejacquelein pour faire pièce à M. Berryer. A eux deux, M. de Genoude et M. de Larochejacquelein n'avaient remporté d'autre triomphe que de jeter çà et là dans les provinces de petites *gazettes* à l'imitation de la grande, et de pauvres cercles qui auraient voulu ressembler à des clubs, parce qu'on les baptisait au nom du *droit national*. Le *droit national*, c'était l'euphémisme discrédité sous lequel circulait cette fameuse chimère d'un état à deux têtes : un roi qui avait le droit de tout vouloir, ce qui n'empêchait pas que le peuple eût le droit de tout consentir. On se souvient de la fameuse devise : *Lex fit consensu populi et constitutione regis;* nous n'avions plus qu'à revenir aux Mérovingiens. Qui n'eût cru cette rêverie éteinte avec le cerveau qu'elle avait dominé par l'obsession maladive d'une idée fixe? Le *droit national* n'avait-il pas même été récemment condamné à Wiesbaden dans la personne de M. de Larochejacquelein? On crie maintenant à tous les échos que la lettre de Venise l'a réhabilité, et il n'est pas un membre du parti légitimiste qui ne se pique désormais d'en référer au suffrage universel comme à son plus infaillible recours. Le spectacle est singulier pour tout ce qui reste en Europe de hauts tories et de vrais monarchistes; il n'est pas de nature à donner une idée bien avantageuse du sérieux et de la consistance des intérêts politiques qui sont, chez nous, aux prises. Le parti légitimiste armé de ses traditions et de ses influences était un parti respectable qu'il fallait honorer, même en récusant ses prétentions; le parti légitimiste combattant de biais ou de front la

loi du 31 mai sous prétexte qu'elle ne lui laisse pas assez de latitude pour son appel au peuple, le parti aristocratique par excellence joue là, qu'il le sache ou non, le jeu de la démagogie; s'il ne le sait pas, ce n'est qu'un jeu de dupes; s'il le sait, comment dire ce qu'on en pense?

Nous n'en avons pas encore fini avec les adversaires ou les défectionnaires de la loi du 31 mai. A côté de ceux qui s'affichent, il y a ceux qui tergiversent, ceux aussi qui n'attaquent point la loi de propos délibéré, par guerre ouverte, mais qui la sapent et la minent, ceux enfin, et c'est là particulièrement ce qui nous blesse, ceux qui la laissent attaquer, qui se rendent de bonne grace aux chicanes qu'on lui suscite, qui ergotent eux-mêmes contre elle sans autre raison pour changer ainsi qu'une certaine mollesse, une certaine versatilité d'esprit, quelquefois malheureusement compatibles avec les plus nobles facultés, lorsque celles-ci ont été trop éprouvées par les labeurs de la vie politique. Il est facile de voir que nous faisons allusion aux délibérations récentes de la commission parlementaire chargée d'examiner la loi organique relative à l'administration municipale et départementale. On se rappelle comment cette commission fut composée par l'étroite alliance des légitimistes et des montagnards dans le scrutin des bureaux; elle s'est nécessairement ressentie de son origine. L'article 8 du projet de loi, délibéré par le conseil d'état et soumis à l'assemblée législative, ordonnait que la loi électorale du 31 mai régirait les élections communales aussi bien que les élections politiques. Cet article ne plaisait, bien entendu, à aucune des opinions extrêmes si étrangement coalisées en faveur du suffrage universel; les montagnards voyaient là une confirmation nouvelle de cette loi, contre laquelle ils avaient failli courir aux armes; les légitimistes, qui ont le tort de s'exagérer beaucoup l'autorité dont ils disposent dans l'intérieur des communes, se flattaient avec autant de raison de l'y asseoir davantage, s'ils parvenaient à établir les pouvoirs municipaux sur des bases encore plus populaires. L'occasion d'ailleurs devait sembler bonne pour ruiner indirectement la loi du 31 mai. M. de Vatimesnil, par exemple, n'était pas homme à procéder, en pareille occasion, comme M. Michel de Bourges ou M. Emmanuel Arago sont autorisés à le faire; il lui convenait beaucoup mieux de tourner pour ainsi dire l'obstacle que de s'épuiser à vouloir l'enlever d'assaut.

Nier carrément la valeur de la loi du 31 mai et prétendre la renverser d'emblée, quand il s'agissait de la consacrer par une sanction de plus, c'était un expédient trop sommaire pour réussir; il n'y a que l'inflexibilité de nos montagnards qui se permette ces coups sans portée; il leur suffit de placer leurs phrases. — L'éloquence de M. de Vatimesnil vise à des résultats plus solides; avocat consommé, il commence par rendre hommage à la loi du 31 mai, il déclare très haut qu'il veut en appliquer toutes les prévisions aux élections municipales. Oui, mais il ajoute bientôt que, tout en respectant cette première liste, formée selon toutes les conditions de domicile prescrites par la loi du 31 mai, à cette liste il en désire joindre une autre qu'on dressera spécialement pour la nomination des conseillers municipaux, et sur laquelle on aura le droit d'être inscrit rien qu'en certifiant par son acte de naissance que l'on est natif du lieu même. Cette seconde liste n'est ni plus ni moins par conséquent que la liste des électeurs politiques telle qu'elle était avant la loi du 31 mai. La loi du 31 mai, qui n'a pas supprimé, qui a seulement réglé le suffrage universel, est

ainsi rejetée au second plan comme organe de notre vie politique par une autre loi qui se donne pour plus large et plus généreuse; les élections municipales admettent légalement ceux qui ont été légalement exclus des élections politiques. La légalité du 31 mai est contredite et infirmée par la légalité postérieure; il y a deux suffrages qui s'appellent le suffrage universel, mais l'un ne sert qu'à rendre l'autre odieux. L'habileté de M. de Vatimesnil a été de rendre cette argumentation assez spécieuse pour convertir M. Odilon Barrot. Vainement M. de Broglie, M. Moulin, se sont efforcés de maintenir les vrais principes de notre nouveau droit et de sauvegarder d'une si dangereuse atteinte le corps électoral à peine constitué. M. Odilon Barrot était définitivement séduit; il a cru qu'il y avait déjà là *quelque chose à faire*; il a voté pour le plan de M. de Vatimesnil, et le projet d'administration communale ainsi révisé par la commission implique très clairement un doute notable sur la bonté de la loi du 31 mai. Qu'il y ait de ces reviremens dans l'attitude des chefs du parti légitimiste, ils sont en quelque sorte obligés pour eux depuis qu'ils essaient d'avoir l'air de se départir des doctrines immuables. Que les légitimistes nous dispensent de leur continuer le bon gré que nous devions leur savoir pour la part qu'ils ont prise à la loi du 31 mai, rien de mieux; mais ce n'est point à M. Barrot que nous souhaiterons ce surcroît de vicissitudes.

En dépit de ces partis ou de ces fractions de parti qui ne montrent plus que de l'indifférence pour une loi qui fut à son heure une grande bataille gagnée sur le désordre, la réunion des Pyramides persiste énergiquement à défendre son poste, le poste de quiconque veut l'ordre véritable, non pas l'ordre en perspective et en utopie, — l'ordre dans le présent et dans la réalité. Justement alarmée par l'indécision trop apparente qui perçait sous la nouvelle attitude de M. Barrot, la réunion des Pyramides avait hâte de se mettre en mesure contre les surprises ou les exemples qui pouvaient faire dévier de nouveau une majorité encore si incertaine. Elle s'est résolûment déclarée pour la loi du 31 mai, ébranlée trop à la légère par un de ses plus illustres promoteurs. Qu'on ne s'y trompe point, il y a là un symptôme attristant de notre état politique, et nous le constatons avec une sensible douleur : c'est de voir les chefs des différentes opinions, les chefs les plus considérables, se soucier si peu de leur corps d'armée, qu'ils vont en avant sans regarder derrière, comme si l'on devait toujours les suivre, et se faire cependant si peu suivre, qu'ils demeurent trop souvent tout seuls; ce sont des généraux qui s'improvisent soldats d'avant-garde. Cette interversion de rôles ne profite à personne, et elle est d'autant plus blâmable, qu'elle ne provient précisément ni d'un excès d'ardeur ni d'un excès de modestie. Par une fâcheuse rencontre, à mesure que les liens des partis se relâchent, à mesure que les caprices et les vanités des individus en rompent la discipline, les chefs redoublent presque de confiance en eux-mêmes; ils s'enorgueillissent davantage de l'ascendant qu'ils ont gagné par leur mérite, ils s'occupent moins de le faire accepter. Il est une espèce de fascination qui s'empare, à ce qu'on croirait, de l'ame la mieux trempée, une fois qu'on est arrivé jusqu'au faîte des grandeurs parlementaires. La tête tournait jadis aux Césars maîtres du monde; les maîtres de la tribune ont assurément plus de sang-froid, mais ils ne se défendent pas toujours assez contre leur propre prestige : ils sont les premiers enivrés de leur gloire, ils ne doutent pas assez qu'ils

n'aient toujours à volonté des troupes sous la main. C'est ainsi qu'ils se compromettent par des pointes aventureuses et diminuent l'autorité de leurs commandemens, au profond chagrin de ceux qui ne demanderaient qu'à obéir. Aujourd'hui, c'est M. Barrot qui s'avance ainsi hors de ses lignes; hier, c'était M. Berryer qui avait emprunté à la montagne ou à quelque société du 10 décembre l'idée d'une restitution générale des 45 centimes, et qui s'est cru quitte de son coup d'audace pour avoir ensuite retiré sa proposition. Il est d'autres exemples que l'on pourrait citer, et qui montrent d'une manière plus frappante encore que, si haut placé qu'on soit sur la scène parlementaire, on ne gagne rien à faire campagne tout seul.

Les partis en sont là par rapport à la loi du 31 mai : où en est le président de la république par rapport aux partis et à la loi? C'est décidément chose très visible que M. le président de la république use et veut qu'on use d'une grande réserve et d'une grande discrétion dans tous les cas où il peut être parlé du droit de suffrage. Le président a jusqu'ici très soigneusement évité d'avoir un avis public sur les mérites ou les démérites du suffrage universel. En faudrait-il conclure qu'il se ménage une fin de non-recevoir contre les arrêts du suffrage restreint, et devrait-on supposer qu'il ne lui déplaît pas d'attendre l'événement, un pied en quelque façon dans le camp de la loi du 31 mai et l'autre dans celui de la constitution pure et simple de 1848? Nous avons, pour notre compte, un parti pris qui nous met fort à l'aise au milieu des rumeurs contradictoires entre lesquelle le pays est ainsi ballotté; nous avons fait un ferme propos de ne chercher la pensée intime du président que dans le message du 12 novembre. Il est facile d'observer qu'en ce temps-ci, qui n'est point propre aux conspirations et aux trames secrètes, c'est volontiers sous l'enveloppe transparente des harangues officielles qu'on place son maximum d'audace. Il se débite sans doute beaucoup de bruits dans les couloirs de l'assemblée nationale et dans les salons, peut-être dans les antichambres du pouvoir exécutif. Nous ne disons pas même que tous ces bruits soient des bruits en l'air. On s'abandonne si naturellement parmi ses serviteurs, et les serviteurs, à leur tour, s'attellent si vite à la remorque de toutes les velléités qui peuvent entrer dans une tête césarienne! Ils sont si habiles à changer les velléités en résolutions profondes et à faire honneur au génie du maître de ses moindres mouvemens d'impatience! Nous disons seulement qu'entre telles paroles qu'on voudra, qui échappent, qui sont répétées, et ces mêmes paroles transformées solennellement en un acte irrévocable avoué de son auteur, il y a toute l'épaisseur d'une révolution préméditée, accomplie, réussie. Or, les révolutions qui réussissent, ce ne sont pas celles qu'on fait exprès. Voilà notre raison d'en demeurer toujours au message du 12 novembre et de l'accepter jusqu'à nouvel ordre pour le dernier mot des ambitions présidentielles; la preuve en est que le message du 24 janvier s'y référait encore et s'y bornait, même en affectant de le dépasser. Ce n'est donc point tout de suite que nous verrons le président déclarer expressément qu'il a mis son avenir et sa foi dans l'application la plus radicale du suffrage universel, et le jour où viendrait cette déclaration, il aurait sans doute réfléchi d'avance à la compagnie que lui tiendraient les partis sur ce nouveau terrain.

Le plus grand piége que la gauche puisse tendre au président de la républi-

que, c'est précisément de l'attirer là. Ajouter à l'auréole de la race napoléonienne la magie d'une acclamation populaire au sens le plus absolu du mot, réunir sur une même tête, incarner en une même personne tout ce qu'il y a d'omnipotence dans ces deux figures de notre histoire moderne dont notre mauvaise métaphysique s'amuse à faire de vagues et redoutables symboles, des types arbitraires d'un grandiose presque surnaturel, dans ces deux seuls noms : le peuple et Napoléon! — quel plus beau rêve pour un esprit qui ne serait pas juste et goûterait le faux ou l'hyperbolique beaucoup mieux que le simple et le vrai! Quelle alliance plus facile et plus remplie de promesses! Le président se donnerait à la gauche pour l'amour du suffrage universel, qu'il l'aiderait à restaurer dans son désordre primitif, et la gauche, en retour, donnerait la France au président! Oui, mais c'est la promesse de Satan sur la montagne : « Tous ces royaumes sont à vous, à la condition de m'adorer. » La gauche dit de même au président : Vous êtes sorti de la révolution pour en délivrer le pays, le pays vous appartiendra si vous adorez la révolution!

Ce ne serait pas, à présent du moins, le parti légitimiste qui s'opposerait à ce que le pouvoir exécutif glissât sur cette pente périlleuse; mais quels amis encore que ceux-là! Ils sont pourtant de plusieurs nuances. Il y a les amis dédaigneux qui veulent bien contracter avec l'hôte de l'Élysée une sorte de mariage morganatique et l'épouser provisoirement de la main gauche, en se réservant le droit de divorcer pour le jour où se présentera quelque union mieux assortie. On les rencontre partout dans l'assemblée, dans le monde sérieux ou frivole; ils ne font pas mystère de leur impertinente bienveillance. Ils sont contens de tout, — les ministres transitoires ne vont pas encore si mal, — la France n'a pas besoin d'être plus gouvernée; — il faut voir, il faut laisser venir; — peut-être les cadets récalcitrans finiront-ils par comprendre qu'il leur sied de s'humilier devant l'aîné de la royale maison! Alors il sera temps d'aviser à quelque chose pour le bien public, sinon l'on peut continuer à marcher tant qu'on voudra du même pied, ils se prêteront toujours avec la même bonne grace. D'autres font plus que se prêter, ils veulent conduire; ils ont découvert des affinités éternelles entre la maison de Bonaparte et la maison de Bourbon; toutes les deux ont également été sacrées pour se mettre au service de l'église et lui prêter leur bras séculier. Ce sont les légitimistes de l'ordre transcendantal, assez mal vus, par parenthèse, des légitimistes vulgaires, parce qu'ils refusent de s'occuper autant qu'eux des bagatelles de la question dynastique. Ils prennent les choses au point de vue supérieur du dogme et de la théologie; ils ont sur la société humaine des idées de régénération toute spéciale; ils affirment tout de bon qu'elle est tombée en décadence et de décadence en pourriture depuis le XIIe siècle, le grand siècle qui sut, à ce qu'ils disent, réunir dans un embrassement unique la souveraine démocratie et la souveraine autorité. Ils se donnent, souvent malgré l'église, pour être l'église elle-même, et ils offrent vertueusement au président de la république les voix des quarante mille curés de France, à condition qu'il s'instruira dans le régime de la haute catholicité.

Ce n'est pas ce régime-là qui convient à la France. La France n'est ni de l'extrême droite ni de l'extrême gauche; elle est dans ce milieu de bon sens et de saine justice où elle a fait tout ce qu'il y a chez elle de solide et de beau. Le

vrai parti national en France, c'est celui qui ne voulait ni d'un roi calviniste ni d'un roi ligueur, c'est celui qui revendique aujourd'hui pour son ère politique la date ineffaçable de 89, et qui ne consent ni à remonter au-delà ni à descendre en-deçà. Ce n'est guère le moment d'insister encore sur les fautes qui ont pu compromettre la mission d'équilibre et de transaction pour laquelle la monarchie de juillet était si merveilleusement adaptée. Quelles que soient ces fautes, on ne saurait méconnaître qu'elle répondait par son essence même à ce profond besoin de tempéramens et de mesure qui est le caractère de la nation. Elle n'était et n'entendait être ni de 1788 ni de 1792; elle avait pour se guider une ligne moyenne entre toutes les exagérations de système, et cette ligne lui était tracée par une sorte de nécessité de position contre laquelle les diversités et les variations des personnes ne pouvaient prévaloir. Aussi a-t-on le droit de dire que le parti orléaniste n'est point, à proprement parler, un parti qui repose sur un attachement exclusif pour les personnes; il est la grande masse raisonnable de tous ceux qui ne veulent d'utopies ni d'excès ni en avant ni en arrière, qui demandent à vivre avec le temps et selon le temps, avec la vraie liberté, qui n'est ni le privilége à la façon des ultras de la droite, ni la licence à la facon des démagogues. Ce parti peut éprouver des revers, il peut par instans être pris et comme écrasé entre les partis extrêmes; mais on ne saurait empêcher que ce soit à lui que revienne toujours en dernière analyse le gouvernement de la France, parce qu'il est la majorité de fait et de droit, parce que les autres ne sont que des minorités qui ne vivent un peu que de ce qu'ils lui empruntent et non pas de ce qui leur est propre. Si la nation n'a pas absolument perdu toute ressource et toute énergie, c'est ce parti qui doit prononcer le dernier mot de la crise. Quel sera ce mot, et sous quel nom le parti se ralliera-t-il? Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne peut avoir trop d'en-cas dans l'état présent de la France; ce qu'il y a de sûr aussi, c'est que ce n'est pas le moyen de le gagner que de le ramener au joug brutal du scrutin des radicaux.

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, il nous est maintenant facile de donner brièvement l'idée des quelques faits qui nous les suggèrent. L'irrésolution du ministère au sujet des élections de la garde nationale avait pu paraître un symptôme assez inquiétant. Des explications trop indispensables données, reprises et renouvelées par le cabinet, ce qu'il résultait de plus clair, c'est que l'on craignait assez vivement de s'engager par une initiative quelconque sur la question du suffrage universel. On avait pensé d'abord à ouvrir le scrutin dans les légions, comme si la loi du 31 mai n'eût pas existé; on avait dû bientôt reculer devant cette anomalie d'un double système électoral, mais on ne voulait pas non plus prendre trop ouvertement sur soi de déclarer que l'on considérait l'ancien système comme abrogé en ajournant officiellement les élections plutôt que d'employer celui-là. Il a fallu qu'une commission parlementaire eût le courage que n'avait pas eu le gouvernement et acceptât à sa place la responsabilité d'une nouvelle sanction apportée comme par surcroît à la loi du 31 mai. Les partisans de cette loi (et nous sommes heureux de constater que la réunion des Pyramides, malgré les vicissitudes qu'elle a pu subir, est unanime pour la défendre), les partisans décidés de cette loi ont ensuite vu, comme nous l'avons dit, avec encore plus de peine l'espèce d'en-

torse qui lui était donnée, du consentement de M. Barrot, dans la commission d'organisation administrative. On a très justement soutenu que la changer un peu, c'était l'ébranler sans profit; que la changer beaucoup, c'était vouloir tout un remaniement politique. M. Faucher, qui avait exprimé avec le plus de force et de vivacité les appréhensions que tout le monde ressentait, a été chargé par la réunion des Pyramides de provoquer le plus tôt possible une discussion solennelle sur la loi du 31 mai.

L'occasion se présentait très naturellement, l'assemblée était saisie de différentes propositions qui toutes concluaient à l'abrogation directe ou indirecte de la loi. M. Dabeaux la demandait à propos des élections municipales, M Arnaud (de l'Ariége) pour toutes les élections, quelles qu'elles fussent; M. Victor Lefranc se serait contenté d'une sorte d'enquête et dressait son attaque sous la forme la plus inoffensive, comme il convenait au plus mitigé des républicains. Que l'assemblée mît à l'ordre du jour toutes ces propositions ou l'une d'elles, on aurait enfin pu se compter. Beaucoup de dissidences qui se perpétuent, parce qu'elles n'ont point trop à s'accuser et à se produire, auraient certainement hésité devant l'éclat d'une rupture ouverte à la face de la France, devant l'éclat plus scandaleux encore de quelque alliance monstrueuse. Il eût fallu voir les légitimistes, avec leurs intérêts permanens d'ordre et de conservation, tendre la main sans rougir au parti radical pour marcher ensemble à l'assaut de la seule barrière qui garantisse encore la société contre les abus du suffrage universel. Le grand jour du scrutin porte souvent une lumière secourable dans beaucoup de consciences qui croyaient plus aisé de mal faire tant qu'elles étaient repliées dans leur ombre. S'il y avait un terrain solide et bien préparé pour refaire la majorité et, en même temps que la majorité, le gouvernement lui-même, c'était celui-là. On trouve par malheur dans l'assemblée des politiques qui ne tiennent pas à ce qu'il y ait tout de bon un gouvernement, encore moins à ce qu'il y ait une majorité, et cette pensée de désorganisation, ce n'est pas seulement la montagne qu'elle possède; il n'y aurait rien à dire; ce sont quelques bancs de la plaine, aussi agités et agités d'un mouvement aussi stérile que ceux de l'extrême opposition.

La discussion n'a donc pu s'engager comme l'eût voulu la réunion des Pyramides, comme l'essayait énergiquement M. Faucher en provoquant des adversaires. Ça été d'abord M. Baze qui a soulevé la même question, mais sous un aspect par où, sans la trancher, on pouvait du moins se procurer le plaisir d'en faire un désagrément personnel pour le président de la république. Établir, selon le vœu de la réunion des Pyramides, que la loi du 31 mai demeurait notre unique loi électorale, n'était-ce pas aussi couper court à toute pensée de distinction originelle entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, n'importe où cette pensée existât? Faire décréter par l'assemblée que le président et le parlement ne pourraient être élus que par les mêmes électeurs et par la même loi, ce n'était pas affirmer aussi péremptoirement l'objet essentiel, la loi du 31 mai; c'était, en revanche, réunir dans un complément de coalition ceux même à qui cette loi déplaît pour frapper le pouvoir exécutif d'un vote de suspicion. Voilà ce que signifiait la proposition de M. Desmars, lequel n'est point d'ailleurs partisan de la loi du 31 mai, et c'est pour cela sans doute que M. Baze ne voulait point laisser tomber cette proposition. Il paraîtrait que

cette fois M. de Vatimesnil a été embarrassé d'une discussion dans laquelle tout le monde était d'accord, et il l'a close par son ordre du jour, sans qu'on ait bien compris l'utilité qu'il y avait eu à l'introduire. 466 voix ont soutenu cet ordre du jour, l'opposition s'abstenant, sous prétexte de ne pas donner une adhésion indirecte à la loi du 31 mai. Quant au combat qu'elle devait engager sur cette loi même, il n'a pas eu lieu parce qu'elle l'a fui; tel a été l'expédient honorable dont on s'est servi de plusieurs côtés pour ôter à cette majorité de 466 voix un champ-clos où elle se retrouvât définitivement formée. Tristes jeux de la tactique parlementaire avec lesquels on use tous les ressorts du pouvoir! A quand maintenant un ministère, à quand le débat de la révision? L'un ne peut aller sans l'autre, et il faut que ce débat vienne pour que le pays soit éclairé jusqu'au bout.

A côté, ou pour mieux dire au-dessus de ces incidens purement politiques, il s'est produit durant ces derniers jours des faits d'un autre ordre, des faits qui jettent bien autrement de lumière sur l'état moral, sur les déchiremens de notre époque. Les courtes péripéties parlementaires que nous avons rappelées naissent et meurent avec les circonstances; elles ne sont que des imbroglios de plus dans cette médiocre comédie que nous jouons, malgré nous, aux dépens de la France. Les épisodes que nous avons encore à mentionner pour compléter l'histoire de cette quinzaine se rattachent à des causes plus profondes, ce sont quelques anneaux intercalés encore dans une chaîne dont nous ne verrons pas la fin. Nous parlons du procès intenté par M. l'archevêque de Paris à M. l'évêque de Chartres devant le prochain concile de Paris, et des mesures arrêtées soit par le ministre, soit par le conseil supérieur de l'instruction publique contre un professeur du Collége de France et un professeur de l'Université, M. Michelet et M. Jacques.

On sait que M. l'archevêque de Paris a publié, il y a quelque temps, une lettre pastorale où il expliquait à son clergé les règles de conduite posées par le dernier concile tenu dans sa province. Le vénérable prélat recommandait aux ecclésiastiques de son diocèse de ne point se mêler aux discordes publiques et de réserver tout leur zèle pour leur ministère de paix et de charité. Il n'y eut pas alors d'esprit impartial et sensé qui n'approuvât ce beau langage et n'y reconnût l'ame d'un pasteur chrétien. Dans les contrées où l'on a malheureusement appris par une cruelle expérience combien il en peut coûter d'avoir une église imbue d'idées moins hautes et moins généreuses, en Piémont, en Belgique, on n'a pas eu assez d'éloges pour l'*instruction* de monseigneur de Paris. Là pas plus que chez nous, on ne l'a vantée pour ce qu'elle ne devait pas être; on ne s'est point avisé de dénaturer la pensée du pieux évêque, de lui prêter des intentions et des tendances secrètes; on l'a prise respectueusement telle qu'il la donnait, et on l'a remercié, non pas d'abonder dans les voies du siècle, mais de savoir s'en écarter avec un si noble à-propos. Cependant il s'est élevé peu à peu d'abord à ras de terre, puis plus haut, puis comme un tourbillon, je ne sais quel vent d'injure et de calomnie qui a soufflé de toute sa force sur le premier pasteur de ce diocèse. On a murmuré, on a dit, on a imprimé que le mandement a mis dans la joie tous les corps francs et tous les carbonari, que l'archevêque de Paris faisait du socialisme dans les faubourgs, et qu'il condamnait dans son clergé toute manifestation politique, parce qu'il y était le seul de

son opinion, un républicain de naissance, presque un montagnard. Il fallait que cette rumeur prît du corps; c'est M. l'évêque de Chartres qui s'est attribué la tâche parfaitement ingrate de tirer de là tout un réquisitoire. Cette pièce insolite, pour ne pas dire plus, est maintenant déférée à la justice compétente du plus prochain concile. Toute critique s'arrête devant cette situation nouvelle faite au vieux prélat, et ce n'est pas à nous de discuter les questions litigieuses qui séparent le suffragant de son métropolitain. Comment néanmoins retenir son étonnement quand on aperçoit jusqu'à quel point il est possible de se conserver en dehors de son temps pour peu qu'on habite dans de certaines régions? Comment ne pas admirer cette intraitable candeur avec laquelle on nous engage à revenir au gouvernement des cardinaux ministres, en nous proposant même pour modèles plus accomplis le ministre saint Remy et le ministre saint Léger? Et avec cette ignorance obstinée du monde moderne, quelle habile connaissance de certaines de ses parties qui ne sont pas les moins civilisées! Comme on apprécie savamment les journalistes de son bord! comme on est au courant du journalisme en général! ce qui n'empêche pas de donner toujours à Galilée le démenti de Josué, et d'écrire tout entouré des feuilles du jour qu'on cite à chaque page : « Dieu a dit au soleil : Marche, suis la voie que je te trace, et ne t'en écarte jamais; le soleil obéissant n'est jamais sorti d'une ligne de cette orbite lumineuse qu'il doit parcourir jusqu'à la fin des temps. »

Qu'il y ait dans tout cela quelque chose de contradictoire qui jure et qui choque, que cette affectation d'archaïsme moral, quand on la joint à la pleine possession de tous nos modernes artifices, puisse blesser les esprits francs, c'est très possible. Mais qu'il y ait là pour personne quelque chose de plus dangereux qu'un déplaisir, que ces réminiscences et ces restaurations soient vivantes et puissent un jour commander, c'est ce qu'il ne faudrait pourtant pas croire. Les fantômes ne font d'autre mal que la peur. Il se rencontre malgré tout, et c'est là le grief qu'on doit avoir contre les fantômes, il se rencontre sur leur passage des imaginations trop vives ou trop raides qui se frappent ou se cabrent. Nous nous expliquons ainsi les dernières années qu'a traversées M. Michelet. C'était une fine et délicate nature d'historien, de romancier peut-être; il eût duré paisiblement dans quelque maison déserte, dans quelque cellule studieuse, avec des parchemins et des rêves, à la façon de ces moines du moyen-âge, qu'il aimait tant jadis. Les fantômes se sont multipliés devant la vitre de cette fenêtre ogivale, où on eût pu se le figurer naguère constamment accoudé pour regarder passer l'histoire. A vrai dire, il les appelait un peu lui-même, et depuis lors il n'a plus conversé qu'avec eux, il s'en est effaré, il les a maudits, lui qui les avait eus en si grande dévotion; les fantômes, à leur tour, se sont acharnés comme sur une victime, et de l'érudit, du charmant conteur d'autrefois, ils ont fait un polémiste au rebours de son tempérament, polémiste partout, hélas! dans ses livres désormais comme dans sa chaire. La polémique l'a perdu; nous ne voulons parler de M. Michelet qu'avec les égards dus à la distinction de son talent et à la sincérité de sa conscience; mais, entre une compagnie comme le Collége de France qui se prononce sans distinction de partis ou d'opinions contre un de ses membres et le membre même qu'elle abandonne, comment douter un instant et chercher le tort où il ne saurait être?

L'affaire de M. Jacques est à la fois plus nette et, selon nous, plus grave. M. Jacques était professeur de l'Université, il a été révoqué; il lui est en sus interdit d'exercer des fonctions quelconques dans l'enseignement libre; il y a jugement rendu. On peut regretter les circonstances dans lesquelles ce jugement intervient: le procès de M. Jacques était instruit par une certaine presse en même temps que par ses juges légitimes; il est fâcheux que la sentence, qui a été un devoir de conscience pour les uns, ait pu sembler une satisfaction de parti pour les autres. Nous ne croyons pas non plus nous tromper en pensant que le surcroît de pénalité ajouté à la révocation universitaire, l'interdiction de l'enseignement libre, a dû faire grandement question parmi les juges. Le texte de la loi porte simultanément la révocation et l'interdiction; il eût été à désirer qu'on disjoignît les deux peines, et nous avons quelque embarras à concevoir qu'il fût bien rigoureusement équitable d'appliquer la seconde. Cela dit, il reste toujours trop clair que si l'Université n'a pas mission d'enseigner le dogme, elle ne saurait avoir mission de l'attaquer. L'état n'est point irréligieux, il est laïque; l'état a dans ses écoles des enfans de toutes les communions; il doit les y garder, les y appeler tous au même titre, tant qu'il reposera sur les bases que la société moderne lui a faites, tant qu'on ne l'aura pas ramené à son origine surnaturelle d'autrefois. L'état n'a donc point à dogmatiser dans son enseignement pour une communion contre l'autre: comment admettre qu'il lui soit permis de dogmatiser contre toutes? La règle du professeur au milieu de ces difficultés qu'on surfait toujours en alambiquant à plaisir ou par malignité, elle est écrite loyalement et simplement dans un vieux règlement de 1821, du temps de la restauration, qui était là plus libérale que ne le sont aujourd'hui bien des gens qui croient l'être beaucoup: « Le professeur saisira toutes les occasions d'entretenir ses élèves de Dieu, du roi et du pays. »

Le délai que s'étaient donné les diplomates allemands réunis à Dresde pour tâcher d'arriver enfin à quelque solution n'a pas porté les fruits qu'on paraissait en attendre. Il est très probable que la conférence, qui n'avait eu depuis lors qu'une existence très languissante, va maintenant se dissoudre tout-à-fait, et si l'on songe encore, après tant de déboires, à poursuivre, au moins en apparence, la reconstitution d'un pacte germanique, il ne reste plus désormais qu'un instrument légal: c'est toujours la diète de Francfort. On s'était accommodé de ces conférences, maintenant si misérablement avortées, pour n'avoir point à subir les embarras de tout genre qu'entraînait dans une pareille négociation le retour pur et simple du vieux cénacle diplomatique; voici peut-être qu'on va revenir à celui-ci par dégoût des conférences. C'est ainsi que les affaires d'Allemagne se traînent sans avancer à travers des péripéties toujours semblables. Il serait assez piquant de comparer en somme la besogne qu'ont faite les diplomates de Dresde et celle qu'on peut mettre au compte des tribuns réunis à Francfort en 1848. Le congrès n'a pas été plus habile que le parlement, ou du moins les ambitions des cours ont été aussi âpres que les prétentions de l'orgueil national des peuples.

On a maintenant d'ailleurs un récit très circonstancié et qui paraît très exact de tout ce qui s'est passé à Dresde; c'est une brochure intitulée : *les Conférences de Dresde*. Les négociateurs s'étaient mutuellement promis le secret.

On assure que l'un d'eux aurait été relevé par sa cour du serment qu'il avait prêté, et que sa cour elle-même se serait chargée de l'indiscrétion. Cette brochure curieuse est très fort dans le sens prussien; aussi la vente en a-t-elle été défendue en Autriche et en Saxe. L'auteur anonyme suit par ordre chronologique toutes les phases des conférences jusqu'à la dernière séance du 23 février; il veut prouver que les projets qu'on tramait à Dresde n'étaient ni plus ni moins que la ruine de la Prusse. Par quels projets remplacera-t-on maintenant ceux-là? Toujours la même question pendante. Ce n'est pas demain non plus que de l'autre côté du Rhin se fera l'équilibre.

Les communes anglaises ont voté la seconde lecture du bill de lord John Russell contre l'agression papale : 438 voix contre 95. Nous avons dit comment le bill avait été modifié : c'est donc là, pour le cabinet, une mince victoire; mais le parlement est enfin débarrassé d'une affaire qui entravait toutes les autres, et qui a fini par accumuler un arriéré considérable pour le reste de la session. Cette mêlée parlementaire des derniers mois a complété la désorganisation des vieux partis anglais. Le temps est loin où l'on ne pouvait être que whig si l'on n'était pas tory, et réciproquement. Un *commoner* de l'ancienne école ne se reconnaîtrait plus au milieu de ces fractions multiples et mobiles. Les habitudes de nos séances françaises ont déjà passé le détroit; l'autorité du *speaker* a presque été méconnue aussi hardiment que celle d'un président de nos assemblées. La discipline s'en va, les coalitions arrivent. Ne vous préoccupez pas trop des grossièretés oratoires de M. Drummond : ce n'est encore que demi-mal, et le *speaker* n'y en voyait pas du tout; mais écoutez au contraire cette profession de foi : c'est un Irlandais, M. Reynolds, qui parle contre le ministère. « Je déclare, une fois pour toutes, qu'en donnant ma voix, je ne considère pas le mérite intrinsèque de la question sur laquelle je vote : je vote quand même contre le gouvernement, et je suis résolu de toujours voter ainsi tant que durera ce cabinet. » Voilà l'écueil du régime parlementaire qui perce tout à son aise; le suffrage, au lieu d'être un moyen d'appréciation, devient un instrument de guerre.

A La Haye, la chambre a repris ses travaux; mais, à l'exception peut-être du projet d'organisation communale, il est permis de douter que ces travaux aboutissent bientôt à quelque résultat définitif. La loi communale, l'œuvre de M. Thorbecke, est généralement assez bien accueillie, c'est le corollaire des lois provinciales et électorales adoptées l'année dernière. Le projet d'organisation judiciaire ne passera point, il s'en faut, aussi aisément; il froisse trop d'intérêts sans présenter beaucoup d'économie.

Les nouvelles des Indes sont meilleures; les Chinois de Bornéo, les rebelles de l'île de Banka ont été forcés de se soumettre; cette soumission rend aux Hollandais le libre usage des mines d'étain de cette île importante. On attend le retour de l'ancien gouverneur-général, M. Rochussen, vers la fin de juillet.

ALEXANDRE THOMAS.

V. DE MARS.

